

Les contradictions entre les pays de l'Est

Un avertissement à M. Ceausescu

Face au cas roumain, la communauté internationale commence enfin à réagir. Et pas seulement le camp occidental. Voilà qu'à la commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève, plusieurs États socialistes, URSS en tête, se sont désolidarisés, jeudi 9 mars, de leur « frère » de Bucarest. En choisissant de ne pas prendre part au vote, ils ont favorisé l'adoption d'une résolution qui condamne les violations des libertés fondamentales dans un pays où des millions de gens vivent depuis bientôt huit ans dans la pénurie forcée, sous la menace permanente de la Securitate et d'un plan aberrant de destruction des villages.

La résolution n'est pas tendre, bien qu'elle ne le nomme pas pour M. Ceausescu. Elle marque la « préoccupation » de la commission face aux « violations graves et répétées des droits de l'homme et des libertés fondamentales », face à l'efflux de réfugiés roumains venus « chercher protection et asile dans les pays voisins ». Elle a chargé un rapporteur spécial de rendre des conclusions à la prochaine session de la commission.

Comme on pouvait s'y attendre, le représentant roumain a immédiatement pris la parole pour rejeter comme « fausses et non avérées » les décisions de la commission. Après avoir tenté d'éviter l'isolement en faisant savoir qu'il pourrait envisager de recevoir une commission d'enquête, le gouvernement de Bucarest était bien vite revenu sur son offre, estimant qu'on exagérât trop de lui. Cette volte-face a eu raison de l'espoir de quatre pays de l'Est représentés à la commission — en dehors de la Hongrie — de trouver une solution.

L'avertissement est d'autant plus sérieux pour Nicolas Ceausescu que les quatre comprennent non seulement l'URSS et l'Ukraine, mais aussi la Bulgarie et l'Allemagne de l'Est. Ces deux pays ne passent pas pour être à la pointe du mouvement de démocratisation, déclenché à l'Est par la perestroïka gorbatchévienne. A l'heure où ils tentent de freiner la contagion, sur leur propre société, des modèles polonais et hongrois et durcissent la répression contre leurs dissidents, ils auraient même eu quelques raisons de ne pas créer un précédent en laissant la commission des droits de l'homme condamner l'un des leurs.

Sur la Hongrie, qui défend dans l'affaire les droits d'une forte minorité magyar en Roumanie, s'était allié aux Occidentaux depuis l'année dernière pour dénoncer les excès du régime Ceausescu, les autres pays de l'Est avaient donné l'impression d'hésiter sur l'attitude à adopter. Mikhaïl Gorbatchev, qui a renoncé à deux reprises en 1988 le « Conducator », à Bucarest puis à Moscou, lui avait clairement exprimé sa désapprobation sans toutefois aller jusqu'à une excommunication. Le quotidien du PC est-allemand célébrait encore la même année l'amitié indéfectible de la RDA et de la Roumanie à l'occasion d'une visite d'Erich Honecker à Bucarest. Il est évident, pourtant, que les dirigeants de l'Est, qui ont des moyens de pression considérables, notamment économiques, ne peuvent rester trop longtemps les bras croisés. Il y va de la crédibilité de leur politique d'ouverture non seulement en Europe de l'Ouest, mais également auprès de leurs propres opinions publiques. On peut espérer que le vote de jeudi ne restera pas un geste sans suite.

Les Polonais vont élire librement un Sénat

Un programme de réformes majeures a été adopté le jeudi 9 mars en Pologne par le pouvoir et l'opposition. Pour la première fois dans un pays communiste, des élections libres vont être organisées, en l'occurrence, pour la désignation d'un nouveau Sénat. L'opposition va, d'autre part, faire son entrée à la Diète. Un poste de président de la République, enfin, doit être créé, dont le titulaire sera élu.

L'accord est le fruit des négociations conduites au sein du groupe de travail chargé des réformes politiques dans le cadre de la « table ronde » qui réunit depuis un mois les représentants du gouvernement et ceux du syndicat Solidarnosc. On savait que ce dernier avait déjà obtenu l'assurance de sa prochaine législation et que le pouvoir admettait que l'opposition soit à l'avenir représentée à la Diète.

Mais la surprise vient de la création d'une nouvelle Chambre haute et surtout de l'annonce que ses membres seront désignés lors d'élections « totalement libres ». Certes, de nombreux points restent à préciser, en particulier les pouvoirs qui reviendront à ce Sénat. Il reste également à déterminer ceux que détiendra le futur président de la République, et son mode d'élection. Mais, comme on le souligne dans les rangs de l'opposition, un processus est engagé dont on peut attendre qu'il rétablisse, « de façon progressive », la démocratie en Pologne.

(Lire nos informations page 6.)

Libéralisation intellectuelle et stagnation économique

La perestroïka à l'épreuve de la pénurie

Le 11 mars 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev était élu secrétaire général du Parti communiste soviétique. En quatre ans la glasnost a fait des progrès dans les milieux intellectuels, qui ont retrouvé l'usage de la parole, mais la situation économique ne s'est pas améliorée.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

« Il était une fois un royaume où tout le monde croyait depuis très longtemps que 2 + 2 = 6. Jusqu'à un jour où des esprits sages démontrèrent que 2 + 2 = 4. Le roi demanda que l'on ajourne la diffusion de cette nouvelle qui pourrait choquer le peuple et que pour habitude celui-ci on affirme pendant une période de transition que 2 + 2 = 5. » Le philosophe Karpinski, exclu du parti il y a une vingtaine d'années et militant de la démocratisation, utilise ce petit apologue pour expliquer à un auditoire occidental l'état actuel de l'URSS. Officiellement, on en a fini avec les vieux mensonges. L'histoire du régime est passée au crible et bien peu de tabous résistent à la perspicacité iconoclaste des intellectuels. Pas même Lénine.

Pas même la révolution d'Octobre. On commence à rechercher dans le marxisme-léninisme les prémisses du stalinisme, au-delà de la critique primaire du « culte de la personnalité ».

La situation économique fait également l'objet d'un diagnostic sans fard. Non seulement le constat est accablant : les magasins sont vides et l'approvisionnement, loin de s'améliorer, se dégrade, mais les tentatives de réformes amorcées depuis quatre ans, c'est-à-dire sous Mikhaïl Gorbatchev lui-même, sont qualifiées d'inefficaces, voire d'erronées.

Dans les milieux officiels du parti et du gouvernement, la remise en cause ne touche cependant pas les racines du régime : le caractère socialiste de l'économie et la primauté du parti unique. C'est pourquoi le processus de prise de conscience, tel que le souhaitent les intellectuels libéraux, n'a pas encore été mené à son terme et qu'il n'est pas certain qu'il le sera.

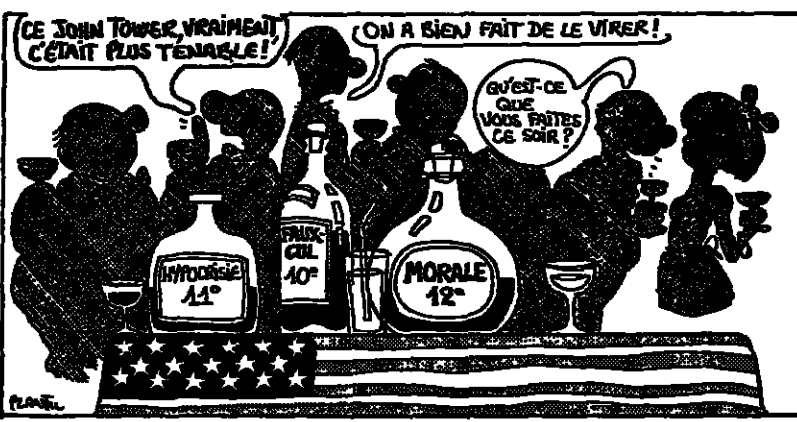
Pour le moment, la liberté d'expression, liberté de parole et de publication, est pratiquement totale. Peut-être la période électorale y est-elle pour quelque chose, mais les intellectuels, journalistes et écrivains, ne se demandent plus ce qu'ils peuvent dire ou ne pas dire. Ils testent les

Afin de lutter contre la « pagaille » de l'urbanisation

M. Michel Rocard recherche un consensus pour l'Ile-de-France

M. Rocard a confirmé, le jeudi 9 mars, son intention d'ouvrir, au lendemain des élections municipales, un « grand chantier » pour mettre fin à la pagaille et à la menace d'asphyxie de l'Ile-de-France. Le premier ministre recherche un consensus de toutes les parties concernées. Cette proposition a été faite à deux jours du premier tour des élections municipales. (Lire nos informations page 12.)

Un grave échec pour M. Bush



Les sénateurs américains ont écarté John Tower du secrétariat à la défense (lire page 3)

Un scrutin différent

par Jean-Marie Colombani

« Il faut des maires qui soient à l'unisson du gouvernement » : cette ultime adresse du premier ministre aux électeurs, invités les 12 et 19 mars à renouveler leurs conseils municipaux, est à la fois adaptée à la fonction de M. Rocard et désuète. Elle cadre mal, en effet, avec le nouveau cours électoral du pays. Car le schéma traditionnel — dramatisation, politisation, globalisation — qui s'appliquait à tout scrutin passant à portée de main est remis en cause.

Les élections locales elles-mêmes avaient dû, au fil des ans, se plier aux règles d'un affrontement gauche-droite sans merci. Ces scrutins, dits interrégionaux, étaient devenus l'occasion de votes sanctions contre le gouvernement en place.

(Lire la suite page 10.)

Election présidentielle à Madagascar

M. Ratsiraka, candidat « libéral ».

PAGE 2

M. Mitterrand à Alger

Faciliter le dialogue entre l'Europe et le Maghreb.

PAGE 2

Le mouvement des enseignants

Les négociations avec le ministère progressent sur plusieurs dossiers.

PAGE 16

Le Monde

SANS VISA

■ Visite au comté de Lothière au Canada. ■ Escala. ■ Gastronomie. ■ Jeux. Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve page 36

250 000 salariés supplémentaires en 1988

La renaissance de l'emploi

Deux cent cinquante mille emplois et peut-être même deux cent quatre-vingt mille auraient été créés en 1988. Ces chiffres doivent être confirmés, mais on est assuré que cette année sera la meilleure depuis douze ans.

droit, selon l'hypothèse, à la création de deux cent cinquante mille emplois, voire même deux cent quatre-vingt mille emplois salariés supplémentaires.

Ce pronostic euphorique tient dans la confirmation, toute récente, de l'excellente orienta-

tion des rentrées de cotisations pour le régime d'assurance-chômage auxquelles sont soumises les entreprises du secteur privé non agricole, dès lors qu'elles rémunèrent un salarié.

ALAIN LEBEAUCHE.
(Lire la suite page 31.)

A NOS LECTEURS

La grève des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) a gravement perturbé la distribution de notre journal dans du 10 mars. A l'intention des lecteurs qui n'ont pu se procurer « le Monde » dans les kiosques, nous publions aujourd'hui, au centre du journal, un cahier de douze pages reprenant la « une » et les principaux articles du numéro d'hier. Nous publions également « le Monde des livres ».

Nombreux sont ceux, parmi nos lecteurs, qui se sont rendus au siège du journal pour tenter d'acheter des numéros. Ils en ont été empêchés par des grévistes. Nous la déplorons. A ces lecteurs et à tous les autres nous demandons de nous excuser pour ces désagréments qui ne sont pas de notre fait.

Nous publions lundi 13 mars (daté mardi 14 mars) les résultats des municipales dans près de huit cents villes et un deuxième cahier « Economie », ainsi que « le Monde Affaires ».

Didier Daeninckx

La mort n'oublie personne

L'EPOPEE D'UN RESISTANT

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 180 lit. ; Japon, 1 700 ¥ ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,80 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

AU PAYS DE LA LORELEI...
LA VIE COULE PLUS DOUX



Etranger

ALGÉRIE : la visite de M. Mitterrand en Algérie

La France cherche à faciliter le dialogue entre l'Europe et le Maghreb

Le président Mitterrand a regagné la France vendredi 10 mars, après une visite de vingt-quatre heures en Algérie. Il reviendra au Maghreb cette année, en tant que président de la CEE, car il entend encourager le dialogue de cette région avec l'Europe.

ALGER
de nos envoyés spéciaux

Le président de la République parie sur Chadli Bendjedid pour mener à bien l'ouverture, sinon la démocratisation au sens où on l'entend de l'autre côté de la Méditerranée, de la société algérienne. Tel est le sens que l'on donne de source française aux vingt-deux heures que M. Mitterrand vient de passer en Algérie, dans la résidence de Zéralda du président Chadli. C'est d'ailleurs ce que le président français avait voulu suggérer dès son arrivée, jeudi matin, à l'aéroport d'Alger lorsqu'il a affirmé que « cette journée de travail et d'amicales conversations est plus qu'un devoir, un devoir d'amitié ».

Plus que leur contenu, ce qui frappe dans ces entretiens, c'est leur

ton « amical et détendu » et le côté « partie de campagne » qui a été volontairement donné à l'expédition. Quitte à bousculer le protocole, les deux présidents n'ont pratiquement pas quitté le domaine de Zéralda, exception faite d'une excursion en commun et sous un soleil radieux sur le site archéologique de Tipasa. Au total, ils ont eu plus de cinq heures en tête à tête, sans compter un déjeuner en plein air et avec leurs collaborateurs (MM. Dumas et Bianco accompagnant le président de la République) et un dîner en très petit comité. Si plusieurs sujets d'ordre général ont été abordés au cours de cette journée, les deux chefs d'Etat n'ont pas négligé les thèmes bilatéraux dont certains concernent toujours les relations entre Paris et Alger. C'est ainsi qu'ils ont parlé de la difficile affaire des enfants de couples mixtes, souhaitant des réunions plus fréquentes de la commission paritaire chargée de régler les cas litigieux ; du sort des établissements scolaires français en Algérie, qui devraient être dorénavant régis par « des règles du jeu durables » ; de la vente des biens des derniers Français d'Algérie et du transfert de ces sommes en France, s'entendant pour continuer à suivre ces dossiers « au plus haut niveau ».

Toujours au chapitre des relations bilatérales, MM. Chadli et Mitterrand ont évoqué une future coopération dans le domaine de l'aéronautique. Alger étant intéressée par le satellite TDF 1 ; le réaménagement de la loi sur les sociétés d'économie mixte qui devrait accroître l'intérêt des entreprises françaises pour investir en Algérie. La signature de l'accord gazier et du protocole portant sur 7 milliards de francs d'aide financière et de crédits permettent d'ores et déjà de s'attendre à une reprise conséquente des échanges entre les deux pays.

Problème de la dette

Plusieurs sujets internationaux ont été abordés par les deux présidents. Du côté français comme du côté algérien, on est tombé d'accord pour estimer qu'il fallait aller vite au Proche-Orient, car certains acteurs de la crise israélo-arabe « jouent la dégradation de la situation ». Concernant le Sahara occidental, MM. Mitterrand et Dumas se sont félicités de l'initiative des Nations unies en souhaitant que « chacun mette un maximum de bonne volonté » pour mener à bien le processus de référendum. Outre les rap-

ports futurs de la nouvelle Union du Maghreb arabe avec la CEE, les deux chefs d'Etat ont évoqué le problème de la dette algérienne dont le service représente environ 75 % des rentrées en devises du pays. Ce dernier problème préoccupe tout particulièrement le président Chadli, qui a demandé à M. Mitterrand d'évoquer lors du Sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés qui se tiendra en juillet à Paris.

M. Chadli a-t-il exposé à son hôte le calendrier et la portée des réformes politiques et institutionnelles en cours en Algérie ? Ses intentions à long terme, ses inquiétudes et ses espoirs ? C'est plus que probable, mais on se refuse, pour des raisons de susceptibilité, à évoquer la question du côté français. On n'en convient pas moins qu'il faut aider, dans la mesure du possible, M. Chadli à secouer le carcan bureaucratique et ultra-centralisateur qui avait fini par bloquer la société algérienne et qui n'est pas pour rien dans les émeutes sanglantes d'octobre dernier.

Après avoir eu une réaction tardive et extrêmement embarrassée face à l'ampleur de la répression, les autorités françaises estiment que M. Chadli est le mieux à même de

faire évoluer la société algérienne et qu'il a de bonnes chances d'y parvenir s'il peut mener de front réformes politiques et relance de l'économie. La teneur de plusieurs projets de loi qui seront présentés à l'Assemblée populaire nationale (APN) lors de la prochaine session de printemps sera déterminante ; ces textes tant attendus doivent concerner la loi sur les associations à caractère politique, le code électoral assorti d'un nouveau découpage administratif, le code de l'information et la réforme de la loi sur les entreprises mixtes.

Le bref séjour de M. Mitterrand a été amplement couvert par la presse et la télévision algériennes. Mais tous les itinéraires empruntés par le président de la République n'étaient décorés que de drapeaux algériens. Preuve s'il en faut que, malgré un net réchauffement, les relations franco-algériennes ont toujours du mal à accéder à la sérénité.

Vendredi matin, avant de quitter Alger, M. Mitterrand s'est déclaré « extrêmement satisfait », au cours d'une brève conférence de presse, des conversations « vastes et chaleureuses » qu'il avait eues la veille. Il a précisé qu'il comptait revenir au Maghreb en tant que président de la CEE durant le deuxième semestre de 1989, afin d'étudier les rapports

qui pourraient s'établir entre l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la Communauté européenne.

Le président de la République a confirmé qu'il avait été question de l'affaire Ruahdie avec M. Chadli. Sans vouloir se faire le porte-parole du chef de l'Etat algérien, il a ajouté, après avoir répété que les principes du droit international devaient être respectés : « Nous n'avons pas eu de difficultés à nous entendre à ce sujet ». Avant d'aborder le problème de la dette, M. Mitterrand avait déclaré que « les choses se déroulent bien » en Algérie où « des temps nouveaux sont arrivés avec le soul de laisser à chaque famille spirituelle, politique, ethnique, dans le cadre de l'unité nationale, un champ d'expression ».

M. Mitterrand a confirmé enfin qu'il avait abordé avec M. Chadli certains problèmes humains ; il a cité notamment le cas des enfants de couples mixtes et celui des biens des derniers pieds-noirs d'Algérie. Ces deux problèmes, a-t-il dit, doivent être réglés des deux côtés de façon à y répondre « humainement et correctement ».

JACQUES AMALRIC
et FRÉDÉRIC FRITSCHER.

MADAGASCAR : la fin du discours révolutionnaire

M. Ratsiraka veut présenter une image de libéral à l'élection présidentielle du 12 mars

Avancée de quelques mois par décision du chef de l'Etat, M. Didier Ratsiraka, qui brigue un troisième mandat de sept ans, une élection présidentielle a lieu dimanche 12 mars à Madagascar. L'opposition aligne trois candidats, dont deux sont supposés se situer à gauche du président sortant, mais, en fait, les discours révolutionnaires ont été largement abandonnés de part et d'autre après l'échec patent de la politique économique d'inspiration socialiste.

TANANARIVE
de nos correspondants

Sur les murs de la capitale malgache, mêlé aux affiches et nombreux tracts qui, chaque matin, depuis le début de la campagne électorale, le 19 février, retiennent l'attention des passants, se détache un faire-part de décès : celui du *Boky mena* ou petit Livre rouge du président sortant Didier Ratsiraka, la Charte de la révolution socialiste malgache. A côté, un dessin naïf invite les jeunes à une « croisière de l'espoir » qui mettrait le « cap sur l'an 2000 ». A la barre du navire *Antso* (rassemblement), l'amiral Ratsiraka.

Voilà qui donne le ton de la campagne pour l'élection présidentielle anticipée du dimanche 12 mars. Trois candidats sont opposés au président en exercice, qui brigue un troisième septennat. C'est du jamais vu dans un pays du tiers-monde éti-queté progressiste. Et plus qu'il n'en faut vraisemblablement pour donner à Madagascar l'image d'un pays libéral, démocratique aux yeux des pays occidentaux et des organismes financiers internationaux. Car, en prime à cette démocratie naissante, les Malgaches pourront offrir le luxe d'un deuxième tour, fixé au dimanche 9 avril, au cas où aucun des candidats n'obtiendrait la majorité au premier.

Les Malgaches, qui n'étaient absolument pas préparés à cette accélération préméditée des événements politiques dans leur pays, réagissent, dans l'ensemble, avec plus de prudence et de curiosité sceptiques qu'avec passion et enthousiasme pour cette soudaine libéralisation politique. La campagne, d'ailleurs, s'est déroulée, jusqu'à ce jour, dans le calme et la sérénité, même si le ton est monté à l'approche du scrutin.

Autre surprise : la censure préalable imposée à la presse depuis quatorze ans est levée. C'est une décision inattendue du président que son entourage qualifie

d'« irréversible ». Les journalistes malgaches, eux aussi pris de court, et pour qui la censure a été bien souvent une fausse excuse, balbutient et semblent, pour l'instant, malhabiles dans l'usage de ce droit explosif : la liberté d'expression.

Quinze ans de censure, et plus souvent encore d'autocensure, cela marque les esprits. Seuls les habitués de la presse quotidienne locale perçoivent une évolution, tandis que les étrangers de passage jugent ces journaux nouvellement libérés encore bien timorés. Il est vrai que les journalistes malgaches se sentent encore sous surveillance, le chef de l'Etat les ayant prévus qu'un mauvais usage de cette liberté la remettrait immédiatement en cause.

Aucun homme nouveau dans l'opposition

C'est le quotidien *Midi Madagascar* qui réalise le plus beau coup médiatique : une table ronde, sans débat, une sorte de face-à-face muet, réunissant trois des principaux témoins des quatre partis en lice. Neuf questions, avec un droit de réponse limité à trois minutes par sujet, sur les grands problèmes du pays et sur lesquels les candidats s'affrontent quotidiennement : le chômage, le pouvoir d'achat, la sécurité, l'éducation, l'environnement, la santé, le développement rural, le libéralisme économique, le protectionnisme et le sport.

Les candidats de l'opposition, mal préparés, déçoivent les tares du régime et son échec dans tous les domaines. Pour eux, les dés sont pipés et l'ouverture politique n'est qu'un trompe-l'œil démocratique. Elle ne leur serait pas, leur chance de succéder au président Ratsiraka serait-elle plus grande ? Aucun homme véritablement nouveau n'émerge des rangs de l'opposition, pas plus d'ailleurs que de ceux du pouvoir. Aucune politique nouvelle ne peut être soumise au verdict populaire puisque la politique économique du régime en place a déjà basculé dans le libéralisme. Il leur reste à proposer un multipartisme authentique. La séparation effective des pouvoirs, la révision de la Constitution.

Chef historique du Mouvement laïque, M. Mouja Juana s'accroche à des promesses que ses détracteurs estiment démagogiques : une augmentation des salaires de 100 %, la baisse du prix du kilo de riz à 150 francs malgaches (60 centimes français), contre 500 actuellement, une remise en cause des accords conclus avec le Fonds monétaire international, la

Banque mondiale et les principaux bailleurs de fonds d'un pays sous perfusion permanente.

Quant à M. Manandafy Rakotonirina, chef du parti MFM-MFT à l'appellation d'origine sociale prolétarienne quelque peu démodée aujourd'hui, son leitmotiv par sa création de deux cent mille emplois, par un fait recette auprès des jeunes et de leurs parents « fatigués de mettre au monde des chômeurs en puissance ». Les jeunes qui, à dix-huit ans, votent pour la première fois, ne prennent pas en compte les conséquences profondes et durables du grand chambardement de mai 1972 qui vit s'effondrer un régime de type néocolonial, sans imagination et déjà fortement fissuré par les prémices de la crise économique. Un des principaux artisans de cette rupture avec le passé fut justement M. Manandafy Rakotonirina. De nombreux Malgaches s'en souviennent, qui trouvent aujourd'hui suspect que l'ancien idéologue de la « Révolution culturelle malgache » promette, en cas de victoire, une plus grande ouverture de son pays aux capitaux étrangers et une accoutumance de l'intervention des organismes internationaux. Ce sont ses militants, jeunes et motivés, volontiers fauteurs de troubles et fomenteurs de grèves par le passé, qui entrent aujourd'hui le *Boky mena*.

Vigilance des chrétiens

Plus modéré dans son discours, moins violent dans sa diatribe, plutôt conciliant, voire compatissant, dans son bilan du régime Ratsiraka, le docteur Jérôme Razanababiny Marojama, président du « Votjy », est marqué, pour de nombreux Malgaches, par son passé. C'est l'homme de l'ancien régime et du Parti socialiste démocrate de l'ancien président Philibert Tsiranana. Un handicap certain auprès de ceux qui refusent un retour en arrière, mais peut-être un atout chez les nostalgiques de l'avant 1972, surtout dans le monde rural qui représente près de 80 % d'un électorat évalué à 5 200 000. Le docteur Razanababiny, par ailleurs, est proche des milieux catholiques dont l'engagement est une donnée essentielle du paysage politique malgache.

Les chrétiens de toutes confessions sont invités par le Conseil des églises chrétiennes de Madagascar (CFR) à surveiller le bon déroulement des élections. Un comité national d'observation a été constitué, à la suggestion du CFR. Il doit,

notamment, garantir ou contester la régularité du scrutin, et répond, indirectement, au souhait du président Ratsiraka de voir les Malgaches assurer eux-mêmes cette surveillance, en dehors de toute ingérence étrangère.

Face à ses opposants, et surtout à deux d'entre eux qui sont ses anciens collaborateurs, nommés par lui au sein du conseil suprême de la révolution, le Dr Razanababiny et M. Rakotonirina, le « candidat-président », comme l'appelle la radio nationale, et son parti, l'Avant-garde de la révolution malgache (AREMA), mènent une campagne particulièrement active dans tout le pays, avec des moyens, ceux de l'Etat, dont ne disposent pas ses adversaires. Le président, dont le mandat n'expirait que le 20 avril, inaugure à la chaîne diverses réalisations qui, manifestement, auraient pu l'être bien avant le début de la campagne électorale. C'est aussi le président qui prend à témoin du redressement national en cours les diplomates, tous pays confondus, impliqués bien malgré eux dans l'effervescence électorale.

L'avalanche des aides internationales

Cette confusion totale, absolue, cet amalgame flagrant du candidat et du président sont régulièrement dénoncés par les opposants et par un nombre croissant de Malgaches pour qui la démocratie s'installe à Madagascar de bien curieuse façon. Le déséquilibre des moyens s'affiche également partout : les très belles photos en couleur du candidat Ratsiraka — réalisées en France par l'imprimerie du Parti socialiste français, colporte la rumeur qui ne précise pas qui a payé la facture — ces magnifiques affiches contrastent trop avec celles, monochromes, de ses adversaires.

De nombreux télespectateurs ont été choqués de voir le chef de l'Etat discuter, de la main à la main, de façon quelque peu hautaine et désinvolte, des sommes importantes à des responsables locaux qui expriment des doléances. Il s'en est rapidement expliqué : « C'est afin que tout le monde sache à qui il remet de l'argent et pour qu'il soit utilisé honnêtement, aux fins prévues ».

Sur le plan financier, si l'AREMA baigne dans l'opulence, les militants du MFM-MFT, par exemple, font du porte-à-porte avec un cahier d'écolier pour recueillir des fonds. Sur ce plan, il n'y a de secret pour personne : l'AREMA n'est-elle pas officiellement aux affaires par l'intermédiaire de

son holding de promotion des entreprises socialistes Procoops ? Par ailleurs, toutes les sociétés et entreprises de la place ont reçu une circulaire bien tournée leur demandant de participer au fonds de soutien du candidat Ratsiraka. Tous les fonctionnaires d'autorité ont également reçu une demande analogue à laquelle, cette fois, était joint un barème correspondant à leur fonction. Dans ce domaine, tout est clair et le comité électoral de l'AREMA jure qu'il n'y aura pas de représailles contre les récalcitrants.

Autre sujet de discussion : l'avalanche des aides internationales mises à la disposition de Madagascar en pleine période électorale, en particulier par le FMI et la Banque mondiale. Le représentant permanent de cette institution à Antananarivo s'est défendu publiquement de toute ingérence de la banque dans la politique malgache. Mais l'opposition criait volontiers au « complot impérialiste » pour le maintien au pouvoir du président Ratsiraka si l'expression, éculée, faisait encore recette. Pour cet étalage en sciences économiques, que ce choix ne contrarie pas, « les bailleurs de fonds internationaux ont déjà voté. On demande simplement aux Malgaches de ratifier ».

Après un « tout à gauche » pendant près de vingt ans, les leaders politiques n'ont, aujourd'hui, qu'un « tout à droite » à proposer aux Malgaches, avec ce paradoxe non formulé, et inavoué de « père du socialisme », qui pourrait être : l'alternance, c'est moi. Entre la passivité des uns et le militantisme des autres, les réalités économiques et sociales d'un peuple qui n'est réellement indépendant que depuis dix-sept ans l'emportent très largement sur les subtilités du discours idéologique et sur les arcanes des crédits d'ajustement structurel ou sectoriel. Si les voies d'une possible démocratie à la malgache s'ébauchent actuellement, elles ne passent certainement pas par le face-à-face télévisé des candidats dans un pays où, sur 12 050 bureaux de vote, près de 10 000 sont installés dans des villages, et où sur 10,5 millions d'habitants 32,5 % de plus de quinze ans sont encore analphabètes.

Les distorsions économiques, sociales et culturelles sont encore trop flagrantes pour que les rêves des uns soient aussi ceux des autres. Madagascar se meut à deux rythmes, celui de la charrette à zébus, très largement majoritaire, et celui des belles limousines de plus de deux litres de cylindrée. Deux mondes différents amenés à s'exprimer sur un seul homme.

CHRISTIAN CHADEFAUX.

TOUS LES ENFANTS PEUVENT RÉUSSIR

Un livre tonique. Pour donner toutes les chances de succès scolaire à votre enfant. 176 pages, 80 F

Centurion

Geneviève Cottan
et Antoine de La Garanderie

A TRAVERS LE MONDE

Salvador

Appel du FMLN à paralyser les transports lors des élections

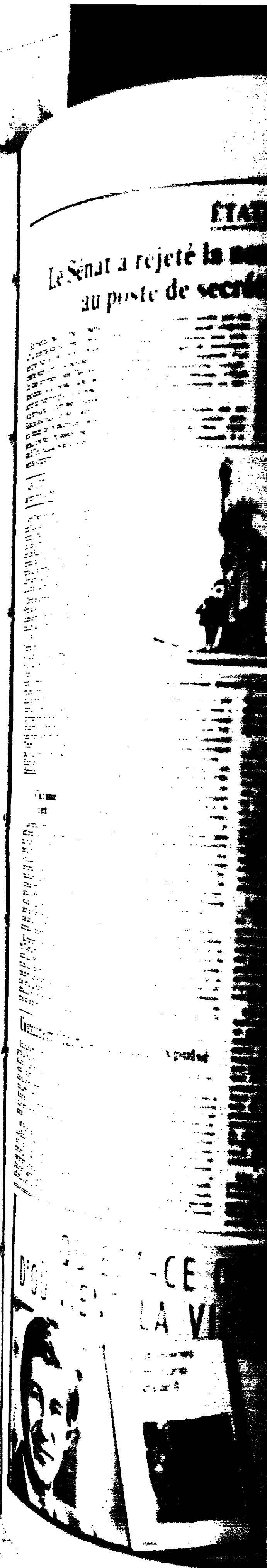
Après la rupture, annoncée la veille, des contacts avec le gouvernement en vue de son éventuelle participation à l'élection présidentielle du 19 mars, le Front Farabundo Martí de libération nationale a appelé, jeudi 9 mars, à une grève dans les transports pour les quatre journées précédant le scrutin. Par ailleurs, les autorités ont annoncé jeudi que trois officiers de haut rang ont été arrêtés à la suite de pressions des Etats-Unis ; ils seraient responsables du

massacre, le 21 septembre 1988, de dix paysans du village de San-Francisco, situé à une trentaine de kilomètres à l'est de San-Salvador. — (AFP, Reuters, UPL)

RFA

Inculpation d'une secrétaire-espionne

Le parquet fédéral ouest-allemand de Karlsruhe a annoncé, jeudi 9 mars, l'inculpation pour un « cas d'espionnage particulièrement grave » d'une ancienne secrétaire du gouvernement fédéral, en détention préventive depuis mars 1988.



Amériques

ÉTATS-UNIS : un grave échec pour George Bush

Le Sénat a rejeté la nomination de M. Tower au poste de secrétaire à la défense

En rejetant, par 53 voix contre 47, la nomination de John Tower, désigné par le président Bush comme secrétaire à la défense — fait sans précédent dans l'histoire américaine — le Sénat vient de porter un coup très grave à la nouvelle présidence. Entre une Maison Blanche discréditée et un Congrès aux mains de démocrates bien décidés à ne pas s'en laisser conter, une difficile bataille pour le pouvoir vient de s'engager.

WASHINGTON
de notre correspondant

John Tower est tombé, et le président Bush, dès le second mois de son mandat, a trébuché. Il lui est arrivé ce qui n'était arrivé à aucun autre président des États-Unis avant lui. L'un des hommes qu'il avait choisis pour faire partie de son premier cabinet, et pour un poste majeur, celui de secrétaire à la défense, a été rejeté par le Sénat.

Certes les dirigeants démocrates du Sénat se sont empressés, après avoir assésé ce méchant coup de griffe au président, de montrer patte blanche.

M. Bush lui aussi a voulu donner l'impression qu'il tournait la page. « Nous devons au peuple américain de nous rassembler et d'aller de l'avant », a-t-il déclaré après avoir regretté le résultat du vote. Mais, à vrai dire, le président n'avait guère le choix, ni les moyens de tenir un langage plus vigoureux. Cette défaite lui fait perdre, sans doute beaucoup plus vite qu'il ne le croit, la mesure de sa faiblesse, inscrite dans les résultats de l'élection de novembre, qui a porté au pouvoir, aux côtés d'un président républicain, une Chambre et un Sénat démocrates.

« Tout le monde a perdu »

Le président, bien sûr, n'est pas le seul perdant. Bien d'autres ont laissé des plumes dans cette longue et délicate affaire, y compris les « vainqueurs ». Naturellement, ce sont les vaincus — notamment les sénateurs républicains — qui ont surtout développé ce thème du « tout le monde a perdu », y compris les institutions américaines. Mais bien des commentateurs les avaient précédés dans cette voie, dès que l'affaire Tower avait commencé à dégénérer.

La première victime, bien sûr, est M. Tower lui-même, ce petit homme rond, aux cheveux plaqués sur le crâne, aux yeux rapprochés et aux oreilles pointues — devenu, à mesure que s'enfilait la rumeur, un don Juan alcoolique et cupide. Pendant des mois, sa vie privée a été allégrement

piétinée dans la presse, tandis que ses anciens collègues (il a passé vingt-six ans au Sénat) se drapaient sans complexe dans leurs toges de moralistes pour dissuader des vices supposés d'un homme dont l'incontestable compétence, en matière de défense, n'était plus mentionnée que comme un élément accessoire.

L'homme n'est sans doute pas un petit saint, et il avait moins que d'autres fait semblant de l'être : mais les arguments sur la foi desquels il a

Tout cela, bien sûr, sentait l'amertume de la défaite, mais il est incontestable que bien des sénateurs ont hypocritement enrobé d'un habillement moral un vote politique, exigé d'eux par un Sam Nunn qui avait décidé que M. Tower n'était pas au Pentagone. Certains ont été jusqu'à expliquer en privé à M. Tower qu'ils auraient bien aimé voter pour lui, mais que la pression était trop forte. Sans doute trois démocrates (sur cinquante-cinq) lui ont-ils malgré tout apporté leurs suffrages (tandis qu'une femme sénateur

avait voulu placer sa présidence et, dès son entrée en fonctions, il avait multiplié les amabilités à l'égard des dirigeants démocrates du Congrès).

Naturellement, ces efforts ne sont pas définitivement compromis, d'autant que les démocrates auront désormais à cœur de ne pas rejouer trop vite le rôle de l'agresseur : M. Bush peut même raisonnablement espérer trouver auprès d'eux, au moins l'espace de quelques semaines, un état d'esprit assez conciliant. Mais quelque chose, fondamentalement, a changé.



International Herald Tribune du 10 mars.

été condamné — du type « il n'y a pas de fumée sans feu », et « il doit bien y avoir quelque chose de vrai dans toutes ces rumeurs » — auraient dû faire frémir ces juristes qui forment l'essentiel du contingent de la classe politique américaine. Toutes ces accusations — ragots et témoignages confondus — ont été pieusement recueillies par le FBI, qui offrait à tous les ennemis de M. Tower la possibilité de l'attaquer sous couvert de l'anonymat. Seuls le président et les sénateurs ont eu théoriquement accès à ce rapport — « le plus grand ramassis d'innuendos que j'aie jamais vu », selon l'expression d'un sénateur républicain — mais des fuites ont naturellement été organisées : c'est dire que la réputation du FBI n'est pas non plus sortie grandie de cette affaire, pas plus que celle de certains journaux, qui se sont goulûment jetés sur d'aberrantes « révélations ».

Autre « victime » — paradoxale — de cette affaire : le Sénat lui-même. « Après ce que nous avons fait à ce brave homme, nous devrions baisser la tête », a déclaré, jeudi, d'une voix sinistre, M. Robert Dole, le leader de la minorité républicaine. L'un de ses collègues a même reproché aux démocrates d'avoir les mains « couvertes de sang », comme Macbeth et son épouse.

Le processus de confirmation a-t-il vraiment été dévoyé, ou bien M. Tower constitue-t-il précisément cette exception, comme l'affirment les démocrates, qui font valoir que les autres candidats désignés par M. Bush ont jusqu'à été acceptés sans aucun problème ? On peut au moins avancer qu'aucun candidat à la confirmation n'avait jusqu'à été soumis à un tel traitement.

Les mêmes critères seront-ils désormais appliqués aux autres candidats à un poste gouvernemental ? Dans ces conditions, trouverait-on des volontaires pour occuper des fonctions beaucoup moins lucratives que celles que peut offrir le secteur privé ? En tout état de cause, les républicains auront sans doute à cœur de rendre à leurs adversaires démocrates la monnaie de leur pièce, et l'occasion s'en présentera très bientôt : l'enquête concernant les arrangements financiers du speaker de la Chambre, M. Jim Wright, arrive à son terme, et l'intéressé pourrait connaître quelques moments désagréables.

Une autre victime possible, sinon probable, de cette affaire est le bipartisme, la coopération harmonieuse entre les deux partis, et donc entre la Maison Blanche et le Congrès. C'est pourtant sous ce signe que M. Bush

républicain votait contre), mais tout semble indiquer que ces défections ont été tolérées parce que le résultat était acquis.

L'après de la bataille a été telle que même son grand triomphateur n'en est pas sorti tout à fait indemne. La réputation d'équité que s'était soigneusement bâtie le sénateur Nunn est écornée, et surtout sa volonté de puissance est apparue en pleine lumière, même s'il a pris grand soin d'avoir le triomphe modeste. Ses adversaires estiment que le Sénat a porté atteinte à une prérogative présidentielle élémentaire, celle de choisir les membres de son cabinet, choix qui est normalement ratifié par le Sénat sans cas tout à fait exceptionnel, si des charges très graves pèsent sur la personne désignée.

Le processus de confirmation a-t-il vraiment été dévoyé, ou bien M. Tower constitue-t-il précisément cette exception, comme l'affirment les démocrates, qui font valoir que les autres candidats désignés par M. Bush ont jusqu'à été acceptés sans aucun problème ? On peut au moins avancer qu'aucun candidat à la confirmation n'avait jusqu'à été soumis à un tel traitement.

Les mêmes critères seront-ils désormais appliqués aux autres candidats à un poste gouvernemental ? Dans ces conditions, trouverait-on des volontaires pour occuper des fonctions beaucoup moins lucratives que celles que peut offrir le secteur privé ? En tout état de cause, les républicains auront sans doute à cœur de rendre à leurs adversaires démocrates la monnaie de leur pièce, et l'occasion s'en présentera très bientôt : l'enquête concernant les arrangements financiers du speaker de la Chambre, M. Jim Wright, arrive à son terme, et l'intéressé pourrait connaître quelques moments désagréables.

Une autre victime possible, sinon probable, de cette affaire est le bipartisme, la coopération harmonieuse entre les deux partis, et donc entre la Maison Blanche et le Congrès. C'est pourtant sous ce signe que M. Bush

Le spectre du « carterisme »

La stature de M. Bush est désormais réduite à celle d'un homme qui n'a pas d'autre choix que de composer, et l'opinion, aux États-Unis comme dans le monde, n'a pas manqué de s'en apercevoir. « Le leader du monde libre ne peut même pas obtenir la confirmation d'un membre de son cabinet », a noté sèchement un sénateur républicain. Les négociations sur le budget, qui s'engagent à présent, s'annoncent bien difficiles.

Déjà, le spectre du carterisme, celui d'une présidence qui avait mal commencé, avant de mal se terminer, est évoqué dans la presse.

Certes, dans l'adversité, M. Bush peut trouver quelques motifs de consolation. Qu'il se soit battu jusqu'au bout est au moins un signe de fermeté, sinon de force. Et puis, comme on s'est appliqué à le souligner jeudi à la Maison Blanche, l'épreuve a soulevé les rangs des républicains.

M. Bush va désormais devoir désigner un nouveau candidat au poste de secrétaire à la défense. Un sénateur démocrate avait suggéré, pour arranger les choses, que l'actuel conseiller pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, prenne en charge le Pentagone, et qu'il soit remplacé au Conseil de sécurité par M. John Tower. Mais cette idée lumineuse (le conseiller pour les affaires de sécurité n'a pas besoin de l'assentiment du Sénat) n'a pas été retenue : M. Scowcroft a indiqué lui-même vendredi qu'il n'irait pas au Pentagone, et M. Tower va repartir, « l'âme en paix », pour le Texas.

JAN KRAUZE.

● Un Canadien d'origine hongroise condamné pour espionnage. — Le tribunal de Saint-Jean de Terre-Neuve (Canada) a condamné, jeudi 9 mars, un Canadien d'origine hongroise, Stephen Ratkai, à neuf ans d'emprisonnement pour avoir communiqué à l'URSS des renseignements sur la base « secrète » américaine d'Argentine, au Canada, chargée notamment de la surveillance des sous-marins soviétiques dans l'Atlantique Nord. Son arrestation en juin 1988 avait provoqué l'expulsion de diplomates soviétiques en poste au Canada et de diplomates canadiens en URSS. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Sam Nunn, « tombeur » du candidat du président

Que cherche donc Sam Nunn ? A jouer depuis deux mois les Saint-Just au Congrès, ce sénateur démocrate de Géorgie au visage flegme, à la vie sans histoire et au style sans aspérité a réussi à déclencher la plus grande lessive de linge sale politique de ces dernières années. La cabale puritaine qu'il a menée à la tête de la commission des forces armées n'a pas seulement eu raison de la candidature de l'« alcoolique » John Tower au secrétariat à la défense, elle a fait prendre un retard considérable aux dossiers stratégiques en souffrance et surtout ravivé entre démocrates et républicains une guerre de tranchées que l'on croyait oubliée.

De tout autre que Sam Nunn, perçonné de vertu reconnu, pareille charge au nom de l'éthique aurait paru pour le moins pittoresque. Comment s'en remettre par exemple à un sénateur Kennedy, toujours handicapé par l'épisode tragique de Chappaquiddick (1), pour juger du sens moral de M. Tower ? Autant demander au sénateur Bentsen, qui au début des années 50 préconisait le jeu, l'envoi d'une bombe atomique sur la Corée du Nord, de se prononcer sur le « discernement » de l'ancien candidat à la défense.

Pourtant, derrière le souci réel d'une certaine exigence morale, exprimé par Sam Nunn, c'est plus de rivalité et même d'incompréhension qu'il s'agit. Entre ce méthodiste géorgien — il organise des petits déjeuners de prières — qui a fait toute ses campagnes sénatoriales en se présentant comme le tenant des authentiques vertus campagnardes opposées aux roueries de la ville et le joyeux viveur texan célèbre pour ses déguisements de Superman, comment le courant aurait-il pu passer ? Et même si M. Nunn a connu — pour mieux l'oublier — le goût du péché dans sa jeunesse (à vingt-six ans, il embouteilla une voiture alors qu'il était en état d'ivresse), il est toujours à l'anglophile Tower ce qu'une « tête ronde » devait être aux paillardis seigneurs de la cour.

En politique toutefois, les deux hommes ne sont pas très éloignés : même conservatisme, même goût pour une défense « musclée ». Tower, qui précède Nunn à la tête de cette « incontournable » commission des forces armées, fut au Sénat le principal relais du secrétaire à la défense Weinberger lorsque ce dernier entreprit, dès 1981, le réarmement de l'Amérique. Nunn, en bon « tory démocrate » du Sud, appuya de son côté l'essentiel de la révolution réaganienne, votant tout à la fois pour les réductions d'impôts, le missile MX, le prière à l'école ou encore l'aide à la Contre-nicaraguayenne. Au point que, au nombre de votes favorables à Ronald Reagan, le Géorgien fut vite sacré « le plus républicain des sénateurs démocrates ».

Le « pape de la défense »

L'ennui, c'est que Sam Nunn, auquel les républicains avaient même pensé en 1980 comme colistier possible de Ronald Reagan, tient mordicus à son étiquette démocrate. Et pourtant personne n'est moins homme de parti que lui. Il est vrai que, réélu avec une moyenne étonnante de 80 % des voix depuis 1972, le sénateur qui fut aussi un poulain de l'ancien gouverneur de l'Alabama, l'archi-conservateur George Wallace, ne devant rien à personne, n'a pas eu à courtoiser les hiérarchies démocrates. Trop « à droite » du courant dominant, il a plutôt joué cavalier seul, s'affirmant par sa seule compétence. Et là Sam Nunn est très fort. Sa stratégie en défense sort chez lui des passions héréditaires : elles lui viennent entre autres de son grand oncle Carl Vinson, qui présida jadis, de main de maître, aux destinées de la commission des forces armées de la Chambre.

En outre, Sam Nunn a été à bonne école : non content de remplacer le sénateur Russell Long, il eut aussi pour mentor le célèbre Henry « Scoop » Jackson, tous deux spécialistes des armements. Il a des idées sur tout et il le fait savoir : à la fin des années 70, il proposa un service militaire obligatoire et fit campagne pour la construction de la bombe à neutrons. Enfin, il

y a cinq ans, il proposa de réduire d'un bon tiers les forces américaines stationnées en Europe, car, estime-t-il, « les alliés n'assument pas suffisamment leur propre défense ».

Tout, procédurier, tatillon, Sam Nunn, que la presse surnomme le « pape de la défense », a la critique volontiers couronnée. Se plaçant au-dessus des partis « au nom de l'intérêt national », il attaque démocrates et républicains. Jimmy Carter en sait quelque chose. Sam Nunn s'en prit si bien à son négociateur pour la réduction des armements stratégiques, Paul Warnke, qu'il réussit à le discréditer. Quant à Ronald Reagan, il n'eut pas toujours non plus à se féliciter de l'appui de ce « républicain démocrate ». En 1983, Nunn tenta de s'opposer à l'envoi précoce des « marines » à Beyrouth, une mission qu'il jugeait « absurde » ; ensuite, en 1987, il critiqua ouvertement la prolongation des « escortes » américaines de pétroliers dans le Golfe.

Mais surtout, en discutant pied à pied, il y a deux ans, la réinterprétation par la Maison Blanche du traité sur les missiles antibalistiques de 1972, il retardait le développement de l'initiative de défense stratégique si chère au président Reagan. Car si Nunn approuve le principe de la « guerre des étoiles », il estime le projet actuel « irréaliste » : au lieu de faire protéger tout le territoire américain contre les attaques de missiles, il lui semble « plus raisonnable » de protéger les armes nucléaires.

Un homme qui aime décider

A l'évidence, le sénateur de Géorgie ne conçoit pas son rôle à la tête de la commission des forces armées à la façon de John Tower, qui se contentait d'entériner les choix du Pentagone. C'est bien ce qu'il lui reproche. Peu avant le fin de la présidence Reagan, Sam Nunn avait mené une croisade en faveur d'une totale révision des choix stratégiques et d'une dévaluation des moyens et des hommes, car, estimait-il, M. Weinberger n'avait pas su s'affirmer dans cette guerre de faction permanente qui agite le Pentagone et n'avait réussi qu'à épuiser des stocks d'armements comme dans un supermarché, sans projet ni vision d'ensemble.

Par goût, ou calcul politique bien pensé, on dit aussi que le sénateur Nunn aime bien décider sans engager vraiment sa responsabilité. On l'a vu l'an dernier au moment des primaires, cette série d'obstacles destinés à sélectionner les finalistes pour le scrutin présidentiel : le nom de Sam Nunn avait beaucoup circulé. Et, bien que la série de primaires du Sud ou « super mardi » ait été organisée sur mesure, pour permettre à un conservateur du Sud (qui d'ailleurs que Sam Nunn ?) de s'y présenter, il avait reculé au dernier moment. Non sans s'être attiré dans la presse le surnom de « Hamlet du Sud » en raison de sa vaine hésitation.

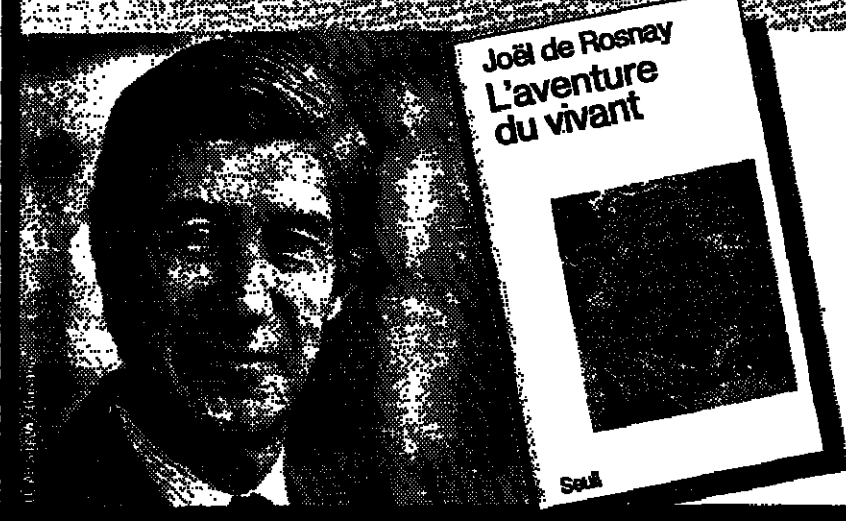
Sans doute savait-il qu'il plait à l'échec. Il n'était personnellement pas encore assez connu à l'époque. Et surtout, le Parti démocrate, englué dans ses vieux rêves libéraux, n'avait pas encore opéré ce « recentrage » salutaire à ses yeux, et auquel il travaille depuis 1984, au sein du Democratic Leadership Council (un groupe de réflexion des démocrates conservateurs).

La débâcle de Michael Dukakis à l'élection de novembre dernier donnera-t-elle raison à l'aile droite ? Il est certain que du parti, d'ici à la prochaine élection, Nunn, le « tombeur de Tower », ce petit sénateur qui a mis en échec le président, aura pris du poids. Et son influence sur un dossier aussi sensible que la défense ne pourra que grandir. Profitant des embarras et des lenteurs de l'administration actuelle, Nunn pourrait bien être un secrétaire à la défense bis ou plus simplement planter ses premiers jalons sur la route de la Maison Blanche. Un jour ou l'autre, « Hamlet » devra bien trancher.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(1) Au cours d'un accident de voiture, en juillet 1969, le sénateur du sénateur était mortellement blessé, et celui-ci n'avait pu être sauvé que quelques heures plus tard.

QU'EST-CE QUE LA VIE ? D'OÙ VIENT LA VIE ? OÙ VA LA VIE ?



Joël de Rosnay
L'aventure
du vivant

On ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage à un public soucieux de connaître l'aventure de son temps. Joël de Rosnay a le talent rare chez les scientifiques d'être un conteur.

Jean-Didier Vincent / Sciences et Avenir

Collection Science ouverte dirigée par J.-M. Lévy-Leblond

95 F

Editions du Seuil

Asie

CHINE : les émeutes au Tibet

La répression s'étend à Lhassa et Pékin s'en prend à la « clique du dalaï-lama »

Jeddi, Pékin avait franchi un nouveau pas dans l'escalade verbale. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères s'en est en effet pris pour la première fois depuis le début des troubles directement à la « clique du dalaï-lama », qu'il a jugée responsable des « graves émeutes » dans le but de diviser la Chine avec l'appui de « forces étrangères ». L'agence Chine nouvelle a pour sa part affirmé que « des preuves montrent que la clique séparatiste tibétaine basée à l'étranger a récemment envoyé ses gens au Tibet, déguisés en touristes, pour créer des émeutes, et qu'ils ont aussi infiltré des armes ».

Pour sa part, le chef spirituel tibétain, de sa résidence à Dharmasala, après avoir réaffirmé qu'« aucune répression, même brutale et violente, ne peut étouffer la voix de la liberté et de la justice », a renouvelé son appel à la négociation avec Pékin, seule solution envisageable à l'exception d'un recours à la violence, qu'il condamne. « Pour les Tibétains, s'engager sur le chemin de la lutte armée serait suicidaire. Il serait très facile aux Chinois de riposter avec brutalité », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. « Même sous le feu des mitrailleuses, les manifestants ne doivent jamais prendre les armes, car une telle attitude est beaucoup plus difficile à maîtriser par Pékin (...). J'ai très peur que Lhassa ne finisse par rassembler à un abattoir », a-t-il ajouté. La modération du dalaï-lama est cependant de plus en plus contestée par des Tibétains qui ne croient plus à la négociation.

Les attaques de Pékin contre le dalaï-lama, qui continue de pré-

C'est dans une atmosphère tendue que Lhassa s'apprêtait à vivre cette journée du vendredi 10 mars, trentième anniversaire du soulèvement antichinois de 1959, qui entraîna la fuite et l'exil en Inde du dalaï-lama. Les étrangers expulsés jeudi après la proclamation de la loi martiale ont fait état de la présence massive — et brutale — de forces de sécurité, de fouilles et d'arrestations. Selon eux, le nombre de victimes est bien plus élevé que les seize morts officiellement reconnus par Pékin. D'autres informations font craindre qu'une fois les derniers témoins étrangers partis la répression ne devienne encore plus dure contre la population de la capitale tibétaine. Pour sa part, le Quotidien du peuple de vendredi estime qu'un « choc nécessaire » avait été administré au Tibet avec la loi martiale ; mais il reconnaît que « certains Tibétains ne comprennent pas toujours ce choc nécessaire, et quelques-uns s'y opposent ».

cher la modération et de s'en tenir à son plan d'autonomie et non d'indépendance, du Tibet une fois reconnu son droit à l'autodétermination, semblent indiquer que les dirigeants chinois ont choisi d'adopter une position dure. Les appels du pied du « dieu vivant » auraient pourtant permis de trouver une solution honorable à un problème qui empoisonne à la fois la politique intérieure et la diplomatie du régime. Mais, dans l'atmosphère de crise économique et de rivalités politiques qui prévaut à Pékin, où, ce n'est pas un secret pour personne, le premier ministre, Li Peng, et le secrétaire général du PCC, Zhao Ziyang, luttent pour le pouvoir, l'heure ne semble pas être au compromis.

Une situation coloniale

Les dirigeants de l'armée et du parti à Lhassa se sont toujours fait remarquer par leur brutalité, leur manque de souplesse face aux spécificités tibétaines, par

leur « gauchisme », comme on dit aujourd'hui. La répression de 1959 et les violences de la révolution culturelle ont laissé des traces profondes. Les tentatives de libéralisation, pour permettre aux Tibétains de bénéficier des assouplissements prévus par les réformes de M. Deng Xiaoping ont peut-être eu des effets dans le domaine économique, mais la région demeure sous le contrôle des derniers nostalgiques du maoïsme. L'envoi successif de deux secrétaires provinciaux du PC parisiens d'un certain libéralisme n'a pas réussi à modifier le comportement des cadres locaux. Comme en témoigne la brutalité indiscriminée de la répression qui a suivi les manifestations de 1987 et de 1988.

Pourtant, pendant près de deux ans, le panchen-lama, numéro deux de la hiérarchie religieuse tibétaine, avait répété ses mises en garde face à une situation dont il avait observé la dégradation. Quelques jours avant sa mort au début de l'année, il avait dénoncé les « erreurs de gauche », allant

jusqu'à dire que « certains ont complétement oublié la tragédie [de la révolution culturelle] et d'autres ont même commencé à répéter ces erreurs ». Tout en réprochant les menées « séparatistes », le panchen-lama avait condamné les mesures répressives, la torture et « les gens qui disent qu'il faut taper sur les lamas, qu'il faut détruire les temples ».

Apparemment, ces avertissements n'ont pas suffi, et le divorce entre population locale et résidents chinois n'a fait que croître. Au point qu'un certain nombre de Tibétains sont convaincus que le panchen-lama a été assassiné par les Chinois. Il faut dire que les Tibétains acceptent mal la présence massive de centaines de milliers de Chinois, militaires et fonctionnaires surtout, mais aussi commerçants, techniciens... qui sont rarement volontaires, sauf pour faire de l'argent.

Is vivent comme des colons — touchant des primes d'éloignement et ne se gênant pas pour reconnaître qu'ils se sentent comme dans un « pays étranger » — entre eux et sans guère de contacts avec une population locale qu'ils ignorent, ou méprisent. Il n'est pas étonnant qu'en cas de troubles, la peur et l'éloignement aident, ils ne voient d'autre solution que dans la répression. Une situation coloniale qui n'est guère originale, même si Pékin se défend de tout colonialisme, affirmant que le Tibet est « territoire chinois ». Ces gens, et en particulier les militaires, représentent une force hostile à tout accommodement avec le dalaï-lama, avec laquelle Pékin doit compter et qui, jusqu'à présent, bloqué toute solution politique à un drame vieux de plus de trente ans.

PATRICIE DE BEER.

AFGHANISTAN

La résistance poursuit le siège de Jalalabad

Les troupes gouvernementales afghanes ont repoussé les attaques des résistants sur Jalalabad, troisième ville d'Afghanistan, a annoncé, jeudi 9 mars, un porte-parole du gouvernement à Kaboul, tout en reconnaissant que la bataille se poursuivait. Au Pakistan, des sources de la résistance ont confirmé, jeudi, de leur côté, que les combats pour s'emparer de cette ville située à mi-chemin entre Kaboul et la frontière pakistanaise continuaient de faire rage. Radio-Kaboul a, entre-temps, annoncé de violents combats pour le contrôle de la garnison Samarkhel, en faisant état de « lourdes pertes » dans les deux camps. La résistance affirme, en revanche, que cette garnison, qui sert de ligne de défense à Jalalabad, dont elle est éloignée de 10 kilomètres vers le sud, est tombée aux mains des moudjahidines. A Moscou, l'agence Tass a annoncé, jeudi soir, que « de durs combats se déroulent toujours dans le secteur de l'aéroport ». Elle fait état d'une avance de 1,5 à 4,5 kilomètres des moudjahidines depuis qu'ils ont lancé, lundi, leur offensive à la périphérie de cette ville.

L'aviation de Kaboul a bombardé des secteurs à la périphérie pour tenter de déloger les moudjahidines et de stopper leur avance, selon des sources de la résistance. Un des responsables des rebelles a estimé que deux cents moudjahidines pourraient avoir péri lors de ces raids. Environ dix mille moudjahidines de la faction Hezb-e-Islami et du Front national islamique modéré encadraient Jalalabad, selon des sources de la résistance. La troisième ville afghane, après Kaboul et Kandahar, qui serait défendue par dix mille à douze mille soldats gouvernementaux, constitue depuis le retrait des troupes soviétiques l'un des principaux objectifs des moudjahidines. Des centaines de familles l'ont fui pour Peshawar (Pakistan) à bord de camions au moment où les combats se sont intensifiés. Le Comité inter-

national de la Croix-rouge (CICR) de Genève a annoncé une forte augmentation, en trois jours, du nombre de blessés arrivant au front et admis dans ses dispensaires à Peshawar. « Habituellement, nous en recevons deux cents par mois ; depuis lundi, nous en avons accueilli plus de soixante », a précisé jeudi Martin Buhler, un porte-parole du CICR.

Ryad reconnaît le gouvernement de la résistance

L'Arabie saoudite a reconnu officiellement, jeudi, le gouvernement provisoire des moudjahidines afghanes, formé par sept partis sunnites de la résistance afghane.

L'annonce de cette reconnaissance est intervenue au lendemain de l'arrivée à Ryad du ministre des affaires étrangères de ce gouvernement intérimaire, M. Gulbuddin Heykmatyar, qui dirige le parti fondamentaliste Hezbe Islami. Son premier ministre, M. Rasoul Sayraf, appartient à un parti pro-soudanais, Al-Itihad. Cette reconnaissance intervient également quatre jours avant la tenue à Ryad de la conférence ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). — (AFP.)

● CORÉE : léger progrès dans le dialogue entre Séoul et Pyongyang. — Pour la première fois depuis de longs mois, les délégations nord-coréenne et sud-coréenne ont mis de côté la véhémence polémique jeudi 9 mars à Panmunjom. Elles ont discuté de manière constructive la formation d'une équipe commune pour les Jeux asiatiques, qui doivent avoir lieu à Pékin en 1990. Elles se sont mises d'accord sur un hymne (la chanson populaire *Avant*) et sur un drapeau communs, mais pas encore sur le nom qui portera l'équipe. Une prochaine rencontre est prévue le 28 mars. — (Corresp.)

Proche-Orient

LIBYE

Un ancien ministre égyptien entre au gouvernement

Tripoli (AFP). — Un important réaménagement ministériel, portant sur la création de huit nouveaux ministères, dont l'un confié à un Égyptien et l'autre à une femme, a été officiellement annoncé jeudi 9 mars, en Libye. Ce réaménagement a été adopté lors de la clôture des travaux du Congrès général du peuple (instance suprême du pouvoir), réuni depuis le 2 mars à l'occasion du douzième anniversaire de l'instauration du « pouvoir du peuple » (*jumhuriya*) en Libye.

Cinq nouveaux ministres font leur entrée au gouvernement, dont — pour la première fois en Libye — une femme, nommée ministre de l'enseignement.

Mais la caractéristique la plus marquante de ce réaménagement est que le gouvernement libyen comprend désormais un membre de nationalité égyptienne, M. Amine Hilmi Osman Kamel, nommé ministre des industries légères, pour succéder à « l'orientation nationaliste (arabe) de la révolution libyenne », et se « rapprocher du jour de l'unité arabe ». M. Osman Kamel avait occupé les fonctions de ministre de l'industrie en Égypte à l'époque du président Nasser.

Outre M. Amine Hilmi Osman Kamel, les personnalités qui font leur entrée au gouvernement sont les suivantes : M^{me} Fatima Abdel Haliz Moukhtar (enseignement), M^{me} Ezzein Al Hachimi (justice), Abdel Majid Al A'oud (réforme agricole et construction) et Nouri Al Madani (recherche scientifique).

Quatre autres ministres qui ont changé d'attribution, ce sont MM. Fouzi Al Chakchouk —

ancien ministre de la fonction publique qui prend le portefeuille du pétrole, — Ahmad Ibrahim — qui détenait le ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique et devient ministre de l'enseignement supérieur — et enfin Fathi Ahmad Ben Chatwan, — qui abandonne le ministère de l'industrie pour celui des industries stratégiques.

Selon le « New York Times »

L'Égypte équiperait une usine capable de produire des gaz toxiques

New-York (AP). — L'Égypte a acquis les principaux équipements pour la construction d'une usine qui peut servir à la production de gaz toxiques, a révélé vendredi 10 mars le *New York Times*.

Citant des responsables suisses et américains, le *New York Times* rapporte qu'une société suisse, Krebs A.G., a fourni à l'Égypte des équipements qui doivent être installés dans une usine à Abou-Zabal, au nord du Caire. L'usine en question fait partie d'un complexe militaire-industriel qui doit notamment assembler un tank M-1 dans le cadre d'une coopération américano-égyptienne, précise le journal, qui ajoute qu'un responsable du ministère suisse des affaires étrangères a déclaré que son gouvernement avait « des raisons de croire » que cette usine était destinée à la production de gaz toxiques.

Le président de la société suisse Krebs A., pour sa part, indique que la société avait accepté, à la demande du gouvernement suisse, de mettre un terme à sa collaboration à ce projet. Selon le *New York Times*, les États-Unis ont déjà fait part de leur inquiétude sur ce projet au gouvernement égyptien.

● RECTIFICATIF. — Dans notre article « Le parti travailliste israélien dorénavant par sa défaite aux municipales » (*le Monde* daté du 7 mars), il fallait lire, au premier paragraphe : « une direction accusée de trahison » (et non de trahison) et au deuxième paragraphe : « la centrale syndicale Hissadrut » (et non Hissadrout).

CORRESPONDANCE

Enfants martyrs en Irak

A la suite de la parution dans le *Monde* du 2 mars d'un article de notre correspondant à Genève, sous le titre « Enfants martyrs d'Irak », nous avons reçu de M. Abdul Razzak Al Hashimi, ambassadeur d'Irak à Paris, une lettre dont nous publions quelques extraits :

« Le fait de publier des informations — qui ont été démenties avec vigueur par le ministère de la culture et de l'information de la République d'Irak, — assorties d'une caricature fort déplaisante à la une du journal, indique une volonté de nuire. (...) Je constate aussi une certaine volonté de mettre l'Irak et l'Iran « dans le même panier » et de créer l'amalgame dans l'esprit des lecteurs entre l'Iran terroriste, assassin fanatique, et l'Irak laïc et ouvert, qui lutte contre le fanatisme... »

« Le document de près de cinquante pages bourrées de chiffres et de noms précis dont a fait état notre correspondant constitue un réquisitoire particulièrement accablant contre certains procédés utilisés depuis de longues années en Irak contre les opposants politiques. Il ne saurait être mis en doute par un démenti émanant d'un ministère de la culture et de l'information dont le rôle est précisément de sauvegarder l'image de marque de l'Irak. »

● INDOCHINE : la conférence de Kuala-Lumpur sur les réfugiés. — Les délégués de trente-sept pays à la conférence de Kuala-Lumpur sur les réfugiés indochinois (*le Monde* du 9 mars) se sont entendus sur de nouveaux critères d'accueil, notamment sur la distinction entre réfugiés politiques et ceux qui s'enrôlent pour des raisons économiques. Mais aucun accord ne s'est fait sur le rapatriement des « boat-people ». Le dossier sera repris en juin, à Genève, lors d'une conférence réunie sous l'égide de l'ONU. — (Reuters, UPI.)

Incident

franco-américain autour d'une valise diplomatique

La France a protesté, le jeudi 9 mars, contre l'attitude « inacceptable » et « choquante » des services de douanes de l'aéroport de Miami qui ont retenu, mardi, pendant neuf heures, un fonctionnaire français accompagnant une valise diplomatique en transit et dans laquelle les douaniers américains avaient cru détecter de la drogue.

Alertés par un chien détecteur de drogue, les douaniers avaient passé les trois sacs constituant la valise aux rayons X — en violation de la convention de Vienne sur les usages diplomatiques, souligne le ministère des affaires étrangères — et pris « des paquets de cigarettes de visas autocollantes pour des paquets de cocaïne », précise un communiqué du Quai d'Orsay.

Bien que « toutes les précisions utiles sur le contenu de la valise » aient aussitôt été apportées par le ministère des affaires étrangères à Paris, la valise et son accompagnateur n'ont pu repartir qu'au bout de neuf heures. — (AFP.)

Lancement à Bruxelles des travaux du nouveau Centre international des congrès

Bruxelles. — Beaucoup d'entrepreneurs, tous unis dans un bel idéal européen, mais seulement deux secrétaires d'Etat, le bourgmestre de Bruxelles et un minimum de membres du Parlement européen, dont ce haut fonctionnaire qui préférerait « qu'on ne le cite pas », et Marco Pannella, le leader des radicaux italiens, venaient avec un cortège, « Construons l'Europe sans détruire Bruxelles ». C'est incontestablement dans une ambiance « feutrée » qu'a été posé, mercredi 8 mars à Bruxelles, la première pierre du

La conférence de La Haye proposera de créer une « Haute Autorité » internationale de l'environnement

Trois chefs d'Etat au moins — M. François Mitterrand, le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien, M. Hosni Moubarak — devaient participer, samedi 11 mars, à la réunion sur l'environnement organisée par les premiers ministres français (M. Michel Rocard), néerlandais (M. Ruud Lubbers) et norvégien (M^{me} Gro Harlem Brundtland).

Les trois pays organisateurs ont invité vingt et un Etats (Allemagne fédérale, Australie, Brésil, Canada, Côte d'Ivoire, Espagne, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Malte, Nouvelle-Zélande, Suède, Tunisie, Venezuela, Zimbabwe), ce qui porte à vingt-quatre le nombre des pays présents à La Haye.

Le fait de ne pas avoir été invité a mécontenté certains pays, notamment la Belgique. La CEE n'a pas non plus été invitée, et M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a menacé, le 9 mars, de ne pas venir à La Haye si cette réunion doit émettre sur les compétences de la CEE en matière d'environnement.

Trois grands pays — les Etats-Unis, l'URSS et la Chine — n'ont pas été invités pour des raisons diverses. Récemment, M. Ruud Lubbers avait déclaré à la presse que les trois organisateurs voulaient d'abord mobiliser les

puissances moyennes et les pays en voie de développement. Ce qui ne correspond pas à ce que nous a dit à Londres, le 6 mars, M. Brice Lalonde, à savoir qu'il s'agit d'un « échantillon représentatif » et que les invitations ont été lancées alors que les Etats-Unis étaient en période électorale (élection à eu lieu le 8 novembre).

« La déclaration des vingt-quatre », prévue pour le 11 mars, devrait, pour l'essentiel, inviter tous les Etats de la planète à créer une « haute autorité » internationale — qui pourrait s'appeler « Globe » — dotée de pouvoirs juridiques suffisants pour mener efficacement la lutte contre la pollution de l'atmosphère, avec un organisme d'inspection (« casques verts »). Les résolutions seraient soumises à la prochaine assemblée générale de l'ONU.

En tout cas, la réunion de La Haye n'a pas plu à M^{me} Margaret Thatcher, organisatrice de la conférence de Londres sur la protection de la couche d'ozone qui a réuni quelque cent trente participants du 5 au 7 mars. M^{me} Thatcher est, a priori, opposée à la création d'une nouvelle institution internationale et favorable au renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), créé après la conférence de Stockholm sur l'environnement de 1972. La France n'y serait pas hostile (*le Monde* du 7 mars). M. Mostafa K. Tolba, directeur du PNUE, est invité à La Haye à titre personnel.

Y. R.

M^{me} Mitterrand à Cuba

M^{me} Danielle Mitterrand est arrivée mercredi 8 mars à Cuba, avant-dernière étape d'un voyage dans six pays d'Amérique latine, responsable d'une association pour la défense des libertés (France-Libertés), accueillie par M^{me} Vilma Espín, épouse du numéro deux cubain, Raul Castro, et présidente de la fédération des femmes de l'île. M^{me} Mitterrand est, pour trois jours, l'invitée personnelle du président Fidel Castro.

Avant son départ de Managua, M^{me} Mitterrand a fait l'éloge du courage des femmes nicaraguayennes dans la construction de leur pays, à l'occasion d'une réunion publique organisée pour la Journée internationale de la femme. A La Havane, elle a exhorté les femmes à jouer leur rôle d'« agents de la paix », et à défendre leurs propres droits « car rien n'est acquis dans la vie quotidienne même quand ces droits sont inscrits dans les textes ». — (AFP, Reuters.)

LEÇON BIBLIQUE

« La violence des hommes et le silence de Dieu dans le Livre d'Ésaïe »

par Monsieur Elie WIESEL

MARDI 14 MARS 1989, à 20 h 30

À la Sorbonne : Amphithéâtre Richelieu

Au Centre Radio : 43-31-75-47 P.A.F.

AGENT DE
démeco

ODOUL
Garde-meubles

42 08.10.30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

553 من الأمل

TOSHIBA
LE MIC

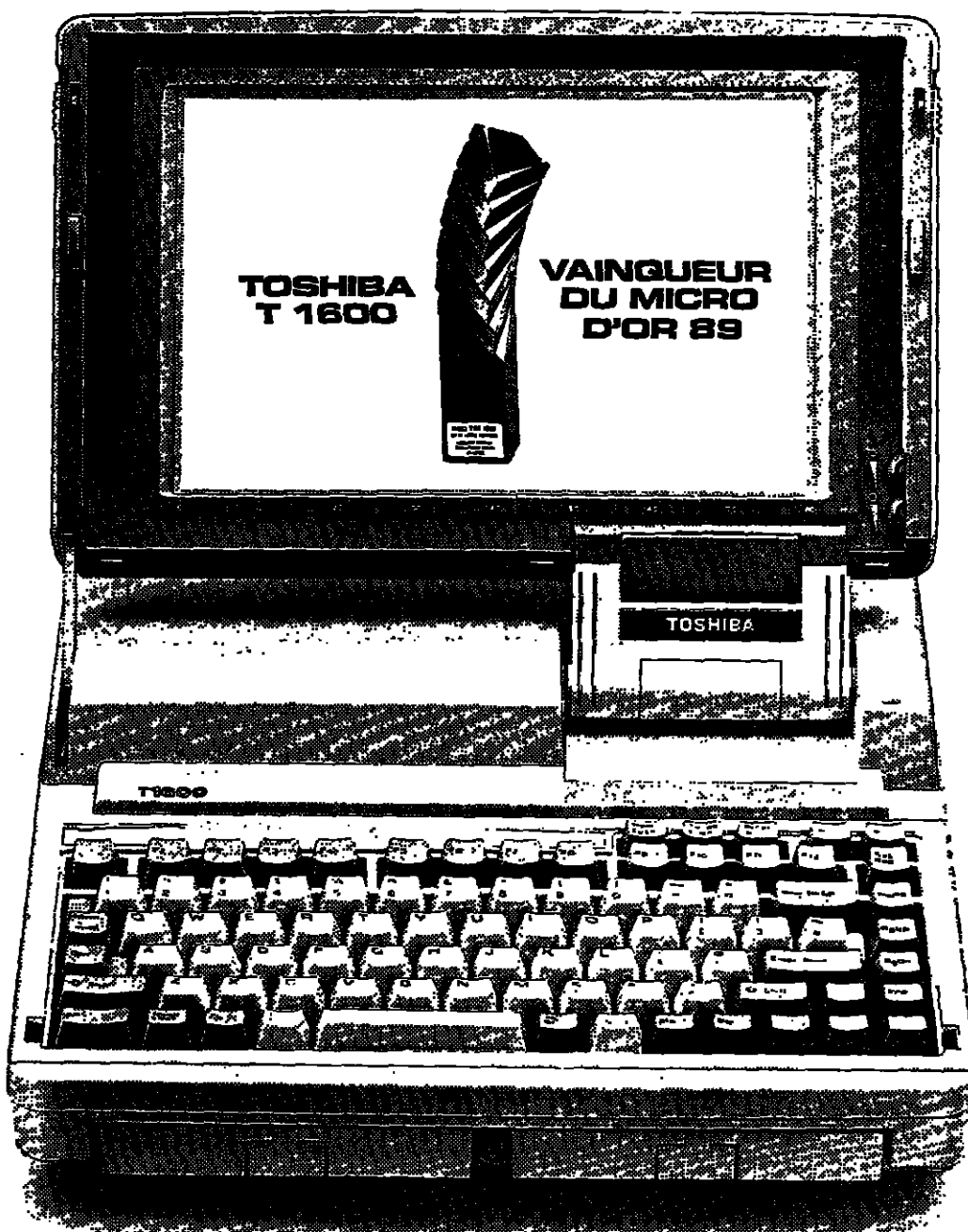
CATEGORIE

مكّن من الأصل

... Le Monde • Samedi 11 mars 1989 5

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.

Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas."

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables - la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.

T 1000	T 1200FB	T 1200HB	T 1600	T 3100e	T 3200	T 5100	T 5200
80C88 1 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 2,9 kg.	80C86 2 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 4,7 kg.	80C86 20 Mo LCD CGA Autonome. 5,2 kg.	80C286 20 Mo LCD EGA Autonome. 5,2 kg.	80286 20 Mo Plasma CGA 6 kg.	80286 40 Mo Plasma EGA 8,5 kg.	80386 40 Mo Plasma EGA 6,8 kg.	80386 40 ou 100 Mo Plasma VGA 8,5 kg.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX

ntec

Europe

GRÈCE

L'opposition de droite dépose une motion de censure contre le gouvernement

ATHÈNES
de notre correspondant

En raison de l'aggravation de la crise politique, le parti conservateur Nouvelle Démocratie a déposé, le jeudi 9 mars, une motion de censure contre le gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou. L'opposition de droite a également appelé à un grand meeting populaire, le 19 mars, pour manifester contre les scandales et réclamer la démission de l'équipe au pouvoir. C'est la première fois depuis le début des « affaires » que la Nouvelle Démocratie mobilise ainsi sa base. Sa manifestation interviendra quatre jours après celles annoncées par le Rassemblement de la gauche dans plus de quinze villes du pays sur le même thème.

Un certain scepticisme

Le débat sur la motion de censure s'ouvrira probablement samedi soir 11 mars et le vote final devrait avoir lieu au début de la semaine prochaine. L'initiative du dirigeant de la Nouvelle Démocratie, M. Constantin Mitsotakis, a suscité un certain scepticisme dans les rangs de l'opposition de gauche et au sein même de son parti. Cette motion, dit-on, va pousser les députés socialistes du PASOK à servir les rangs autour de leur direction et de leur chef. Plusieurs commentateurs de la presse parlent de faux pas tactique de M. Mitsotakis, qui embarrasse les formations politiques souhaitant obtenir le départ de M. Papandréou, avec son consentement éventuel, et la formation d'un gouvernement intérimaire dont la tâche se limiterait à faire voter une nouvelle loi électorale et à organiser rapidement des législatives anticipées honnêtes, à la proportionnelle simple. Pour d'autres observateurs, M. Mitsotakis vient de rendre un service inespéré à M. Papandréou en lui offrant une « béquille » qui peut lui permettre de se maintenir

jusqu'aux élections ordinaires, prévues le 18 juin.

Toutefois, l'initiative du président de la Nouvelle Démocratie pourrait obliger les députés de PASOK qui ne partagent pas les idées de M. Papandréou sur la façon de gouverner et de traiter les scandales à faire leur choix. Mais si ces dissidents décident finalement de se taire — ce qui est fort possible — M. Mitsotakis pourra dire à l'électorat modéré qu'il n'existe pas de succession crédible à M. Papandréou. La Nouvelle Démocratie apparaît ainsi comme la seule alternative sérieuse au gouvernement actuel à environ trois mois des élections.

THEODORE MARANGOS.

● **Attentat contre la BNP à Athènes.** L'explosion d'une bombe de forte puissance contre le siège de la BNP à Athènes, dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 mars, a causé d'importants dégâts matériels. Cette explosion n'a fait aucun blessé, selon la police grecque, mais a provoqué des incendies dans les magasins jouxtant l'immeuble de la banque. Vendredi matin, l'attentat n'avait toujours pas été revendiqué (AP).

● **ESPAGNE.** — Ratification de l'accord de défense avec les États-Unis. — Par 279 voix contre 11, le Parlement espagnol a ratifié, jeudi 9 mars, l'accord bilatéral de défense avec les États-Unis conclu le 29 septembre dernier à New-York. Vingt-quatre députés se sont abstenus.

Au cours du débat, le chef de la diplomatie espagnole, M. Francisco Fernández Ordóñez, a affirmé « solennellement » que l'accord avec Washington ne comportait pas de clauses secrètes et que le gouvernement maintenait sa politique de non-nucléarisation de l'Espagne.

Le nouveau traité, conclu pour une durée de huit ans, prévoit le retrait d'une escadre de seize-douze chasseurs-bombardiers américains F-16 de la base de Torrejón-de-Ardaz, près de Madrid. — (AFP.)

POLOGNE : accord historique entre le pouvoir et l'opposition

Des élections « totalement libres » vont avoir lieu pour la désignation d'un nouveau Sénat

Un accord de principe est intervenu jeudi soir 9 mars entre le pouvoir et l'opposition sur d'importantes réformes des structures politiques en Pologne. Ces réformes portent à la fois sur le système parlementaire et sur l'instauration d'un poste de président de la République.

Le plus neuf concerne la création d'un Sénat, ou plutôt son rétablissement puisqu'une Chambre Haute avait déjà existé en Pologne avant l'instauration du régime communiste au lendemain de la dernière guerre. L'accord est acquis sur le principe d'élections « totalement libres » au nouveau Sénat qui, selon les propositions gouvernementales, serait composé de quatre-vingt-dix-huit membres, soit deux représentants par voïvodie (département). Des discussions doivent cependant encore avoir lieu pour déterminer les modalités du scrutin — qui pourrait être organisé dès le mois de juin — ainsi que pour définir les pouvoirs de la nouvelle Chambre. Selon le chef de la délégation gouvernementale à la table ronde pouvoir-opposition, M. Reykowski, des divergences importantes pour-

raient encore surgir sur ce dernier point. D'après M. Reykowski, le futur Sénat serait principalement chargé des questions économiques et sociales ainsi que des droits de l'homme. Le désaccord porterait notamment sur l'éventuel droit de veto qu'il pourrait exercer sur les décisions de la Diète. Il semble acquis, en revanche, que chaque citoyen pourrait être candidat aux élections sénatoriales à condition d'être présenté par un groupe politique ou social ou de réunir cinq mille signatures sur son nom.

Un président de la République

Un accord a également été réalisé sur la tenue d'élections anticipées pour le renouvellement de la Diète. Ces élections auront probablement lieu, selon M. Reykowski, en deux tours, les 4 et 18 juin. Conformément aux indications déjà recueillies lors des discussions autour de la table ronde, l'opposition disposera de 35 % des sièges dans la nouvelle Chambre, la coalition officielle — POUP (PC polonais), Parti

démocrate, Parti paysan et catholiques gouvernementaux — s'en réservant 65 %. L'ensemble du projet de processus électoral devrait être soumis dès la semaine prochaine à l'approbation de la Diète.

Enfin, troisième volet de l'accord, un président de la République va être installé à la tête du pays. Sur ce point encore des négociations doivent néanmoins se poursuivre pour déterminer le mode d'élection et les pouvoirs du futur président. Les autorités sont en faveur d'un président « à la française », doté de larges pouvoirs exécutifs et ayant le droit de dissoudre le Parlement mais élu à la majorité des deux Chambres. L'opposition, pour sa part, souhaite que le droit de dissolution soit soumis à des limites constitutionnelles (une fois seulement par mandat) et que, à terme au moins, il soit prévu que l'élection présidentielle aura lieu au suffrage universel. On s'attend que le général Jaruzelski, actuel chef de l'État et du PC polonais, soit candidat au nouveau poste de président.

L'accord prévoit enfin, comme on s'y attendait, la légalisation du syn-

dicat Solidarité, de Solidarité rurale et du syndicat étudiant indépendant NZS. Selon des sources proches de l'opposition, il porterait en outre sur une démocratisation de l'administration locale, une plus grande indépendance du système judiciaire, une libéralisation de la presse et de la législation sur les associations et les manifestations.

En dépit des divergences qui subsistent et qui sont loin d'être négligeables, l'accord annoncé vendredi est considéré de part et d'autre comme historique et constitue un progrès majeur dans les discussions entreprises depuis le 6 février autour de la table ronde. « Nous avons fait du chemin sur la question des réformes politiques et, je le dis bien, des deux côtés », a déclaré l'historien Bronisław Geremek, proche conseiller de Lech Wałęsa. « Après quarante-cinq années de désert politique, a-t-il ajouté, nous nous retrouvons soudainement dans une situation absolument neuve. Un processus a commencé qui permettra de rétablir la démocratie de façon progressive, sans ébranler l'équilibre politique ou la stabilité. »

AUTRICHE : important test électoral dans trois régions

La montée en puissance de l'extrême droite menace les grands partis

VIENNE
de notre correspondant

Un cinquième environ du corps électoral autrichien est appelé aux urnes dimanche 12 mars pour renouveler les Parlements régionaux (Diète) de la Carinthie, de Salzbourg et du Tyrol. Ces trois scrutins seront un test important pour les deux grands partis : socialiste (SPO) et conservateur (ÖVP), qui gouvernent ensemble à Vienne depuis 1987, et ont beaucoup perdu de leur crédibilité ces derniers temps à la suite d'une série noire de scandales politiques. Ils doivent faire face à la montée en puissance du jeune et dynamique Jörg Haider, chef du Parti libéral (FPÖ),

de tendance nationaliste, xénophobe et pangermaniste, qui, selon tous les sondages, a le vent en poupe.

Haider a d'ores et déjà réussi à semer la zizanie entre les partenaires gouvernementaux en annonçant son objectif électoral pour la Carinthie : briser la majorité absolue des socialistes et devenir gouverneur avec le soutien des conservateurs. Il espère obtenir au moins 20 % à 25 % de voix de plus qu'en 1984. Son parti avait obtenu 16 % des voix et cinq sièges à Diète. Un tel renversement des alliances politiques, qui ne déplairait pas à certains milieux conservateurs, serait difficilement acceptable pour les socialistes et risquerait de faire écarter la coalition gouvernementale.

Les intentions de M. Haider sont prises au sérieux par ses adversaires politiques depuis qu'il a réussi, en octobre dernier, à mobiliser ses électeurs au point de faire entrer le FPÖ avec cinq députés à la Diète de Basse-Autriche, où il n'était plus représenté depuis la guerre.

Le risque pour les socialistes de subir une lourde défaite en Carinthie est d'autant plus grand que le nouveau gouverneur, M. Peter Ambrosy, installé depuis l'année dernière seulement, n'est pas encore sorti de l'ombre portée par la personnalité de son prédécesseur, qui a dirigé avec succès les socialistes de Carinthie pendant plus de vingt ans.

Dans la province de Salzbourg, c'est la majorité absolue des conservateurs qui est en jeu. Le gouver-

neur, M. Wilfried Haslauer, a annoncé sa démission au cas où les pertes de son parti — qui dispose actuellement de 19 députés, contre 13 socialistes et 4 libéraux — seraient trop grandes. Il n'y a qu'un Tyrol où la solide majorité des deux tiers des conservateurs semble un mur insurmontable pour les ambitions du FPÖ qui s'est pourtant fixé comme objectif de doubler ses deux sièges à la Diète locale.

Il ne fait pas de doute que les élections de dimanche prochain peuvent déclencher un véritable effet domino et faire basculer la situation politique en Autriche en cas de succès spectaculaire du jeune tribun Haider.

WALTRAUD BARYLL

L'EUROPE EN TOUTES SAISONS

Voyagez HORS SAISON pour bénéficier des petits prix, de la culture traditionnelle et de l'accueil chaleureux de vos partenaires de la C.E.E.



DEMANDEZ CONSEIL AUX OFFICES SUIVANTS

B Office Belge du Tourisme 21 boulevard des Capucines 75002 Paris Tél.: (1) 47 42 41 18	DK Office National du Tourisme du Danemark 142 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris Tél.: (1) 45 62 17 02	F Maison de la France 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris Tél.: (1) 42 98 10 23	GR Office National Hellenique du Tourisme 3 avenue de l'Opéra 75001 Paris Tél.: (1) 42 60 85 75 / 42 86 49 55	IRL Irish Tourist Board 9 boulevard de la Madeleine 75001 Paris Tél.: (1) 42 01 84 26	NL Office Néerlandaise du Tourisme (NET) 31433 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris Tél.: (1) 42 25 41 25
D Office National Allemand du Tourisme 8 boulevard de la Madeleine 75001 Paris Tél.: (1) 40 20 01 88	E Office National Espagnol du Tourisme 43 Ter avenue Pierre I de Serbie 75008 Paris Tél.: (1) 40 70 19 92 Tél.: (1) 47 23 05 01	GB Office du Tourisme de la Grande Bretagne 63 rue Pierre-Charron 75002 Paris Tél.: (1) 42 88 11 11	I Office National Italien du Tourisme (ENIT) 23 rue de la Paix 75002 Paris Tél.: (1) 42 66 03 96	L Agence Touristique et Economique du Grand Duché de Luxembourg 21 boulevard des Capucines 75002 Paris Tél.: (1) 47 42 90 56	P Office National du Tourisme du Portugal 7 rue Serbie 75008 Paris Tél.: (1) 47 42 55 57

Message publié dans la presse de tous les pays de la C.E.E. par le Service du Tourisme de la Commission des Communautés Européennes.

La perestroïka

140 Marches de

Terres d'

Europe

URSS

La perestroïka à l'épreuve de la pénurie

(Suite de la première page.)

Ce dilemme est propre, semble-t-il, à la « génération khrouchtchéviennne », à ceux qui, venus à la politique avec le XX^e congrès, ont été floués par la déstalinisation avortée et qui voient dans le gorbatchévisme l'ultime chance de réaliser leurs rêves de jeunesse. Les plus jeunes n'ont ni ces souvenirs ni ces scrupules. Certains se moquent bien des débats politiques et trouvent dans la musique rock, qui n'a plus les attrait et les dangers de l'interdit, le seul sens à leur vie. Les autres voudraient aller plus vite et plus loin ; ils n'ont que faire des prudences tactiques de leurs aînés : la perestroïka et ses partisans leur paraissent bien timorés ; ils veulent la démocratie totale et immédiate.

Les aînés se méfient. Non qu'ils soient contre la démocratie ; mais un processus trop rapide leur paraît dangereux. Avant de proclamer que 2+2=4, ils admettent que 2 et 2 fassent 4,5, c'est-à-dire une libéralisation encadrée qui signifie un refus, dans un premier temps, du multipartisme, « parce que, s'il y a plusieurs partis et s'il y a des élections vraiment libres, la majorité ira aux réactionnaires chauvins, grand-russes et antisémites de Pamiat ». L'éducation civique est un préalable à la démocratie. La vieille méfiance, pas nécessairement injustifiée, des intellectuels russes à l'égard du peuple, a été renforcée par soixante-dix ans de consécration, parce que le peuple a été sacré sujet de l'histoire et qu'en son nom les pires crimes ont été commis.

Une petite opposition

La même ambiguïté se retrouve dans les objectifs politiques immédiats des libéraux. Quelques-uns vont entrer, non sans peine, au nouveau congrès qui doit être élu, le 26 mars, et au Soviet suprême qui en sera l'émanation. « Les élections nous offrent l'occasion de former une petite opposition politique », déclare Gavril Popov, rédacteur en chef de la revue *Questions économiques*, si ce n'est la situation des pays changeants considérablement : si ça échoue, la démocratisation s'arrête. Fort bien. Mais contre qui sera dirigée cette opposition ? Contre le Parti communiste dont certains partisans de la perestroïka sont membres ? Contre Mikhaïl Gorbatchev qui reste le secrétaire général de ce parti ? Ou simplement

contre les bureaucrates ? Mais alors, faut-il admettre que Mikhaïl Gorbatchev, dont la politique avouée vise à réduire le pouvoir de l'appareil, compte lui-même parmi cette opposition à un parti dont il est le chef ?

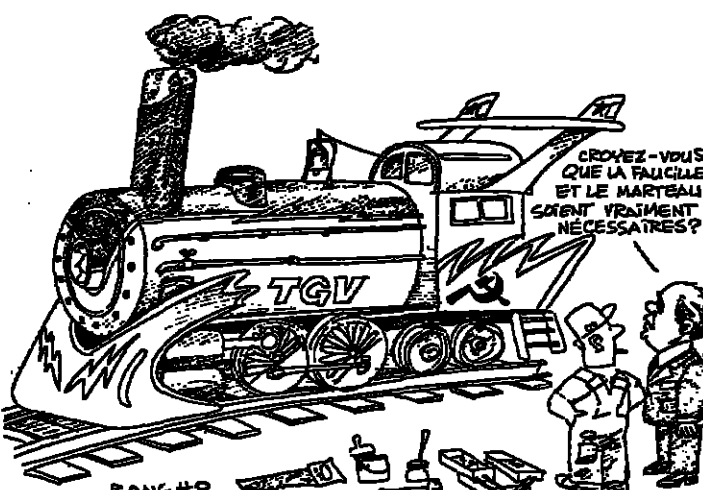
Aussi longtemps que la libéralisation de la vie intellectuelle durera, Mikhaïl Gorbatchev peut compter sur le soutien de l'intelligentsia. Il en a bien besoin car ses partisans ne sont pas légion. La grande majorité de la population ne peut que constater que la glasnost et la perestroïka n'ont pas amélioré leurs conditions de vie, que l'encouragement de l'initiative privée va entamer la médiocrité générale qu'elle confond avec la justice sociale.

Ce décalage entre l'euphorie des intellectuels emportés dans le tourbillon d'une liberté qu'ils n'espèrent plus et la déception, en tout cas l'apathie, d'une population qui a supporté bien d'autres privations — ce qui relativise les conséquences de la crise économique — mais qui voit certains s'enrichir à la faveur de la nouvelle politique, nourrit toutes les frustrations et forme un terrain propice aux apparitions et aux nationalistes de Pamiat (1).

Ce danger, les conseillers économiques de Mikhaïl Gorbatchev, qui s'expriment avec une grande liberté, l'admettent. Ils proposent des solutions d'urgence que le secrétaire général n'a pas encore reprises à son compte quand il s'agit de remplir les magasins avec des produits importés d'Occident avec force devises, mais qui ont trouvé un écho dans les déclarations de Mikhaïl Gorbatchev à Kiev : « Aucun dogme, aucun stéréotype, ne doit bloquer la solution du problème alimentaire. Ici toutes les formes efficaces doivent avoir droit de cité. Les obstacles administratifs, les tentatives de dissimuler sa propre incurie en se référant aux principes socialistes sont tout simplement inadmissibles. » Autrement dit, quand il s'agit d'assurer l'approvisionnement, les principes socialistes n'ont plus cours.

Les économistes soviétiques réformistes ont une vue assez claire de l'objectif à long terme — une ou deux générations ? comme l'a dit Léonide Abalkine. Ils se réfèrent volontiers à la NEP, la Nouvelle politique économique mise en œuvre par Lénine en 1921, quand l'économie russe était ouverte, compétitive et la robe convertible. A la fin des années 90, Nicolas Chmelev, écono-

miste de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, pense que plusieurs formes de propriété coexisteront et que 15 % seulement du PNB devraient être régis par le plan (dans le secteur de la défense notamment), les 85 % restants relevant purement et simplement du marché, sans entrave administrative. L'Etat devra se contenter d'orienter l'activité économique par la fiscalité et l'utilisation des taux d'intérêt.



exactement comme dans les pays capitalistes occidentaux.

Ces économistes préconisent une diminution radicale des commandes d'Etat, une réforme des prix de gros, en attendant celle des prix de détail dont les conséquences sociales font peur mais qui apparaît à moyen terme comme inévitable, la création d'un marché des capitaux pour financer les investissements par l'appel à l'épargne, la convertibilité du rouble (dans un premier temps pour les seules entreprises), le démantèlement de l'appareil administratif et la disparition des soixante ministères industriels. La bonne économie doit chasser la mauvaise, dit en substance Gavril Popov ; les entreprises coopératives dans l'industrie et la distribution, les paysans privés, devraient prendre le dessus rapidement sur les entreprises d'Etat parce que ces nouvelles formes sont beaucoup plus performantes et parce que la bureaucratie a fait la preuve de son incapacité à résoudre les problèmes économiques.

Théoriquement, c'est indiscutable. Mais les bureaucrates et leurs porte-parole au bureau politique et au gouvernement ne se sont pas rendus à ces évidences. Ils multiplient les entraves à la création et au fonctionnement des coopératives (qui regroupent tout de même déjà un million et demi de personnes) en voulant les obliger à se couler dans les plans ministériels, en les taxant fortement et en les exposant au rac-

été reprise et amendée par M. Gorbatchev en 1987, est maintenant ouvertement critiquée, la tentative de régler par un meilleur usage de l'administration le problème de l'approvisionnement n'ayant pas résisté aux faits.

L'avenir de la réforme économique dépend aussi de la capacité des partisans de la perestroïka, à l'intérieur et à l'extérieur du parti, de faire entendre leurs voix dans les nouvelles instances parlementaires. « Sans la création d'une opposition politique stable », dit encore Gavril Popov, « il sera impossible de réaliser les réformes économiques ». Dans quelle mesure cette opposition pourra s'exprimer au Soviet suprême, c'est une autre affaire. Après la bouffée d'air frais de la campagne électorale, qui a surtout mobilisé des gens à Moscou et dans les grandes villes, mais beaucoup moins en province où la pratique traditionnelle — un candidat pour un siège — est toujours en vigueur, les plus pessimistes craignent que les élections elles-mêmes ne marquent la fin de la démocratisation.

Les libéraux se battent contre un adversaire polymorphe, « un dragon à plusieurs têtes et à plusieurs masques », dit Ludmila Saraskina, qui n'a ni foi ni loi, qui est capable de tout pour se tirer d'affaire. Le dragon porte-t-il parfois le masque de Mikhaïl Gorbatchev ? Les libéraux ne l'excluent pas, mais le pacte tacite entre eux et lui tient toujours. Si Alexandre Iakovlev est leur intermédiaire privilégié au plus haut niveau, le secrétaire général est le seul garant de la libéralisation au bureau politique, et il représente son seul appui. Mais Mikhaïl Gorbatchev reste acceptable pour les conservateurs aussi longtemps qu'il sait adoucir les propositions les plus radicales de ses conseillers réformistes.

La démocratisation est pour les libéraux un gage de la pérennité de l'ouverture intellectuelle comme de la réforme économique. Elle suppose non seulement des proclamations, la réaffirmation théorique des droits élémentaires, des débats dans des revues qui ont un succès grandissant, mais également la mise en place de mécanismes assurant l'application concrète de ces nouvelles libertés, bref, la création d'un Etat de droit dont Mikhaïl Gorbatchev a beaucoup parlé en ajoutant l'adjectif « socialiste », sans que les institutions aient été encore fondamentalement modifiées.

La vie intellectuelle est riche, animée, par bien des aspects enthousiasmante, au moins à Moscou et à Leningrad. L'ouverture a encore un aspect largement artificiel parce qu'elle concerne seulement une couche étroite des Soviétiques et qu'elle n'a pas adouci les sévères conditions de vie. Comme l'humour ne perd pas ses droits, Vladimir Lakchine, rédacteur en chef adjoint de la revue *Znamia*, un des fleurons de la glasnost, se lance dans une parodie de Staline, qui, dans les années 30, voulait convaincre les Soviétiques que « la vie est devenue meilleure, la ville est devenue plus joyeuse ». Pour Lakchine, « la vie est devenue plus dure, mais la vie est devenue beaucoup plus joyeuse ».

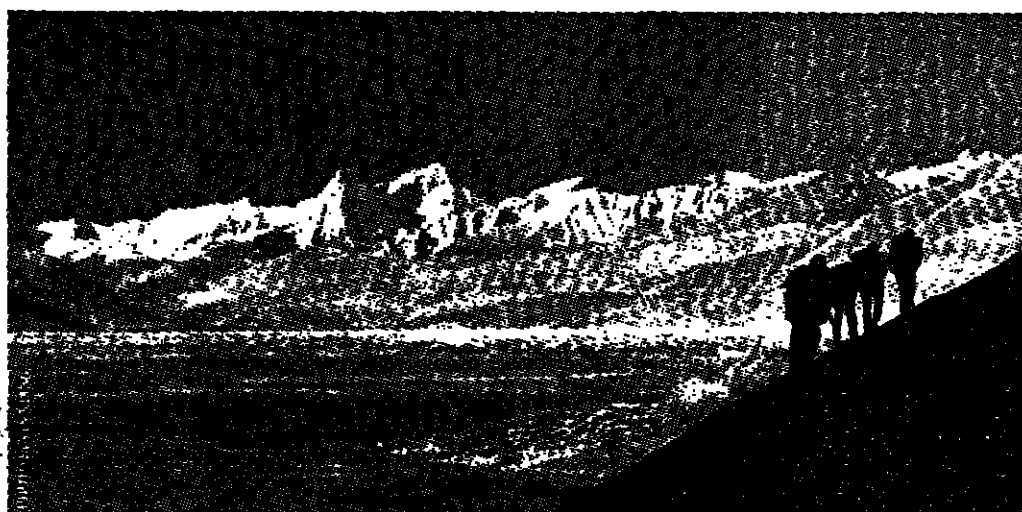
DANIEL VERNET.

(1) Organisation regroupant les nationalistes russes, les slavophiles, tous ceux qui inquiètent l'influence de l'Occident, ainsi que des antisémites.

● **URSS : poursuite de l'agitation nationaliste.** — Manifestations et grèves de la faim se multiplient en Ukraine. Trois mille personnes se rassemblent quotidiennement depuis six jours dans la ville de Rovno, en Ukraine, pour apporter leur soutien à cinq femmes qui observent une grève de la faim afin d'obtenir la restitution à l'Eglise orthodoxe d'une église servant de musée, de l'athéisme, a indiqué, le jeudi 9 mars, un porte-parole de l'association Helsinki d'Ukraine. Une autre grève de la faim a lieu à Kiev pour protester contre les sévices qui auraient été infligés en prison à un militant, M. Sergueï Gouzenko. Celui-ci avait été interpellé il y a une semaine lors d'un meeting doctoral. Des milliers de personnes avaient manifesté lors de ces meetings leur mécontentement devant les manœuvres de l'appareil du Parti communiste pour imposer ses candidats. — (AFP.)

● **TCHÉCOSLOVAQUIE : deux opposants condamnés.** — Les opposants tchécoslovaques Ivan Jirous et Jiri Tichy ont été condamnés, respectivement, à seize et six mois de prison pour « incitation à rébellion ». A jeudi 9 mars, par le tribunal de Jihlava, M. Jirous — une des principales figures de la « contre-culture » tchécoslovaque — et M. Tichy étaient poursuivis pour avoir fait circuler une pétition dénonçant les exactions commises dans le pays depuis l'avènement au pouvoir des communistes, en 1948. — (AFP.)

140 Marches de Rêve!



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur! Le monde entier est à vos pieds, avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée en France et partout ailleurs. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix. Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en téléphonant au 43.29.94.50. Minitel 3615 Code TO.

Nom, Prénom	
Adresse	
Téléphone	
Brochure générale France - Pays lointains	Catalogue Ski
	Catalogue Haute Montagne
terres d'aventure	
LE VOYAGE A PIED	
16, RUE SAINT-VICTOR 75005 PARIS - Tél. 43.29.94.50. MINITEL 3615 CODE TO	
9, rue des Remparts d'Ainay 69002 Lyon. Tél. 78.42.99.94	

QUI SOUHAITE LE DEPART DES IMMIGRÉS ?

REPONSE PAGE 101 DU LIVRE
SCORES L'ETAT DE L'OPINION 1989
EDITIONS DU SEUIL

VIRÉE A LONDRES : UN BIG BON A DÉCOUPER

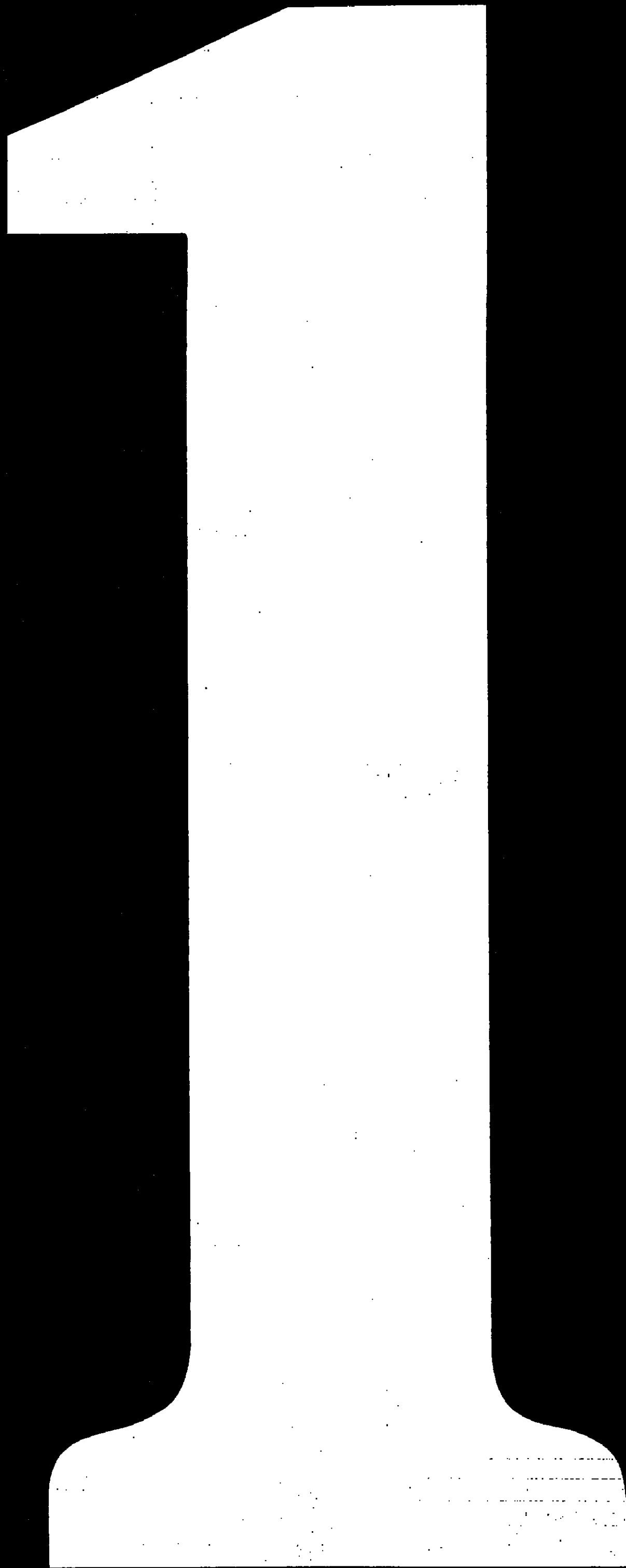
Londres gratuit pour les moins de 16 ans*

Aucune ville ne ressemble à Londres et Londres ne ressemble à aucune autre ville. Nulle part ailleurs on ne rencontre ce doux mélange de fête et de tradition. Londres c'est à la fois le musée « Madame Tussaud » et le British Museum. C'est aussi le Musée du Cinéma et la visite des Docks, la relève de la garde et les sermons de Hyde Park. Ça ne s'explique pas, ça se vit. On a tellement envie que vous veniez à Londres que les bateaux de Brittany Ferries partent de trois ports différents : Roscoff, Saint-Malo et Caen. On a tellement envie que vous veniez à Londres qu'on va être vraiment très gentil avec votre enfant : s'il a moins de 16 ans, il est invité, c'est gratuit. Renseignez-vous. Alors c'est promis? Vous viendrez?

*Un mois de 16 ans gratuit pour un adulte payant jusqu'au 30/05/89. Renseignements dans toutes les agences de voyage.

Brittany Ferries

Ogilvy & Mather



هكذا من الأصل

Un re

à su

1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans.

Un record absolu.

La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent.

COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit les meilleurs revendeurs.

Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.

à suivre...

COMPAQ

à suivre.



Politique

Dunkerque : Michel Delebarre tente de démanteler le « système Prouvoyeur »

DUNKERQUE
de notre envoyé spécial

Il était une fois une ville perdue aux confins nordiques du pays. Depuis que les bateaux de navires avaient dû l'abandonner, faute de travail, chacun la croyait assoupie, endormie. Un prince charmant se présenta alors pour donner le baiser salvateur à la belle, à côté de qui il avait joué étant enfant. Seulement la merveilleuse princesse ne l'avait pas attendu. Fille des Flandres, elle avait sa troupe avec elle-même la force de commencer à se réveiller, il ne lui manquait plus qu'un chevalier servant pour l'aider, grâce à son panache, à retrouver sa splendeur d'antan.

Michel Delebarre essaye d'être celui-ci pour Dunkerque. Mais, pour tenir ce rôle, il lui faut d'abord vaincre, dans le tournoi municipal, celui qui depuis près de vingt-cinq ans est le tuteur légitime de la cité, même s'il n'est pas — et de loin — celui qui a le plus fait pour lui éviter l'engourdissement fatal. Claude Prouvoyeur, un sénateur rattaché au RPR mais membre du CNI, qui, en bon père de famille, gère sa cité avec les recettes éprouvées du notabilisme de province.

La richesse peut être un merveilleux somnifère. Pendant des années, Dunkerque a profité des fastes des « trente glorieuses » sans chercher à organiser son avenir. Etre le troisième port de France, disposer de puissants chantiers navals en plein cœur de la cité, voilà qui lui suffisait pour être persuadé que la cité de Jean Bart était pour toujours la reine des mers. Le reste n'était qu'accessoire : la sidérurgie qui implantait ici une usine produisant la moitié de l'acier français, les petites et moyennes entreprises qui n'étaient que des sous-traitantes, le commerce qui recevait les retombées de tout cela sans effort. La mairie, elle-même, qui se satisfaisait des rentrées faciles de la taxe professionnelle.

Le tocan fut sonné — paradoxalement — par un ami politique du maire. En arrivant au ministère de l'Industrie, Alain Madelin annonça, sans fausses précautions, qu'il n'était plus possible de subventionner le chantier naval et que, donc, son dépit de bilan était inéluctable. Ce fut le KO débout. Dunkerque n'avait presque rien dit quand la sidérurgie avait perdu 6 000 emplois, quand les chantiers navals avaient commencé à dégraisser (en tout, l'agglomération a perdu 10 000 emplois en six ans), puisque les socialistes avaient toujours laissé croire qu'une activité de construction navale pourrait subsister et que le maire lui-même avait affirmé : « Si on ferme les chantiers, je démissionne ». Bien entendu, il n'en a rien fait.

L'électro-choc fut salutaire. Chacun retrouva ses manières autour d'un sous-préfet dynamique. Rare-

ment ville bénéficia de tant d'organismes penchés sur son sauvetage : les congrès de conversion de Mauroy, les zones d'entreprise de Madelin, le pôle de conversion de la DATAR.

Technocrates de l'administration et milieu économique de la chambre de commerce et du Port autonome prirent tout cela à bras-le-corps. Non sans succès. Les zones d'entreprises se remplissent. Le port a connu en 1988 la plus grosse augmentation de trafic de tous ses homologues français (plus 10 %). Le chômage se stabilise. Seulement une fois encore, les milieux politiques furent à la traîne. La ville de Dunkerque, voulant le maximum pour elle, mit même quelques bâtons dans les roues.

Des patrons sous le charme

Les patrons, aujourd'hui sentent qu'ils ont besoin d'un soutien plus affirmé. Michel Delebarre a su admirablement jouer de cette carte et de son charme naturel. Dans tous les milieux économiques, on ne tarit pas d'éloges : « Une des plus belles intelligences que je connaisse », dit l'un qui n'est pas de ses amis politiques, « c'est le socialiste le plus à droite, et même peut-être pas un vrai socialiste, mais un centriste », dit un autre qui veut rester neutre.

Résultat, nombreux sont ceux qui pensent qu'il peut donner l'élan supplémentaire dont la ville a besoin. A gauche, bien sûr, comme le président de son comité de soutien, le patron local de Danzas, et membre du MRG ; les opportunistes aussi : « Il vaut mieux avoir un personnage d'envergure nationale positionné au centre gauche, plutôt qu'un vrai ami sans rôle national ». Et même les réalistes de droite qui doutent des capacités du maire à être le moteur dont la ville a besoin, et qui ne voient pas dans son équipe celui qui pourrait le relayer. Ainsi dix-huit patrons d'entreprise, travaillant sur le port, ont appelé à voter pour le challenger.

Une telle conversion est-elle bien naturelle ? On ne se prive pas de faire remarquer à la mairie que tous ceux qui ont pignon sur le port ne peuvent pas s'élever contre le ministre qui a en charge les transports et la mer, et que bien d'autres entreprises sont contraincées par des sociétés publiques. Certes, mais ceux qui pourraient soutenir Claude Prouvoyeur sont bien discrets. Les plus critiques reconnaissent : « Dans ce combat, on ne peut pas être manifeste ». Belle victoire pour un homme de gauche. D'autant que Michel Delebarre a su aussi attirer à lui le plus gros commerce de la ville et le propriétaire du principal portefeuille d'assurances.

L'ouverture ne s'arrête pas qu'aux milieux économiques. Le porte-parole des écologistes de la région Nord-Pas-de-Calais est présent sur sa liste. Et après avoir eu quelques

contacts avec un adjoint centriste de la municipalité sortante, il a accorde une place à l'ancien secrétaire général de la section de CDS, devenu depuis responsable de l'Association des démocrates.

Malgré cela, les communistes, après avoir longuement hésité, l'ont rejoint, quoi que puissent penser leurs militants de l'ancien ministre du travail qui avait imposé la loi sur la flexibilité. C'est que leurs instances fédérales et nationales ont fait comprendre que l'accord de Calais en dépendait. Mais pour bien marquer la différence la CGT s'est rarement montrée aussi virulente, ces derniers jours, sur le terrain... au risque de faire fuir une partie de l'électorat centriste que Michel Delebarre a, d'abord, voulu attirer.

De l'ancien responsable des dockers aux patrons du port, le mélange pourrait être détonnant. Aussi le challenger fait surtout campagne sous son nom. Et ses amis ont beau reconnaître qu'ils font plus « appel à la raison qu'aux sentiments », il lui faut aussi montrer qu'il ne s'inscrivent pas qu'aux patrons et qu'à l'économie. Les réunions en appartement succèdent aux rencontres autour d'un sympathisant, les rendez-vous avec les associations aux spectacles offerts aux anciens. Tout cela, histoire de montrer que les conditions de vie dans les HLM délabrés, le manque d'animation culturelle et sociale font aussi partie de ses préoccupations.

Les rubans du ministre, les poignées de main du maire

Etre ministre, premier vice-président du conseil régional offre bien des avantages, surtout lorsque la communauté urbaine, dont est membre la ville, dominée qu'elle est par les socialistes, est à votre service. Tous ont été mis à contribution pour trouver inaugurations, poses de première pierre, signatures de convention. Un jour, le candidat-ministre visite avec les dirigeants de la fédération du bâtiment les chantiers de rénovation de HLM n'appartenant pas à la ville. Le lendemain, le candidat vice-président du conseil régional tient conseil avec le délégué à l'aménagement urbain, après avoir reçu le syndicat des hôteliers restaurateurs.

Un tel quadrillage est indispensable pour avoir quelques chances de valancer le système Prouvoyeur. En vingt-cinq ans de présence à la mairie, cet homme, au contact facile, qui se souvient de votre nom, embrasse votre fille en vous demandant des nouvelles de votre grand-mère, a su se créer un réseau d'amis, de « clients ». Lui ou ses adjoints sont présents, sans désemparer, lors de toutes les manifestations des nombreuses associations dunkerquoises, fort gâtées par la mairie. Tout cela crée des liens. Et ce « train-train » a de quoi plaire ; d'où le slogan du maire : « Claude Prouvoyeur, un maire dans notre ville ».

Mais aujourd'hui, la bataille est devenue nationale : les Dunkerquois sont appelés à mettre un coup d'arrêt à la marche, jusqu'alors triomphale, de celui qu'Alain Juppé est venu ici qualifier de « socialiste BCBG ».

Pour faire une grande carrière, il faut de solides attaches locales. Michel Delebarre en est convaincu, tout autant qu'un autre, lui qui a commencé sa carrière par le haut. Sa « terre », ce flamand ne pouvait la trouver que dans le Nord. Il est aimé Lille, mais les prétendants étaient trop nombreux et Pierre Mauroy encore bien jeune.

En fait, dès les législatives de 1986, ses « amis » le poussaient vers Dunkerque, où le rattachaient des souvenirs d'enfance. Seulement, pour s'implanter réellement, il attendait 1988. Il ne choisit pas alors la facilité. Il aurait pu se glisser sur les pas d'Albert Desverre, le père socialiste de l'agglomération, le maire indéfectible de Gravelines. Il préféra se présenter dans une circonscription que, de l'avis de tous, il était le seul capable d'emporter ; il y parvint avec 45,94 % des suffrages exprimés au premier tour, et 55,02 % au deuxième tour.

Le dé municipal ne pouvait, alors, que rouler. Il hésita pourtant longtemps à le lancer. Certes, les quatre cinquièmes de Dunkerque sont dans sa circonscription, mais c'est une ville de droite. Il y a six ans, Claude Prouvoyeur l'avait emporté avec 59,33 % des voix au premier tour, et si François Mitterrand obtint le 8 mai 1988 55,05 %, sept ans plus tôt, Valéry Giscard d'Estaing l'avait devancé de 291 voix. Et aux européennes de 1984 comme aux législatives de 1986, le score du PS n'avait guère été brillant. De surcroît, les premiers sondages ne lui étaient guère favorables.

Difficile challenge, même si la présence d'une liste du Front national complique la tâche de l'équipe sortante. L'enjeu important pour Michel Delebarre lui-même. S'il gagne, il pourra tenter de repartir à l'assaut de la fonction qui le passionne vraiment : la présidence du conseil régional. Il aura montré qu'il est capable, lui aussi, de remporter des victoires électorales sur son nom. Précieux acquis. D'autant plus qu'avec Jack Lang et Pierre Joxe il est un des seuls ministres à avoir pris ce risque. S'il perd, il lui faudra montrer qu'en bon homme politique il est capable de rebondir après un échec. Après tout, la gauche en 1983 avait obtenu... 31 %. Malheureusement pour ses idées, s'il perd il aura aussi fait la démonstration que l'ouverture ne suffit pas pour gagner électoralement. Car les Dunkerquois ont vite trouvé le paradoxe : « Si Delebarre l'emporte, ce sera avec la bourgeoisie ; si Prouvoyeur se sauve, ce sera avec les petites gens ». Curieux renversement !

THIERRY BRÉHIER.

Dreux transformée

DREUX
de notre envoyé spécial

Lorsqu'il pleut d'abondance à Dreux, ce qui n'est pas rare, un fâcheux phénomène se reproduit fréquemment. L'eau refuse dans certains égouts et en agite les contenus variés. Résultat : une partie du centre-ville baigne alors momentanément dans une odeur exécrable.

Fort heureusement, miraculeusement même lorsqu'on se rappelle les défilés de 1983, une évocation aussi triviale ne peut aujourd'hui introduire aucune parabole électorale contemporaine suggestive. Mieux, elle débouche sur une considération hautement respirable : les miasmes de 1983 ont certes laissé des traces ; ils n'ont pas tenu leurs promesses politiques les plus décevantes.

Ce n'est pas Jean Hieaux, maire de droite — lui dit « gaulliste » — sorti il y a cinq ans et demi des tréfonds d'un quatrième tour, avec l'aide indispensable d'un Front national alors sûr de lui, qui s'en plaint. Candidat à sa propre succession, aussi disert et détendu aujourd'hui qu'il était alors crispé et mal à l'aise, le maire de Dreux a désormais réponse à tout.

Le cloaque olfactif du centre-ville ? Lot provisoire inévitable des villes situées en cuvette. On y pourra. L'association passée si lourdement célèbre avec Jean-Pierre Stirbois et quelques-uns de ses collègues pour élever la mairie. ? « J'avais promis aux Drouais de tenir compte de leurs indications. Et je n'ai fait aucune qu'au second tour de septembre ».

Aujourd'hui, plus rien n'est pareil. L'assurance a quitté le clan Stirbois, dont le chef Jean-Pierre est mort en 1988 après avoir bien vite troqué son destin drouais contre une courte carrière nationale aux côtés de Jean-Marie Le Pen.

Sa veuve Marie-France, qui a repris le flambeau frontiste, ne fait pas claquer aussi fort l'étrémeur qu'avait fait entendre son mari dans tout l'Hexagone.

La domo aussi a changé. Jean Hieaux a dans sa poche une lettre signée Jean-Claude Gaudin et Alain Juppé. Il explique à qui veut l'entendre qu'il n'a rien demandé à personne, mais que le voilà bel et bien investi dans des conditions on ne peut plus claires : pas d'alliance avec le Front national, ni son premier ni son second tour.

Crédité du miracle d'avoir, plutôt bien, survécu à sa désastreuse victoire de 1983 et riche de la rente de la légitimité conquise, l'ancien banquier affiche la sérénité qui sied aux notables en place.

Il a les moyens de ce calme : une incontestable dédramatisation après les concerts de protestations silencieuses ou hypocrites et les noires prophéties de 1983 : une providentielle présence, sur sa liste de non-inscrits tout court qui furent jadis des non-inscrits Front national. Parmi eux, Pauline Vabois, adjointe sortante chargée des affaires sociales. Elle

avait débarqué dans les fourgons de Jean-Pierre Stirbois. On a grand-peine aujourd'hui à rencontrer quelqu'un qui ne fasse pas son élève.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes municipaux pour Jean Hieaux si deux ou trois détails n'éveillaient l'idée de crispations ou de mutations possibles,annonçotes ou inédites.

Il y a beaucoup d'étrangers à Dreux (sans doute un petit quart des trente-quatre mille habitants). « Trop », maintient Jean Hieaux, non sans souligner qu'il évite, pour sa part, la détestable confusion entre ces derniers et les Français musulmans.

Le pari du cocktail « Autrement »

Car les familles d'anciens harkis sont également assez nombreuses à Dreux (au moins mille cinq cents personnes). Et leurs enfants parfois excessivement remuants. Mais ce sont des Français. La preuve : ils seront présents — mais pas représentés, Jean Hieaux le jure — au conseil municipal s'il est réélu.

Ce qui pourrait être pour le maire sortant un dernier motif de satisfaction : la gauche drouaise divise à de quoi susciter chez lui, au moins jusqu'au 12 mars, une certaine perplexité. Après avoir servi de laboratoire et de caisse de résonance à l'extrême droite en 1983, Dreux offre, en effet, un spectacle expérimental symétrique et inverse qui retient l'attention.

A côté de la classique liste PC-PS, menée par un principal de collège socialiste, le conseiller général Maurice Ravanne et riche de (presque) tout ce que Dreux compte de fonctionnaires de gauche se présente, en effet, aux électeurs sur une liste baptisée « Autrement » qui peut aussi bien mourir dans l'œuf que venir bousculer l'ensemble du jeu local.

Car le cocktail d'« Autrement », s'il n'est sporadique, sera explosif : socialistes — de lors rituellement exclus du PS — emmenés par un ancien caennais ex-PSU de Dreux passé aux affaires, Jacques Daval, MRG et CDS, plus un nombre substantiel de représentants de la société civile drouaise.

CDS, à Dreux, est souvent synonyme de notabilité ancienne et de modération à droite. Le sénateur Jean Cauchon, ancien maire de la ville, en est le symbole et son fils Yves, justement, est le numéro deux de la liste « Autrement ».

Le pari d'« Autrement », discrètement observé de Maignon, s'inscrit aussi dans l'ineffable lutte d'influence qui oppose à gauche, en Eure-et-Loir, François Gaspard, ex-maire de Dreux, et l'ancien ministre et actuel maire de Chartres Georges Lemoine. Et ce pari ne semble appeler que deux sanctions électorales possibles : l'échec total ou l'encaissement d'une mise politique maximale. Qui ferait de nouveau scruter Dreux avec la plus grande attention. D'un autre côté.

MICHEL KARJAN.

Un scrutin différent

(Suite de la première page.)

Des votes sanctions eurent en effet lieu aux municipales de 1977, aux cantonales de 1979 contre M. Giscard d'Estaing, aux cantonales de 1982 et de 1985, aux municipales de 1983 contre M. Mitterrand. Leur dramatisation par l'opposition favorisait,

naturellement, une forte participation.

Aujourd'hui, les élections sont différentes. La relation que les Français entretiennent avec elles change. Le scrutin municipal de dimanche devrait souligner ce changement.

1) Moins de passion. La campagne a été marquée par le retour

en force de la préférence locale, qui domine ce type de scrutin avant la signature du programme commun de la gauche en 1972. Aucun thème national n'a fortement marqué l'actualité municipale. La droite (hormis quelques timides tentatives de M. Chirac, à Lille, ou plus récemment de M. Pasqua à TF 1) n'a pas appelé à un vote sanction contre le gouvernement. Elle a surtout renoncé à ses chevaux de bataille de 1983 — immigration — insécurité — pour éviter de redonner de l'air au Front national. La gauche, elle, ne s'est nulle part prévalue des résultats de l'action gouvernementale, pourtant positive sur un chapitre qui alimentait, hier encore, les polémiques : l'emploi.

A la question de savoir s'ils souhaitent exprimer leur mécontentement, 51 % des personnes interrogées par la SOFRES répondaient « oui » en 1983 ; elles ne sont plus, six ans plus tard, que 35 %. Il va de soi qu'un tel schéma aide à l'apaisement des passions : la délicate question des bordures de trottoir se prête mal à l'organisation d'une grande querelle.

Le vote de dimanche sera donc plus personnalisé qu'il ne le fut en 1977 (période d'affirmation de l'union de la gauche) ou en 1983 (période de reconquête par la droite). La relation avec les maires sortants sera déterminante. Une appréciation positive de celle-ci peut conduire les électeurs à amplifier un succès : MM. Carignon à Grenoble ou Baudis à Toulouse, devraient

bénéficier de ce phénomène dans deux villes pourtant orientées à gauche. L'usure du pouvoir local peut, au contraire, suffire à entraîner la défaite, sans le garde-fou qu'est l'appartenance à un camp, comme ce pourrait être le cas à Lyon.

2) Moins d'union. Une campagne reposant sur le critère de l'apolitisme relègue à l'arrière-plan les opérations d'état-major, en même temps qu'elle rend l'union plus difficile. Le PC n'a pas été le dernier à s'abriter derrière le rempart de ses maires pour exiger une meilleure position que ne le lui aurait permis le simple examen du rapport des forces. L'accord PC-PS du 12 janvier (rectifié le 3 février) nous a quand même valu quelques images surréalistes, et s'est traduit, in fine, par 40 % de primaires dans les villes de plus de 20 000 habitants.

A droite, « l'union » s'accommodait de beaucoup d'arrière-pensées et de quelques primaires spectaculaires, à Cannes ou à Aix-en-Provence, par exemple. Et lorsque, comme à Lille, le combat interne est évité, le soutien de l'ex-rival (M. Durieux, le centriste, qui a renoncé face à M. Turk, le RPR) n'apparaît guère sur le terrain.

A ce recul de la loi des appareils des partis correspond la montée des candidats qui se réclament de l'apolitisme. Pas une grande ville, ou presque, qui n'ait sa liste « socioprofessionnelle » parée des vertus du seul dynamisme de la « gestion ». C'est, en somme, sous

une étiquette plus moderne, la réhabilitation des listes bien de chez nous dites de défense des « intérêts locaux », qui, là encore, prédominent dans les années 70.

La figure emblématique de ces candidats new-look — qui veulent faire carrière sur le dos de la politique — est à l'évidence M. Robert Vigouroux.

Génant pour tous les partis — ce qu'atteste l'absence de l'expression partisane et des étiquettes politiques dans ces combats locaux, — cette évolution l'est particulièrement pour le PCF.

3) Moins de participation. Chacun sent bien, à droite comme à gauche, que l'abstentionnisme menace ce scrutin, même si, a priori, compte tenu de la proximité de l'électeur et de l'élu, le risque est moins grand que pour des législatives ou le référendum néo-calédonien. Le gouvernement et le PS s'en inquiètent davantage que l'opposition, car l'abstention peut toucher des catégories (les enseignants notamment) traditionnellement ancrées à gauche mais qui pourraient bien saisir l'occasion du premier tour pour marquer leur déception, et créer ainsi quelques divines surprises pour la droite.

4) Moins de grandes tendances. Les résultats des 12 et 19 mars seront sans doute difficiles à interpréter, et devraient être riches en paradoxes. L'opposition, compte tenu de son très fort réseau d'élus locaux, devrait pouvoir constater qu'elle est majoritaire en voix, mais déficitaire en villes. Le PS, bien placé pour

reconquérir quelques cités perdues en 1983, n'est pas bien placé dans les villes-symboles du dernier scrutin, comme Grenoble ou Paris. Le PCF, lui, a sans doute déjà rédigé un bilan de santé satisfaisant, même s'il ne s'est attaqué à aucune des causes de son déclin. Le RPR pourrait bien mettre en valeur un succès à Lyon, alors même que cette victoire, si elle survient, ne lui appartiendrait pas : aucun dirigeant n'est venu soutenir M. Noir (et surtout pas M. Chirac), aucune de ses affiches ne portait le sigle RPR. Et pourtant, la bonne tenue de Michel Noir pourrait éclipser, s'il réussit, les difficultés des maires sortants ou candidats RPR à Nantes, Brest, Quimper, Arles ou Chambéry. L'UDF, enfin, s'appassera sur la multitude de ses élus locaux.

Il sera donc vraisemblablement difficile de raisonner, au soir du scrutin, en termes de grandes tendances, ou de message univoque. Cette évolution n'est certes pas sans lien avec les mouvements qui modifient le paysage politique national depuis la réélection de M. Mitterrand : l'ouverture, bien que déclarée forcée par le chef de l'Etat, n'a peut-être pas dit son dernier mot. Mais en attendant, il est bon que la classe politique adapte ses campagnes à la nature des élections qui sont devant elle : aussi serait-elle bien avisée de ne pas transformer en test de politique intérieure, à défaut de pouvoir compter sur les municipales, le prochain scrutin européen.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

ELECTIONS MUNICIPALES

Dimanche à partir de 20 heures
tous les résultats ville par ville

Le Monde

36.15 LM

36.15 LM

PRIVÉ

Politique

des élections municipales

Histoires de villes

Melun : « Du boulot et je redeviens comme avant »

MELUN
de notre envoyé spécial

Elle a parlé de clochards, comme ça, sans y penser, dans la conversation. Mme Lambert-Drumez, présidente du comité de la Croix-Rouge, vient de commettre un impair. Déjà, Patrick lève un doigt lourd et, d'une voix enrouée, rectifie : « Hé, attention, pas des clochards, faut pas dire ça ! »

Mme la présidente s'empourpre. Bien sûr, pas des clochards. Des hommes à la dérive, par les temps qui courent, ça n'a plus de nom. Ou bien pas encore. Et des heures seraient nécessaires, dans ces récits aux méandres compliqués, obscurcis par un formidable besoin de se raconter, pour démêler ce qui l'a emporté de la poisse, de la crise, de la faiblesse ou du malheur personnel.

Gérard et Patrick se voudraient « des types normaux », simplement emportés par une mauvaise passe, un divorce ou un licenciement économique, simplement médusés d'être aussi vite tombés si bas. « Quelques mois, tu vois rien venir, et puis ça n'a plus rien à voir avec ce que tu es connu »,

ils aimeraient tant parier, « tiens, un paquet de brunes », sur leurs chances de refaire surface, de reprendre leurs gosses ou d'aller montrer à des femmes sans illusions qu'ils ont changé. Mais leurs yeux ardeurs démentent. Et, par son silence, Mme la présidente, aussi à l'air de douter. Elle sourit, attendrie, approuve de la tête. « Du boulot, et je redeviens comme avant », jure Patrick. Pas si simple, sans doute.

Ces deux-là ont déjà fait pourtant un bon bout de chemin, et Mme Lambert-Drumez, comme beaucoup d'autres dans Melun, suit avec inquiétude et solidarité leurs fragiles progrès. Avec leurs deux compagnons d'infortune, Bernard et Michel, ces deux copains accrochés à leur amitié comme à une rampe par grand vent, représentent même une forme d'enjeu discret pour la ville. Qu'ils mollissent, s'enfoncent un peu plus, et la

communauté en ressentirait l'échec, malgré elle.

On peut raconter l'histoire ainsi : quelques jours avant Noël, une femme dont ils ne veulent pas dire le nom, « une femme pas riche », parce qu'elle fait des ménages, « une femme pas heureuse », car elle a un enfant handicapé, les a découverts tous les quatre vivant sous la tente dans le bois de Montaigny, à quelques centaines de mètres des hauteurs de Melun. Gérard couchait à la dure depuis des mois, dans ce qui était devenu une sorte d'annexe ouverte aux étoiles de la Croix-Rouge ou du foyer des Compagnons d'Emmaüs. Quand il refusait les règles de ses hôtes, quand l'écoulement le reprenait, il retournait à ses bois. Ils avaient fini par tenir permanence, à trois ou à quatre, entre des toiles et des planches, « à se soutenir le moral ».

Une java sur le chemin du retour

Ils étaient connus. « On nous appelait les hommes des bois. » Ils venaient en ville faire la manche, le plein de vin ou de pitié. L'un ou l'autre avait goûté du docteur. Pas pour eux. Des conseils de l'Action sanitaire et sociale. Trop administratif. Melun savait, comme toutes les villes savent que des hommes s'en sentent exclus, préférant camper avec leur solitude en attendant que ça passe ou que ça s'aggrave. Une femme, quelques jours avant les fêtes de fin d'année, a refusé cette logique familiale. Elle a prévenu Antenne 2. Une équipe de reportage a été dépêchée sur place.

Gérard et Patrick ont raconté leur banale descende. M. Paul Séran, président du conseil général de Seine-et-Marne, avait été invité à commenter le reportage sur le plateau du journal télévisé. Il a promis, bien sûr. De les aider. De faire battre en leur faveur le cœur du département et de la ville. Les quatre étaient promus emblèmes de la politique d'assistance par la mise en place du RMI, héros médiatisés de la nouvelle

pauvreté. La préfecture, la municipalité, les instances sociales et les associations se sont fait un devoir d'intervenir, entre les fêtes.

Aujourd'hui, ils vivent en HLM, « entourés d'immigrés qui font du bruit ». Manière de désigner plus malheureux qu'eux. Vaguement racistes, parce que ça tient chaud. Plus surpris qu'à l'aise, malgré le loyer payé pour six mois, les meubles, la télé prêtée. Cette parenthèse de la misère n'a rien changé à leur amertume. Simplement, c'est à des voisins que désormais ils en veulent. A l'administration avec laquelle ils entretiennent des rapports plus courts, mais qui tarde toujours à « lâcher les ronds ». Râler les rassure. Cela assèche les larmes, toujours en embuscade dès qu'ils parlent d'eux.

Ancien chauffeur de car, Patrick, trente-six ans qui valent des siècles, donnerait n'importe quoi pour retrouver David, son fils. « Ça me travaille, c'est terrible. » Il ne s'explique pas vraiment ce qui lui est arrivé. Simplement, c'est sa faute, il en convient.

Il rentrait tard chez lui, à Brie-Comte-Robert. Il y avait toujours une java sur le chemin du retour. Sa femme s'est lassée. Un jour, il a dû partir et, du coup, il a tout laissé tomber. Son emploi, l'appartement. Deux jours dehors, le temps de prendre un plaisir maigre à ce déracinement et de se persuader que le monde entier lui était hostile.

Puis huit mois à coucher dans des baraquements sans porte ni fenêtre, toujours à portée de la maison, comme pour se faire rappeler, venait roder, à l'heure où son fils partait en classe. Comme pour se faire pardonner. « Ma femme me disait de monter boire un café ». Puis, elle le renvoyait. De bois en foyer des Compagnons d'Emmaüs, il a rencontré Gérard, qui lui a fait un peu de place sous la tente.

Gérard, quarante-six ans, à peu près la même histoire. Sans enfant : il est resté célibataire et s'est mis à dériver l'année de la mort de sa mère et de son

licenciement. Dans une autre vie, il y a plus de deux ans, il ne sait plus, il était cariste dans une entreprise de dynamite à Cugny, dans le département. Lui aussi assure qu'il n'a commencé à boire qu'après sa déprime. « J'ai jamais mon boulot et un petit coup de temps en temps. » Il a pris Patrick sous sa protection.

Le « jeune » est sa seule famille ou à peu près et il parle comme si la vie devait surtout des comptes au père de David. Comme s'il ne pouvait y avoir de l'espoir pour tout le monde et qu'il cédait sa place.

Les vedettes du RMI

Bernard et Michel forment un autre couple, aussi soudé. Beaucoup moins chanceux, et c'est un peu pour eux que Gérard et Patrick se rassent de près et font ces mois-ci assaut de sobriété. Bernard, trente-six ans, était manutentionnaire sous d'autres cieux. Il souffrait d'un cancer de la gorge et entre ça et l'hôpital, Michel restait à Paris, sa ville d'avant la chute, pour soutenir son ami, quand il aura achevé sa cure de désintoxication volontaire. Ancien fonctionnaire municipal, Michel, quarante-six ans, a quatre enfants qu'il a perdus de vue. « Il ne faut surtout pas le lui rappeler », précise Gérard.

L'appartement était pour quatre et ils n'y sont déjà plus que deux. Certains jours, Gérard et Patrick sont repis par leurs envies d'envoyer tout promener. Mais cela fait deux mois qu'ils tiennent bon, avançant par instinct à petits pas dans leur recherche d'un avenir. Ils mendient toujours les jours de marché, et les policiers ne les embarquent plus, mais ils tiennent leurs promesses. Ils font les petites annonces, se présentent partout où l'embauche se propose. « Mais nous sommes toujours les hommes des bois », dit Patrick. « Ça nous colle à la peau, même si quelqu'un de la mairie intervient en notre faveur. »

Mme Lambert-Drumez tient l'agenda. Demain, Patrick doit passer une visite médicale pour reconquérir son permis de conduire. « Ça va aller. Il n'y a pas de raison que ça n'aille pas. » Gérard acquiesce et Mme la présidente sourit encore. Gérard sera sans doute employé par la municipalité. Au jardinage, et cette idée lui plaît bien. Il y a aussi les pompes funèbres, dont Patrick pourrait devenir le chauffeur. Mais il risquerait aussi d'y être entraîné à boire. Et alors, adieu au permis. Adieu David.

Un progrès par semaine, c'est ce que Melun leur demande. Une petite chose, quotidienne pour les autres mais contraignante pour eux. « Une fois que t'es au fond, c'est pas seulement dur de s'en sortir, c'est que tu n'imagines pas que ça soit autrement. » Lorsqu'ils sentent qu'ils pourraient flancher, ils se disent qu'ils sont des vedettes du RMI. Ils ont eu leurs photos dans la presse locale et ils ont maintenant des responsabilités sociales.

Ils continuent à voir ceux qui vivent sous un pont du centre-ville. Pas des clochards non plus. Des copains qui « ne sont pas jaloux ». A leur manière, ils font de l'animation, conseillent ou servent de guide vers la Croix-Rouge. Ils font des efforts pour ne pas décevoir car ils sentent bien l'attente autour d'eux. Ils se savent placés, par le sort d'un reportage, entre le malheur et la société civile, version Rocard. Soutenus par une ville pas chienne et qui prend sa part de marginaux.

Un progrès par semaine, se répètent-ils. La vaisselle au premier lavé. La télé, le soir, plutôt que le bistrot. Rapprocher à lire, à discuter, et non plus à se quereller, après boire, à propos du sexe des anges. Apaiser sa douleur des femmes ou du système. Mais leurs yeux le disent mieux que leurs mots. Remonter et se rassent. « En plus, on attrape froid. Plus l'habitude d'être au chaud. »

PHILIPPE BOGGIO.

Mode d'emploi

Pour la première fois lors de ces élections municipales, les électeurs sont invités à signer eux-mêmes la liste d'émargement qui atteste qu'ils ont accompli leur devoir de citoyen. Telle est la principale innovation introduite dans le déroulement des opérations de vote par la loi du 30 décembre 1988.

Si le législateur a également tenté de contenir la fraude électorale en limitant, d'une part, l'usage du vote par procuration, et en renforçant, d'autre part, les contrôles lors du dépouillement des bulletins, il n'a, en revanche, pas modifié le mode d'élection des conseillers municipaux et des maires, en vigueur depuis le renouvellement de 1983.

● Les 34 000 communes de moins de 3 500 habitants.

Les conseillers sont élus dès le premier tour s'ils obtiennent la majorité absolue des suffrages et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre d'électeurs inscrits. Au second tour, l'élection se déroule à la majorité relative. Dans les villes de moins de 2 500 habitants, les candidats peuvent se présenter isolément, mais, au-delà de ce seuil, les bulletins de vote doivent comporter autant de noms qu'il y a de conseillers à élire. Les électeurs conservent toutefois le droit de « pansacher » (supprimer ou ajouter des candidats sur la liste qu'ils ont choisie).

● Les 2 300 communes de plus de 3 500 habitants.

Les candidats se présentent sur des listes comportant autant de noms que de sièges à pourvoir sans que les électeurs aient le droit d'ajouter ou de supprimer des noms, ni de modifier l'ordre de présentation des candidats sur la liste.

La liste qui obtient, dès le premier tour, la majorité absolue des suffrages exprimés se voit attribuer la moitié des sièges à pourvoir attribués à l'entier supérieur (s'il y a 33 sièges à pourvoir, la liste en question obtient, dans ce cas, 17 d'office). Les autres sièges sont répartis, à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, entre toutes les

listes ayant recueilli plus de 5 % des suffrages exprimés.

Si aucune liste ne rassemble la majorité absolue des voix, un second tour est organisé auquel peuvent participer toutes les listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés au premier tour. Toutefois, les listes qui ont recueilli plus de 5 % des voix sont autorisées à fusionner avec une liste pouvant se maintenir.

Les listes, modifiées ou non, doivent être déposées au plus tard quatre jours avant l'ouverture du scrutin, soit mardi 14 mars à minuit. A l'issue du second tour, la liste qui a obtenu la majorité relative des suffrages s'arroge la moitié des sièges à pourvoir (arrondie à l'entier supérieur), tandis que les autres sièges sont répartis entre les listes ayant obtenu plus de 5 % des voix, à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

● Les cas particuliers de Paris, Lyon et Marseille.

Les 163 membres du Conseil de Paris, les 73 conseillers municipaux de Lyon et les 101 de Marseille sont élus par secteur. Tandis qu'à Paris et à Lyon ces secteurs recoupent les limites des arrondissements, chacun des huit secteurs marseillais est constitué de deux arrondissements. Dans chaque secteur, les conseillers municipaux et des conseillers d'arrondissement (le nombre de ces derniers, compris entre dix et quarante, représentant le double de celui des conseillers municipaux). Dans chaque secteur, les conseillers municipaux et les conseillers d'arrondissement sont répartis de la même façon entre les suivants de liste non élus au Conseil de Paris ou aux conseils municipaux de Lyon et de Marseille.

La plus forte moyenne

Après que la moitié des sièges a été distribuée à la liste victorieuse, les sièges restants sont répartis entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des voix. Pour cela, un quotient électoral est calculé en divisant le nombre de suffrages exprimés (déduction faite des voix obtenues par les listes écartées de la répartition) par le nombre de sièges restant à pourvoir.

Chaque liste se voit alors attribuer un nombre de sièges égal au

produit (entier) de la division par ce quotient électoral des voix qu'elle a recueillies. La répartition des derniers sièges non attribués s'effectue alors en attribuant arbitrairement un siège supplémentaire à chaque liste. Après division des voix de chaque liste par son total de sièges ainsi obtenu artificiellement, les listes qui obtiennent la plus forte moyenne récupèrent les derniers places libres au conseil municipal.

La mort de Robert Lacoste, ministre de l'Algérie sous la IV^e République

L'impossible combat

M. Robert Lacoste, ancien ministre, qui fut notamment ministre résident en Algérie (1956-1957) et ministre de l'Algérie (1957-1958) sous la IV^e République, est décédé dans la nuit du mercredi 8 mars à jeudi 9 mars, à l'hôpital de Périgueux, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Robert Lacoste sera inhumé samedi 11 mars à Azert (Dordogne), son village d'origine.

Il avait un caractère entier et un vocabulaire parfois dévastateur. « Vieux républicain », comme on disait avant guerre, dirigeant syndicaliste, c'était un de ces socialistes convaincus dévoués au parti au point de consentir pour lui les plus grands sacrifices. Résistant parmi les premiers, il fut avec le radical Paul Bastid, un des deux « politiciens » à siéger au Comité général d'études, ces neuf sages de la Résistance qui préparaient dans le secret l'administration de la Libération. Assez curieusement, il se trouva « couplé » dans la responsabilité de l'économie française pendant la période qui suivit immédiatement la libération de Paris, avec le professeur René Courdin dont les conceptions en matière d'économie étaient pour le moins différentes.

Gros travailleur, il collectionne avec appétit les ministères techniques qui apportent rarement la gloire médiatique. En février 1956, il vient d'être nommé ministre des affaires économiques du gouvernement du Front républicain et s'en trouve bien. Le président du Conseil, son ami Guy Mollet, vient d'essayer à Alger un échec fort

déplaisant, accueilli par une émeute, il a fait marche arrière et accepté la démission comme ministre résident en Algérie du général Catroux, qu'il venait de nommer. Il a proposé cette succession difficile à Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-mer, qui a refusé. Lacoste, cajolé, supplié, finit, lui, par accepter. Réflexe patriotique, discipline de parti, amitié. Ainsi entre dans un des épisodes les plus pénibles de l'histoire française contemporaine, par pur dévouement, un des hommes sur qui pèsera lourdement le poids des erreurs de la IV^e République finissante.

Il croit à l'Algérie française et fera tout pour s'opposer à l'indépendance. Il est profondément persuadé que la France a pour mission d'amener les populations musulmanes à l'égalité de culture et de droits. Ce qui évidemment lui vaut très vite de se heurter aux « ultras » pieds-noirs. Les célèbres colères de Robert Lacoste résultent souvent en fait de l'ambiguïté de sa position. Il veut sincèrement faire évoluer les structures. Or les Algériens sont de plus en plus nombreux à se rallier au FLN et les Européens se retranchent dans leur majorité dans la défense de leurs privilèges, si modestes soient-ils.

Robert Lacoste doit faire face au lobby des gros intérêts algériens qui, en position charnière au Parlement, fait chanter depuis la guerre tous les gouvernements. Il s'efforce d'« épurer », selon les ordres qu'il a reçus, une administration habituée à la tutelle des « parrains » locaux, mais comment gouverner l'Algérie sans spécialistes ? Il réforme cependant les structures territoriales, tente, comme son prédécesseur Jacques Soustelle, de sortir l'Algérie de son sous-développement administratif et économique.

Il frappe en même temps les libéraux qu'il excore, les ultras qui l'exaspèrent mais dont il peut difficilement se passer dans la mesure où ils reflètent l'opinion européenne d'Algérie. Il s'efforce de museler la presse, fait saisir les journaux qui critiquent sa politique. Pour convaincre l'adversaire de sa détermination il fait écouter les condamnations à mort.

Lorsque le FLN engage la « bataille d'Alger », le ministre résident fait donner tous les pouvoirs

aux militaires et place sur leurs épaules la responsabilité de la répression, non qu'il craigne cette responsabilité pour lui-même, mais parce qu'il n'y a, à ses yeux, pas d'autres moyens. Le résistant ne veut pas voir qu'il a en face de lui une autre résistance. Les méthodes cruelles de celle-ci, les attentats terroristes, justifient, estime-t-il, des ripostes identiques. Il ne ménage pas les intellectuels, ces « chers professeurs », comme dit Maurice Bourges-Maunoury, qui condamnent la torture et penchent de plus en plus pour l'indépendance.

Venu pour se battre, proconsul sans cesse reconduit par les gouvernements successifs dans des fonctions que nul ne lui envie, il ne voit plus que le combat et paraît n'en plus percevoir les enjeux à long terme. Il « couvre » le détournement de l'avion parti de Rabat qui transporte Ben Bella. Il « couvre », bien qu'il en ait été furieux et l'ait dit dans ses termes familiers, le bombardement de Sakiet, en Tunisie, par l'aviation française. Il se bat pour la loi-cadre, dernier effort, qui paraît aujourd'hui dérisoire, pour doter l'Algérie d'institutions adaptées à cette intégration qu'il veut réaliser. Pour les grands intérêts et pour les pieds-noirs qu'ils menacent, il est devenu un « traître ». Pour l'armée qu'il ménage et à qui il a, avec l'accord de Paris, confié la responsabilité réelle de la guerre, il est, quoi qu'il fasse, le représentant des « gouvernements d'abandon ». Même s'il leur donne des armes en qualifiant le désir de négociation de Pierre Pflimlin de « Dien-Bien-Phu diplomatique ».

Lorsque, le 8 mai 1950, il quitte l'Algérie, ministre sans pouvoirs d'un gouvernement démissionnaire,

● RECOURS : le « deuil » des rapatriés. — L'organisation RECOURS affirme qu'après le décès de Robert Lacoste « tous les rapatriés sont en deuil ». Robert Lacoste laisse, selon cette organisation, « le souvenir d'un grand ministre profondément attaché aux valeurs nationales d'une Algérie française et fraternelle ». La RECOURS estime aussi que les événements du 13 mai 1958 auraient « pu conduire à la guerre civile si Robert Lacoste n'avait pas fait preuve de la plus grande sagesse en évitant l'affrontement avec les Français d'Algérie et l'armée, dont il avait mesuré l'immense désespoir ».

il laisse peu de regrets parmi ceux mêmes pour lesquels il s'est battu. Il n'en continuera pas moins de militer pour l'Algérie française au sein du 152^e comité de Vincennes.

Robert Lacoste est le symbole et la victime des contradictions de la IV^e République finissante. Il a voulu être le Clemenceau d'une guerre qu'il n'était pas aux yeux de l'opinion une guerre nationale. Républicain sincère, socialiste convaincu, il a été celui qui a, pour gagner, laissé le pouvoir civil se défaire de ses propres roquettes. Cet homme sincère, d'une profonde honnêteté, méritait mieux que l'engrenage où, le 9 février 1956, il se trouva entraîné par sa fidélité à Guy Mollet et un patriotisme dont il avait donné des preuves éclatantes.

JEAN PLANCHAIS.

[Né le 5 juillet 1898 à Azert (Dordogne), Robert Lacoste, licencié en droit, a commencé sa carrière professionnelle comme fonctionnaire des finances. Il s'engage très vite dans le militantisme syndical, devient secrétaire de la fédération générale des fonctionnaires et membre de la commission administrative de la CGT.

Résistant, il fonde le mouvement Libération Nord et fait membre du conseil politique de Libération Sud. Délégué général adjoint du général de Gaulle pour la France occupée en 1944, il devient, dans le gouvernement de Gaulle de 1944-1945, secrétaire général à la production industrielle, puis ministre chargé du même portefeuille. Membre des deux Assemblées constituantes, il est élu député socialiste de la Dordogne en 1946, mandat qu'il conserve jusqu'en mai 1948 avec une interruption entre 1958 et 1962. Il deviendra sénateur de la Dordogne en 1971 et siégera au groupe socialiste du Sénat jusqu'en 1980.

Robert Lacoste a été de nombreuses fois ministre sous la IV^e République : production industrielle (1946-1947) dans le gouvernement de Léon Blum, industrie et commerce (1948-1950), affaires économiques et financières dans le premier gouvernement Guy Mollet. Il n'occupera ce dernier poste que huit jours, avant que le président du conseil, en visite à Alger et pour mettre fin à des manifestations hostiles à sa politique et à sa personne, le nomme ministre résident en Algérie, poste qu'il occupera à partir du 9 février 1956. Il gardera le portefeuille de ministre de l'Algérie jusqu'en 15 avril 1958 dans trois gouvernements successifs. Sa carrière ministérielle s'arrêtera là, un mois et demi avant le retour du général de Gaulle au pouvoir.]

Politique

Les problèmes de transport, logement et emploi en Ile-de-France

M. Rocard veut mettre de l'ordre dans la « pagaille » de la région parisienne

M. Michel Rocard a effectué, jeudi 9 mars, une tournée dans le nord-ouest de la région parisienne, dans le cadre de la campagne des élections municipales. A Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), dont le maire, candidat à sa propre succession, est M. Alain Richard, député rocardien et rapporteur général du budget, le premier ministre a inauguré une pépinière d'entreprises de production.

A Cergy-Pontoise, où il a été accueilli par quelques centaines de manifestants enseignants, M. Rocard a animé une réunion publique, devant quelque trois cents personnes, pour soutenir la candidature socialiste, M^{me} Isabelle Massin. Enfin,

le premier ministre participe à un second meeting, devant quelque six cents personnes, dans sa ville de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines).

A l'occasion de cette visite dans trois communes de la grande couronne parisienne, le premier ministre a souligné pour la région parisienne un nouveau schéma directeur, établi si possible dans les trois ans à venir sur la base d'un consensus des différentes forces politiques. Le premier ministre a d'autre part souligné qu'« un maximum » de municipalités soient « à l'unisson » du gouvernement, afin d'appuyer la mise en œuvre de sa politique.

Dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, puis à Conflans-Sainte-Honorine, M. Rocard est longuement revenu sur les déséquilibres et le blocage croissant dont souffre la région Ile-de-France. Rappelant la tendance de la construction de bureaux à l'Ouest et de logements à l'Est, M. Rocard a affirmé : « Nos problèmes de transport sont sans solution si nous ne réalisons pas un urbanisme mieux équilibré, notamment en ce qui concerne la répartition de l'habitat et de l'emploi. »

Le premier ministre a expliqué (tout en précisant que la citation était probablement apocryphe) : « L'histoire raconte qu'en 1965 le général de Gaulle avait longuement survolé l'agglomération parisienne en compagnie de Paul Delouvrier. A l'issue de cette visite, une injonction était tombée : « Delouvrier, remettez-moi de l'ordre dans cette pagaille ». Cette phrase (...) fut le véritable acte de naissance des villes nouvelles. »

« Le schéma directeur établi par Paul Delouvrier et son équipe aura permis, pendant une vingtaine d'années, de maîtriser de façon assez satisfaisante la croissance de l'agglomération parisienne. Mais voici qu'à nouveau les difficultés s'accumulent et, tout comme en 1965, il va nous falloir mettre de l'ordre dans cette pagaille (...). Pourra-t-on encore circuler, loger, travailler en région parisienne, si un immense effort de planification urbaine, volontaire, ambitieux, coordonné, doté des moyens nécessaires, n'est pas entrepris, à l'image de ce qu'a représenté (...) le schéma directeur de Paul Delouvrier ? »

« Lutter contre la règle du chaos pour soi »

M. Rocard a rappelé que la construction de logements est insuffisante « notamment dans la partie centrale de l'agglomération parisienne où la demande est la plus forte ». Le premier ministre a ajouté qu'au déséquilibre Ouest-Est bureaux-logements vient s'ajouter « le déséquilibre qui s'accroît entre le centre et la périphérie de l'agglomération ».

Si Paris et la proche banlieue ont perdu, a dit le premier ministre, 500 000 habitants en une quinzaine

d'années, « il n'y a pas de diminution parallèle des emplois dans le centre de l'agglomération », ce qui augmente l'intensité des migrations quotidiennes. M. Rocard a révélé que sur les autoroutes et voies rapides de la région parisienne, le temps perdu dans les bouchons, qui augmentait de 17 % par an, s'est accru de 34 % pour la seule année 1988.

Le premier ministre a affirmé qu'il faut, pour s'atteler à ce problème, une « action volontariste » des communes « et une volonté collective (...) pour lutter contre la règle du chaos pour soi pratiquée par beaucoup de nos communes ». De son côté, « l'Etat ne peut se désintéresser de ce problème » et devra jouer un rôle « d'impulsion, de coordination et de partenariat » en respectant les nouveaux « paramètres » de la décentralisation.

Mettre à profit le calendrier électoral

Le premier ministre a conclu qu'il ne sera possible de s'attaquer « avec succès » à ce problème « d'une immense difficulté » que si « l'Etat et les collectivités territoriales concernées réussissent à l'aborder ensemble, en dehors de toute approche partisane ».

M. Rocard a précisé : « Le calendrier nous ménage trois années sans élections (...) et nous devons profiter de ce temps pour élaborer pour cette agglomération parisienne des solutions qui fassent l'objet d'un large consensus. »

A propos de l'échéance de dimanche, M. Rocard a affirmé, à Cergy-Pontoise, que « les élections municipales s'annoncent (...) bien comme des élections municipales, pas comme le cinquième tour de l'élection présidentielle ou le troisième tour des élections législatives, comme si les rancœurs reculaient (...) méritaient d'être rouvertes ».

Néanmoins, énumérant les axes de la politique du gouvernement — éducation, lutte contre le chômage... — le premier ministre a souligné : « Pour que la solidarité, le progrès, le rassemblement des Français face à l'échéance européenne puissent s'affirmer, il faut à la tête de nos

L'indispensable concertation

EXISTE-T-IL un nouveau Delouvrier pour redessiner la région parisienne, comme le baron Haussmann avait transformé Paris en cité moderne ? Probablement pas. L'époque ne se prête plus aux projets pouvant faire plier élus et administration parce qu'ils se savent investis de la totale confiance du prince. L'inventeur, dans les années 80, du schéma directeur de la région parisienne, Paul Delouvrier, a toujours reconnu qu'il n'avait pu mener sa mission à bien que parce que chacun, depuis les ministres jaloux aux maires réticents, savait qu'il le tenait du général de Gaulle lui-même.

Un nouveau « grand dessin » est pourtant indispensable. Victime du libéralisme qui a fait disparaître toute idée planificatrice, de la décentralisation qui a confié tous les pouvoirs en matière d'urbanisme aux maires sans les soumettre à la moindre coordination, l'Ile-de-France est en train de mourir asphyxiée par l'esprit de clocher (le 16 février). Chacun en est bien conscient. M. Jacques Chirac avait déjà ouvert le dossier du temps où il siégeait à l'hôtel Matignon. M. Michel Rocard, élu de la grande banlieue parisienne, maire de Conflans-Sainte-Honorine, est allé plus loin en demandant aux préfets de région d'étudier de près les solutions. Le premier ministre était bien décidé à ouvrir ce dossier au lendemain des municipales, en cherchant le plus large concer-

tation possible avec tous les élus concernés. Il l'a annoncé on ne peut plus clairement en visitant, le jeudi 9 mars, ses terres du bord de l'Oise.

Ses « camarades » ne lui ont pas facilité la tâche. Le Parti socialiste, en publiant un programme municipal prévoyant l'obligation de créer des communautés urbaines dans toutes les agglomérations, pouvait faire croire au maire de Paris que l'on cherchait, cette fois, à réduire ses pouvoirs par le haut, après avoir tenté, il y a six ans, de les diminuer par le bas, en créant des postes de maires élus dans les arrondissements de la capitale. L'agressivité de M. Pierre Joxe, qui n'a pas caché que résoudre ce dossier permettrait effectivement de limiter la puissance chiraquienne sur Paris, ne peut que renforcer l'appréhension du président du R.P.R. M. Rocard, lui, est volontairement resté plus prudent. D'abord, en prenant une position aussi peu déterminée que M. Chirac sur le projet de construction de grandes voies souterraines à Paris. Ensuite, en expliquant, jeudi, qu'il fallait certes « un immense effort de planification urbaine » mais que, si celui-ci devait être « ambitieux », il importait aussi qu'il soit « volontaire » et « coordonné ».

La concertation est à l'évidence indispensable. Le schéma directeur formellement en vigueur aujourd'hui remonte dans sa conception à 1965. Il n'est plus

adapté. Le dialogue doit être revu, puisqu'il doit impliquer tous les élus de la couronne parisienne, ceux de la proche banlieue certes mais aussi des communes plus éloignées. Il ne pourra être que difficile puisqu'en Ile-de-France les socialistes sont peu présents à la tête des municipalités. Il leur faudra compter avec les communistes, avec les maires des riches communes de l'Ouest, qui bénéficient de la situation actuelle et qui sont membres de l'opposition. Et enfin, bien entendu, avec le maire de Paris.

Les déclarations de M. Rocard et Joxe apparaissent contradictoires selon l'entourage de M. Chirac, où l'on souligne que le gouvernement est encore dans le « flou » et n'a pas de doctrine arrêtée à ce sujet. On rappelle à l'hôtel de Ville de Paris que le maire est hostile à la création d'un échelon administratif supplémentaire mais qu'il existe en revanche des institutions régionales, qui fonctionnent déjà de façon satisfaisante, notamment pour les transports, en commun, la collecte des ordures et la distribution de l'eau. On souhaite en conséquence renforcer les structures existantes, les étendre à d'autres domaines et organiser une coopération égalitaire entre toutes les communes concernées.

Le dossier est technique mais sa solution ne pourra que tenir compte de données politiques.

Th. B. et A. P.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

SANS doute faut-il en vivre pour éprouver ce sentiment de vide que provoque une journée sans journaux. Ce mercredi matin (1), le paysage parisien est incomplet ; dirait-on même inexplicable ?

A la porte de sa boutique, le marchand a affiché que la livraison des journaux n'était pas assurée par suite d'une grève des NMPP. Les pratiques piliers devant l'écrit et le tournant brioche. Le marchand va s'enrayer toute la journée à vendre deux gommes et trois crayons. Accessoirement, il perdra l'essentiel de sa recette.

A la gare Montparnasse, par on ne sait quel coup de chance, le *Quotidien du Paris* a échappé à la grève. On imagine, histoire de se faire peur, ce que serait une capitale où n'existerait plus qu'un seul quotidien.

Sans doute le lecteur, qui a son propre métier et d'autres passions qui en découlent, n'éprouvera pas à un même degré cette sensation de drogué privé de sa dose. Encore que le drogué soit un citoyen et se dose un morceau de démocratie.

Peut-être même se trouverait-il des lecteurs pour estimer qu'on se passe fort bien de cette presse écrite qui saute les doigts alors que la télévision laisse les mains douces et blanches comme une publicité soviétique.

C'est bien le risque. A chaque fois que les journaux sont absents, ce sont quelques lecteurs de plus qui prennent définitivement le pouce d'escamoteur ; qui ne renouent pas la chaîne un instant rompu ; qui se disent qu'après tout la télévision suffit à dire ce qu'il faut savoir. Savoir, oui, mais comprendre ?

Et encore, savoir... Les grands événements, assurément, mais les petits faits qui ne sont pas moins l'expression de la vie ? Comment trouveraient-ils place dans l'espace en réalité si réduit que représente la part consentie à l'information sur les chaînes de télévision ?

Si même certains de ces petits faits se glissent entre le conflit du Proche-Orient et le mort subite d'un puissant, quelle trace en restent-ils, la survie effaçant le précédent ? Quelle mémoire en garder alors que le son et l'image sont par nature impalpables ?

Peut-on « revenir » à une image comme on revient à une page de journal, pour y retrouver une nouvelle trop vite lue et dont l'intérêt apparaît après coup ? Non. L'image est passée, au galop. Alors, tant pis.

Q'AUURAIT-ON lu dans ces journaux partiellément imprimés pour la forme ? D'abord, bien sûr, la mort d'un homme discret, hélios pour lui retrappé en extrême par la célébrité.

Dans ce drame privé (qui est aussi la peine intime d'un homme public), faut-il s'engouffrer et, de la brèche que crée la tombe qui va se creuser, tirer un argument d'innocence, moins pour celui qui est parti que pour ceux qui demeurent ? L'os, ce n'est pas rendre hommage au défunt. C'est l'utiliser, un point c'est tout ; non pas pour restaurer la mémoire d'un mort, mais pour sauver la réputation des vivants. Laissons cela.

Laissons les maux culpes des journalistes. Les salauds n'en cessent pas de l'être. On n'en devient pas un parce qu'a succombé un homme qui avait donné matière à écrire sur lui.

Laissons les remords des magistrats, qu'il n'y a pas lieu de tenir pour des chiens ou de montrer du doigt parce qu'ils ont accompli ce que la loi recommandait ou ordonnait. Il y a aussi la faute à pas de chance, et nul ne peut oublier qu'il en est d'autres exemples.

Patrice Pelat ne « méritait » pas plus qu'un autre de mourir à un tel moment de sa vie. Sa famille et ses amis pouvaient croire qu'ils ne seraient pas si tôt privés de son affection. Mais il n'y a pas de coupable d'une mort que personne n'a voulu. Ni la magistrature ni la presse ne comptent aujourd'hui de meurtriers dans leurs rangs.

Il n'y a que des affaires publiques sur lesquelles se greffent malheureusement des douleurs privées ; mais les unes et les autres ne sont pas d'une même nature, et ceux qui ont rapporté les affaires ne sont pas responsables des larmes du deuil. On s'en tiendra là.

MOMENTANÉMENT privée d'une partie de ses témoins, l'actualité continue cependant. Avec, pour ce qui concerne la France, non pas ces merveilleuses élections municipales que le monde nous envie, mais les mouvements sociaux, selon l'euphémisme d'usage pour ne pas appeler par leurs noms les grèves et les tentatives qui s'ensuivent. Des grèves qui toutes portent sur les salaires et réunissent des protestataires aux fonctions aussi publiques que diverses : les personnels hospitaliers, les enseignants, les services de nettoyage du métro parisien, etc.

Salaire

Et la question vient, toute bête : qu'est-ce qu'un salaire ? Que représente-t-il ? Que traduit-il ? Doit-il être, indépendamment du rôle tenu, le moyen de satisfaire des besoins légitimes ? La rétribution d'un service rendu ? Quelle mémoire en garder alors que le son et l'image sont par nature impalpables ?

Peut-on « revenir » à une image comme on revient à une page de journal, pour y retrouver une nouvelle trop vite lue et dont l'intérêt apparaît après coup ? Non. L'image est passée, au galop. Alors, tant pis.

Q'AUURAIT-ON lu dans ces journaux partiellément imprimés pour la forme ? D'abord, bien sûr, la mort d'un homme discret, hélios pour lui retrappé en extrême par la célébrité.

Dans ce drame privé (qui est aussi la peine intime d'un homme public), faut-il s'engouffrer et, de la brèche que crée la tombe qui va se creuser, tirer un argument d'innocence, moins pour celui qui est parti que pour ceux qui demeurent ? L'os, ce n'est pas rendre hommage au défunt. C'est l'utiliser, un point c'est tout ; non pas pour restaurer la mémoire d'un mort, mais pour sauver la réputation des vivants. Laissons cela.

Laissons les maux culpes des journalistes. Les salauds n'en cessent pas de l'être. On n'en devient pas un parce qu'a succombé un homme qui avait donné matière à écrire sur lui.

Laissons les remords des magistrats, qu'il n'y a pas lieu de tenir pour des chiens ou de montrer du doigt parce qu'ils ont accompli ce que la loi recommandait ou ordonnait. Il y a aussi la faute à pas de chance, et nul ne peut oublier qu'il en est d'autres exemples.

mettre le gîte au vitrine et dire qu'il est interdit d'y toucher ? Surtout si cette interdiction pèse inégalement sur la population ?

Paut-on, pour ne donner qu'un seul exemple, ne pas s'arrêter au fait qu'un appartement de petite taille dans un quartier ordinaire de Paris se loue, au mois, exactement pour le montant du SMIC mensuel ?

Qu'est-ce qu'un salaire qui impose de jongler avec le nécessaire et de vivre en sténosé pour écarter le superflu ? La tentation est d'autre part si forte qu'elle en devient une incitation, dès l'entrée dans la vie active, à bâtir sur le vide à coups de traites et d'emprunts. C'est alors un peu de sa liberté qu'on donne en gage.

Mais une société qui chaque jour exalte l'argent peut-elle espérer que ceux qui en ont si peu conviennent qu'ils en ont assez ? Une société qui vit de convulsions peut-elle croire que ne gagnera pas le désir de jouir ?

COURRIER. Référendum involontaire né de l'« Amateur » du 25 février, intitulé « Calotte » et qui se caractérisait (osera-t-on le rappeler ?) par un anticléricalisme joyeux-ment primaire, 64 % en approuvent les termes et 36 %, dont un anonyme et d'ailleurs, vouent son auteur au bûcher à l'explosion publique ou à l'hôpital pour crénisme aggravé.

D'abord quelques « pour ». Et pour faire plaisir à M. R. Chaudron, du Gard, qui la réclame, et à M. René Bardinal, de Paris, qui la fournit, l'adresse de l'Union des athlètes : Bellemare (Allier), sans autre précision ; ainsi que l'annonce du prochain congrès, à Paris, le 14 mai ; autrement dit le dimanche de Pentecôte. On ne respecte plus rien.

Pour sa part, M. Jean Mailé, de Rodez, rappelle que « la liberté de religion, qui figure dans la Déclaration universelle de 1794, c'est aussi de ne pas en avoir ». M. J. Jaouen, de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), demande si « le journal où vous écrivez tolérerait que vous critiquiez celui que Montesquieu appelle déjà « une vieille idole qu'on encense par habitude ».

Tout en faisant part de son accord, M^{me} Foulhié, de Versailles, précise : « Ne critiquez pas, vous aussi, ces mélanges linguistiques qui font de nous, protestants, les disciples d'un page dont nous n'avons rien à faire, même s'il se prend pour le chef de la chrétienté et parfois aussi celui du genre humain ! »

Quelques « contre ». « Cet article aurait pu être écrit par mon grand-père », estime M^{me} Yvonne Besson, de l'île d'Yeu. « N'avez-vous aucun sens du sacré ? » demande M. La Fontaine, de Paris-7^e.

« La liberté a ses limites », affirme une lectrice à la signature illisible, pour qui « il était aisé d'interdire ce livre sans valeur » et qui souligne qu'elle est « juive et pratiquante ».

M. Ritz, de Nyons, voit dans l'article « un exemple parfait de journalisme indifférent à l'honnêteté intellectuelle ». M. Gaston Garo, de Brière (Loiret), supplie qu'on se repréente en ne hantant pas « avec les loups et les renards ».

Enfin, M. Christian Rossy, d'Anney, qui se présente comme « un infirme calotin », remarque : « Vous n'êtes pas si loin, de fait, de la mentalité possible d'un Khomayni, l'appel au lynchage en moins. »

L'accusation ayant eu la parole en dernier, la tolérance l'emporte. Fermons le stylographe.

(1) Et le jeudi.

Les obsèques de Roger-Patrice Pelat en Sologne

Loin de la presse indiscreète...

LA FERTÉ-SAINT-AUBIN de notre envoyée spéciale

Des fleurs reposent depuis le début de la matinée, vendredi 10 mars, sur les marches de l'église de pierre et de brique de La Ferté-Saint-Aubin, le long d'une rivière bordée de pins. Autour de l'église, les gendarmes mobiles, venus de Sens et d'Auxerre, veillent sur la tranquillité de la cérémonie. Sur sa discrétion aussi. Journalistes et photographes ont été priés de rester à l'écart, à la demande de la famille de Roger-Patrice Pelat. Non loin de là, le cimetière de La Ferté-Saint-Aubin est clos et gardé.

La propriété foncière est à quelques kilomètres de là. C'est sur ces terres de Sologne que s'est posé l'hélicoptère de François Mitterrand. Celui-ci, revenu d'Alger, était en compagnie de son ministre des affaires étrangères, Roland Dumas. Pierre Bérégovoy, Michel Charasse et Jean-Louis Bianco sont là. Alain Boubli, l'ancien directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances, également.

Le long des trottoirs, les habitants de La Ferté-Saint-Aubin patientent au soleil. Ils connaissent mal Roger-Patrice Pelat — « il ne s'attendait pas au village » — mais aucun n'ignorait son existence, non plus que son passé. Ils demeurent à l'écart, les bras croisés, guettant les mouvements d'hélicoptères, se demandant de temps à autre, à voix haute, « si le président viendra ». Photographes et journalistes sont observés en silence. Au premier étage des maisons de brique qui longent la rue du Général-Leclerc, les habitants aperçoivent, ici et là, les reflets des téléobjectifs de la presse : une fenêtre « prête » par un villageois, une chambre d'hôtel louée pour l'occasion.

Dans l'église, la cérémonie s'est déroulée à l'abri des regards. La famille de Roger-Patrice Pelat l'avait confiée au prêtre du village, l'abbé Proust, dont l'église, dit-on, ne fut pas toujours aussi pleine. Roger-Patrice Pelat a été ensuite inhumé à quelques kilomètres à peine de sa propriété.

ANNE CHERMIN.

Ne laissez pas passer cette super chance

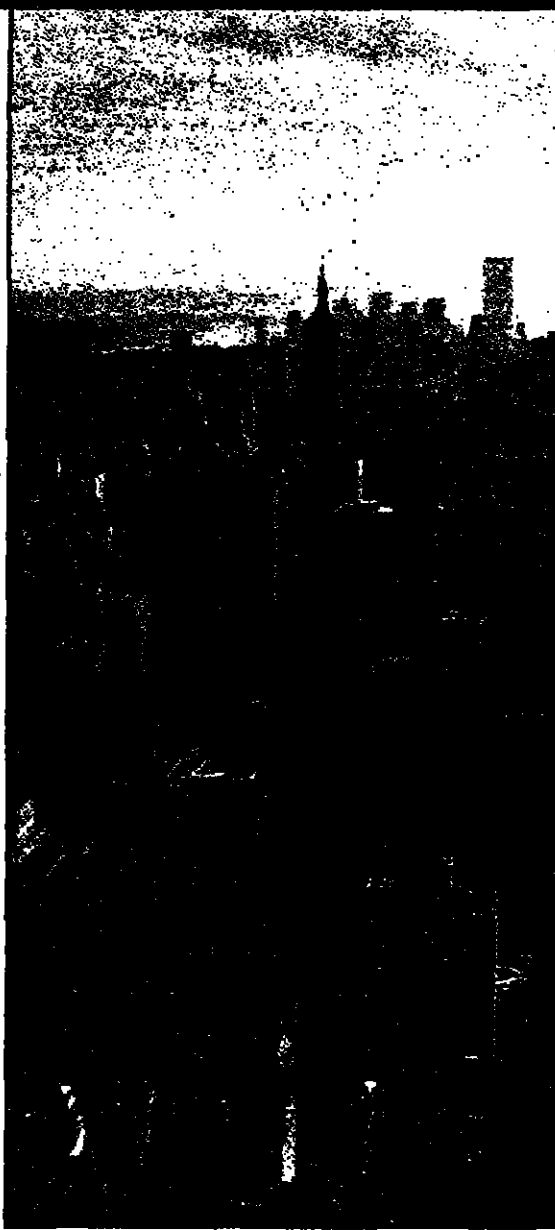
"Pan Am U S Super Price" est un véritable événement. Une nouvelle fois Pan Am vous propose d'excellentes occasions pour partir aux États-Unis. "Pan Am U S Super Price" est une offre spéciale qui s'étend jusqu'au 30 septembre 89, et qui vous permet de séjourner de 7 à

30 jours en territoire américain. Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ces tarifs est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui. Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

Pan Am US Super Price New York 2690 FF*

à partir de

PRIX EN FF AU DÉPART DE PARIS VERS :	JUSQU'AU 26 MARS ET DU 10 AVRIL AU 20 JUIN 89	DU 27 MARS AU 9 AVRIL 89	DU 21 JUIN AU 30 JUILLET ET DU 16 AOÛT AU 30 SEPT. 89	DU 21 JUILLET AU 15 AOÛT 89
Boston	2690	2990	3590	3890
New York	2690	2990	3590	3890
Providence	2690	2990	3590	3890
Hartford	3100	3400	4000	4300
Baltimore	3100	3400	4000	4300
Washington	3100	3400	4000	4300
Albany	3420	3720	4320	4620
Buffalo	3420	3720	4320	4620
Cleveland	3420	3720	4320	4620
Charlotte	3420	3720	4320	4620
Cincinnati	3420	3720	4320	4620
Detroit	3420	3720	4320	4620
Philadelphie	3420	3720	4320	4620
Pittsburgh	3420	3720	4320	4620
Raleigh/Durham	3420	3720	4320	4620
Rochester	3420	3720	4320	4620
Syracuse	3420	3720	4320	4620
Nashville	3660	3960	4560	4860
Chicago	3660	3960	4560	4860
Indianapolis	3660	3960	4560	4860



PRIX EN FF AU DÉPART DE PARIS VERS :	JUSQU'AU 26 MARS ET DU 10 AVRIL AU 20 JUIN 89	DU 27 MARS AU 9 AVRIL 89	DU 21 JUIN AU 30 JUILLET ET DU 16 AOÛT AU 30 SEPT. 89	DU 21 JUILLET AU 15 AOÛT 89
Norfolk	3660	3960	4560	4860
Atlanta	3850	4150	4750	5050
Jacksonville	3850	4150	4750	5050
Miami	3850	4150	4750	5050
Orlando	3850	4150	4750	5050
Tampa	3850	4150	4750	5050
Denver	3985	4285	4855	5155
Kansas City	3985	4285	4855	5155
Austin	3985	4285	4855	5155
Dallas/Ft. Worth	3985	4285	4855	5155
Houston	3985	4285	4855	5155
Minneapolis/St Paul	3985	4285	4855	5155
New Orleans	3985	4285	4855	5155
San Antonio	3985	4285	4855	5155
Salt Lake City	3985	4285	4855	5155
Los Angeles	4450	4750	5350	5650
San Diego	4450	4750	5350	5650
San Francisco	4450	4750	5350	5650
Santa Ana	4450	4750	5350	5650
Honolulu	5280	5580	6180	6480

Prix aller/retour au départ de Paris en Classe Économie. Émission et règlement du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation et au plus tard 7 jours avant le départ. Offre soumise à l'approbation gouvernementale. Supplément de prix les vendredi, samedi, dimanche. 100 % de pénalité en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

Société

JUSTICE

Le commissaire Jobic devant le tribunal de Nanterre

Un croisé chez les voyous

Qui est donc le commissaire Yves Jobic, trente et un ans, l'inspecteur de la police judiciaire, un homme de terrain acharné à traquer les voyous ? C'est un croisé, ce mec, a-t-il lancé un jour au patron de la police judiciaire. Sifflement d'admiration ou légère inquiétude ? Car enfin, ce « croisé » plonge dans le milieu, l'infiltrant avec une telle passion qu'on ne sait plus si elle est uniquement répressive ou d'agrément.

Finirait-on par se plaindre en compagnie des voyous et des filles de joie ? A force de travailler jour et nuit, n'y a-t-il pas, au final, le risque de vivre à plein temps dans le milieu ?

« Vous n'avez pas de vie privée, selon le dossier. Votre vie privée est votre vie professionnelle, ce serait la même chose, résume le président. Que pouvez-vous répondre ? »

« Que ce n'est pas exact. Il n'y a pas d'enchevêtrement. J'ai des amis dans le corps médical, dans l'enseignement... »

« Enfin, vous savez très bien ce que je veux dire... »

« Oui, si j'ai bien lu la procédure, j'ai huit maîtresses dont l'âge va de vingt-cinq ans à cinquante-cinq ans ! » (des prostituées).

« Vous êtes peut-être un peu dur, là... »

Tout sa vie a été épluchée, l'interrogatoire est intéressant à ses yeux, à son agent. Mais le jeune commissaire n'offre aucune prise, lisse comme un innocent ou comme une anguille. On a fouillé partout. Rien. La rumeur du « Buda » voulait qu'il « sorte » avec Nado, une « tireuse » (voleuse), mais aucune prostituée venue témoigner ne le confirme. Son compte bancaire, son petit portefeuille de titres ont été soupesés. Rien. Juste cette curieuse habitude de ne posséder aucune carte de crédit, de ne jamais retirer d'argent autrement qu'au guichet de sa banque et de se contenter de 3000 francs par mois pour subvenir à ses besoins courants.

Comme une anguille

Derrière, en retrait, le commissaire Jobic écoute, en habitué, impassible comme un ordinateur.

M. Olivier Foll, sous-directeur de la police judiciaire à Paris, parle comme un torrent pour le défendre. Il cite les plus « grands flics » à propos d'Yves Jobic : « Vous verrez, ce sera l'élite de l'élite ». Dans ces moments, on se demande ce que le jeune commissaire fait dans ce prétoire. Car il a tous les titres pour plaider. N'est-il pas lauréat de la faculté de Bordeaux - à vingt et un ans ? Major de sa promotion de commissaires ?

Le président : « On ne peut que vous en féliciter. »

Yves Jobic : « Merci... »

Ce fils de fonctionnaire a rédigé une thèse sur l'action caritative de l'Ordre de Malte. A feuilleter son dossier, à entendre ses supérieurs, ce n'est pas tout à fait un homme mais un modèle, un exemple, la formule 1 de la lutte contre le milieu. Ce policier par la « vocation » est couvert d'éloges par la plus haute hiérarchie, ses notes en témoignent. En 1985, la « confiance accordée » est « totale ». M. Jobic est un jeune commissaire remarquable. En 1986, il est « doté pour le renseignement et l'action ». C'est un « commissaire d'avenir ». Et le procureur de la République, approuvé par le procureur général, abonde : « Un élément d'avenir... »

En somme, il possède tous les éléments pour diriger un grand service de

POLICE

Un nouveau président à la tête de l'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale. M. Eugène Noguez-Sans, directeur adjoint des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris, vient d'être élu président de l'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale. Il succède à M. Marcel Leclerc, détaché comme directeur du cabinet de M. Charles Pasqua au conseil général des Hauts-de-Seine. L'association regroupe les principaux chefs de service, les inspecteurs et contrôleurs généraux ainsi que les préfets délégués pour la police, cette élection reflète la sensibilité des « patrons » face au ministre de l'Intérieur. Or le candidat proche de M. Pierre Joxe n'a obtenu que 36 voix contre 117 à M. Noguez-Sans. Il s'agit de M. Jean-Claude Riquitois, qui vient d'être nommé adjoint au directeur central des polices urbaines après avoir été « exilé » lors du changement de gouvernement, en 1986, à la commission Interministérielle de la sécurité nucléaire.

police dans les dix ans, sinon pour arriver à la tête de la police judiciaire. Mais n'est-il pas, justement, profondément un inspecteur, un homme de terrain acharné à traquer les voyous ?

« C'est un croisé, ce mec », a-t-il lancé un jour au patron de la police judiciaire. Sifflement d'admiration ou légère inquiétude ? Car enfin, ce « croisé » plonge dans le milieu, l'infiltrant avec une telle passion qu'on ne sait plus si elle est uniquement répressive ou d'agrément.

Finirait-on par se plaindre en compagnie des voyous et des filles de joie ? A force de travailler jour et nuit, n'y a-t-il pas, au final, le risque de vivre à plein temps dans le milieu ?

« Vous n'avez pas de vie privée, selon le dossier. Votre vie privée est votre vie professionnelle, ce serait la même chose, résume le président. Que pouvez-vous répondre ? »

« Que ce n'est pas exact. Il n'y a pas d'enchevêtrement. J'ai des amis dans le corps médical, dans l'enseignement... »

« Enfin, vous savez très bien ce que je veux dire... »

« Oui, si j'ai bien lu la procédure, j'ai huit maîtresses dont l'âge va de vingt-cinq ans à cinquante-cinq ans ! » (des prostituées).

« Vous êtes peut-être un peu dur, là... »

Tout sa vie a été épluchée, l'interrogatoire est intéressant à ses yeux, à son agent. Mais le jeune commissaire n'offre aucune prise, lisse comme un innocent ou comme une anguille. On a fouillé partout. Rien. La rumeur du « Buda » voulait qu'il « sorte » avec Nado, une « tireuse » (voleuse), mais aucune prostituée venue témoigner ne le confirme. Son compte bancaire, son petit portefeuille de titres ont été soupesés. Rien. Juste cette curieuse habitude de ne posséder aucune carte de crédit, de ne jamais retirer d'argent autrement qu'au guichet de sa banque et de se contenter de 3000 francs par mois pour subvenir à ses besoins courants.

Comme une anguille

Derrière, en retrait, le commissaire Jobic écoute, en habitué, impassible comme un ordinateur.

M. Olivier Foll, sous-directeur de la police judiciaire à Paris, parle comme un torrent pour le défendre. Il cite les plus « grands flics » à propos d'Yves Jobic : « Vous verrez, ce sera l'élite de l'élite ». Dans ces moments, on se demande ce que le jeune commissaire fait dans ce prétoire. Car il a tous les titres pour plaider. N'est-il pas lauréat de la faculté de Bordeaux - à vingt et un ans ? Major de sa promotion de commissaires ?

Le président : « On ne peut que vous en féliciter. »

Yves Jobic : « Merci... »

Ce fils de fonctionnaire a rédigé une thèse sur l'action caritative de l'Ordre de Malte. A feuilleter son dossier, à entendre ses supérieurs, ce n'est pas tout à fait un homme mais un modèle, un exemple, la formule 1 de la lutte contre le milieu. Ce policier par la « vocation » est couvert d'éloges par la plus haute hiérarchie, ses notes en témoignent. En 1985, la « confiance accordée » est « totale ». M. Jobic est un jeune commissaire remarquable. En 1986, il est « doté pour le renseignement et l'action ». C'est un « commissaire d'avenir ». Et le procureur de la République, approuvé par le procureur général, abonde : « Un élément d'avenir... »

En somme, il possède tous les éléments pour diriger un grand service de

arrondissement ? Avec leur mémoire à géométrie variable, les témoins ne savent plus trop. Devant le juge d'instruction, ils affirment que le commissaire Jobic ne regardait quasiment jamais ses additions. Devant le tribunal, c'est beaucoup plus flou. « Il payait, ouais. Sauf pour le Ramadan, ouais... » Souvent, il a payé. Et souvent, il laissait un billet pour le garçon, ouais... »

Yves Jobic doit aussi s'expliquer sur son usage des informateurs. Son supérieur hiérarchique, Philippe Venère, préfère le terme plus élégant de « correspondant ». Mais tout le monde a bien conscience que l'on parle des « indics ».

Le président, faussement innocent : « Qu'est-ce que c'est, un informateur ? »

Yves Jobic : « Il existe une procédure légale... »

« Légal ? »

« Réglementaire. »

« Bon, alors ? »

« Je crois que toute société a besoin d'être renseignée, la police a besoin de renseignements, et nous n'avons pas de boules de cristal. »

M. Soléil ne travaille pas avec nous ! »

Une police en gants blancs

L'interrogatoire devient plus tendu. Comme si l'on touchait au cœur du procès et que l'on venait d'aviver une plaie.

Le président : « Est-ce qu'il n'y a pas des accommodements avec certains informateurs ? »

« Quelqu'un qui vit dans la société normalement, un père, un ouvrier chez Renault, n'a pas d'informations intéressantes pour nous. Je préférerais recueillir des informations dans les églises... malheureusement, ce n'est pas le cas ! »

« Il arrive que l'on récompense un informateur, qu'on lui renvoie l'ascenseur ? »

« L'ascenseur, ce n'est pas nous qui pouvons le renvoyer. C'est l'autorité judiciaire, M. le président... »

C'est une partie de ping-pong très rapide. Sous le dialogue urbain, les verchardiers, tout le non-dit entre une justice qui rêve d'une police en gants

Au tribunal de Paris

Les Verts accusent M. Jacques Chirac d'avoir violé le code électoral

On avait presque fini par l'oublier : la campagne électorale ouverte, les candidats ne peuvent imprimer ou envoyer aux électeurs avant chaque tour de scrutin - qu'une seule circulaire sur un feuillet qui ne peut dépasser le format 210 sur 290 millimètres - (1). Une circulaire, en exemplaire unique de surcroît. Aux yeux des candidats, le support paraît austère, et, malgré les intentions du code électoral, de magnifiques brochures en couleurs s'entassent dans les boîtes aux lettres parisiennes durant les semaines qui précèdent le scrutin.

Les Verts en ont assez. Suffisamment assez pour que trois de leurs candidats dans le onzième arrondissement à Paris, assignent en référé Jacques Chirac « pris en qualité de candidat aux élections municipales ». Ils l'accusent d'avoir violé le code électoral en envoyant aux électeurs brochures et journaux, et cela après l'ouverture de la campagne officielle, le 24 février dernier à minuit.

Ces procédés faussent considérablement l'équilibre de la campagne, plaide l'avocat des Verts, M. François

Divier. Les Parisiens sont inondés de propagande politique et le code électoral n'est pas respecté. Et de brandir les objets du délit : une superbe revue sur papier glacé baptisée *Bien vivre à Paris* et le premier numéro d'un journal consacré à l'œuvre du maire sortant qui signe un éditorial figurant à la une : « Mon ambition pour Paris ». Les deux publications ont été reçues par des électeurs après la date limite du 24 février. La couleur politique des deux documents ne fait guère de doute. Leur parenté avec la campagne de Jacques Chirac non plus. Le titre de la revue, *Bien vivre à Paris*, s'affiche sur un fond bleu encastré de vert : une plaque de rue parisienne qui reprend, sans équivoque, les affiches de la liste du maire sortant apposées dans tout Paris.

Le second document est tout simplement un journal, plaide M. Marie-Annick Cavallini, l'avocate de Jacques Chirac. Malgré sa gratuité, il affiche, en couleur, le prix de ce « numéro un » : 5 francs. Tout à l'instinct, est dédié à Jacques Chirac. La page trois

présente les candidats, arrondissement par arrondissement, les pages quatre et cinq y ajoutent leurs photographies, la page six présente les années 1983-1989 (« Paris réussi ») et la page sept complète avec les années 1989-1995 (« Paris avenir »). « Je vous demande de me faire confiance et de voter en mars prochain pour les hommes et pour les femmes qui ont choisi de faire équipe avec moi », conclut Jacques Chirac dans son éditorial.

Moralisation

S'agit-il pour autant d'une de ces « circulaires, tracts, affiches ou bulletins de vote », visés par l'article L. 240 du Code électoral ? Le ministre public, représenté par M. Jean-Claude Laurin, admet en doute. Comme il doute qu'il puisse s'agir d'un acte « postif et délibéré de l'auteur » en l'occurrence Jacques Chirac. L'avocate du maire, elle, plaide l'irrecevabilité. « Ces faits ne concernent en rien Jacques Chirac », explique-t-elle, « aucun de ces documents n'a été imprimé ou envoyé par lui, il ne peut donc être assigné ici ».

Le maire de Paris, c'est vrai, n'a pas eu l'imprudence de se mêler de près à tout cela : les deux brochures sont éditées et diffusées par une association loi 1901, Union pour Paris, présidée par M. Jean Thériet, premier adjoint au maire. « Un simple comité de soutien », conclut M. Cavallini.

Il y a deux ans, lors des élections législatives, les Verts avaient déjà battu contre une mystérieuse Association pour l'information des citoyens dont les affiches ressemblaient étrangement au « Vivement demain » proclamé alors par le RPR. Sans toutefois parvenir à toucher directement Jacques Chirac. Cette fois, le maire est assigné. A tort, estime son avocat.

Dans son jugement, rendu vendredi matin, le tribunal interdit à Jacques Chirac de « continuer à distribuer ou à faire distribuer d'autres documents » que ceux prévus à l'article L. 240 du code électoral. Pour le reste de l'affaire, le tribunal renvoie les Verts devant les juges du fond, estimant qu'il n'y avait pas lieu à référé.

ANNE CHEMIN.

(1) Article R. 29 du code électoral.

Querelle juridique dans l'affaire Pechiney

M. Max Théret conteste la compétence du juge d'instruction

Annoucé dans ces colonnes au lendemain du décès de Roger Patrice Pelat (le Monde du 9 mars), la contre-attaque de M. Max Théret, inculpé de délit d'initié dans l'affaire Pechiney, n'a pas tardé. Dans une requête remise, jeudi 9 mars, à M^{me} Edith Bozette, juge d'instruction au tribunal de Paris chargée du dossier, l'avocat de M. Théret, M^{re} Jean-François Prat, lui demande de se déclarer incompétente pour instruire cette affaire. M. Théret et son défenseur estiment, en effet, que l'éventuel délit d'initié commis lors du rachat d'American National Can ne relève, en strict droit français, que de la justice américaine, les achats d'actions ayant été effectués à la Bourse de New-York.

Le volet judiciaire de l'affaire Pechiney inaugure un débat juridique complexe, tant il est vrai que ce dossier confronte magistrats et avocats à un cas de figure inédit. Si la question posée est simple - la justice française peut-elle réprimer un délit commis à l'étranger ? - la réponse est farouchement disputée. Ancien juge d'instruction spécialisé dans les dossiers financiers, M. Jean-Pierre Michau, chef du service d'inspection de la Commission des opérations de Bourse (COB), avait déjà donné la sienne dans son rapport du 30 janvier (le Monde du 2 février).

Il s'en tenait à l'article 693 du code de procédure pénale, selon lequel « la répression des infractions commises sur le territoire de la République... » - la réponse est farouchement disputée. Ancien juge d'instruction spécialisé dans les dossiers financiers, M. Jean-Pierre Michau, chef du service d'inspection de la Commission des opérations de Bourse (COB), avait déjà donné la sienne dans son rapport du 30 janvier (le Monde du 2 février).

« Quand je parle de familiarité, il y a aussi la façon de le mettre dans certaines confidences. Pourquoi parler à Moustafa de votre directeur, du juge d'instruction ? »

On brille ! Tout le procès est là. Accusé d'avoir dérapé, Yves Jobic dément, impassible. Très sûr de lui. Et la justice ne lui oppose, pour l'instant, que des lambeaux de témoignages et des « écoutes ». Des lambeaux et des écoutes assurément gênants mais insuffisants. Plusieurs longues audiences l'attendent encore.

LAURENT GRELSAMER.

Une arrestation en France après l'annulation d'un contrat de ventes d'armes avec le Congo

Interpellé à Tignes (Savoie), M. Thierry Miallier, soupçonné d'avoir été un intermédiaire dans un contrat suspect de vente de missiles sol-air Mistral à la République populaire du Congo (le Monde du 10 mars), a été placé sous mandat de dépôt provisoire. Jeudi soir 9 mars, par M^{re} Marie-Paule Moracchini, juge d'instruction au tribunal de Paris, sous les inculpations de faux, usage de faux et tentative d'escroquerie. Alerté par l'Elysée, le ministère français de la défense avait porté plainte. De son côté, le fabricant de ce système d'armes, le groupe Matra, estimant avoir été abusé, a également porté plainte.

Les autorités officielles de la République populaire du Congo et les services du ministère français de la défense ont mené une enquête au terme de laquelle il apparaît que la présidence de l'Etat congolais n'avait jamais demandé à acheter des missiles Mistral et que, dans ces

conditions, les documents éventuels présentés en son nom, pour authentifier le contrat, étaient des faux.

De leur côté, les services de renseignement français sont parvenus à la conviction que la livraison de ces matériels, comparables au Stinger américain utilisé avec succès par les Afghans contre les avions ou les hélicoptères soviétiques, intéressait en réalité un pays tiers inscrit sur la liste des Etats placés sous embargo.

Dans cette affaire, Matra reconnaît avoir utilisé les services d'un intermédiaire, M. Miallier, interpellé par la police dans la station savoyarde de Tignes où il faisait du ski. Mais le constructeur du Mistral, qui n'a à ce jour livré aucun missile de ce modèle et qui fournira les premiers engins fabriqués à l'armée française dans le courant du second semestre de cette année, considère qu'il a été abusé lors des tractations.

DÉFENSE

De préférence au Mirage 2000

Les Danois choisiront entre le F-16 américain et le Gripen suédois

L'armée de l'air danoise a retenu une version modernisée du F-16 américain et l'avion suédois JAS-39 Gripen, malgré le récent accident de son prototype, comme candidats à la succession de ses quarante-trois F-35 Dragon acquis auprès de l'industrie suédoise à partir de 1969. Dans cette liste ne figurent plus le Mirage 2000 ou le Rafale.

A l'heure actuelle, le Danemark cherche à remplacer sa flotte de Draken après 1996, dans ses missions de défense aérienne, de reconnaissance et d'entraînement. Ce pays a, d'autre part, acquis soixante-quatorze F-16 aux Etats-Unis et il a modifié quarante-trois de ses Dragon pour les mettre au même niveau technologique que le F-16. Ce sont ces Draken-4, d'origine suédoise, qu'il s'agit de remplacer après 1996 avec un avion qui aurait des performances équivalentes à celles du F-16 américain.

Des discussions entre les Danois et Dassault-Breguet ont permis au groupe français d'informer leur client éventuel des capacités, dans un premier temps, du Mirage 2000, puis celles du Rafale, qui devrait être prêt en 1996. Tout en reconnaissant les qualités du Mirage 2000, l'état-major de l'armée de l'air danoise l'estime trop cher et, de leur côté, les négociateurs de Dassault-Breguet ne croient pas aux chances du Rafale au Danemark.

Au demeurant, à la fin du mois dernier, l'état-major de l'armée de l'air danoise a fait savoir qu'il avait sélectionné une version modernisée du F-16 de General Dynamics et le Gripen suédois, dont un prototype s'est récemment écrasé au cours d'un vol d'essais en raison, selon les premières analyses, de ses commandes électriques.

GEO A 10 ANS

Le monde change, GEO évolue.

A l'occasion de son numéro anniversaire, le magazine GEO a choisi de donner la parole à 16 personnalités que le sort du monde préoccupe. Autant de regards lucides et passionnés pour faire le bilan d'une décennie. Leurs témoignages sont accompagnés d'une rétrospective des plus belles photos de GEO pour illustrer dix années d'évolution bouleversantes. GEO, le magazine qui parle du monde avec passion.

UNE DÉCENNIE DE LA FAIM

Dr Rony Brauman
Président de Médecins Sans Frontières

LES ENFANTS DU TIERS-MONDE

Professeur Alexandre Minkowski
Spécialiste de médecine néonatale
Membre du Haut-Conseil de la Famille et de la Population

LE DRAME DES RÉFUGIÉS

Bernard Kouchner
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
chargé de l'action humanitaire

LA SURPOPULATION MONDIALE

Alfred Sauvy
Président du conseil scientifique de l'Institut
national d'études démographiques

LES MÉGALOPOLIS DE L'AN 2000

Alain Murcier
Journaliste-économiste à l'Expansion

LA DISPARITION DES SOCIÉTÉS

Claude Lévi-Strauss
Spécialiste d'anthropologie sociale
Professeur honoraire au Collège de France
(Entretiens avec Didier Eribon)

LA PROTECTION DE NOTRE PATRIMOINE

Jean-Pierre Bady
Directeur du Patrimoine au ministère de la
Culture, de la Communication, des Grands Travaux
et du Bicentenaire

LA MAÎTRISE DES RISQUES NATURELS

Haroun Tazieff
Volcanologue

LA DESTRUCTION DES ÉQUILIBRES ÉCOLOGIQUES

René Dumont
Agronome
Professeur honoraire à l'Institut national
agronomique Paris - Grignon

LES SECRETS DU PEUPLEMENT HUMAIN

Yves Coppens
Titulaire de la chaire de paléanthropologie
et de préhistoire au Collège de France

L'ÉTAT DU MILIEU MARIN

Jacques Cousteau
Vice-président de la Fondation Cousteau pour la science,
la technologie et les affaires internationales

LA VIE SAUVAGE MENACÉE

Jean Dorst
Membre de l'Institut
Professeur au Muséum national d'histoire naturelle

L'UNIVERS VÉGÉTAL

Jean-Marie Pelt
Professeur à l'Institut européen d'écologie

LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA RECHERCHE

Hubert Curien
Ministre de la Recherche et de la Technologie

LA CIVILISATION DES LOISIRS

Jacques Lacarrière
Ecrivain

L'ÈRE DES VOYAGEURS

Jean-Claude Guillebaud
Directeur littéraire aux éditions du Seuil



GEO

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL A COUVERTURE DORÉE POUR LE BILAN D'UNE DÉCENNIE
NUMÉRO DE MARS EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Société

ÉDUCATION

Sur plusieurs dossiers importants

Les négociations progressent entre le ministère et les syndicats d'enseignants

Mercredi 8 mars, devant les écrans de télévision, le premier ministre et le ministre de l'éducation avaient un objectif prioritaire : à quelques jours des élections municipales, rassurer les enseignants, en expliquant, une nouvelle fois, les propositions et les perspectives offertes par le gouvernement pour moderniser l'école et revaloriser le métier d'enseignant.

A première vue, cet objectif n'a pas été entièrement atteint. « Pour quoi diable faire une émission quand on n'a rien de particulier à annoncer ? » s'est exclamé M. Yannick Simbron, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) et principale organisatrice de la manifestation des enseignants le 4 mars dernier, estimait, de son côté : « Les enseignants attendaient beaucoup, à tort ou à

raison, de cette émission. Or on leur a sorti le même discours que celui qui est à l'origine du conflit ».

Le 9 mars, à la télévision, en réponse à la communication gouvernementale, le Parti communiste n'a vu dans les propos de MM. Rocard et Jospin que des « paroles consolantes qui n'ont répondu en rien » aux jeunes et aux parents. Pour le RPR, M. Alain Juppé a estimé que le gouvernement avait surtout cherché, à trois jours des municipales, à « retenir des électeurs qui ont un peu la tentation de quitter le PS » et s'est déclaré « prêt à s'asseoir autour d'une table avec Lionel Jospin », pour « faire jouer le réflexe d'union nationale sur l'éducation nationale ».

Pourtant, au-delà de ces premières réactions, un changement de tonalité est perceptible chez la plupart des acteurs de la vaste négociation engagée avec les syndicats

d'enseignants. Tout d'abord la pression du Parti socialiste sur le gouvernement s'est sensiblement renforcée. Ainsi M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a déclaré, le 9 mars, que la revalorisation des salaires des enseignants est « le préalable » à toute grande réforme de l'enseignement. Evoquant les « 13 milliards de francs » qui doivent être engagés dans ce but, M. Mauroy a affirmé : « Quand on aura répété que c'est beaucoup d'argent et qu'il faut maintenir les grands équilibres, il n'est pas pensable que l'on puisse ouvrir un chantier comme la réforme de l'enseignement sans trouver un accord » sur les salaires.

Trouver un accord ? M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, le souhaite également. « On a décidé une enveloppe, je crois qu'il faut s'y

tenir » pour ne pas « remettre en cause le redressement économique de notre pays ». Mais, a-t-il ajouté, « dans le cadre de cette enveloppe, la négociation est ouverte. Il y a ce qui est possible cette année, il y a ce qu'on peut programmer sur plusieurs années ».

Et les syndicats d'enseignants paraissent, pas à pas, s'engager sur la voie de la négociation. Ainsi M. Yannick Simbron a-t-il « tendu la perche » au gouvernement : « On sait bien qu'on ne peut pas régler le problème sur une courte période. Mais maintenant, il faut faire vite. Il y a des milliards supplémentaires pour la rentrée prochaine, mais quand saurons-nous comment ils vont être utilisés ? » « Si des secteurs sont plus au point que d'autres, pourquoi ne pas conclure là où c'est possible ? » Le secrétaire général de la FEN souhaite « voir clair pour avancer » et demande au gouvernement des échéanciers précis de mise en œuvre des quatre dossiers clés du projet de loi d'orientation : instituts de formation des enseignants, recrutement, développement des lycées et des universités et révisions des contenus. Du côté du SNES-PEGC également, la tonalité est plutôt à l'ouverture. M. Jean-Claude Barbarant estime que des « perspectives nouvelles » existent, notamment sur le passage dans le futur corps des écoles et sur les perspectives de revalorisation pour les professeurs de collège.

Déblocage dans le supérieur

Mais c'est sur l'enseignement supérieur que la négociation est la plus avancée même si chacun reste très prudent. Au point que l'on envisage la réunion d'une table ronde ministère-syndicats en début de semaine prochaine (probablement lundi 13 mars) qui pourrait être suivie, en cas d'accord, par la signature d'un « relevé de conclusions ». La semaine prochaine, il semble que le ministère soit prêt à prendre en compte le règlement d'un certain nombre de situations précaires (assistants, vacataires, lecteurs...). Et surtout qu'il serait disposé à modifier le mécanisme de primes qu'il proposait pour pouvoir offrir une « prime de base » (de l'ordre de 7000 à 8000 francs) à tous les universitaires.

Reste enfin l'opposition du SNES (professeurs de lycée) réaffirmée par son bureau national le 9 mars. Le SNES a décidé d'organiser une manifestation à Paris, le 28 mars, jour de la troisième et dernière table ronde sur la loi d'orientation. Mais le syndicat est manifestement sensible au risque d'isolement. « Il est absolument nécessaire de redoubler d'efforts pour nous faire comprendre. Le soutien de l'opinion est un enjeu, alors même qu'on tente de diviser le mouvement. » Le SNES organisera deux journées nationales d'explication pour les parents et l'opinion publique, les 17 et 18 mars.

G. C.

RELIGIONS

Associé au scandale du Banco Ambrosiano

Mgr Marcinkus quitte la présidence de la Banque du Vatican

A l'issue d'une réunion des treize cardinaux chargés des questions financières de l'Eglise catholique, un remaniement à la tête de la direction de l'institut des œuvres pour la religion (IOR), qui gère les comptes des membres de la curie romaine et de nombreuses congrégations religieuses, a été annoncé jeudi 9 mars au Vatican. Mgr Paul Marcinkus, archevêque américain, qui dirige cet organisme depuis vingt ans, va être remplacé, au terme d'une période transitoire, par un conseil de surveillance de cinq experts nommés par le pape contrôlé par une commission de cardinaux.

Le prochain départ de Mgr Paul Marcinkus de la présidence de l'IOR qu'il occupait depuis 1971 (après en avoir été pendant deux ans le secrétaire général), marque la retraite — démission volontaire ou forcée ? — d'un prélat de légende, cumulant les images de « gorille » et de « banquier » du pape, fait unique dans les annales du Vatican.

Paul Marcinkus est né le 15 janvier 1922 dans une famille d'émigrés lituaniens, à Cicero, dans l'archidiocèse de Chicago. Ordonné prêtre en 1947, il resta peu de temps dans une paroisse de l'Illinois, avant de se rendre à Rome à l'université grégorienne, puis à l'Académie diplomatique pontificale. A la secrétairerie d'Etat, il se lia à Mgr Montini, futur Paul VI. Paul Marcinkus s'imposera très tôt comme l'organisateur des voyages du pape à l'étranger, assumant même sa protection rapprochée. A Manille, en 1970, il dévota le couteau d'un détraqué voulant tuer Paul VI.

Il est sans doute moins heureux dans ses activités financières. Grand fumeur, bon joueur de golf et de tennis, il cultive son personnage d'évêque non conformiste (il est consacré en 1969 et deviendra archevêque en 1981), influant auprès du pape et géant des porte-

feuilles d'actions du Vatican. Il se lie — par naïveté ou par calcul ? — à des personnages douteux, comme Michele Sindona, un Sicilien dont il ignore qu'il est prisonnier des chantages de la mafia, à qui il prête des fonds pour ses activités spéculatives et qui chutera en 1974 avant de mourir en prison (assassinat ou suicide ?) en 1986.

Mais le nom de Mgr Marcinkus est surtout associé à la faillite du Banco Ambrosiano, cette banque catholique de Milan, devenue le principal établissement privé d'Italie, et dans lequel l'institut des œuvres pour la religion avait des participations. Le directeur du Banco-Ambrosiano, Roberto Calvi — dont l'enquête montrera qu'il a aussi des liens avec la loge maçonnique P2 — se prévaut de ses attaches au Vatican pour créer, dans les paradis fiscaux, des sociétés de façade permettant toutes les manipulations financières.

Après une enquête de la Banque d'Italie, Roberto Calvi est condamné à quatre ans de prison. Il s'enfuit à Londres en 1982, où l'on retrouve le 18 juin son corps pendu sous un pont. Le « trou » du Banco Ambrosiano est de 1,3 million de dollars. Le Vatican participe pour 250 millions au renforcement des créanciers touchés par la faillite.

Le « scandale » Marcinkus en Italie viendra surtout du refus du Vatican d'extrader le président de l'IOR et ses collaborateurs laïcs, pour favoriser l'enquête diligentée par les magistrats italiens. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt. La Cour de cassation italienne donnera raison, le 17 juillet 1987, au Vatican, protégé depuis les accords du Latran de 1929 de toute « ingérence » des autorités de la péninsule dans les « organismes centraux de l'Eglise ». Mais Mgr Marcinkus était devenu encombrant...

H. T.

Répondant à des contestataires

Le cardinal Ratzinger dénonce le « concert dissonant » des théologiens

Le cardinal Josef Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, a saisi l'occasion du sommet qui réunit au Vatican, jusqu'au samedi 11 mars, une trentaine de cardinaux et archevêques des Etats-Unis pour adresser une vigoureuse mise en garde aux théologiens, qui dépassent singulièrement le cas américain.

« Un peu partout dans le monde », déclare, jeudi 9 mars, le gardien de la doctrine dans l'Eglise catholique, les théologiens se sont substitués aux évêques en tant que maîtres de doctrine, engendrant insécurité croissante et confusion parmi les fidèles (...). C'est la question la plus épineuse, a-t-il ajouté devant l'Assemblée américaine. Les théologiens ont aujourd'hui une influence non seulement dans le domaine de la recherche scientifique et de l'enseignement universitaire, mais, grâce aux médias, ils mettent leurs débats sur la place publique. C'est un véritable concert dissonant, qui étouffe les voix des évêques ».

De ce fait, les évêques en sont réduits au simple rôle d'administrateurs spirituels, selon le cardinal Ratzinger, les « théories » des théologiens, sorties du contexte académique, deviennent des « instruments de pression sur les évêques ». Ceux-ci se sont « amplement adaptés à ce modèle, en défendant mal leur autorité face aux théologiens ». Les évêques sont fermement invités de se « réapproprier leur rôle de maîtres de doctrine ».

Cette volée de bois vert s'inscrit dans un contentieux qui semble s'élargir entre de nombreux théologiens occidentaux et le Vatican, notamment sur les questions de morale privée, de liberté de recherche et de débat dans l'Eglise catholique et de nominations d'évêques conservateurs.

Une lettre collective

Mais, depuis, la fronde a gagné l'Europe de l'Ouest. Un groupe de cent soixante-trois théologiens, prêtres, religieux, professeurs d'université catholique d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, d'Autriche, de Suisse, ont rendu publique une déclaration très critique à l'égard du pape et de l'exercice de l'autorité dans l'Eglise, appelée « Déclaration de Cologne » et dénonçant la « mise sous tutelle » de l'Eglise catholique.

Des témoignages de solidarité tombent sur le bureau du cardinal

Ratzinger à Rome, venant notamment de France, de Belgique et de la Suisse francophone. Cent cinquante-cinq théologiens ont signé une lettre, soulignant que leurs confrères germanophones n'étaient pas « isolés ». Ils veulent éviter « les polémiques difficilement maîtrisables dans le contexte actuel », mais souhaitent que les questions soulevées ne soient pas « enterrées », mais, au contraire, « étudiées et débattues avec tout le sérieux qu'elles réclament, dans le climat de liberté et de loyauté qu'appelle l'Evangile » (le Monde du 10 mars).

Cinquante-deux théologiens flamands, appartenant pour la plupart à l'université catholique de Leuven (Belgique), conduits par les professeurs Kerkhofs et Grootaers, ont également exprimé leur soutien à leurs confrères germanophones. Dans sa livraison du 5 mars, la Documentation catholique (3, rue Bayard, 75008 Paris) publie intégralement la « Déclaration de Cologne », ainsi qu'un texte du Père Bernard Häring, moraliste allemand, l'un des chefs de file de cette contestation.

[Parmi les principaux signataires de la déclaration des théologiens francophones, on note les noms suivants : Henri Boarpois, de l'institut catholique de Lyon ; Xavier de Chalendar, directeur du Centre pour l'intelligence de la foi à Paris ; Mario-Dominique Chenu ; Antoine Delzant, professeur à l'institut catholique de Paris ; Henri Denis, de Lyon ; Christian Duquesne, professeur à l'institut catholique de Lyon ; Jean-Paul Durand, directeur de la revue le Supplément ; Claude Geffré, professeur à l'institut catholique de Paris ; Christiane Hourcade, enseignante à Paris ; les dominicains Patrick Jacquemont et Jean-Pierre Jossou ; Paul-Jean Labarrière, professeur au centre Sévres, à Paris ; Michel Legrain, professeur à l'institut catholique de Paris ; Xavier-Léon Dufour, professeur au centre Sévres (faculté des lettres) ; Jean-Pierre Limant, provincial des dominicains de la province de Lyon ; Pierre de Loch, de l'université catholique de Louvain ; Gérard Mathon, doyen de la faculté de théologie de Lille ; Joseph Moingt, directeur de Recherches de sciences religieuses ; Bernard Quelquojou, directeur de Recherches des sciences théologiques et philosophiques ; Jacques Rollet, responsable de l'équipe de formation permanente de théologie des diocèses de Rouen et de Havre ; Francis Rollin, enseignant à l'institut catholique de Lyon ; Michel Rondet, du centre théologique de La Baume à Aix-en-Provence ; Dom Ségales, enseignante à l'institut catholique de Lyon ; Bernard Sesboué, du centre Sévres à Paris ; René Simon, moraliste ; Xavier Thévenot, professeur à l'institut catholique de Paris ; Paul Valadier, directeur des Etudes ; Patrick Verpeiren, du centre Sévres.]

MÉDECINE

En établissant la structure de la rénine

Une découverte canadienne pourrait faciliter le traitement de l'hypertension artérielle

Une équipe de chercheurs de l'université d'Alberta (Canada), dirigée par le professeur Michael James, vient d'établir la structure cristallographique de la rénine, une enzyme qui joue un rôle capital dans la physiopathologie de l'hypertension artérielle. Ces travaux, publiés dans la revue américaine Science (du 10 mars), devraient faciliter la mise au point de médicaments plus efficaces contre cette maladie.

Parmi les nombreux facteurs qui contrôlent la pression artérielle, la rénine, une enzyme synthétisée par le rein, est sans doute l'un des principaux. Plusieurs travaux tendent même à montrer qu'elle est à l'origine de l'hypertension artérielle essentielle. Depuis plusieurs années, de nombreuses firmes pharmaceutiques tentent de mettre au point une molécule inhibitrice capable de s'opposer à la rénine et ainsi de traiter l'hypertension artérielle. Mais, faute, en particulier, de connaître la structure exacte de cette enzyme, les hypertensionnologues se contentaient jusqu'à présent d'utiliser des médicaments « inhibiteurs de l'enzyme de conversion » (du type captopril).

La découverte des chercheurs canadiens, obtenue avec la collaboration de la firme américaine California Biotechnology Inc., celle-là même qui avait réussi il y a quatre ans à synthétiser la rénine par génie génétique (le Monde du 23 janvier 1985) — pourrait permettre de lever l'obstacle sur lequel butte actuellement la plupart des chercheurs :

l'absorption des inhibiteurs de la rénine par voie orale. Le professeur Pierre Corvol (hôpital Broussais) à qui l'on doit, en association avec d'autres équipes de recherche, la détermination de la séquence et le clonage de la rénine, explique : « Il s'agit à l'évidence de travaux tout à fait remarquables. Cela dit, il se peut que la définition de cette cristallographie en trois dimensions se révèle insuffisante pour permettre un design moléculaire d'inhibiteur de la rénine ».

D'ores et déjà, des inhibiteurs de la rénine ont été mis au point par de nombreuses firmes pharmaceutiques. Bien que très spécifiques, ils sont difficiles à utiliser par voie orale. Un essai thérapeutique a été réalisé en France par la Sanofi en collaboration avec l'équipe du professeur Corvol. Un autre, toujours avec la même équipe, mais en association cette fois avec Ciba-Geigy, devrait être publié cette année.

Cet essai comparatif (avec le captopril) montre que si l'inhibiteur de la rénine injecté par voie intraveineuse à des personnes hypertendues permet effectivement d'abaisser la pression artérielle, cet effet s'interrompt à l'arrêt du traitement. « Tant que ce problème de biodisponibilité ne sera pas résolu, on ne pourra mettre sur le marché des inhibiteurs de la rénine », explique le professeur Corvol.

La course de vitesse entre quelques-uns des plus grands laboratoires pharmaceutiques du monde devrait reprendre de plus belle. Elle est à la hauteur du marché considérable que représente, en termes de chiffre d'affaires, le traitement de l'hypertension artérielle.

FRANCK NOUCHI.

Les conflits sociaux hospitaliers dans l'impasse

Les négociations sur les conflits sociaux qui touchent actuellement l'hôpital public étaient toujours dans l'impasse vendredi 10 mars. Les internes, tout d'abord, au terme de leurs deux jours de grève, menacent de reprendre leur mouvement les 15 et 16 mars prochain en compagnie des chefs de clinique et des maîtres de conférences. Ils réclament toujours une revalorisation substantielle du tarif de leur garde et la reconnaissance des astreintes téléphoniques.

Pour leur part, les infirmières anesthésistes, en grève depuis quatre jours, ont décidé de poursuivre leur mouvement vendredi 10 mars. Leur coordination réclame une augmentation de salaire (de l'ordre de 600 francs par mois) qui tienne compte des deux ans de spécialisation.

● M^{me} Marie-Thérèse Funel est nommée directrice de la pharmacie et du médicament. — Le conseil des ministres du mercredi 8 mars a nommé M^{me} Marie-Thérèse Funel directrice de la pharmacie et du médicament au ministère de la santé et de la protection sociale. M^{me} Funel succède au professeur Pierre Ambroise-Thomas qui occupait ce poste depuis le 24 avril 1987.

[M^{me} Marie-Thérèse Funel est née le 10 septembre 1942 à Gap (Hautes-Alpes). Diplômée de l'institut d'études politiques de Grenoble et de l'Ecole nationale d'administration, elle devient en 1972 administrateur civil au ministère de l'économie et des finances. En 1977, elle est nommée attachée financière aux Communautés européennes à Bruxelles et, en 1982, sous-directrice des affaires financières et budgétaires. Depuis septembre 1987, M^{me} Funel est sous-directrice des services aux affaires sociales et à la santé. Elle est également membre du Comité économique du médicament.]



SALON DU CUIR

RENAULT 25 BACCARA

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

RENAULT 25 BACCARA

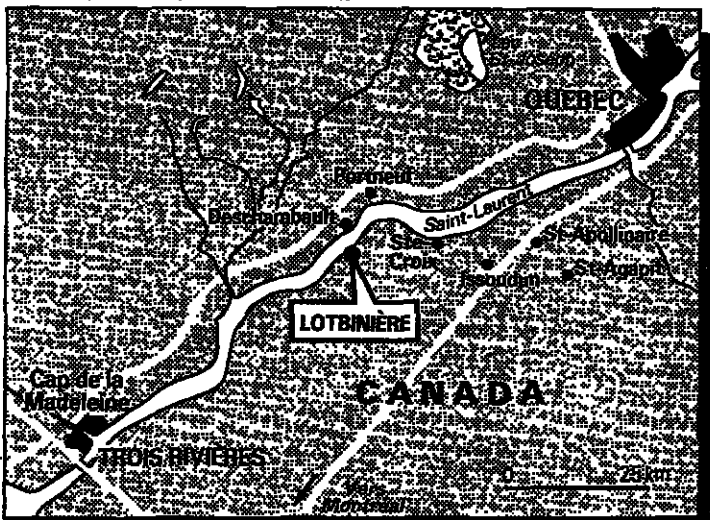
Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 11 mars 1989 17

Comment vit-on à Lotbinière, près de Québec, et dans les bourgs alentour, où le français domine depuis trois siècles ? Portrait d'hiver, entre forêt et Saint-Laurent.



Arpents de neige parlant français



par Olivier Barrot

SISE sur la rive méridionale du Saint-Laurent, face au «Chemin du Roy», cette artère qui relie les deux villes principales de la Belle Province, Lotbinière est bien loin de Montréal, vers le haut, vers l'embouchure du fleuve. Passé Drummondville et ses ateliers de confection, passé Bécancour et son «aluminerie», on ne sera plus qu'à une dizaine de lieues de Québec quand on atteindra le comté de Lotbinière.

Il fait plus froid qu'à Montréal, quatre ou cinq degrés de moins. Le fleuve est gelé et couvert de neige, comme les plaines alentour : on s'imaginerait vraiment au Nord, et pourtant Gaspé, où Jacques Cartier jeta l'ancre et qui gouverne l'estuaire du Saint-Laurent, est encore à plus de 700 kilomètres.

De la rive sud du fleuve où s'est érigée Lotbinière à l'Etat américain du Maine, il y a une heure de route. Boston est, elle, à quatre heures, mais le voisinage des Etats-Unis ne se décline pas de prime abord. Dans cette partie de la province de Québec, une seule langue prévaut, le français, depuis trois bons siècles. Si le système téléphonique est commun aux Etats-Unis et au Canada, si le championnat du sport national, le hockey sur glace, réunit en une seule compétition les «Canadiens» de Montréal et les «Kings» de Los Angeles, les «Nordiques» de Québec et les «Flyers» de Philadelphie, à Lot-

binère on a toujours, et à près de 100 %, parlé le seul français.

Lotbinière donne son nom à une région forestière et agricole entre fleuve et montagne, entre Saint-Laurent et Appalaches; c'est un nom de consonance étrange. On dit qu'en 1672 l'intendant Talon concéda une seigneurie à un Louis-René Chartier, dont l'ancêtre possédait en France deux propriétés aux noms proches, Bignières et Binère.

Moulins à scie et ponts couverts

Pour mieux distinguer la seconde, il y ajouta le mot «lot», nom d'un poisson qui fréquentait les étangs de ce domaine. Mais on assure qu'avant les Français, des Indiens Iroquois et Abénaquis avaient peuplé ces basses terres du Saint-Laurent. Le moulin du Portage, le manoir Chevigny de la Chevrotière, le domaine Joly de Lotbinière, la maison Bélanger portent la trace du passé; les moulins à scie, les ponts couverts, les cabanes à sucre d'érable, celle du vingtième siècle.

Germain-Marie Lemay, père fondateur d'une entreprise de transport laitier, préside depuis douze ans aux destinées de la commune de Lotbinière et de son millier d'administrés répartis le long du fleuve sur près de 80 kilomètres carrés.

Lotbinière est le chef-lieu d'une nouvelle entité, la Municipalité régionale de comté - MRC - qui a remplacé les anciens comtés ins-

taurés par la tutelle anglaise, après le vote de la loi provinciale sur la régionalisation, en 1982. Dix-huit villages peuplent la MRC de Lotbinière, et quatre d'entre eux, Sainte-Agathe, Sainte-Croix, Saint-Flavien et Saint-Sylvestre, jouissent du privilège de compter deux maires, survivance d'une coutume de l'Ancien Régime : l'un pour le «village» (bourg), l'autre pour la «paroisse» (campagne). En tout, 26 000 habitants.

Mais à Lotbinière comme ailleurs dans la région de Québec, à Deschambault ou à Portneuf sur la rive nord du fleuve, large ici de trois bons kilomètres, comme de l'autre côté, à Saint-Agathe ou à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, les familles ne sont plus ce qu'elles furent, communément riches de huit, dix, douze enfants.

Plus non plus de messe en semaine, malgré la réputation de l'église du village, la plus ancienne de la région, fière de ses cent soixante-dix ans; plus de curé résident, c'est celui du bourg voisin de Leclercville qui dessert en même temps deux autres proches paroisses. Quant au «travertin» (bac) Lotbinière-2, il ne franchit plus le Saint-Laurent depuis l'an dernier et pourrit lentement, abandonné sur ses cales.

Bien que Lotbinière ait donné son nom à une MRC, ce n'est pas son maire qui a été élu préfet de comté, mais celui de Saint-Apollinaire, gros village de trois mille âmes. Benoît Côté a reçu ce mandat de deux ans de ses pairs, et à ce titre il est l'administrateur en chef de la MRC, le défenseur des collectivités locales. Ce professeur de chimie, qui exerce toujours, s'est fait élire sur son projet d'évaluation foncière et d'aménagement du territoire. Préoccupé depuis peu d'environnement, les Québécois avaient naguère misé sur le tout-industriel, à l'époque euphorique des travaux hydro-électriques de la baie James.

Temps révolus, bien que la crise économique soit aujourd'hui en voie de résorption : on pense aux habitants demeurés dans les campagnes après avoir espéré devenir des bras pour l'industrie. D'où les mesures, en voie de réalisation, de réévaluation des terres, les projets de création de justice municipales évitant d'aller quérir le droit à Québec, où les

tribunaux sont surchargés. «Faire de l'expansion ?» M. le Préfet et ses huit permanents de la MRC s'y emploient, certes, mais avec méthode, schéma d'aménagement et projet de planification. De toute façon, Lotbinière n'est pas le domaine des grandes industries, dangereuses pour l'environnement : la matière première la plus utilisée est le bois. Lotbinière fabrique des fenêtres, des portes, des meubles, des cercueils...

Rassemblées en une union à l'échelle de la province de Québec, les MRC ont établi un document de synthèse sur leurs priorités qui pose éloquentement les questions à résoudre : il s'agit aussi bien de la rémunération des élus - un vieux débat - et de l'indemnisation des pompiers volontaires que, tout simplement, du financement de ladite MRC ou de la protection des rives du Saint-Laurent : cours d'eau inter-fédéral puisque desservant l'Ontario, le Québec et dans son embouchure Terre-Neuve et les Provinces maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile du Prince-Edouard), le Saint-Laurent «dépend» du gouvernement central d'Ottawa. Mais l'interprétation des trois ordres de gouvernement, fédéral, provincial, municipal, a toujours été une donnée canadienne, que l'avènement d'une politique de régionalisation a encore renforcée.

Le pouvoir illimité de dépenser

A Ottawa - où, rappelons-le, les affaires étrangères s'appellent «extérieures» aujourd'hui encore, du fait de la souveraineté de la reine d'Angleterre, - le gouvernement fédéral jouit constitutionnellement du «pouvoir illimité de dépenser», et peut intervenir dans tous les domaines. Rien ne l'empêcherait de se pencher sur la répartition des 600 000 dollars qui constituent le budget de la MRC de Lotbinière. Mais, en dépit d'occasionnelles divergences de vues entre le fédéral et le provincial, la séparation des pouvoirs prévaut sans accroc.

Il n'existe en outre à Lotbinière aucune question linguistique : si les «allophones» (ceux dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français : Asiatiques, Arabes, Ibériques, Grecs,

etc.) représentent un peu moins de 20 % de la population québécoise; ils sont ici quasi absents, et le *Peuple de Lotbinière*, hebdomadaire local tirant à 13 000 exemplaires, continuera longtemps de ne paraître qu'en français. Au Québec, on préfère parler à présent d'assimilation plutôt qu'intégration, et l'immigration contrebalance la chute des naissances.

«Traine sauvage» sur le Saint-Laurent

Le bilinguisme n'est donc pas un débat à Lotbinière. Les effets de la fameuse loi 101 sur la francophonie votée en 1978 par l'Assemblée nationale du Québec (dans les autres provinces, on parle d'Assemblée législative...) ne se sont pas fait sentir : ici, il n'y avait déjà qu'une seule langue officielle, qu'une seule langue d'affichage, et les entreprises, toutes «françaises», n'avaient pas besoin d'être davantage francisées. La loi 178 récemment proposée par l'actuel gouvernement Bourassa pour rééquilibrer les choses dans un sens plus favorable à l'anglais n'aura guère plus de conséquences à Lotbinière.

On reçoit la télévision par câble en deux langues et l'on n'écoute que le canal français. Les allophones se comptent sur les doigts d'une main : un Allemand, un Suisse, et, si l'on a généreusement aidé une famille de réfugiés canadiens, celle-ci s'est à présent installée à Montréal.

Sur le Saint-Laurent gelé s'affrontent toujours les «canots de glace» et la «traine sauvage» (luge), les «tubes» (chambres à air) sur la «glissade» font toujours partie des plaisirs familiaux de l'hiver. Les phases aiguës traversées à l'époque «péquist», quand le Parti québécois de René Lévesque régnait au Parlement provincial, sont bien passées.

L'époque est à la maîtrise économique plus que culturelle, et le Québec peut constater avec fierté qu'il contrôle désormais 60 % de son économie, contre 12 % il y a vingt ans. Et c'est sans complexe que le maire, Germain-Marie Lemay, qui évoque volontiers la «foresterie» et l'«entrepreneuriat», avoue ne pas parler un mot d'anglais. Est-il sacrilège d'écrire qu'au fond le Canada vit très bien sa singulière destinée biculturelle ?

(Lire page 18 notre carnet de route consacré à Lotbinière.)

SÉNÉGAL/GAMBIE

Prix à partir de : 2 180 F

1 semaine en BUNGALOW/PLAGE

Prix à partir de : 3.680 F

uniclam voyages

63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris. - Tél. : 43-29-12-36
Grenoble. Tél. : 76-46-00-08 Lille. Tél. : 20-30-98-20
Lyon. Tél. : 78-42-75-85 Toulouse. Tél. : 61-22-88-80
Strasbourg. Tél. : 88-35-30-67 Bordeaux. Tél. : 56-44-44-91
Mulhouse. Tél. : 89-56-10-21.

ESCALES

Spécial
terres oubliées

« L'homme moderne, relève Bruno Barber, rédacteur en chef de *Grands reportages*, cultive ce curieux paradoxe d'avoir inventé des moyens de transport rapides et de se regrouper, de s'agglutiner, laissant des immensités vides, des endroits abandonnés, des places figées, loin ou près. » Depuis deux ans, ce magazine présente chaque mois des récits et des images de régions oubliées, découvertes aux quatre coins du monde, en France et à l'étranger, dans plus de cinquante pays.

Des lieux qui « revivent » aujourd'hui avec ces cent terres présentées dans un numéro hors série de cent trente-deux pages vendu au prix de 35 F. Des reportages mis à jour et accompagnés de cartes et de renseignements pratiques. Un seul regret : le choix d'une iconographie en noir et blanc qui restitue fort mal la beauté et le charme de ces endroits. Heureusement, la qualité des textes aidant, cela n'affecte en rien le pouvoir de séduction de ces invitations au voyage.

Chez Goya
et Cervantès

Ceux qui prennent Don Quichotte très au sérieux (le

Monde sans visa du 18 février) peuvent préparer leur sac de voyage : le Monde et son histoire (82, rue Jaitbout, 75009 Paris. Tél. : 45-26-26-77) ouvre pour eux la route de la Mancha. En quatre jours, en autocar, elle parcourt les sites liés à la vie et à l'histoire du valeureux hidalgo et de son auteur : Alcalá de Henares, ville natale de Cervantès, El Toboso, patrie de Dulcinée, Campo de Criptana et les moulins à vent, Cuernavaca, l'une des plus belles villes d'Espagne avec ses maisons suspendues au-dessus du vide. Un départ par mois de mars à novembre, le mercredi soir : retour le lundi matin à 5 150 F par personne en chambre double, en pension complète. Tout est compris. Une nuit en voiture-lit à l'aller et au retour.

Toujours en Espagne : un voyage à Madrid, sur les pas de Goya. Occasion de passer au crible les musées, académies de peinture et églises de la capitale, avec une escapade à Chinchón et à Valdemoro, où se cache une toile peu connue du maître. Du jeudi soir au lundi matin : trois jours pleins et deux nuits dans le Talgo, en wagon-lit T-4, 4 370 F en pension complète et la compétence d'un conférencier. Un départ par mois de mars à novembre.



MANUEL SONNECA

Trek
au Pérou

Ils ont leur siège près de Grenoble et comptent trois guides de haute montagne parmi eux ; nul ne s'écartera s'ils se spécialisent dans les expéditions de haut niveau. Leur nom : Allibert (Chaparrillan, 38530 Pontcharra : tél. : 76-45-22-26). Le trek qu'ils ont bâti autour du pèlerinage de Coyllor Rit'i,

au Pérou, est l'indit de leur catalogue. Avec quatre à six heures de marche quotidienne à plus de 4 000 mètres d'altitude : cours fragiles, s'abstenir !

Vols Paris-Lima (escorte)-Cuzco (3 500 mètres), puis train jusqu'à Aguas Calientes, au long du fleuve Urubamba (la vallée sacrée des Incas), visite du Machu Picchu avant l'arrivée des touristes, étapes à la forteresse d'Ollantaytambo, au site inca de Pisac, le plus

vaste ensemble de terrasses de la région, journée libre à Cuzco, visite de l'église d'Andahuayllillas, si décorée qu'on l'appelle la « chapelle Sixtine », cinq heures de piste en camion jusqu'à Mahuallani, hameau du bout du monde d'où l'on monte à pied, pendant trois heures, au milieu d'une foule bigarrée, au sanctuaire de Coyllor Rit'i à 4 500 mètres.

Trois jours dans un tumulte de couleurs et de bruits. Camp sur l'une des prairies qui dominent le

sanctuaire bâti au pied des glaciers. Vent alors le trek de huit jours autour du glacier de l'Aussangate, avec chevaux et muletiers, dans un paysage d'altiplano. Camp à 4 600 mètres, en compagnie des lamas et alpagas. Vingt-six jours (du 18 mai au 12 juin), 16 200 F. Ce prix comprend les vols et trajets terrestres, les nuits d'hôtel, la pension complète (sauf durant les journées libres en ville) et l'équipement collectif.

Nil
et planche

Une descente du Nil en planche à voile : c'est l'idée un peu folle de Gilbert Fontenay, déjà à l'origine de compétitions sur la Seine et sur la Loire. Sur les deux jours de ce voyage, organisé du 16 au 27 avril, seules six journées se dérouleront effectivement sur des planches prêtées par l'organisation.

Une centaine de participants peuvent s'inscrire à cette croisière en six étapes, de quatre à six heures par jour, entre Assouan et Louxor. Un classement sera établi à l'issue des six jours, mais la compétition ne devrait pas empêcher les concurrents d'admirer les somptueux sites qu'ils traverseront : les vents et les courants sont faibles sur le grand fleuve égyptien et la navigation n'y pose pas de problèmes.

Concurrents et accompagnateurs seront logés pendant sept nuits sur un bateau affrété par l'agence R&V Vacances. Un séjour de quatre jours au Caire précède la croisière. Seize jours Paris-Paris, de 8 430 F à 11 070 F selon la catégorie de la cabine.

Agences agréées et SMV, 161, bd Saint-Germain, 75006 Paris, tél. : 42-22-85-85.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
58 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 478-418
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-86-39-60
Plage, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
tél. direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Plais. fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F/pers/semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pens. 1020 F à 11 680 F inc.
Pension compl. 1316 F à 1925 F inc.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-42-53.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pens. de 440 à 470 F/jour et par personne.
6/7 m 24/8. De 185 à 215 F. (Suppl. ch. ind.)
Tél. 94-64-44-27.
Tél. 400-293 CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

LANGUEDOC

Vacances printemps, été, automne
Vallée de la CEZE.
M. Maurice COSTE (3^e génération)
et l'HOTEL DU COMMERCE **
36030 COUTAGUES.
vous proposent leurs séjours au soleil et leurs prix de pension (vraie cuisine).
16/3 m 31/5. De 155 à 180 F. (Suppl. ch. ind.)
1^{er} juin au 5 juillet 1989.
25/8 m 26/16. De 165 à 190 F. (Suppl. ch. ind.)
6/7 m 24/8. De 185 à 215 F. (Suppl. ch. ind.)
Réduction de 5 % pour 15 jours pleins.
(Séjour de 6 juillet au 24 août).
Excursions en car dans toute la région, randonnées pédestres, pêche, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canoë-kayak, tennis, soleil, calme, repos, régimes assurés.
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-62-20-68.

26110 NYONS

4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, pisc., etc. Cuit. à votre goût. On ne fume pas à table.
Bibio. Chamb. gd conf. TV. Tél. Dir. Marie COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES.
Tél. 75-26-12-99.

Sud-Ouest

PÉRIGORD

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS ***
PROMOTION PAQUES 1/2 pension à partir de 150 F. Piscine.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-29-95-94.

12380 SAINT-SERNIN

L'AVEYRON AU SOLEIL HOTEL CARAYON ***
40 chambres - Tél. 62-99-40-26
Salons TV, ascenseur. Garage, parking. Animations. Terrasses et chaumins avec balcons en calme sur parc. Pêche. Randonnées. Pension complète à partir de 179 F (boissons incluses).
Ecrire pour recevoir documentation.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
Saint Marc 1936
Réservation : 193041/52-42-333
Fax : 193041/52-42-721
Tél. : 41150 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193045/56-60-32
Fax : 193045/57-62-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE.
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 44-1-376-6111. Tél. 916223.
Télécopie 19-44-1-370-6578.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

TOURISME
SKI DE FOND
HAUT-JURA
EN MARS

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVIII^e s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bain, w.-c., table d'hôte, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
2380 F par personne et semaine, tout compris, pension complète + vin, monteur et matériel de ski.
Tél. (06) 81-36-12-51 ou écrire :
LE CRET L'ACNETAU
25650 MONTRENOIT

VOYAGE



MICHEL SAINT-JEAN

Carnet de route
canadien

Y aller

Air France, Air Canada et Wardair desservent Montréal depuis Paris par vols réguliers au tarif de 3 650 F aller-retour en classe économique.

Nouvelles Frontières (siège : 42-73-05-68) propose un aller-retour Paris-Montréal en vol charter à 1 990 F et un vol Paris-Québec charter de 2 100 à 3 000 F aller-retour selon la saison.
Access (6, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris, tél. : 40-13-02-02) offre des aller-retour via

Amsterdam à dates fixes sur vols réguliers à 2 385 F, ainsi que d'avantageux tarifs sur vols réguliers toute l'année.

A consulter

Michelin vient de publier un très complet Guide Vert « Canada ».

Dans la collection « Petite Planète » des éditions du Seuil, « Québec » de Philippe Meyer ; dans les guides de voyage Hachette, « Québec » de Louis-Martin Tard.



RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE

ALOUER
Luxeux mini-appartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre.
3/5 personnes.
Séjour minimum : une semaine.
Appartement luxueusement aménagé.
Vue sur le Grand Canal.
Séjour minimum : une semaine.
Tél. 193041/52-2833.
Tél. : 193041/52-83721.

BOURGOIN-JALLIEU

20^e de LYON

VILLA T5 jumelle
« VERT VILLAGE ».
3 ch., salon, séjour, s. de b., 2 w.-c., garage, 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5 commerces, école et bus.
420 000 F
Tél. 74-92-68-13.

Une convention
culture-tourisme

SEPT millions deux cent mille visiteurs à Beaubourg, trois cent cinquante mille au château de Cheverny, en 1988. Ces chiffres, sur arrière-plan de grand marché européen (1), ont incité Jack Lang, ministre de la culture, et Olivier Stirn, ministre du tourisme, à signer une Convention culture-tourisme.

Ce texte prévoit un certain nombre de mesures pour intensifier et diversifier les flux de touristes. Elles portent notamment sur la signalisation touristique routière, l'accueil dans les monuments historiques, l'utilisation nouvelle du patrimoine (installation, par exemple, de terrains de golf à proximité des monuments), la mise en valeur des grands monuments de l'Hexagone et d'itinéraires culturels thématiques, ainsi que le développement d'actions significatives dans le domaine de la culture scientifique et technique.

Plusieurs initiatives sont déjà réalisées ou en voie de l'être. Ainsi, à ce jour, un programme d'édition multilingue met à la disposition du public des dépliants de haute tenue en trois, six ou huit langues :

— Les Routes de l'histoire, de la route Flandre-Artois aux routes franco-italiennes du comté de Nice, soixante-trois itinéraires regroupant de sept à vingt-cinq monuments liés entre eux par la proximité géographique et historique, en huit langues (français, anglais, allemand, néerlandais, espagnol, italien, danois, japo-

nais), disponible gratuitement au centre d'information de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMH) (hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : 42-74-22-22) ;

— Musées connus et moins connus de la région parisienne, en six langues (français, anglais, allemand, néerlandais, espagnol, italien), disponible gratuitement à l'Office de tourisme de Paris, 127, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 47-23-61-72) ;

— Musées connus et moins connus des régions de France, en six langues, disponible à la Maison de la France (8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-96-10-23) ;

— Visitez un jardin français, 127 jardins à ne pas manquer ou qui méritent le détour, en six langues, vendu 5 F à la CNMH (nouvelle version, gratuite, prévue en mai) ;

— Seize monuments du patrimoine mondial, en trois langues, en vente très prochainement à la CNMH.

(1) 4,3 millions d'entrées à la tour Eiffel, 3,8 millions au Musée d'Orsay, 3,13 millions au château de Versailles, 3 millions au musée du Louvre, 2,72 millions à la Cité des sciences, 1,14 million au centre Georges-Pompidou, 1 million à la Gdte et au musée Picasso, 900 000 au Musée de l'Armée, 850 000 au château de Chantilly, 574 000 au Mont-Saint-Michel, 550 000 à Chambord, 521 000 à Notre-Dame de Paris, 515 000 au Musée Grévin, 502 000 à l'Arc de Triomphe, 501 000 à la Sainte-Chapelle et 200 000 à Carcassonne.

Trieste slave

A la suite du reportage de Jean-Pierre Péroncel-Hugos sur Trieste (« Le Monde sans visa » du 31 décembre 1988), nous venons de recevoir une longue lettre de M. Evgen Bavar, de Paris, dont nous extrayons les principaux passages :

(...) L'écrivain triestin d'extraction slovène Boris Pahor se joint à moi pour reconnaître que, si Trieste fut bien « européenne avant la lettre », comme l'écrit votre envoyé spécial, c'était sous la domination autrichienne, lorsque la langue slovène était admise par l'administration de l'Empire, au même titre que l'italien et l'allemand, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. M. Péroncel-Hugos aurait pu se renseigner davantage lorsqu'il parle de la « dégradation morale » de cette ville, et citer Samo Pahor, emprisonné en 1988 pour avoir rédigé sa déclaration de revenus en slovène. Cette réalité triestine nous éloigne quelque

peu de l'idéal européen de cohabitation des cultures.

Les Slovènes sont à Trieste depuis Charlemagne. C'est une absurdité des Italiens fascistes d'avoir voulu la ville plus italienne qu'elle ne l'est : incendie de la Maison de la culture slovène en 1920, en plein centre de Trieste, deux ans avant l'arrivée au pouvoir de Mussolini ; mort de patriotes slovènes en 1930 à Bazzovica, où un monument porte un témoignage quelque peu voilé par les inscriptions profanatrices des néo-fascistes. Il y eut aussi le « baptême du siècle » réalisé dans les années 30 pour l'italianiser de force les noms à consonance slave. Il y eut enfin San Saba, le seul camp de concentration nazi installé en Méditerranée, en 1943. Les flammes de Trieste se propagèrent aux corps de ces victimes qui avaient trop cru à l'Europe de la tolérance ethnique, culturelle et linguistique. L'ouvrage de F. Folkel, *Riziera San Saba* en donne un témoignage bouleversant (...)

هكذا من الأصل

A la suite d'un mouvement de grève aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) la distribution du « Monde » daté vendredi 10 mars a été très perturbée. Nos lecteurs trouveront dans ce cahier une sélection de douze pages de ce numéro dont « le Monde des livres ».

Etranger II et III
Politique IV
Société V
Economie VI
« Le Monde des livres » VII à XII

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13722

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 10 MARS 1989

L'URSS et la primauté du droit

L'URSS vient de faire un nouveau geste vers la reconnaissance de la primauté du droit, que réclament d'elle les démocraties occidentales. Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, et dont il demande la divulgation, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a en effet annoncé que son pays « retire les réserves formulées auparavant à l'égard de plusieurs traités internationaux et à l'égard de la compétence de la Cour internationale de justice de La Haye en ce qui concerne la protection des droits de l'homme ».

Ce geste n'est ni totalement inattendu ni de portée radicale. M. Gorbatchev, dans un discours de septembre 1987 dans lequel il prônait la concertation internationale par le renforcement du rôle et des pouvoirs de l'ONU, avait notamment déclaré à propos de la Cour internationale de justice que sa « juridiction obligatoire doit être reconnue par tous à des conditions concertées ». La décision du Soviet suprême annoncée par M. Chevardnadze ne porte en fait que sur six traités internationaux, auxquels l'URSS a souscrit, mais en exprimant des « réserves » quant à leur application. Il s'agit des conventions sur le génocide (1948), sur l'esclavage et la prostitution (1949), sur les droits politiques des femmes (1952), sur la discrimination raciale (1965), sur la discrimination contre les femmes (1979) et sur l'interdiction de la torture (1984).

La décision prise par l'URSS ne fait pas allusion, par exemple, à la convention sur la protection des civils en temps de guerre, qui interdit, entre autres, la pose de mines contre les populations civiles, et que pourrait invoquer un futur gouvernement afghan.

Les traités concernés par la décision de Moscou ne protègent pas non plus entièrement, loin s'en faut, les citoyens soviétiques des abus de pouvoir dont ils peuvent faire l'objet dans leur vie quotidienne. Néanmoins, la convention sur l'élimination de la discrimination raciale pourrait fournir une arme intéressante à la communauté juive soviétique ou à d'autres minorités qui s'estiment maltraitées par le pouvoir central. Il en va de même pour la convention sur l'interdiction de la torture, qui recouvre l'abus des traitements psychiques.

Comme toutes les « surprises » que distille à intervalles réguliers le gorbatchisme, ce geste a une fonction diplomatique et vise à obtenir un effet d'image. Il n'en tranche pas moins avec une attitude politique et morale qui consistait à opposer de fausses « raisons d'Etat » au droit international, et à ne souscrire à des obligations communes qu'en se réservant des échappatoires.

« Nous confirmons », écrit M. Chevardnadze, que les formulations légales internationales s'imposent aux Etats avant les juridictions propres de ceux-ci. Puisse-t-il être entendu chez lui et chez ceux de ses voisins d'Europe centrale qui, sous prétexte de « souveraineté », s'estiment libres de violer les engagements auxquels ils viennent tout juste de souscrire. On souhaiterait en particulier que ce nouveau comportement envers la règle commune s'applique aussi aux accords concernant les droits de l'homme conclus à la suite du processus amorcé à Helsinki, même s'ils n'ont pas, d'un strict point de vue juridique, valeur de traités.

M 0147 - 0310 - 4.50 F
3790147004500 05100

La visite de M. Mitterrand à Alger

Paris veut aider M. Chadli à réaliser ses réformes

Le président Mitterrand est arrivé à Alger jeudi 9 mars pour une visite de vingt-quatre heures consacrée essentiellement à des entretiens en tête à tête avec le président Chadli. Il devait être question de l'amélioration des relations commerciales et de l'aide de Paris à l'Algérie pour qu'elle réalise les réformes économiques dont les troubles d'octobre ont montré l'urgence.

ALGER
de notre correspondant

M. Mitterrand et le président Chadli Bendjedid se connaissent bien. Lors de son dernier séjour en Algérie, le 26 mars 1987, le chef de l'Etat français avait eu de très longues discussions en tête à tête avec son homologue, dans la résidence de celui-ci, à Zéralda, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger. C'est là que M. Mitterrand séjournera. Son hôte algérien a tenu à ce qu'il en soit ainsi. Pour montrer sa considération et con-

crer les liens d'amitié qui unissent les deux hommes. Ouvrir sa maison, en Algérie, est un geste lourd de symboles.

La volonté de personnaliser, à aussi haut niveau, les relations bilatérales, traduit aussi le désir d'accéder à des rapports plus serins. « Les relations franco-algériennes peuvent être bonnes ou mauvaises, en aucun cas elles ne peuvent être banales », avait répondu Houari Boumedienne à M. Giscard d'Estaing en 1975.

FREDERIC FRITSCHER.
(Lire la suite page III.)

Avec l'autorisation de la Commission européenne

Les Pays-Bas subventionneront les « voitures propres »

La Commission européenne, modifiant brutalement sa position, a décidé, mercredi 8 mars, d'abandonner sa procédure contre les aides fiscales que veulent accorder les Pays-Bas aux possesseurs de voitures « propres ». La Haye adopte des normes antipollution américaines plus sévères que celles prévues par les Européens. Un obstacle pour la construction du marché unique européen.

La Commission de Bruxelles, en acceptant une surenchère des Pays-Bas concernant les voitures propres, effectue un demi-tour inattendu mais certainement, si l'on ose dire, dans l'air du temps après les récentes conférences sur l'environnement. La Haye pourra verser environ 1 700 florins (5 000 F) aux automobilistes équipant leurs véhicules de moins de 1 400 cm³ d'un dispositif répondant aux normes américaines (injection et pot d'échappement à trois voies).

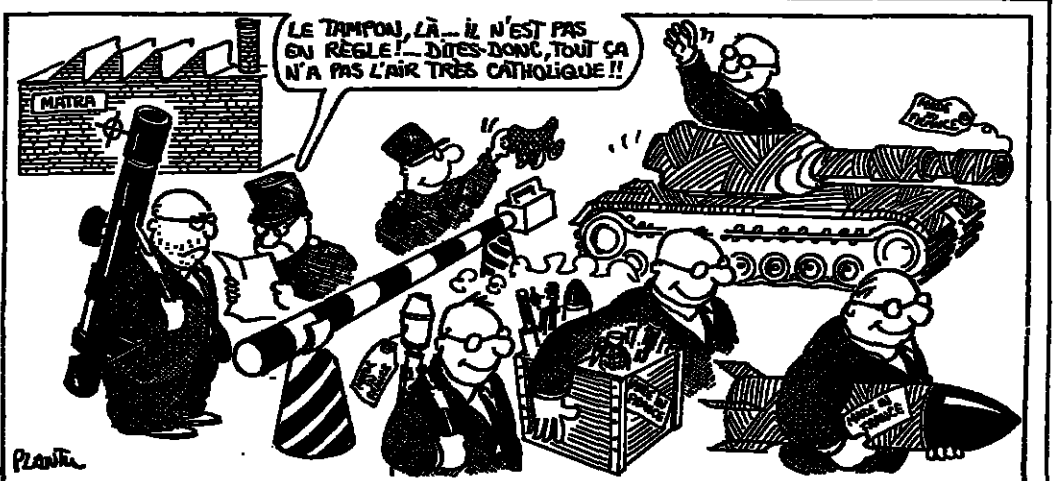
Cette décision de Bruxelles risque de provoquer un tollé chez les pays

producteurs (France et Italie surtout). D'autant que, selon eux, d'autres solutions techniques sont possibles (meilleure carburation du moteur par exemple). Les constructeurs souligneront surtout qu'il est impossible de changer les règles en permanence sous peine de rendre obsolètes d'importants investissements industriels. En tout cas, l'unicité de normes du marché européen dans ce domaine est brisée. Modifiant son attitude, Bruxelles a ouvert la porte aux surenchères dans les autres industries.

Le faux contrat congolais

Sur intervention de l'Elysée, un contrat d'armes antiaériennes françaises à destination de la République populaire du Congo a été bloqué, et une plainte du ministère de la défense a été déposée à l'encontre d'un intermédiaire soupçonné d'avoir usé de faux documents. Ces armes auraient intéressé, en réalité, un pays tiers placé sous embargo, qui pourrait être la République sud-africaine.

(Lire nos informations page III.)



Les négociations entre le gouvernement polonais et Solidarité

Partie de poker à Varsovie

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Alors que le pouvoir et l'opposition en Pologne sont convenus d'achever leurs négociations le 3 avril, les représentants des deux bords ont fait le point des progrès accomplis en un peu plus d'un mois autour de leur table ronde, des problèmes qui restent en suspens et des enjeux, pour la population, de cette expérience sans précédent.

« Quatre cent vingt zlotys ! Mais il y a quelques jours, ça coûtait 200 zlotys ! » Scandalisée, cette jeune mère de famille prend le paquet de coton des mains de la pharmacienne qui baisse les yeux, un peu gênée — elle n'y peut rien et entend sans doute la même chanson à longueur de journée depuis le 30 janvier, date de l'entrée en vigueur d'une augmentation de

40 % à 200 % des prix des produits pharmaceutiques. « Ça m'étonnait aussi qu'il y ait du coton, mais, à ce prix-là, personne n'en achète », continue la jeune femme. « Je me souviens qu'un œuf, ça coûtait 20 zlotys », ajoute doucement un petit vieux.

Vécu avec une acuité croissante par des millions de Polonais, ce drame quotidien n'est que trop présent à l'esprit des protagonistes des négociations historiques qui se tiennent depuis maintenant plus d'un mois sous les lambris du palais du conseil des ministres à Varsovie.

Après tout, c'est ce drame-là qui les a réunis ici, autour de la table ronde, dirigeants du Parti communiste (POUP) et de Solidarité, grélistes et prisonniers d'hier, pour tenter de trouver ensemble une issue à la crise.

Le pouvoir semble avoir aujourd'hui réalisé que cette issue exige la légalisation de Solidarité, le syndicat indépendant qu'il s'était attaché à détruire par l'état de guerre décrété le 13 décembre 1981.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page II.)

BOURDIEU
LA NOBLESSE D'ÉTAT
GRANDES ÉCOLES ET ESPRIT DE CORPS
Le pouvoir d'Etat, qui dispose d'une puissance sans précédent, de pouvoirs, économiques, bureaucratiques et même intellectuels, et de larges moyens à son service, est-il prêt à accepter la noblesse de robe qui pour sa part dispose d'un pouvoir d'Etat modeste, mais qui n'est pas moins réel ?
526 p., 1987, 52 F

« Education et télévision » : un rapport de M. Jacques Pomonti

Tableau noir et petit écran

Le rapport de M. Jacques Pomonti sur « Education et télévision » devait être rendu public, jeudi 9 mars, par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation, et M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication.

M. Pomonti propose notamment de régionaliser la création des programmes éducatifs et pour la jeunesse et de concentrer la contribution des chaînes généralistes à quelques priorités nationales : la lutte contre l'illettrisme, l'initiation à l'économie et l'apprentissage des langues.

Il est grand temps de réconcilier l'éducation et la télévision. Cette affirmation court en leitmotiv sur les soixante-dix pages du rapport de Jacques Pomonti. L'ancien président de l'Institut

national de l'audiovisuel (INA) est depuis longtemps convaincu que, « dans la concurrence des nations, formation et communication font de plus en plus la différence ». C'est même à ses yeux « l'enjeu majeur du vingt et unième siècle ». Mais son enquête, menée pendant trois mois à la demande du ministre de l'éducation nationale, a confirmé les retards accumulés par la France dans ce domaine.

Pour un pays engagé dans un vaste effort éducatif, le système traditionnel est, selon lui, impuissant à répondre seul à tous les besoins. « Il serait absurde, dit-il, d'ignorer la contribution de la télévision à cet effort. » Or c'est précisément ce que fait la France depuis une vingtaine d'années. Avec soixante-cinq heures annuelles au total — rediffusions comprises, — la télévision éducative française est à la traîne, loin

derrière la plupart des pays occidentaux. La présence d'émissions éducatives sur les chaînes nationales est six fois plus importante en Grèce et au Portugal, sept fois en Belgique, treize fois en Australie. Quant à la Grande-Bretagne, pays de cocagne de la télévision scolaire, elle lui consacre trente fois plus de temps d'antenne que la France.

Les statistiques traduisent dans leur brutalité une constante dégradation depuis la fin des années 70 où la RTF diffusait un bon milliers d'heures de programmes scolaires. Aujourd'hui, Jacques Pomonti ne peut que constater le divorce total entre les mondes éducatif et télévisuel. « Nous avons presque atteint le point zéro du dialogue entre professionnels de la télévision et professionnels de l'éducation », écrit-il.

JEAN-JACQUES BOZONNET.
(Lire la suite page V.)

Formation des policiers

Le plan de M. Joxe.
PAGE V

Les élections municipales à Francfort

L'aile droite de la CDU joue la xénophobie.
PAGE II

Les droits de l'homme en Roumanie

Bucarest ne veut plus de mission d'enquête de l'ONU dans son pays.
PAGE II

Marchés financiers

Le conseil des Bourses de valeurs réglementera les offres publiques d'achat.
PAGE VI

Préparation des municipales

Ile-de-France : politique d'abord.
PAGE IV

Football : la défaite de Glasgow

Battue par l'Ecosse, la France n'a que très peu de chances de participer à la Coupe du monde en 1990.
PAGE V

Le Monde

DES LIVRES

■ Albert Thelen, *passager clandestin*. ■ « La Noblesse d'Etat », de Pierre Bourdieu. ■ « Gustave Flaubert », de Herbert Lotman. ■ La chronique de Nicole Zand : « Planistes », d'Anthony Burgess. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Secret de famille », d'Irène Fraix. Pages VII à XII

Etranger

RFA : les élections municipales du 12 mars à Francfort

L'aile droite de la CDU joue la xénophobie

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

Il y a un mois, la bataille pour la conquête de la mairie de Francfort était simplement considérée comme une étape importante par tous les élus-majors des partis ouest-allemands. Aujourd'hui, chacun s'accorde à lui reconnaître un caractère essentiel pour l'évolution politique de la République fédérale. Que le maire sortant, le chrétien-démocrate Wolfram Brück, conserve son fauteuil ou que son challenger, l'ancien ministre social-démocrate Volker Hauff, l'en déloge au soir du 12 mars, dans l'un ou l'autre cas, on pourra dire que l'on est parvenu à un tournant de la législature.

Tout avait cependant commencé fort bonnement par une campagne municipale « soft », à l'ombre des grattoirs de cette métropole bancaire éclatante de richesses qui se prend pour le centre du monde sans avoir pourtant tout perdu de son charme provincial et verdoyant. Un jeune loup social-démocrate, portant bien et parlant bien, Volker Hauff, quarante-huit ans, semblait jouer sur du velours pour rattraper un maire sortant de quatre ans seulement son aîné, mais doté d'un physique et d'une mentalité de « papy », le cœur des électeurs et électeurs de la cité de Goethe et des Rothschild.

Wolfram Brück, magistrat retraité, avait succédé, en 1987, à M. Walter Wallmann, lorsque celui-ci avait conquis de haute lutte la direction du Land de Hesse, fort-réserve social-démocrate depuis la guerre. Personnage fatot, sans le moindre gramme de charisme, d'effort d'élaboration de la ligne électorale, M. Brück n'avait,

jusqu'à la mi-février, que la tâche ingrate de défendre le bilan d'une gestion fort honorable mais sans panché ni prestige.

De plus, la découverte récente de multiples affaires de corruption mettant en cause plusieurs centaines de fonctionnaires municipaux ne l'a pas favorisé. Même si on le crédite d'une indiscutable honnêteté personnelle, Francfort, ville d'apparences, qui cultive son image internationale et son standing architectural, aurait volontiers envoyé aux oubliettes l'histoire politique municipale de ce maire inodore et sans saveur.

Mais survint ce fameux 29 janvier 1989 qui vit la défaite de M. Eberhard Diepgen, le maire chrétien-démocrate de Berlin-Ouest et la panique qui s'est brusquement déchaînée dans les sphères dirigeantes de la CDU. Le succès inattendu de l'extrême droite a créé un choc qui s'est répercuté jusqu'à Francfort. Le mouton Brück est devenu enragé. Du jour au lendemain, la campagne électorale francfortoise a changé de ton. Elle est devenue monomaniacale : finies les polémiques sur les parkings et le logement social. Un seul thème : les étrangers.

Dans la ville d'Europe qui compte la plus grande proportion d'étrangers - 25 % des 620 000 francfortois viennent d'un autre pays dont 20 % de Yougoslaves, 19 % de Turcs et 12 % d'Italiens - la bombe a sauté. La CDU, craignant Pde voir, comme à Berlin, une partie de son électorat s'enfuir vers l'extrême droite, s'est brusquement révélée comme un parti xénophobe, utilisant des arguments à la limite du racisme et de l'antisémitisme. Le parti néonazi NPD, qui espérait profiter de ce vent mauvais qui s'était levé à

Berlin, est furieux : « Ils nous ont volé notre programme ! », clame-t-il à l'envi.

Les affiches de la CDU proclament : « Il faut arrêter le flux des demandeurs d'asile » ; il faut voter CDU « pour que l'on se sente à nouveau bien dans notre patrie ». L'évocation en lettres géantes de cette Helmut mythique joue à dessein sur des réflexes qui n'ont pas se manifester ouvertement depuis la guerre. Daniel Cohn-Bendit, candidat sur la liste écologiste, est devenu la cible principale des feuilles pamphlétaires diffusées par la CDU : « Va-t-on laisser Cohn-Bendit faire la loi dans notre patrie (Heimat) ? » - peut-on lire.

« Le clavier antisémite »

« J'ai l'impression de revivre la même histoire que lorsque Georges Marchais en 1968 me traitait d'archaïsme allemand », nous dit-il. Comme cela n'aurait aucun sens d'écrire « les Verts » à la place de Cohn-Bendit, ils jouent sans vergogne sur le clavier antisémite. « La mesure lui semble comble lorsque, dans ce même journal électoral chrétien-démocrate, on adjoint au maire parle de lui comme d'une mauvaise herbe qu'il faut arracher avant qu'elle ne prolifère ».

L'exacerbation des passions autour du problème de l'immigration met mal à l'aise un autre représentant de la communauté juive de Francfort, l'avocat Michel Friedman, candidat, lui, sur la liste CDU : « Il est regrettable que l'ensemble des partis aient mis en avant cette question de l'immigration en période électorale, déchaînant des passions qui peuvent deve-

nir incontrôlables », constate-t-il en laissant entendre que de sévères comptes vont être réglés au sein de la CDU francfortoise en cas de défaite le 12 mars. Des chrétiens sont également troublés par le comportement d'un parti se réclamant des valeurs de l'évangile, qu'il leur semble avoir trahies. Ils le font savoir par des annonces dans les journaux.

Le résultat de dimanche soir, attendu avec anxiété par toute la classe politique ouest-allemande, devrait donner des indications sur la stratégie future des principaux partis. Si le maire sortant l'emporte, les partisans d'un virage à droite de la CDU pour les élections législatives de 1990 verront leurs positions confortées. La ligne « centriste » défendue par le chancelier Kohl aura vécu, et le risque sera grand, alors, de voir les tensions avec le parlement libéral s'accroître au sein du gouvernement de Bonn.

Si les tenants et défenseurs de la société multiculturelle représentée à Francfort par les sociaux-démocrates et les Verts l'emportent, cela confirmera le choix d'ouverture au monde d'une ville qui fut toujours fière de sa liberté et de son esprit libéral.

L'entrée du NPD au parlement communal, une hypothèse que personne n'ose aujourd'hui exclure, serait par contre un événement majeur : « Ce serait beaucoup plus grave que le succès des républicains à Berlin », nous déclare encore Michel Friedman. Car ces gens-là ne se présentent pas comme de simples ultra-conservateurs, mais avouent carrément leur filiation nazie et antisémite.

LUC ROSENZWEIG.

GRÈCE : les suites du « scandale Koskotas »

M. Papandréou dénonce le « complot » ourdi contre lui

ATHÈNES
de notre correspondant

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a décidé de porter plainte en diffamation contre l'hébdomadaire américain Time, qui, dans son édition de cette semaine, a publié un dossier de huit pages sur le « scandale Koskotas ». Dans ces articles, le banquier-escroc mettait en cause directement le chef du gouvernement socialiste, qui aurait « converti » les détournements de fonds de la Banque de Crète (le Monde du 8 mars).

Dans un message au peuple grec, diffusé mercredi soir 8 mars sur les deux chaînes de télévision, M. Papandréou, visiblement fatigué, a affirmé : « La boue qu'on me jette de tous les côtés ne me touche pas. Comme garantie de son intégrité, il a invoqué « trente ans de services politiques ».

Pour la première fois, cependant, le premier ministre a parlé de « scandale Koskotas » et de l'« escroc ». Jusqu'à présent, en effet, il se référait dans ses interventions publiques à l'« affaire » et à « M. Koskotas ». Il a promis que tous les coupables seraient punis « quelles que soient leurs positions » dans la société. Mais M. Papandréou a surtout insisté sur le « complot » ourdi contre lui et contre son parti (PASOK) par ceux qui exploitent le scandale comme un « cheval de Troie ». Il a cité notamment le Time et ceux qui sont « derrière lui », sans autres précisions.

Tout le monde a cependant compris qu'il faisait allusion aux Américains. Ceux-ci peuvent compter à ses yeux sur la collaboration de la droite

grecque, mais aussi - phénomène plus « étonnant » - de la « gauche traditionnelle », qui semble oublier ses idées sur le rôle joué par les étrangers en Grèce. M. Papandréou s'est ensuite lancé dans une longue comparaison entre la situation présente du pays et celle du passé. Il a appelé le peuple à « veiller » pour sauvegarder les acquis tant sur les plans économiques et des libertés que sur celui de l'indépendance nationale.

Les réactions de l'opposition ont été rapides et nettes. Pêle-mêle, les différents partis reprochent à M. Papandréou d'être intervenu inutilement, d'employer abusivement à des fins personnelles les médias, de se faire sur la crise politique, d'invoquer des dangers imaginaires ou de faire un amalgame intéressé entre la droite, la gauche et les Etats-Unis. Tous les dirigeants estiment, comme au lendemain de la publication du reportage du Time sur le scandale, que M. Papandréou doit démissionner et laisser la place à un gouvernement intérimaire chargé d'organiser des élections « régulières ».

THÉODORE MARANGOS.

● IRLANDE DU NORD : deux soldats tués. - L'armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué, jeudi 9 mars, un attentat qui a tué deux soldats britanniques et en a blessé six autres, mercredi soir, dans la banlieue de Londonderry, en Irlande du Nord. Une mine commandée à distance avait explosé au passage de deux voitures de patrouille.

Cet attentat porte à dix-huit, dont quatre militaires, le nombre des victimes en Ulster depuis le début de l'année. - (AFP.)

POLOGNE : les négociations entre le pouvoir et Solidarité

Partie de poker à Varsovie

(Suite de la page 1.)

Voilà donc l'équipe de Lech Walesa au grand complet, « extrémistes » bonifiés il y a encore quelques mois disant à pied avec une kyrielle de ministres et de hauts responsables du parti des modalités d'un « contrat » aux termes duquel le pluralisme syndical serait rétabli et l'opposition participerait à des élections parlementaires pas - vraiment - démocratiques-mais-un-peu-pus - qu'avant, peut-être les 4 et 18 juin, avec la promesse que les prochaines, elles, seraient vraiment des élections libres.

Un vent de pluralisme s'est subitement levé sur la Pologne, qui voit dans les sorts sur ses petits écrans les anciennes bêtes noires de la clandestinité, Bajak et autres Frayzyszek, ou de grands scientifiques évincés de leur poste, comme le docteur Zofia Kuratowska, touchants de dignité dans son petit tailleur à carreaux,

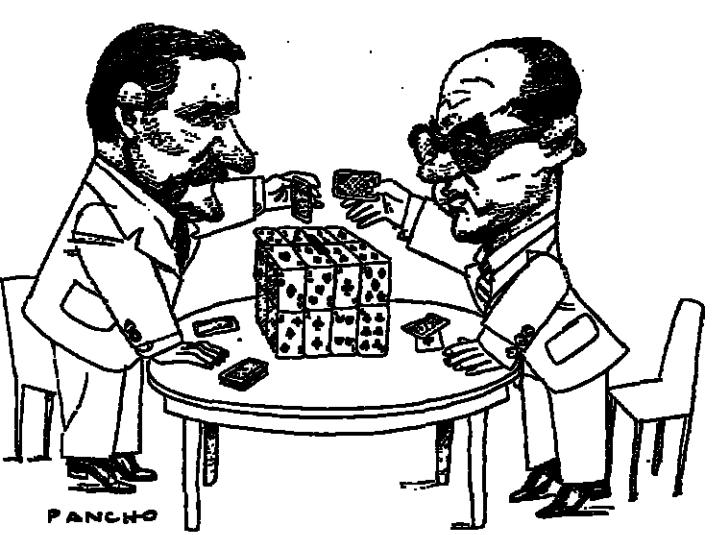
expliquer les résultats des discussions du jour dans l'émission « Autour de la table ronde ». Bien sûr, il y a les inévitables « entourloupes », les interviews du pouvoir deux fois plus nombreux que ceux de l'opposition, les noms annoncés sur l'écran sans l'assise politique pour semer la confusion, mais l'impact est là.

L'impact est là aussi lorsque, aux rituelles conférences de presse hebdomadaires du porte-parole du gouvernement Jerzy Urban, les questions les plus embarrassantes sont désormais posées par des journalistes de la presse clandestine, qui se présentent, en vertu d'un pudique « gentleman agreement », comme « bureau de presse de Lech Walesa ». « M. Walesa a décidé ment un énorme bureau de presse », n'a-t-il pas empêché de grommeler l'autre jour M. Urban à la quatrième question.

Il y a pourtant quelque chose d'irréel dans ce processus totalement inédit. C'est sans doute le fossé entre un groupe d'hommes, l'élite politique de la Pologne, conscients de jouer une gigantesque partie de poker dont l'issue pourrait transformer le pays, et la masse de la population qui paraît ne plus rien espérer de personne. Pour Jacek Kuron, expert de Solidarité, l'une des conditions de la réussite de ce processus, c'est que la population accepte le « contrat ». « Ce n'est pas certain », reconnaît-il. Le problème décisif est celui des conditions de vie, qui ne vont pas s'améliorer après la table ronde. Le pays est ruiné. Pour la majorité des gens, ce n'est pas le bulletin de vote qui compte, mais le ticket de viande.

On retrouve chez les dirigeants du POU et chez ceux de l'opposition la même peur, la peur qu'il soit déjà trop tard, la peur de l'incident qui mettrait le feu aux poudres, faisant exploser la tension sociale et avec elle le fragile édifice qu'ils sont en train de construire à grand-peine. « Même avec la meilleure volonté des deux parties, tout peut s'effondrer très facilement », dit Jacek Kuron. Alors, tout le monde aura perdu.

« Nous nous trouvons actuellement », remarque M. Jacek Reykowski, universitaire venu tardivement (décembre 1988) au bureau politique pour participer à ce processus, dans une situation très dangereuse, où les nouvelles structures ne sont pas encore développées, et où les anciennes ont perdu leur efficacité. « C'est ainsi, affirme-t-il, que des incidents comme les manifestations étudiantes du 24 février à Cracovie qui, en temps normal, ne constituent pas une menace, peuvent



avoir l'effet d'une étincelle dans les circonstances actuelles ». Soudain, de rassurer leur appareil, la police et l'armée, le général Jaruzelski et le premier ministre, M. Rakowski, ont d'ailleurs multiplié ces derniers temps les mises en garde contre toute tentative de déstabilisation.

Il faut dire que les incertitudes des négociations sur l'« après-table ronde » ne sont pas de nature à tranquilliser la population. Certes, en dépit de profondes divergences, on s'attend qu'un accord ou « contrat » soit conclu avant Pâques sur les dispositions générales les moins controversées - le contraire signifierait un échec terrible pour les deux côtés. Après, c'est le grand saut dans l'inconnu.

« Faire des prédictions en politique est très risqué », admet sagement Janusz Reykowski. Il y a trois ans, qui aurait pensé que nous ferions ceci aujourd'hui ? Nous devons enlever vers un objectif commun, mais il est prématuré de dire à quel cela ressemblera. Il faut du courage politique des deux côtés. Chez nous, beaucoup de gens soupçonnent Solidarité de chercher à se renforcer pour détruire son partenaire, c'est une crainte typique de ce genre de situation.

Garantie ?

Pour Tadeusz Mazowiecki, l'un des principaux négociateurs de l'opposition : « On se dirige vers une démocratie consensuelle, plutôt qu'une démocratie parlementaire. Mais il est très difficile d'imaginer ce que va être ce Parlement, ce que sera le pays. Le client qui nous lie tous, depuis août, c'est Solidarité. Mais après ? Ce ciment peut éclater et nous effondrer. Nous ne savons rien de ce que cela va donner ».

Les mêmes incertitudes prévalent sur les chances de réussite de l'éven-

tuel « contrat ». « Va-t-on parvenir à transformer cela en une dynamique, en un mécanisme qui fonctionne dans tous les domaines de la vie publique, ou bien va-t-on s'arrêter à la Diète ? », s'interroge M. Mazowiecki. Allons-nous réussir ? Cela dépend des limites de la patience humaine. Pour Jacek Kuron, « la seule que le pouvoir a fait dans cette opération est risqué, surtout à l'égard de sa base, car la libéralisation fait monter le mécontentement ». Par exemple, passer au marché libre du jour au lendemain « cela voudrait dire 300 % d'augmentation des prix ».

Pour l'opposition, les risques sont tout aussi gros. Car quelles garanties a-t-elle de la bonne foi de son partenaire ? Tadeusz Mazowiecki lève les bras au ciel : aucune, bien sûr. « Qui peut nous donner des garanties ? renchérit Kuron, L'URSS ? Les Etats-Unis ? Quelqu'un qui a plus de pouvoir que le pouvoir ? Des garanties comme ça, ça n'existe pas ».

D'où la volonté de Solidarité que tout soit bien inscrit noir sur blanc dans le « contrat », pour qu'il n'y ait pas de « tricheries », pour que « tout soit bien clair devant la société ». Que, s'agissant des élections, il soit bien clair, comme dit Kuron, que « cela revient à élaborer le règlement d'un match de volleyball en inscrivant le résultat à l'avance », mais que c'est, pour cette fois-ci seulement, le temps de se préparer à la démocratie.

Comment les stratégies de l'opposition ne se méfieraient-elles pas lorsqu'elles constatent, après quatre semaines de discussions, que le pouvoir cache sur les points les plus symptomatiques et cherche même à revenir sur ses pas ?

Partout où des concessions des négociateurs du POU entraînent

raient, pour l'avenir, l'abandon de certains leviers du pouvoir, ça bloque : il en va ainsi de l'accès durable de l'opposition à la radio-télévision, le problème le plus dur, de l'avis général ; il en va ainsi du système des recommandations du parti pour les nominations à tous les postes importants de la vie publique, en particulier dans l'économie - de manière tout à fait significative, le POU veut bien accorder à Solidarité le droit de procéder aussi à quelques nominations, mais ne veut renoncer à ce système pour rien au monde ; il en va ainsi de l'incompatibilité, réclamée par l'opposition, entre la fonction de juge et l'appartenance au parti ; il en va ainsi du conseil consultatif économique, qui donnerait à l'opposition un droit de regard sur l'élaboration des mesures économiques ; il en va ainsi de la commission de vérification électorale, dont l'opposition ne veut pas car elle y voit un instrument potentiel de manipulation ; il en va ainsi encore de la réhabilitation des condamnés de l'état de guerre. En réalité, il s'agit-là de tout ce sur quoi le parti a assis son pouvoir. « Je crains que le pouvoir sache que le pas qu'il a franchi est irréversible », estime M. Mazowiecki. En même temps, une fois qu'il l'a franchi, il cherche à se protéger, il recule. Mais une centaine de personnes de notre côté, autant de l'autre, auront participé à ces négociations... Cela ne peut pas ne pas laisser de traces ».

« Le problème, résume un expert occidental des pays socialistes, c'est que les communistes ne jouent pas au poker : eux, ils jouent aux échecs ». D'autant plus qu'à la clé d'un accord avec l'opposition, si précaire soit-il, il y a les fameux crédits occidentaux. C'est en tout cas ce sur quoi tout le monde compte à Varsovie.

SYLVIE KAUFFMANN.

● Des étudiants ont manifesté dans le centre. - Plus de cinq mille jeunes ont défilé dans le centre mercredi 8 mars à Varsovie pour célébrer l'anniversaire de la manifestation de 1968 lors de laquelle les forces de l'ordre avaient frappé les étudiants. Les étudiants entendaient également marquer la promesse faite la veille par le gouvernement de réhabiliter le syndicat étudiant NZS, en même temps que Solidarité auquel il est affilié.

Exceptionnellement, les autorités avaient autorisé la manifestation. Les policiers ont interrompu la circulation dans le centre-ville pour laisser le passage au défilé. - (AFP.)

ESPAGNE

Le directeur du quotidien « Diario 16 » destitué

MADRID
de notre correspondant

Coup de théâtre au sein de Diario 16, l'un des principaux quotidiens espagnols : son directeur, M. Pedro Jose (dit Pedro Jota) Ramirez, a été destitué de ses fonctions le mercredi 8 mars par le président de la société éditrice du journal, M. Juan Tomas de Salas. Avec un tirage de cent cinquante mille exemplaires environ, Diario 16 est le troisième quotidien madrilène, après El Pais et ABC, et défend une ligne politique proche des positions centristes de l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez.

C'est en juin 1980 que « le cyclone Pedro Jota », comme certains l'appellent à Madrid, avait accédé à la direction de Diario 16, alors en pleine crise de diffusion. Il allait rapidement lui donner une nouvelle impulsion : en un an et demi, le quotidien passait d'un tirage de quarante-cinq mille à cent vingt-cinq mille exemplaires. Ne dédaignant pas le populisme, atteignant parfois les limites du sensationnalisme, le nouveau directeur allait assurer au journal un espace stable, entre El Pais, au centre gauche, et les quotidiens conservateurs.

La ligne politique du quotidien, parfois erratique, est devenue au fil du temps de plus en plus critique à l'égard du gouvernement socialiste. Du coup, M. Ramirez n'a pas hésité à attribuer sa destitution aux pressions des socialistes, accusant M. Salas de vouloir imposer dorénavant au quotidien une ligne plus « compréhensive » à l'égard du gouvernement. Une accusation démentie par l'intéressé, qui affirme vouloir simplement faire de Diario 16 un journal moins porté au sensationnalisme et plus sérieux, objectif auquel M. Ramirez, ajoute-t-il, s'était opposé.

Des négociations ont également été menées, jusqu'ici sans résultat, par les responsables de la société éditrice avec divers groupes de presse étrangers, dont des représentants de M. Murdoch et Maxwell. Malgré les progrès de sa diffusion, Diario 16 n'a pas réussi, en effet, à se libérer d'une accumulation de dettes provenant de l'époque difficile qui hypothèque toujours sa trésorerie.

THIERRY MALINAK.

هكذا من الأصل

Afrique

ALGÉRIE

Manifestation de femmes devant l'Assemblée populaire

Alger. — Des femmes — 4 000 selon les organisatrices — ont manifesté, mercredi 8 mars, dans le centre d'Alger, devant des passants qui n'en croyaient pas leurs yeux, pour réclamer l'égalité des droits et l'abrogation du code de la famille, qu'elles jugent « rétrograde ». Il s'agit du plus important rassemblement de femmes « autonomes » (en dehors de la toujours officielle Union nationale des femmes algériennes) depuis l'indépendance de l'Algérie.

Les manifestantes — jeunes ou moins jeunes, portant parfois le « hijab » (voile islamique), scandant des slogans en français, en

arabe et en kabyle — se sont rassemblées dans le calme devant l'Assemblée populaire nationale (APN), en session extraordinaire pour examiner les projets de loi qui permettront la mise en œuvre de la nouvelle Constitution. Plusieurs banderoles réclamaient l'abrogation du code de la famille et le droit au travail, en rejetant « l'obscurantisme ».

Une délégation d'une quinzaine de personnes, représentant plusieurs organisations féminines autonomes créées depuis octobre dernier, a été reçue à l'Assemblée nationale par le premier ministre, M. Kasdi Merbah, et le président de l'APN, M. Rabah Bitat. Elle a attiré leur attention sur

les « agressions physiques et morales » dont des femmes ont été victimes ces dernières semaines. Le premier ministre, selon des déléguées, les a assurées que des mesures de sécurité seraient prises et que la nouvelle Constitution serait appliquée.

Les principales revendications des organisations féminines autonomes algériennes sont l'abolition totale de la polygamie, le droit au travail, l'égalité devant la loi en matière de divorce, le partage égal du patrimoine commun, la suppression du tutorat matrimonial et la protection efficace de l'enfance abandonnée. — (AFP.)

Paris veut aider M. Chadli à réaliser ses réformes

(Suite de la page 1.)

M. Giscard d'Estaing préconisait alors, en 1975, de « banaliser » les réactions franco-algériennes pour apaiser les différends. Bonne médiane avait raison. Elles furent donc alternativement bonnes et mauvaises depuis 1962. Mais ce régime de double équilibre n'a finalement profité ni à la France, ni à l'Algérie, pourtant « condamnées à s'entendre par la géographie et l'histoire », comme se plaisent à le répéter les dirigeants des deux pays.

Les deux années écoulées depuis la dernière visite de M. Mitterrand ont été plutôt mauvaises. Les difficultés pour aboutir à l'accord gazier, finalement signé le 12 janvier dernier (le Monde du 14 janvier), ont eu des conséquences néfastes pour les relations bilatérales, notamment économiques. De nombreuses entreprises françaises ont fait l'objet de mesures discriminatoires. Les banques algériennes avaient reçu des instructions pour retarder les transferts financiers. Air France a toujours plusieurs centaines de millions de francs bloqués. Pour des raisons politiques, les dirigeants algériens ont choisi Fiat comme partenaire pour construire leur première usine de montage automobile, alors que les Algériens, c'est connu, n'ont d'yeux que pour les Peugeot. Ils ont également préféré Ericson et Siemens à Cit-Alcatel, dans de gros projets industriels.

Ces choix sont lourds de conséquences. Ils risquent d'hypothéquer l'avenir, en fermant le marché algérien à d'anciens partenaires. Cette attitude délictueuse, conjuguée aux effets d'une récession économique impitoyable, a fait fondre la part de marché de la France de 24% en 1987 à 21,5% en 1988. Perdure ainsi 2,5% en une seule année, c'est énorme ! Certes la France reste le premier fournisseur de l'Algérie et son troisième client après les États-Unis et l'Italie. Mais les effets « 87-88 » vont être pénalisants, notamment pour le commerce industriel, où les contrats signés pendant cette période auront des incidences sur la balance jusqu'en 1993.

Réglement gazier

Les échanges ont évidemment pâti de cette situation. Ils ont atteint à peine 17,5 milliards de francs en 1988 alors qu'ils ont culminé à 48,5 milliards en 1984. L'année dernière, la France a exporté vers l'Algérie pour 9,5 milliards de francs, alors qu'elle importait l'équivalent de 8 milliards. L'excédent de 1,5 milliard en faveur de la France ne devrait pas résister au cap de 1989. Cette année, la balance commerciale fran-

çaise deviendra déficitaire puisque, après l'accord du 12 janvier entre la Sonatrach et GDF, elle enlèvera une plus grande quantité de gaz, qu'elle paiera 2,28 dollars par million de BTU (soit de 23 mètres cubes) contre 1,97 en 1988.

Le règlement du différend sur le prix du gaz naturel liquéfié livré par la Sonatrach à Gaz de France, et peut-être plus encore l'accord financier (le Monde du 10 janvier), signé le 27 février à Paris par les ministres des finances, MM. Bérégovoy et Ghazali, ont dégagé le ciel des gros nuages qui l'obscurcissaient. Bien sûr, il reste encore d'épineux dossiers en suspens. Tous les contentieux économiques ne sont pas réglés, loin de là. Et de nombreuses entreprises attendent toujours des solutions à leurs problèmes, qui ne viennent pas : Bouygues pour la ligne de chemin de fer Jijel-Ramdam-Djamel ; les Chantiers modernes, pour l'approvisionnement d'Alger ; Bouygues, Dumez, SAE, SPE, Fougère, Pitance et L'Avenir, pour des litiges portant sur des logements, etc.

Les problèmes posés par les enfants de couples algéro-français sont toujours aussi lancinants, en dépit de la convention signée le 21 juin 1988 par le ministre algérien des affaires sociales, M. Mohamed Nahi, et son homologue français, M. Georges Dufour. Cependant, la commission paritaire franco-algérienne chargée de régler les dossiers restant en litige continue d'osciller entre vents et marées. Depuis le 1er septembre 1988, une trentaine d'enfants ont ainsi retrouvé leur mère.

Les pieds-noirs qui avaient fait le choix de rester en Algérie après l'indépendance ne peuvent vendre leurs biens et transférer leurs avoirs qu'au prix de multiples difficultés, et en aucun cas ils ne peuvent acquérir de biens immobiliers, contrairement à ce que stipulent les accords d'Évian. Ils ne sont pourtant plus très nombreux, un peu moins de deux mille, soit dix pour cent de la population française immatriculée dans les consulats. Sur les trois cent quatre-vingt dossiers déposés depuis le 10 septembre 1983, date de l'accord signé par M. Mauroy instaurant le principe de la vente à l'État algérien, une soixantaine de ces dossiers ont été réglés dont dix-huit dans la seule année 1988.

L'Algérie que M. Mitterrand retrouve est bien différente de celle qu'il avait laissée derrière lui en regagnant Paris, il y a deux ans presque jour pour jour. Les derniers mois ont été décisifs. Une cascade d'événements majeurs a bousculé vingt-cinq années de traditions poli-

tiques. L'Algérie n'est plus socialiste. Elle s'est dotée, le 23 février, d'une nouvelle Constitution qui reconnaît le multipartisme, assure la séparation des pouvoirs, garantit les libertés individuelles et collectives et instaure un Conseil constitutionnel.

Besoins de capitaux étrangers

Les réformes économiques vantées depuis de nombreux mois commencent à se mettre en place, sous l'œil attentif des partenaires occidentaux qui trouvent opportun de soutenir financièrement l'effort du président Chadli. La France, l'Italie et l'Espagne ont consenti d'importantes facilités à l'Algérie, afin de l'aider à franchir un cap difficile. Mais dans un second temps, les dirigeants algériens auront besoin de beaucoup plus que cela. Le chef du gouvernement, M. Kasdi Merbah, a été son plan de relance sur l'investissement.

Or, la récession frappe durement le pays. La croissance est négative depuis plusieurs années : - 1,4% en 1987 ; - 2,7% en 1988. Pour la même période, l'offre globale disponible sur les marchés (production intérieure + importations) a diminué de 9% tandis que, avec un taux annuel d'expansion démographique de 3%, la population s'accroît de 6%. Le calcul est simple. La baisse de la consommation par tête d'habitant a atteint 15%. La demande intérieure n'est plus compressible.

En attendant de changer ses lois pour s'ouvrir aux investissements étrangers, condition sine qua non d'une relance économique raisonnable, l'Algérie reste confrontée à un crucial déficit de devises. Ses recettes n'ont guère dépassé les 8 milliards de dollars en 1988, alors que le seul service de la dette en englobait 5,8. Jusqu'à présent, la dette algérienne a été particulièrement bien gérée. Ça n'est pas tant son montant global, environ 25 milliards de dollars (un tiers du PIB), que son service, consommateur des recettes extérieures, qui pose un problème primordial. Un rééchelonnement serait le bienvenu. Mais, jusqu'à présent, les responsables algériens n'ont pas voulu en entendre parler.

L'austérité qui prévaut en Algérie depuis des années est bien plus drastique que la panoplie de mesures généralement préconisées par le FMI. Tous les boulons sont serrés au maximum. Alger doit donc trouver une solution originale ou demander aux pays industrialisés de prendre en compte la réalité de ceux qui, ni pauvres ni riches, n'en affrontent pas moins des problèmes de remboursement insolubles. Le prochain sommet des pays industrialisés se tiendra à Paris, en juillet prochain. Il n'est pas exclu que M. Chadli saisisse l'occasion de la visite de M. Mitterrand pour entretenir son hôte de cet aspect des relations Nord-Sud.

FREDERIC FRITSCHER.

ILE MAURICE

Le premier ministre attribue à la « mafia de la drogue » une tentative d'attentat

Port-Louis. — M. Michel Rocard a adressé, mercredi 8 mars, un message à son homologue mauricien, Sir Anerood Jugnauth, pour lui exprimer sa sympathie après une tentative d'attentat contre sa personne, survenue le 3 mars, à 4-00 indiqué de source officielle à Port-Louis.

Le premier ministre mauricien a attribué cette tentative, et une autre en date du 6 novembre 1988, à la « mafia de la drogue ». « J'ai toujours senti que ma vie était en danger. Depuis que j'ai entamé une croisade nationale contre la mafia

de la drogue, j'ai reçu des menaces de mort venant tant de l'île Maurice que de l'étranger », a affirmé, dans un message public, sir Anerood Jugnauth, qui s'est déclaré convaincu que les deux affaires n'avaient aucun caractère religieux.

L'agresseur, un jeune homme de vingt-cinq ans dont l'identité n'a pas été révélée, s'était précipité sur le premier ministre, une arme tranchante à la main, lors d'une cérémonie religieuse à Grand-Bassin, dans le sud de l'île. — (AFP.)

La France bloque une vente d'armes suspecte à destination du Congo

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, mardi 7 mars, une information judiciaire contre M. Thierry Miallier pour faux et usage de faux, tentative d'escroquerie et escroquerie, à la suite d'une plainte du ministère de la défense. Cette plainte suit la découverte d'un contrat d'exportation d'armes françaises à destination de la République populaire du Congo, qui a été annulé par l'Elysée et n'a reçu aucun commencement d'exécution. Le dossier a été confié à M^{me} Marie-Paule Moracchini, juge d'instruction, et certaines perquisitions ont été opérées par la police.

M. Miallier est soupçonné d'avoir joué les intermédiaires pour des achats de missiles anti-aériens Mistral entre leur fabricant, le groupe Matra, qui reconnaît avoir utilisé pour la première fois les services de cet intermédiaire, et la République populaire du Congo, qui, de son côté, nie toute demande offi-

cielle d'achat de telles armes, comparables au Stinger américain. La société Matra a décidé, mercredi, de porter plainte contre X à la suite de ce qu'elle considère comme une tentative d'escroquerie : la cinquantaine de Mistral commandés auraient, en réalité, été destinés à un pays tiers, probablement la République sud-africaine.

C'est sur l'intervention de la présidence de la République française, dès la fin de janvier, qu'une enquête a été diligentée par le ministère de la défense sur les conditions du contrat. Au vu des éléments recueillis, a précisé l'Elysée, l'autorisation d'exportation n'a pas été accordée. L'hebdomadaire l'Événement du jeudi rapporte que les services secrets français avaient réuni plusieurs indices concordants selon lesquels le président congolais n'avait pas donné son aval à cette affaire et qu'il pouvait s'agir d'une

vente d'armes destinée à une réexportation au profit d'un pays sous embargo.

De source judiciaire à Paris, on laisse entendre que l'intermédiaire en cause aurait présenté des lettres émanant de l'État congolais, alors que, de son côté, la République populaire du Congo certifie que tout document écrit à ce sujet, au nom de la présidence de cet État, est un faux. L'enquête devra déterminer s'il s'agit donc d'une simple escroquerie ou d'un début de trafic d'armes.

Le groupe Matra explique, pour sa part, qu'il est « clair » sur cette affaire. A ce jour, le missile Mistral a été commandé par quatre pays (France, Belgique et deux États du bassin méditerranéen) pour un total de quatre mille engins. Aucune livraison n'est encore intervenue. La France commencera d'en recevoir à la fin de cette année.

SOUDAN

Les États-Unis désapprouvent la visite de M. Sadek el Mahdi en Libye

Les États-Unis ont désapprouvé mercredi 8 mars la visite que le premier ministre soudanais, M. Sadek el Mahdi, a effectuée mardi en Libye, estimant en substance qu'il avait tenté de faire, « Nous n'avons vu aucune annonce officielle sur la but de cette visite, mais des informations de presse selon lesquelles il allait demander du matériel pour l'armée soudanaise et un appui politique pour résoudre la crise à Khartoum en sa faveur », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman.

« De notre point de vue, nous aimerions que le Soudan consacre toutes ses énergies à la paix et à la recherche d'une solution politique à la guerre civile, à poursuivre le dialogue. Il y a des questions urgentes à régler à Khartoum depuis ce week-end : la formation d'un nouveau gouvernement et la mise au point d'un ordre du jour pour la paix. La Libye n'a pratiquement rien d'autre à offrir que des armes et ce n'est pas ce dont le Soudan a besoin. »

La semence du département d'État suit de quelques jours le mouvement de mauvaise humeur exprimé par Londres qui a annulé la visite que M^{me} Margaret Thatcher devait effectuer au Soudan à partir de lundi. C'est peut-être pour tenter

de revaloriser son image de marque auprès des pays donateurs que M. Sadek el Mahdi a envoyé à Addis-Abeba un émissaire pour amorcer avec les responsables de l'Armée de libération du peuple du Soudan (APLS) des consultations sur une trêve d'un mois déjà acceptée en principe par le gouvernement soudanais, sur proposition du secrétaire général de l'ONU Javier Pérez de Cuellar.

Reste à savoir si l'APLS du colonel Garang acceptera de recevoir

l'émissaire de M. Sadek el Mahdi qui est son propre cousin, M. Moharak el Mahdi. L'APLS a en effet fait savoir clairement qu'elle refusait tout contact avec les dirigeants du Soudan tant que ces derniers n'accepteraient pas formellement de sans réserve l'accord d'Addis-Abeba conclu le 16 novembre entre le Parti démocratique unioniste et l'APLS. C'est d'ailleurs le refus de M. Sadek el Mahdi d'avaliser cet accord qui est à l'origine de la crise actuelle au Soudan.

« Une telle facilité d'écriture, ça fait mal ».

Léopold Sacher Masoch



OLIVIER ORBAN

(Publicité)

Pour vous ouvrir les portes de la francophonie, rencontrez vos partenaires à Dakar.

Un marché de 200 Millions de consommateurs
20% du commerce mondial

2^{ème} Forum Francophone des Affaires Dakar
Du 9 au 11 Mai 1989

FFA Dakar BP 268 Tlx: 27.72.19 Tlxfax: 22.18.44
FFA Montréal (Québec) 1253 Av. Mc Gill College - Bureau 604 Tlx: (514) 393.33.55
FFA / DEA SA 5 Petite rue St Jean F. 13100 Aix-en-Provence
Tlx: (33) 42.27.99.82 Tlxfax: 42.21.14.13 Tlx: 403 582 DPA SA:
Dépôt d'information sur simple demande.

AGENCE AIX-EN-PROVENCE

Politique

La préparation des élections municipales

Ile-de-France : politique d'abord

Leurs noms évoquent des résidences royales ou des ensembles d'HLM. Leur renommée n'a, à de rares exceptions près, que rarement franchi les frontières de la banlieue parisienne. Pourtant, les 223 communes de plus de 3 500 habitants d'Ile-de-France regroupent près du cinquième de la population française. C'est dire que, si la campagne municipale s'est, en général, déroulée dans la discrétion médiatique, elle n'en a pas moins été importante.

Dans ces cités, bien souvent trop vite grandes, où la qualité de vie est loin de dominer, que l'on quitte facilement pour trouver ailleurs un logement plus confortable, plus grand, où l'on arrive tout aussi facilement parce que les prix à Paris sont trop élevés, les réseaux qui font le trame des villes de province n'ont

guère le temps de se tisser. Les choix ici sont forcément plus politiques qu'ailleurs.

Les partis y attachent donc une importance particulière. En premier lieu le PC, bien sûr. De tout temps la couronne parisienne est son principal bastion. Mais depuis quelques années il s'est effrité, les municipalités d'Ile-de-France ayant été pour lui particulièrement douloureuses. Il avait alors perdu 23 des 119 communes de plus de 3 500 habitants qu'il dirigeait, avant que les tribunaux ne lui en retirent dix autres pour fraude électorale.

Aujourd'hui, il lui faut préserver ce qui lui reste. Malgré la tentation des militants socialistes, la direction du PS a finalement accepté de ne pas trop lui compliquer la tâche, puisque c'est en Ile-de-France qu'il y a relativement le moins de primaires à gauche, seulement dix dans les communes dont le maire sortant est soit communiste, soit socialiste.

Pour le PS, l'enjeu est tout aussi important, puisque les dernières municipales ont été pour lui désastreuses. Il avait perdu 24 de ses 70 communes, et il a besoin de concrétiser dans les municipalités son implantation législative (32,39 % des suffrages

exprimés en Ile-de-France, y compris Paris, au premier tour des législatives de 1988).

Quant à la droite, il lui faut essayer de conserver les 64 communes gagnées il y a six ans. Si elle n'a pas trop de souci à se faire dans l'immédiate couronne parisienne, où l'évolution sociologique lui est aussi favorable que dans la capitale, elle est plus menacée dans d'autres villes gagnées de peu en 1983.

En somme, la qualité des gestionnaires des maires sortants sera déterminante. Mais les résultats seront analysés politiquement, ne serait-ce que parce que les socialistes ne camouflent pas leur rêve de contrebalancer, par un poids accru en banlieue ou dans la région tout entière, la puissance du maire de Paris.

Th. B.

Conflans-Sainte-Honorine : la ville dont le maire est premier ministre

Conflans, c'est son maire. Et son maire est à Matignon. Alors, il y a dans l'opposition ceux qui se battent « pour Conflans » et ceux qui se battent « contre Matignon ».

Et puis, il y a M. Michel Rocard, qui se bat à Matignon pour Conflans et, à Conflans, pour Matignon. Enfin, il y a Conflans, trente mille habitants, ses bords de Seine, ses bords d'Oise, son RER, son train de banlieue. Célèbre jusqu'ici pour sa bataille et son « appel » d'octobre 1980 (1), la ville est devenue, depuis le mois de juin 1988, l'un des principaux lieux de pèlerinage avec Paris, la capitale toute proche, pour les manifestants de toute espèce.

« Nous, c'est pour Conflans », proclament les affiches de M. Annick Blondeau, quarante-trois ans, conseillère municipale sortante RPR, qui vient d'obtenir à l'arraché le ralliement à sa liste (dissidente) du candidat régulièrement investi par les instances nationales RPR-UDF, M. Gérard Rebreyend (PR).

À voir le regard bleu dur, le sourire carnassier de l'une et l'air bonhomme de l'autre, on devine que le combat fut inégal. M. Blondeau conduira donc, comme en 1983, la liste de droite contre le maire sortant. Faute de pouvoir attaquer sérieusement son bilan — M. Blondeau s'est abstenue sur les budgets de fonctionnement mais a voté les investissements et parle, avec un zeste de tendresse, des « rapports courtois et presque complaisants » qu'elle entretenait avec M. Rocard — elle joue la carte du « conflanisme exacerbé ». Il est vrai que la ville s'est dépeuplée depuis neuf mois de quelques-unes de ses têtes pensantes : M. Rocard a emmené dans ses bagages de premier ministre son premier adjoint, M. Jean-Paul Huchon, et a chargé de missions à Matignon plusieurs de ses conseillers municipaux. « Que voulez-vous, les papillons sont attirés par la lumière », souffle-t-elle.

M. Blondeau sera donc la gardienne de l'identité conflanaise. Sa profession de foi : « Michel Rocard préfère son avenir à celui de Conflans. Aujourd'hui premier ministre en charge d'une tâche écrasante, il est bien loin de nous, de nos soucis quotidiens. Nous avons besoin d'un maire proche des gens, disponible. » Son arme électorale : une liste conflanaise pur sucre, dûment authentifiée par la reproduction, dans son journal de campagne, d'un plan de la ville, avec les rues d'origine de ses colistiers. Son programme : « Faire de Conflans un petit Saint-Tropez des bords de Seine ». M. Blondeau trouvera toutefois sur son chemin la liste conduite par M. Jean Fraleux, conseiller sortant UDF, qui prône l'apolitisme et accueille en seconde position un membre du Front national.

« Nous, c'est contre l'austérité de Matignon », eux, ce sont les communistes qui ont décidé de faire bande à part le 12 mars, derrière M. Pierre Cauchard, conseiller sortant, pour protester, en particulier, contre l'entrée sur la liste, conduite par M. Michel Rocard, d'une représentante de l'Association des démocrates et, en général, contre la politique d'ouverture prônée par le premier ministre. Les communistes refusent, en outre, l'étiquette de « majorité présidentielle », revendiquée par M. Rocard. Surtoit, observe M. Cauchard, « quand figure dans cette majorité le ministre du chômage de M. Giscard d'Estaing, M. Michel Durafour, élevé au rang de ministre d'Etat ».

Pour la première fois depuis 1977, date de la première élection de M. Rocard à la mairie de Conflans, la gauche part donc divisée. La rupture était en fait consommée depuis 1985, lorsque éclata la crise de LTT-CGE, la principale entreprise de la ville qui, en dix ans, supprima quatre mille cinq cents

emplois. Les élus communistes, au nombre de huit, dont trois maires adjoints dans le conseil sortant, avaient alors soutenu la CGT et s'étaient depuis désolidarisés de la gestion municipale en s'abstenant sur le vote du budget.

Produits finis

Face à eux, ils retrouveront « Michel Rocard, PS, tête de liste, inspecteur des finances, cinquante-huit ans, marié, quatre enfants, maire de Conflans depuis 1977. Et prochainement premier ministre », comme il se présentait lui-même le 27 février dernier, lors de la petite cérémonie d'ouverture de la campagne dans la Maison des jeunes et de la culture de Conflans. Sans doute le candidat-premier ministre aurait-il préféré réunir symboliquement sur son nom une large majorité, allant des communistes aux centristes. Mais il déclare « regretter » la défection communiste, il ajoute aussitôt que « leurs exigences » (notamment le retrait de la représentation de l'Association des démocrates) « étaient inadmissibles ».

Le 12 mars, si, comme lors des deux précédentes élections, sa liste l'emporte dès le premier tour, il fera avec les Conflanais « une autre partie du chemin ». De celui déjà parcouru, M. Rocard n'est pas peu fier. On y a vu un « laboratoire du socialisme ». Lui-même n'aime pas ce mot car, dit-il, « contrairement à ce qu'on nous fait à Conflans des produits finis ». Il cite volontiers sa gestion municipale comme illustration de ce que l'on a appelé la « méthode Rocard ».

Après douze ans de mandat, qui ont permis de doter la ville des grands équipements nécessaires, tant sur le plan de l'urbanisme, de la circulation, des transports en commun, que sur le plan scolaire ou social, M. Rocard place les six

années à venir sous le signe du « mieux vivre » à Conflans. Une bibliothèque de 1 800 mètres carrés vient d'être achevée — et inaugurée, le premier ministre oblige, par M. Alain Decaux, ministre de la francophonie — et une salle polyvalente verra le jour en 1990.

Et, depuis que le maire est à Matignon, l'usine d'incinération des ordures ménagères qui, après délibération du syndicat intercommunal, devait s'installer sur les bords de Seine en face de Conflans — en dépit de l'opposition de l'ensemble de la population — a soudainement été renvoyée en cause. Le projet a annulé le décret d'utilité publique et un M. Usine a été nommé auprès du ministre de l'environnement, pour trouver un site plus « approprié » aux déchets des Yvelines et du Val-d'Oise.

Mais il est un projet auquel le premier ministre, maire, accorde tout particulièrement son attention : l'amélioration du fonctionnement des services publics à Conflans, commencé en janvier 1987. Le projet d'entreprise des fonctionnaires « concerne sept cents employés communaux. Tous ont participé à la réflexion sur l'organisation du travail, la qualité du service, l'aménagement des locaux ; et la ville a financé un important effort de formation des personnels et d'informatisation des bureaux. Symbole de cette politique, « l'entreprise-maire » qui se doit d'avoir « un fonctionnement exemplaire ».

PASCALE ROBERT-DIARD.

(1) C'est de l'hôtel de ville de Conflans-Sainte-Honorine que le 19 octobre 1980, M. Michel Rocard avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 1981.

Gennevilliers : une histoire d'amour avec le PCF

Gennevilliers et le PCF, c'est une histoire d'amour vieille de cinquante-cinq ans. Elle a commencé en 1934 avec Jean Grandel, le premier maire communiste, fusillé sept ans plus tard par les nazis. Elle a repris, après guerre, avec Waldeck L'Huillier qui a piloté la mairie jusqu'en 1973. Elle s'est poursuivie avec M. Lucien Lanterrier, un Savoyard mûlin et cabochard qui a cédé la main, le 19 septembre 1987, à M. Jacques Brunhes, député et ancien professeur de lettres.

A cinquante-quatre ans, l'âge de cette histoire d'amour, M. Brunhes a déjà plusieurs élections législatives et cantonales derrière lui, mais c'est la première fois qu'il conduit la liste d'union de la gauche devant les électeurs, après dix-huit mois de rodage. L'événement serait qu'il ne soit pas, comme tous ses prédécesseurs, élu dès le premier tour, alors qu'il affirme que « le climat change à l'égard du PCF ». Favorablement, bien sûr. En 1983, M. Lanterrier avait obtenu 62,49 % et en 1977, il avait fait encore mieux, avec 77,71 %.

Autant dire que la droite doit se contenter de la portion congrue dans cette municipalité des Hauts-de-Seine. Une fois de plus, cela risque d'être le cas pour M. Bernard de Froment, collaborateur de M. Charles Pasqua, qui conduit une liste RPR-UDF, et pour M. Joseph Jouan, tête de liste du Front national, même si M. Jean-Marie Le Pen a talonné M. André Lajoie à l'élection présidentielle (20,73 % contre 21,30 %) et fait plus de voix que MM. Jacques Chirac et Raymond Barre réunis. Un résultat plutôt inquiétant pour les communistes dans cette ville à forte tradition ouvrière.

L'histoire d'amour aurait pu se poursuivre dans « la solidarité et la fraternité », selon le slogan choisi par M. Brunhes pour sa ville, mais voilà qu'elle a quelques ratés. La présence de M. Lanterrier, désigné à l'unanimité par la section locale, derrière M. Brunhes chagrine certains communistes. Ils ne comprennent pas comment « ce reconstruc-teur, ami de Gaston Vieux », le maire d'Orly, ex-chef du PCF, peut être toléré sur cette liste, alors qu'il a signé des textes qui dénoncent la direction du parti. Il faut dire que M. Lanterrier, tête dure et bien fait, ne chagrine pas que d'un seul côté.

La vie municipale communiste aurait pu être un long fleuve tranquille, mais voilà que six adjoints sur les dix sortants que compte le PCF ne figurent pas sur la liste de M. Brunhes. Les raisons officielles, et non contestées publiquement par les intéressés, sont l'âge, les conventions personnelles et professionnelles. « Tous ceux qui étaient sur la liste précédente ont été présentés par la section du parti », affirme M. Brunhes. « Tous ceux qui ont désiré rester sont restés », dit prosaïquement M. Lanterrier qui croix de bois, croix de fer, mourra avec sa carte du parti en poche.

Le prix des amitiés rénovatrices

Et puis, il y a eu cette mauvaise affaire d'exclusion qui comme chacun sait, n'existe que dans l'imagination de celui qui l'a subie, M. Marcel Foucaud, un adjoint en rupture de ban. Il a eu beau appeler à voter pour M. Lajoie à l'élection présidentielle, et pour M. Brunhes aux élections législatives suivantes, il a rapidement payé ses amitiés rénovatrices naissantes (le Monde du 23 juin).

Pour M. Brunhes, la chose était naturelle car « il était membre d'un autre parti ». Pour M. Lanterrier qui, après avoir voté l'exclusion est revenu sur sa décision, elle l'est un peu moins car « elle s'est déroulée dans des conditions qui n'étaient pas correctes ». Conséquences : trois adjoints s'étaient abstenus de charger M. Foucaud. Et aujourd'hui, cet adjoint exclu conduit une liste composée de membres du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) et de trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). « Un non-événement », selon M. Brunhes.

Amusé, le maire explique qu'aux deux listes d'extrême gauche, de 1983 succèdent deux autres listes d'extrême gauche en 1989. Il n'y a rien là d'extravagant, excepté qu'une des deux comporte douze anciens membres du PCF et seulement six militants de la LCR sur quarante-cinq candidats. Excepté aussi, qu'il y a six ans, Lutte ouvrière (LO) et la LCR faisaient cause commune sur une liste alors que l'autre était présentée par les amis de M. Pierre Lambert du Parti communiste internationaliste (PCI). La première avait recueilli 3,54 % des suffrages et la seconde 2,82 %.

Faute d'accord politique avec la LCR, LO qui, par ailleurs, se méfie quelque peu des « rénovateurs », a donc décidé de se lancer seule dans le bataillon, en courtisant ainsi le trouble de l'histoire d'amour du communisme gennevillien. Fidèles à leur credo, les partisans de M. Ariette Lagulier défendent la cause des deux autres villes de France, une ligne inchangée et interchangeable : défiez-vous de la droite et de son extrême, méfiez-vous de la gauche et de ses promesses, prenez votre sort en main ! L'amour austère.

OLIVIER BUFFAUD.

Alfortville : l'électeur du terrain vague et celui du court de tennis

À Alfortville (Val-de-Marne) on oublie souvent de noter les noms des électeurs morts ou qui avaient déménagé. Un candidat aux élections municipales, M. Jean-Louis Auriche (RPR), a découvert le pot aux roses, et a patienté enquête a réussi à faire supprimer 2937 noms sur les listes électorales, soit près d'un électeur sur huit.

Tout a commencé lors des élections de mai 1985 lorsqu'une femme s'est plainte, dans un bureau de vote, que son mari, décédé en 1982, recevait toujours sa carte d'électeur. Le cas est assez fréquent, mais certaines personnes de l'équipe Auriche « ont alors décidé de procéder à quelques vérifications ».

Cinq personnes à plein temps aidées par une trentaine d'autres menèrent une enquête minutieuse pendant près de six mois.

L'enquête allait donner lieu à des découvertes étonnantes. Ainsi, M. Nadine B., inscrite au bureau N° 5 et qui a voté aux dernières élections, est domiciliée au 4 bis, rue Jules-Guesde. Or, c'est un terrain vague depuis plusieurs années. Justine, Sonia et Jean-Pierre habitent respectivement aux 97, 150 et 162 rue des Alouettes. Or cette voie ne compte que huit numéros. Au terme de l'enquête, c'est un total de 4 000 fiches d'électeurs qui sont classées « douteuses ». Le dossier est alors transmis au maire d'Alfortville, M. René Bouquet, député socialiste, successeur de Joseph Franceschi, qui fut secrétaire d'Etat à la sécurité publique, à qui il est demandé de faire le nécessaire.

En novembre et en décembre, la commission administrative fait le ménage, et, le 10 janvier, elle donne le résultat de ses travaux : 2 702 électeurs (12 % des inscrits) sont radicalement (304 étaient décédés, 25 personnes étaient juridiquement classées « incapables », 961 avaient voté dans une autre commune, 1 402

avaient disparu d'Alfortville). Par ailleurs, 1 191 inscriptions nouvelles étaient corrigées.

Ces radiations effectuées, il demeure encore des inscriptions douteuses. M. Auriche en soumet 877 au tribunal d'instance. Sur 643 décisions déjà rendues, 235 électeurs ont été radicalement et 95 autres remis à leur bonne adresse dans la ville.

Saisie informatique et fautes de frappe

C'est le cas d'un couple d'employés communaux domiciliés, avec d'autres personnes, chez une conseillère municipale du canton nord, alors qu'ils habitent le canton sud. 330 autres demandes ont fait l'objet de rejet, la plupart du temps, souligne M. Auriche, « parce que nous n'avons pas pu fournir la nouvelle adresse ». C'est le cas de M. Henri D., domicilié 3, rue des Myosotis... sur un court de tennis appartenant à la ville.

À la mairie, où l'on avait notamment imputé des oublis et des erreurs à une mauvaise saisie informatique et à des fautes de frappe, le secrétaire général déclare : « Je me suis aperçu en juin que beaucoup de cartes revenaient. J'ai demandé au service « élections » de faire les radiations. La commission a fait son travail ».

La marmite d'Alfortville, déjà portée à bonne température, est proche de l'ébullition. M. Serge Franceschi, fils de l'ancien secrétaire d'Etat Joseph Franceschi, décédé depuis, se présente contre celui qui a succédé à son père, M. René Bouquet, maire socialiste sortant. Serge Franceschi, socialiste dissident, a passé un accord avec les écologistes locaux.

FRANCIS GOUGE.

Sarcelles : le « manager » contre le « papi »

« Moi, je veux manager Sarcelles », affirme M. Dominique Strauss-Kahn (PS), député du Val-d'Oise, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et candidat à l'élection municipale de la cité qui a tenté d'« approprier le béton ».

Bon chic, bon genre, ce professeur d'université semble sortir tout droit d'un salon du boulevard Saint-Germain après un entretien avec des représentants du patronat. Et le voici à Sarcelles. Il connaît, puisqu'il en est, depuis le mois de juin 1988, le député. Il fonce. Il est parti à l'abordage de l'hôtel de ville, bloqué au cœur du vieux village.

Mais le geste ne trompe pas. L'homme est poli. On est bien loin des premiers « pionniers » qui dans les années 50, une fois installés dans leurs tours et leurs barres, achetaient en priorité une paire de bottes pour affronter le bourbeux des rues. Management, efficacité, modernité sont les maîtres-mots de la campagne lancée par le jeune député. Il veut faire de Sarcelles une ville de « droit commun ». C'est-à-dire desservir l'étréme de la Caisse des dépôts (la Caisse gère, en effet, plusieurs milliers de logements) et favoriser l'installation d'entreprises.

M. Strauss-Kahn a sorti la grosse artillerie. On a vu, on va voir, sur les marchés on dans les salles de réunion MM. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, François Duret, ministre du commerce, Jacques Chirac, ministre de l'aménagement du territoire, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, s'est proposé.

M. Strauss-Kahn n'est pas venu, non plus, la besace vide : il a arraché à M. Michel Delebarre, ministre du logement, 150 millions de francs pour la réhabilitation de six mille appartements : « J'ai des relations et des entrées, je m'en sers pour Sarcelles ». Imparable. Mais voilà un style d'actions politiques que l'on

croirait réservé à d'autres. M. Strauss-Kahn a fait fuir de cet espace. « Crois-on que cela ait eu à Conflans-Sainte-Honorine d'avoir Michel Rocard pour maire ou à Grand-Quevilly d'avoir Laurent Fabius ? », réplique-t-il. Il y a du Bernard Tapie et du Marcel Dassault chez cet homme-là. S'il est élu maire, on ne tardera pas longtemps, du côté des Flamands, à l'appeler DSK-Chic.

Une des clés de scrutin

Ambitieux pour Sarcelles, M. Strauss-Kahn ne peut cependant pas être élu seul à la mairie. « Au deuxième tour, je ferai l'union avec les communistes », affirme-t-il.

« L'union, d'accord », déclare M. Marie-Claire Beaudeau (PC), à condition que ne figure pas sur cette liste des candidats de droite. « Conseillère municipale de Sarcelles depuis 1972, conseiller général et sénateur, M. Beaudeau effectue sur le terrain un travail de fourmi ».

Elle réclame la réhabilitation des logements dégradés « sans augmentation de loyers ». Cette fameuse réhabilitation a conduit, selon la section du PCF, à un doublement des loyers. « Une telle hausse, affirme M. Beaudeau, est la conséquence de la convention signée entre le gouvernement Fabius et la Caisse des dépôts qui gère ces logements ».

Les 150 millions de francs jetés dans la bataille par M. Strauss-Kahn devraient, selon lui, calmer le jeu. Forte des traditions sarcelloises, la candidate communiste voulait conduire la liste d'union de la gauche.

« Dans mon canton, charcuté par la majorité de l'époque puis par le PS, j'ai toujours battu la droite », soutient M. Beaudeau. « Depuis 1983, le Parti socialiste est régulièrement devant le Parti commu-

JEAN PERRIN.

هكذا من الأصل

Un contrat de formation pluriannuel

M. Joxe veut doter la France de « la meilleure police d'Europe »

M. Pierre Joxe veut doter la France de la « meilleure police d'Europe ». Son arme : un nouveau plan pluriannuel de formation présenté, mercredi 8 mars, par le ministre de l'Intérieur et accueilli favorablement par les syndicats. Très ambitieux, ses quarante-quatre propositions visent à rapprocher la police de la population, en l'insérant mieux dans la ville ; à accroître ses performances, par une sélection accrue et des contenus d'enseignement étoffés ; et à mieux ses corps et catégories, en développant les tronc communs de formation. A terme, les gardiens de la paix seront recrutés au niveau du baccalauréat, leur formation initiale passera rapidement de huit à douze mois, tandis qu'un Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) sera inauguré l'automne prochain.

La consécration paraît sans doute inattendue. Mais les enseignants saisis par le doute sur les finalités de leur métier ne pourraient-ils trouver quelque réconfort dans le rôle de la police nationale ? La formation des hommes — et aussi, pour 5 % des effectifs, des femmes — y occupe désormais une place exceptionnelle, laboratoire d'un changement de mentalités et des pratiques et levier d'une révolution douce au sein de l'institution.

Si l'utopie éducative retrouve, dans ce décor d'ordinaire plutôt déprécié, une seconde jeunesse, c'est aussi parce qu'elle n'y a pris pied que récemment : la formation n'est vraiment prise en compte sur la durée par le ministère de l'Intérieur que depuis 1982. Il en résulte, à l'époque, une charte dont les objectifs furent ébauchés jusqu'en 1987. Entretemps, le gouvernement ayant changé, MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud laissèrent le chantier en l'état, ce que M. Joxe ne manque pas de leur reprocher. Reprenant à son retour place Beauvau le fil interrompu, celui-ci réclama en août 1988 une évaluation des résultats de la charte de 1982.

L'importance des moyens mis en œuvre illustre la priorité. Comportant 93 questions et obtenant plus de 90 % de réponses, un questionnaire fut adressé à 10 000 policiers de tous grades, toutes directions et toutes régions. Des enquêtes sur le terrain furent menées dans 66 services. Des entretiens approfondis furent conduits auprès de 250 policiers. Experts ou usagers, des représentants de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile furent invités à apporter leur regard critique dans des assemblées décentralisées. Deux sociétés d'audit et de formation furent consultées. Des études furent menées sur l'état de la formation dans les polices étrangères.

Cinq ambitions

« Il me semble indispensable qu'une administration moderne sache repérer ses faiblesses et n'hésite pas, si le besoin s'en fait sentir, à changer de cap afin d'améliorer son efficacité au service du pays », a estimé M. Joxe en présentant le résultat de cette vaste consultation. Le ministre de l'Intérieur insiste sur la continuité de sa réflexion autour de la modernisation et de la professionnalisation de l'outil policier. Une continuité qui se traduit aussi par le choix des hommes : créateur du laboratoire de la formation sous le règne de Gaston Defferre, M. Jean-Marc Erbas revient comme chargé de mission, avec le rang de directeur, auprès du directeur général de la police nationale. Assisté d'un sous-préfet, M. Jean-François Bureau, et d'un commissaire divisionnaire, M. Jean-Marc Berlioz, il devra mettre la partition en musique.

Cependant, plus que la continuité des objectifs, c'est l'accélération des rythmes qui frappe à la lecture de l'épais document présentant ce « contrat pluriannuel de formation », remis aux organisations syndicales afin de connaître leur point de vue. Après l'étape quelque peu technocratique du plan de modernisation adopté pour cinq ans en 1985,

qui visait surtout à rattraper le retard matériel d'une police sous-développée, il s'agit maintenant d'une transformation en profondeur de l'institution, où l'on retrouve nombre des idées du principal syndicat, la FASP. Les personnels sont invités à concevoir autrement leur métier, leur carrière, voire même leurs relations, qu'il s'agisse des rapports hiérarchiques ou des divisions catégorielles.

Les objectifs proposés reconstruisent cinq grandes ambitions : hausser le niveau ; généraliser la formation continue ; rapprocher les policiers de la population ; unifier la police nationale ; renforcer les contenus d'enseignement.

● **Hausser le niveau.** — A terme, le ministre de l'Intérieur souhaite élever les seuils de recrutement : niveau bac pour le concours de gardien de la paix, DEUG exigé pour les inspecteurs et les officiers, maîtrise pour les futurs commissaires de police. De huit mois actuellement, la durée de scolarité des gardiens de la paix sera rapidement portée à douze mois, alors qu'en 1981 elle n'était que de quatre mois. Les tests de personnalité seront généralisés lors du recrutement. Enfin, tout à la fois lieu de réflexion sur les problèmes de sécurité, centre de recherche de la police nationale et centre de formation pour la hiérarchie, l'IHESI verra le jour dès l'automne 1989.

● **Généraliser la formation continue.** — Le métier de policier est très divers, fait d'imprévu et tissé par l'événement. Aussi, pour avoir une véritable portée, la formation continue doit-elle être rapprochée de l'expérience vécue sur le terrain par les personnels. Chaque service est donc invité à se doter d'un plan local de formation, appuyé sur « un projet de service ». Cette démarche est exigeante pour la hiérarchie qui devra « acquiescer la dimension du pédagogue », en animant des « formations-actions dans le domaine de la déontologie et des retours d'expérience ». Tous les policiers bénéficieront d'un « crédit formation » atteignant quarante heures par an, soit une augmentation de 60 %. Un guide de la formation adressé chaque année aux cent vingt mille policiers leur permettra d'individualiser leur parcours et de lier leurs choix de stage aux franchissements de grade, par un système d'unités de valeur.

● **Rapprocher la police de la population.** — L'idée de M. Joxe est de faire de la police un « service de proximité contribuant à la régulation sociale ». Le mot d'ordre est donc l'ouverture tous azimuts de la formation : rapprochement avec les universités, conseils d'établissements ouverts aux syndicats et à des personnalités extérieures, contacts avec le milieu scolaire et les associations. Au cœur de cette transformation : la définition d'une nouvelle carte sociale des établissements. Actuellement les écoles de police sont dispersées sur le territoire, parfois éloignées de tout — et notamment du milieu urbain — déconnectées de la réalité qu'elles devraient préparer à affronter. Il y aura donc des fermetures et des fusions, donc le ministère s'est bien gardé d'annuler la liste avant les élections municipales.

● **Unifier la police.** — L'objectif de M. Joxe est de réduire les divisions catégorielles en unifiant le plus possible la formation autour d'objectifs communs. Ainsi les inspecteurs en civil et les officiers de paix, qui encadrent les policiers en tenue, auront-ils, désormais, un tronc commun de formation. De même, des liges de force — notamment l'ouverture aux problèmes sociaux et la lutte contre le racisme — traverseront l'ensemble des formations.

● **Renforcer les contenus d'enseignement.** — Afin d'associer les personnels à leur définition, des « cartes de qualité » seront instaurées dans les services. La toxicomanie — avec deux cents formateurs supplémentaires — et les langues étrangères — en raison de l'acte unique européen — deviennent des priorités. L'insistance sur la « dimension déontologique » et sur la « maîtrise de soi » est renouvelée.

L'intendance suivra-t-elle ? Les pesanteurs du passé n'entravent-elles pas ce vaste programme ? Affaire à suivre. Mais l'idée de M. Joxe est claire : faire de la police une victime du « renouveau du service public ».

E. P.

ÉDUCATION

(Suite de la page 1.)

Premiers responsables ? Les enseignants. Après avoir considéré avec hostilité la télévision, cette intruse, ils ont certes révisé peu à peu leur attitude. Mais dans le même temps les gens de télévision ont suivi un chemin inverse : aller leur parler de programmes éducatifs à l'heure de la télévision commerciale et de l'audimat roi !

Comment renouer les liens défaits ? Les trois cents entretiens et réunions de travail qu'il a conduits ont rendu quelque optimisme à Jacques Pomonti. Il a perçu les signes d'un climat favorable au développement d'une véritable stratégie de coopération entre télévision et éducation. Il n'est pas pour autant question de mettre en place une télévision éducative nationale. Trop lourde, trop chère. Le réseau hertzien national ne lui paraît pas non plus le mieux adapté à la « transmission du message éducatif ».

La contribution des chaînes généralistes à l'effort d'éducation pourrait se concentrer sur des priorités

FAITS DIVERS

A Belfort

Quinze morts dans l'incendie d'un meublé

Après l'incendie qui a ravagé un immeuble du centre de Belfort, dans la nuit de mardi à mercredi (le Monde du 9 mars). Le nombre des victimes s'est établi à quinze morts, dont quatre ont été tués en sautant dans le vide pour échapper aux flammes, et dix blessés.

Les causes de l'incendie n'avaient pu être établies jeudi soir, mais elles pourraient être d'origine criminelle. Un homme de vingt-trois ans, en effet, est placé en garde à vue dans les locaux de la police de Belfort. Cet homme, interrogé comme témoin, se trouvait sur les lieux au moment du drame. Il s'agit d'un Belfortain qui, il y a quelques semaines, habitait un quartier HLM où avaient éclaté au mois de janvier une dizaine d'incendies criminels.

Le conflit des prisons

Sept surveillants de la Santé sanctionnés

L'administration pénitentiaire a décidé de sanctionner sept surveillants de la maison d'arrêt de la Santé à Paris, à qui elle reproche d'avoir provoqué, dans la soirée du mardi 7 mars, des incidents avec les CRS en faction à l'intérieur de l'établissement.

Les sept surveillants — parmi lesquels des représentants syndicaux de FO, de l'UAP et de la CGT — sont l'objet d'une exclusion provisoire de huit jours, pendant lesquels ils ne seront pas payés.

La direction de la Santé avait demandé leur mutation d'office.

Le 7 mars, vers 20 h 30, alors qu'allait commencer sur Antenne 2 l'émission « Les Dossiers de l'écran » consacrée aux prisons (le Monde du 8 mars), une quarantaine de surveillants avaient décidé de déloger les huit CRS qui se trouvaient dans le couloir central de la prison pour empêcher tout blocus de l'établissement.

Devant la bousculade — une « poussée en douceur » selon les syndicats, une « empoignée » selon d'autres témoins — la direction de l'établissement avait appelé des renforts et le calme avait été rétabli.

Jugeant cette attitude inadmissible, le directeur de la Santé avait demandé à sa direction de prendre des sanctions. La direction de l'administration pénitentiaire, tout en étant en de hors des positions du directeur de la Santé, a décidé, le 9 mars, d'exclure provisoirement les sept surveillants incriminés. D'ores et déjà, les syndicats ont annoncé qu'ils réagiraient à une mesure qu'ils qualifient d'« arbitraire ».

Ag. L.

Tableau noir et petit écran

Qui produira ? M. Pomonti préconise une régionalisation de l'activité de création, notamment à travers FR3 qui deviendrait ainsi « un interlocuteur privilégié de l'action éducative sous réserve d'une évolution sensible de ses modes de fonctionnement et de son statut général ». En clair, cela signifie une part d'antenne plus grande pour le réseau régional qui pourrait acquiescer à cette occasion une entité juridique distincte de l'antenne nationale.

Régionalisation de la création

La première urgence est la création de programmes éducatifs. Jacques Pomonti est ambitieux : « Nous proposons que la France se fixe pour objectif d'atteindre le rang enviable qui est le sien dans la création de logiciels informatiques ». Il s'agit de passer de la plume à l'abandon, non seulement en matière d'émissions éducatives, mais aussi dans la création de télévision pour enfants. Le rapport recommande « une action tout aussi soutenue » dans ce domaine entièrement dominé par la production japonaise.

Comme « il n'y a pas de fatalité de non-communication entre professionnels de l'éducation et de la télévision », Jacques Pomonti veut « les faire travailler ensemble ». Le modèle est l'Open University, véritable centre de production commun entre la BBC et l'Université britannique. Mais plutôt que créer une grosse unité centralisée, il préfère « multiplier sur le territoire national des centres communs d'édition et de production » en liaison avec FR3 et des partenaires locaux. Ces structures régionales seraient simplement fédérées par une fondation nationale. Enfin, des dispositions fiscales pourraient favoriser la création de programmes à des fins éducatives.

Mais pour répondre rapidement aux besoins de programmes, il faut avant tout rendre accessible le patrimoine audiovisuel existant. Pas si simple. La législation qui protège financièrement le créateur et ses ayants-droit limite la diffusion de l'œuvre au « cercle de famille ». Ainsi, un professeur qui utilise l'enregistrement d'une émission de télévision dans sa salle de classe est dans l'illégalité. La France étant le seul pays à ne pas tolérer de dérogation pour l'utilisation de programmes à des fins éducatives, M. Pomonti juge nécessaire de recourir au législateur pour « lier dans une même loi la sauvegarde et l'exploitation » du patrimoine audiovisuel.

En ce qui concerne la diffusion, Jacques Pomonti n'est pas favorable à l'abandon des cahiers de charges : « Il faut respecter la responsabilité de programmation de l'opérateur ». Cependant, il demande que les programmes des chaînes soient à nouveau définis cinq semaines à l'avance, et non plus seulement trois comme actuellement.

Ce délai pourrait être mis à profit par l'éducation nationale « pour organiser en temps voulu une bonne exploitation des programmes de télévision ».

Encore faut-il que l'éducation nationale soit en mesure de conduire cette gestion prévisionnelle : sélection des programmes intéressants, information des enseignants et envoi de documents d'accompagnement.

Des centaines de milliers d'élèves pouvant représenter plusieurs points d'audience, Jacques Pomonti imagine un retournement des relations éducation-télévision « par la voie douce et impartiale du taux d'audience ». D'adversaire, l'école deviendrait une cliente à soigner.

Plus contraignantes seraient les directives aux opérateurs du câble mais dans l'obligation de programmer un volume minimal d'émissions éducatives. « Par exemple l'équivalent d'un canal complet du système » propose le rapport. Afin de veiller sur les programmes, notamment pour la prévention de certains excès (violence, sexe, etc.), M. Pomonti suggère la création d'un conseil consultatif composé de sept personnalités dont les avis seraient rendus publics. Naturellement, l'efficacité de ces mesures dépendra des structures administratives qui seront mises en place. Jacques Pomonti souhaite une simplification et une clarification au sein de l'éducation nationale « pour une meilleure synergie » (1), ainsi que la création d'un groupe de travail interministériel permanent. Enfin, il propose de lancer un plan national d'équipement audiovisuel des établissements scolaires « comparable au plan informatique pour tous » (2).

Selon lui, la participation de la télévision à l'effort d'éducation ne passe pas forcément par des « émissions rébarbatives ». Hostile aux impositions du service public, il conseille plutôt au ministère de l'éducation nationale la voie de la négociation avec l'ensemble des chaînes nationales, puis la création d'un concours d'idées auprès des producteurs. La réalisation des programmes sélectionnés serait confiée à des professionnels de la télévision en concertation avec des représentants de l'éducation nationale. Evidemment.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Le CNDP pourrait être régionalisé et ses missions élargies.

(2) La Caisse des dépôts et consignations a projeté de ciblage de 2 517 lycées.

SPORTS

FOOTBALL : battue (0-2) par l'Ecosse

La France s'embourbe à Glasgow

Michel Platini a échoué. A moins d'un miracle et d'un concours de circonstances exceptionnelles, l'équipe de France de football ne participera pas à la prochaine Coupe du monde en Italie en 1990. Les derniers espoirs de l'ancienne capitale recouverte de neige sont évanescents mercredi 8 mars à Glasgow contre l'Ecosse (0-2), selon un scénario écrit d'avance.

GLASGOW de notre envoyé spécial

Les joueurs français sont tombés, comme ils le devaient, la tête haute. Des conditions de jeu britanniques à souhait, que deux matches d'initiation à Dublin face à l'Irlande (0-0, le Monde du 9 février), puis à Londres contre Arsenal (2-0, le Monde du 16 février) n'ont pas réussi à leur faire apprécier. Deux erreurs de défense, deux buts de l'avant-centre du FC Nantes Maurice Johnston (le Monde du 8 mars) et ils ont sombré progressivement au rythme des avertissements de pluie et des chants de victoire de la foule écossaise.

Pour la première fois depuis 1974, la France sera donc absente de la Coupe du monde. Même si certains osent encore prétendre, comme le capitaine Manuel Amoros, que « mathématiquement rien n'est perdu », d'autant, comme le milieu de terrain sochalien Thierry Laurey, assurant la sanction : « L'Italie, c'est fini ! ».

Restent à évaluer les conséquences de cet échec. En premier lieu, l'avenir sportif de cette formation. A Glasgow, hormis d'énormes bévues défensives (marquages hasardeux, mauvaises relances) et une grande maladresse devant le but adverse, elle n'a pas démérité. Michel Platini était d'ailleurs le premier à le souligner : « Nous avons livré le match qu'il fallait contre un adversaire britannique. Physiquement, mes joueurs ont rivalisé avec les Ecossais. Mais jamais je n'aurais vu une équipe de France rater

autant d'occasions de but... Cela n'empêche pas de penser que les meilleurs joueurs français actuels étaient sur le terrain ».

Tout le problème est là. En assumant ainsi ses choix, le successeur d'Henri Michel aboutit à l'inévitable constat. Si l'équipe nationale doit renouer avec l'Italie, c'est bien parce que les joueurs qui la composent sont banalmente moyens. La défaite de Glasgow aura peut-être le mérite de replacer le football français à sa juste place sur la scène internationale.

« L'avenir de cette équipe est assuré », certifie néanmoins un Michel Platini volontiers optimiste, avant de poursuivre : « Ils sont talentueux et pourront le prouver à long terme. En attendant, comme ça s'est passé à mon époque, il va falloir qu'ils prennent des claques, qu'ils en aient ! ».

Avec ou sans Platini ?

Une certitude : certains joueurs n'en baveront plus. Patrick Battiston, trente-deux ans, extirpé de sa retraite internationale pour l'opération Glasgow, devrait repartir achever sa carrière sous le soleil montagnard. Quant à Joël Bats, trente-deux ans également, il laissera logiquement sa place à son successeur désigné, l'Auxerrois Bruno Martini.

Aux jeunes de prendre le relais d'une génération dorée qui n'en finissait pas de s'éteindre. Ils devront apprendre à se connaître. Et à remettre en cause les tâches parfois difficiles, si l'on en juge par exemple la réaction du jeune attaquant sochalien Stéphane Paillo, qui dissimulait difficilement sa déception d'avoir été écarté au profit du Marseillais Jean-Pierre Papin au poste d'avant-centre.

Autre question inévitable au lendemain de la défaite en Ecosse : que va devenir Michel Platini ? Sa mission de sauvetage entamée le samedi 10 novembre 1988 en Yougoslavie (défaite 3-2) doit se terminer au

coup de sifflet final du dernier match de qualification contre Chypre à Paris, le 18 novembre. In-til jusque-là ? « J'ai toujours honoré mes contrats. Mais si on ne veut plus de moi je me retire », réplique-t-il aussitôt. La question reste donc en suspens. Et Michel Platini qui a pourtant démontré certaines prédispositions pour la fonction ne paraît pas forcément enclin à répondre favorablement à la prolongation de l'expérience. Mener l'équipe de France durant sept mois de plus en l'absence de Platini, le début des éliminatoires du prochain championnat d'Europe des nations (1992 en Suède) n'aurait aucun sens. Autant désigner un successeur tout de suite afin qu'il puisse œuvrer dès maintenant. Gérard Houllier, l'ancien entraîneur du Paris-Saint-Germain devenu adjoint de Platini, serait alors tout désigné. Houllier ou Platini ? Un choix s'impose.

L'avenir à moyen et à long terme du football français en dépend. Les conséquences sportives mais également financières (impact publicitaire en déclin de l'équipe nationale, recettes aux stades...) de la « campagne d'Italie » impliquent un nouveau plan en vue de l'Euro 92. Reste à savoir si les joueurs dont dispose actuellement le sélectionneur sont taillés pour pareille aventure.

PHILIPPE BROUSSARD.

Classement du groupe 5

1. Ecosse, 7 pts (4 matches) ; 2. Yougoslavie, 5 (3 m.) ; 3. France, 3 (4 m.) ; 4. Norvège, 2 (3 m.) ; 5. Chypre, 1 (4 m.).

Restent à jouer. — 22 avril, Ecosse-Chypre ; 29 avril, France-Yougoslavie ; 16 mai, Norvège-Chypre ; 14 juin, Norvège-Yougoslavie ; 5 septembre, Norvège-France ; 6 septembre, Yougoslavie-Ecosse ; 11 octobre, France-Ecosse ; 28 octobre, Chypre-Yougoslavie ; 15 novembre, Ecosse-Norvège ; 18 novembre, France-Chypre.

Économie

Le projet de loi sur la sécurité et la transparence des marchés

L'affaire Pechiney

« Il y a eu des règlements de comptes »
affirme M. Boublil

« Je suis victime d'un amalgame avec Max Tédet », dit le directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministre des finances jusqu'à sa démission, le 20 janvier, pour cause d'affaire Pechiney. M. Alain Boublil se dit « meurtri » dans un entretien accordé à *Paris-Match*, daté du 16 mars. « Il y a eu une chasse à l'homme. Certains ont même parlé de "contrat" sur moi, pour m'abattre, au sens politique du mot, j'entends, explique-t-il. Il y a eu des règlements de comptes. J'ai été, de 1981 à 1988, l'homme des nationalisations, d'un certain nombre de grandes restructurations, industrielles et financières. Quand vous occupez ce genre de responsabilités, vous ne vous faites pas que des amis (...). On m'imputait toute une série de décisions que je n'avais prises ni prises ni même recommandées. Et, dans une société, celui qui ne parle pas et qui ne se défend pas est toujours en traitement du ministre des finances en tant qu'administrateur civil hors classe (35 000 F mensuels). M. Boublil affirme voir « régulièrement » M. Bérégovoy pour parler « de l'avenir ». Enfin, interrogé sur la société Internegeco, qu'il a créée en 1985 avec l'un des fils de Roger Patrice Pelat (le Monde du 24 février), il répond : « Internegeco est en fait un club d'amateurs de bonnes bouteilles de vin. Je n'en suis qu'actionnaire, j'ai investi 50 000 F. De par ses statuts, la société ne distribue pas de bénéfices. Son chiffre d'affaires a dû être de l'ordre, en moyenne, de 300 000 F à 400 000 F ».

SOCIAL

La journée d'action de la CGT a été peu suivie

La journée nationale interprofessionnelle d'action organisée par la CGT le mercredi 8 mars n'a eu qu'un écho très limité. A Paris, la manifestation de la CGT n'a réuni que 3 500 personnes selon la police et 15 000 selon les organisateurs. Toulouse a rassemblé presque autant de manifestants selon la police (2 000). A Marseille, 500 personnes ont défilé de la Canebière au Vieux Port en scandant « un bateau pour la Ciotat ». Les arrêts de travail ont été peu nombreux et très localisés.

Au cours de la manifestation parisienne, le numéro deux de la CGT, M. Louis Vianet, a déclaré : « La mobilisation d'aujourd'hui se situe dans le cadre de l'extension de la combativité des salariés qui ont tenu le haut du pavé toute l'année précédente et en particulier à la fin de 1988. Elections municipales ou pas, les travailleurs sont bien décidés à continuer l'action pour la défense de leurs revendications ».

Fin de la grève des nettoyeurs du métro parisien

Après trois semaines de grève, les nettoyeurs du métro parisien ont mis fin, le 8 mars, au conflit qui les opposait à la société Comatec. Sous l'égide du médiateur, M. Gilles Belier, un accord est intervenu entre la direction de l'entreprise de nettoyage, la CFDT-RATP et le comité de grève, majoritairement CFDT. Les agents recevront à partir du 1^{er} mars un salaire net de 150 francs au minimum, contre 470 francs actuellement. Selon les rémunérations, l'augmentation obtenue représente de 6,50 % à 15 %, alors que les grévistes réclamaient un salaire minimum de 500 francs.

La direction s'est engagée à ne pas prononcer de sanctions pour fait de grève et a levé l'ensemble de celles qui avaient été prises récemment. Le salaire dont le licenciement pour « faute grave » avait été à l'origine du mouvement est réintégré. Pour « régler les problèmes futurs », une commission paritaire de discipline sera créée.

S'agissant du travail précaire, deux dispositions sont prévues. D'ores et déjà, trente-cinq infirmiers appartenant à l'équipe anti-graillots sont embauchés à titre définitif. Ainsi que M. Jean-Pierre Soisson l'avait annoncé, le directeur régional du travail et de l'emploi peut désormais entreprendre sa « mission d'inspection » pour examiner les conditions de recours au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée au sein de la Comatec.

Grève des pilotes d'UTA. — Les syndicats des pilotes (SNPL) et des mécaniciens (SNOMAC) de la compagnie UTA appellent les navigants techniques à une grève du jeudi 9 mars à 0 heure au vendredi 10 à 12 heures. Ces arrêts de travail sont motivés par la crainte que la filiale Aéromaritime d'UTA ne développe en dehors de la compagnie mère. La direction estime que tous les vols prévus seront assurés, malgré certaines modifications d'horaires. Renseignements : (1) 47-76-55-55.

Le conseil des Bourses de valeurs réglementera les offres publiques d'achat

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 8 mars, le projet de loi sur la sécurité et la transparence du marché financier. S'il évoque largement le renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB), il traite peu des offres publiques d'achat (OPA). Le texte en modifie certains aspects, et la tâche de réglementation incombe au conseil des Bourses de valeurs (CBV), l'autorité chargée d'organiser le marché.

Comme prévu (le Monde du 8 mars), le texte introduit la notion d'action concertée dans les prises de participation. Les franchissements de seuils seront exprimés en nombre de voix et non en nombre d'actions possédées. Le projet autorise également les firmes agressées à se défendre en augmentant leur capital, si la décision a été votée avant l'attaque et si l'émission n'est pas réservée à des bénéficiaires désignés. Il prévoit aussi de permettre au comité d'entreprise d'être informé des opérations en cours et d'entendre l'initiateur de l'OPA.

Le conseil des Bourses de valeurs (CBV) devra, quant à lui, préciser les nouvelles règles en matière de prise de contrôle et modifier certains chapitres de son règlement général consacrés aux offres publiques d'achat ou d'échange, ainsi qu'aux procédures de maintien de cours. Le texte définitif sera soumis, le 22 mars, à l'approbation du CBV avant d'être présenté à la COB et à la Banque de France, puis soumis au ministre de l'économie et des finances. L'épure retenue est dans l'air du temps. L'avant-projet évoque le déclenchement automatique d'une OPA dès qu'un investisseur détient 33 % du capital, avec obligation d'acquiescer 66 % des parts. On n'a pas retenu le modèle britannique prévoyant l'acquisition de l'intégralité du capital, pour deux raisons essentielles : il limite les possibilités de rachat, les opérateurs n'ayant pas toujours des moyens financiers suffi-

sants, et il permet à la société de rester cotée en Bourse.

Le maintien de cours

Toutefois, le CBV se heurte à un problème : quelle attitude adopter face à un actionnaire disposant déjà de 33 % des parts et qui se met à racheter des titres ?

Conscient que l'OPA n'est pas la technique la plus précieuse en France pour prendre le contrôle d'une entreprise, les autorités de marché ont décidé de réglementer plus précisément le maintien de cours. Cette

procédure est employée lorsqu'une personne physique ou morale rachète à une ou plusieurs autres, un bloc de titres lui donnant le contrôle de la société. Elle prévient le conseil des Bourses de valeurs qui lui demande d'appliquer un mécanisme de cours afin de ne pas léser les actionnaires minoritaires. L'acquéreur s'engage alors à reprendre en Bourse tous les titres qui lui sont présentés au prix auquel il a acheté ceux du bloc. Il s'agit d'une acquisition à l'amiable, moins spectaculaire que les OPA.

L'offre de retrait

Parmi les nouveautés, le règlement général introduit la notion d'offre publique de retrait (OPR). Cette technique vient des États-Unis et permet à une firme qui n'a quasiment plus de capital en Bourse de se retirer en rachetant ses titres. Jusqu'à présent, la société était rachetée de la cote officielle, mais certaines actions circulaient encore et se négociaient sur le marché hors cote. Cette OPR pourra être employée sur injonction des autorités boursières dans deux cas : lorsque la société change de nature (ce qui fut vrai pour Buitoni durant l'été 1988), ou lorsqu'elle modifie son statut juridique passant par exemple de société anonyme à société de commandite par actions.

Le souci majeur des rédacteurs de ces projets est de ne pas enfermer les OPA dans un cadre législatif trop contraignant qui aurait pénalisé le marché. « L'un des risques est l'excès de réglementation », reconnaît M. Régis Rousselle, président du CBV : « et il est plus facile de modifier un règlement général qu'une loi ».

Le ton est donné. Thereote est à la souplesse et en matière d'OPA priorité sera donnée à la jurisprudence. Elle se constituera au fil des dossiers et de leur évolution. Avec pour limite d'un côté un règlement général et de l'autre des possibilités de recours juridiques rapides devant la cour d'appel de Paris par les actionnaires en cas de litige.

DOMINIQUE GALLOIS.

Du laxisme au puritanisme ?

« Aussi longtemps que Paris restera une place économe, à la déontologie incertaine [...], nous ne pourrions avoir de comportement adulte et européen », affirme M. Marc Viénot, PDG de la Société générale, dans l'entretien accordé au Monde. Le projet de loi adopté mercredi 8 mars en conseil des ministres (le Monde du 8 mars) apporte une réponse à cette inquiétude en prévoyant de nouvelles règles de sécurité et de transparence pour le marché boursier français, dont l'image a été affectée par les récentes « affaires ».

De la place financière la plus laxiste, Paris va-t-elle devenir la plus puritaine ? Le texte du projet de loi souhaite en tout cas répondre au souci de moralisation du marché en renforçant les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB), notamment en lui accordant des pouvoirs de sanction financière à l'égard des professionnels et en lui donnant la possibilité d'estimer en justice devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

Une marge de manoeuvre étroite

Pris entre la nécessité d'accroître la sécurité du marché et celle de ne pas entraver le libre fonctionnement, le gouvernement a su éviter de retomber dans son vieux travers : l'interventionnisme d'Etat. Son texte le manifeste sur deux points : l'autonomie plus grande accordée à la COB (la nomination des membres du collège échappant au gouvernement, la liberté de gestion...); le pragmatisme en matière d'offres publiques d'achat (OPA). Le texte n'a pas pour but d'empêcher les OPA, ce qui aurait été la négation du marché financier que M. Pierre Bérégovoy a contribué à développer à partir de 1984, mais d'en assurer une plus grande transparence pour éviter qu'une tentative de prise de contrôle d'une société se déroule à l'insu — et donc au détriment — des petits actionnaires et des salariés.

D'où, inscrites dans le projet de loi, l'obligation d'informer le comité d'entreprise d'une OPA, la possibilité donnée à la société attaquée de se défendre (augmentation de capital pendant l'OPA pour diluer la participation de l'assaillant) et la définition de l'action de concert (accord entre plusieurs personnes, en termes de droits de vote, pour adopter une politique commune et durable à l'égard de la gestion d'une société).

En revanche, le gouvernement n'a pas inscrit dans le projet l'obligation de déclenchement d'une OPA, se contentant de souligner qu'il s'agit là de réglementation et que la révision, en

cours, des dispositions du Conseil des Bourses de valeurs permettra de répondre aux besoins de règles du jeu en matière d'OPA sans pour autant rigidifier le système.

La marge de manoeuvre est en effet étroite entre les objectifs de préserver les intérêts de l'entreprise et de la nation, d'une part, et de préserver les intérêts des actionnaires, d'autre part, comme le soulignent encore le 7 mars les intervenants au débat sur l'Europe de la finance lors du colloque organisé par les anciens élèves de l'Ecole polytechnique sur « L'Europe au vingt et unième siècle, mythe ou première puissance mondiale ? ».

Si la Grande-Bretagne privilégie le marché financier et l'Allemagne la défense de ses entreprises, la France hésite encore entre les deux systèmes, d'autant plus que ses entreprises sont fragiles au regard de leurs concurrents étrangers et que leur actionnariat est loin d'être structuré solidement. Conscient du problème, le gouvernement a écarté différentes hypothèses de protection. Si les entreprises nationalisées sont protégées par leur statut même et les entreprises privatisées par l'agrément du ministre de l'économie prévu pour toute privatisation égale ou supérieure à 10 %, jusqu'en 1992, les sociétés privées seraient protégées par des protections contraignantes telles que « golden share » généralisée, fonds d'Etat anti-OPA.

Outre que certaines dispositions auraient été contraires aux engagements européens de la France (le golden share à généralisée), elles allaient à contre-courant de la volonté de l'Etat de laisser jouer les forces du marché. Ce que souhaitent aussi, en principe au moins, les chefs d'entreprise français, même s'ils ne peuvent s'empêcher d'en appeler à la protection des pouvoirs publics des qu'ils se sentent menacés. « C'est aux chefs d'entreprise d'organiser leur propre défense », réaffirmait encore M. Claude Gédéon, patron du groupe d'assurances privé AXA. En laissant les autorités du marché, en l'occurrence le Conseil des Bourses de valeurs décider, dans son nouveau règlement, de l'obligation de déclenchement d'une OPA à partir de la détention d'un tiers du capital ou, c'est nouveau, d'un tiers des droits de vote, sur deux tiers au moins des droits de vote d'une entreprise, l'Etat n'a pas voulu graver dans les tables de la loi des dispositions complexes, prenant ainsi modèle sur les Britanniques. L'expérience de la nationalisation qui avait figé toute possibilité de « respiration du secteur public », parce que tout dépendait de la loi, lui aura en tout cas servi de leçon.

CLAIRE BLANDIN.

ALGERIE - الجزائر

- MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE -

AGENCE NATIONALE DE RÉALISATION ET DE GESTION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES POUR L'IRRIGATION ET LE DRAINAGE

Périmètre du Moyen Chéouli (1^{re} tranche 11 290 ha)

AVIS NATIONAL ET INTERNATIONAL DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES

Dans le cadre d'un financement de la Banque africaine de développement (BAD) un avis national et international de préqualification d'entreprises pour les travaux d'équipement du périmètre du Moyen Chéouli (1^{re} tranche de 11 290 ha) dans la Wilaya de Chlef est lancé.

Les travaux d'équipement comprennent :

- 1) Un barrage-seuil de dérivation de capacité de 200 000 m³
- 2) Quatre complexes d'irrigation constitués par :
 - a) Une station de pompage double (rive droite et rive gauche) ayant les débits suivants :
 - Rive droite : 8,3 m³/sec. et 63 m de HMT.
 - Rive gauche : 1,3 m³/sec. et 43 m de HMT.
 - b) Deux stations de reprise ayant les débits suivants :
 - 1,0 m³/sec. et 86 m HMT.
 - 0,8 m³/sec. et 84 m HMT.
 - c) Une station de pompage ayant 0,76 m³/sec. de débit et 103 m HMT.
 - d) Trois réservoirs de régulation et de stockage de volumes respectifs de 13 000 m³, 6 000 m³ et 3 500 m³.
 - e) Deux réservoirs de sécurité de 25 000 m³ de capacité chacun.
 - f) Huit kilomètres (8 kilomètres) de conduite de refoulement en béton armé de diamètre 800 à 1 500 mm.
- 3) Système de distribution pour l'irrigation :
 - a) Fourniture et pose de 197 kilomètres de conduite en amiant ciment de diamètre 100 à 400 mm.
 - b) Fourniture et pose de 72 kilomètres de conduite en béton armé diamètre 500 à 2 000 mm.
 - c) Fourniture et pose de l'appareillage hydraulique.
 - d) Réalisation des ouvrages de protection de l'appareillage hydraulique.
- 4) Création de 210 kilomètres de fossés d'assainissement.
- 5) Création de 273 kilomètres de pistes d'exploitation.
- 6) Création de 530 kilomètres de ligne-vient.

Les entreprises nationales publiques ou privées et les entreprises étrangères appartenant aux pays membres de la BAD peuvent retirer le dossier de préqualification à l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), direction de réalisation des infrastructures El Marsa Wilaya de Boumerdes, contre la présentation d'une demande écrite accompagnée d'un paiement de 200 DA au compte de M. le Trésorier principal d'Alger, n° 202012. Ce retrait se fera tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures au siège de l'AGID.

Les dossiers de préqualification établis en trois exemplaires devront parvenir au plus tard, quarante-cinq (45) jours après publication du présent avis, au BOMOP, à l'adresse ci-dessous :

M. le Directeur général de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), El Marsa BP 31 Bordj-el-Bahri (W. de Boumerdes).

Sous pli cacheté et portant la mention « préselection travaux d'équipement du périmètre Moyen Chéouli. Ne pas ouvrir ».

ansp/alger

POUR LES ACCROS DU SON "LIVE"

NOUVEAU

AIWA®
le miracle japonais

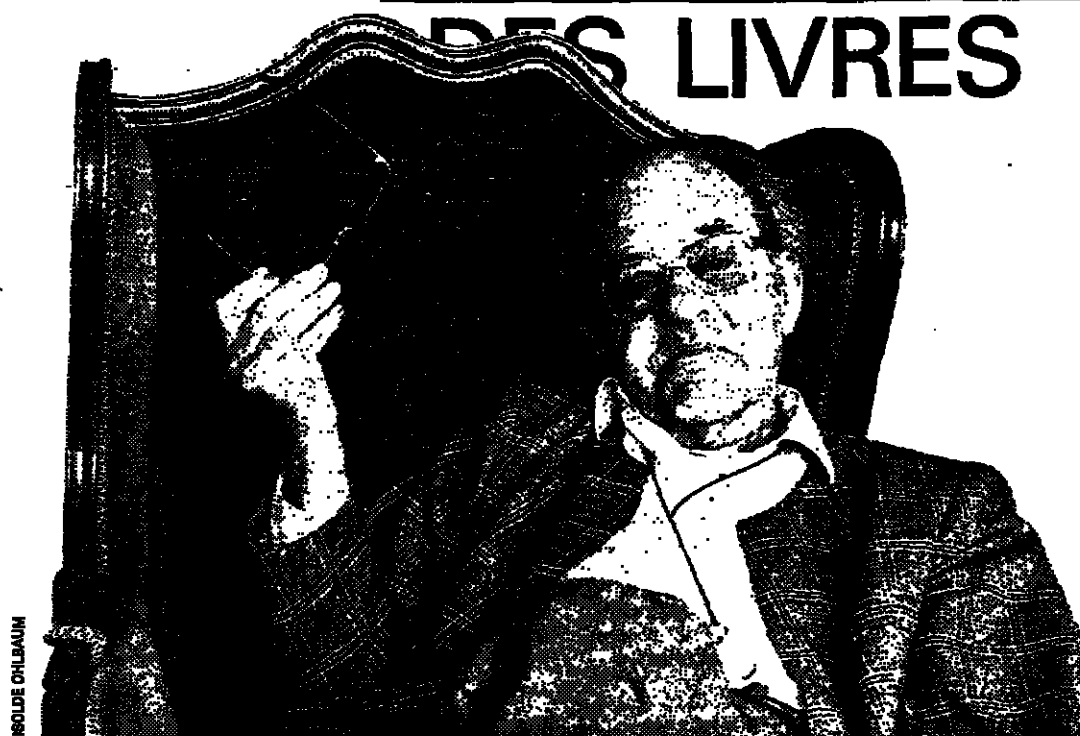
F150
Receveur lecture-enregistreur à tout enregistreur en direct. Enregistrement en stéréophonie par micro, entrée auxiliaire fournie avec l'appareil. Auto-Reverse et Dolby® B NR en lecture. Dispositif "Super Bass" de renforcement des basses. Sélecteur de bandes : Normal/Métal et Chrome. Marque déposée de Dolby Laboratories.

AIWA FRANCE S.A. : 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. : (1) 46.04.81.90

هكذا من الأصل

Le Monde

DES LIVRES



Romancier allemand, il a traversé le siècle sans être aperçu. Mais il est aussi étonnant que Musil.

Albert Thelen, passager clandestin

EN même temps que l'Homme sans qualités de Musil paraissait en 1953 l'autre grand roman allemand de ce milieu de siècle, l'île du second visage, de Thelen. Musil évoquait et analysait l'année 1913 à Vienne, et du même coup les dernières heures de la vieille Europe du dix-neuvième siècle; Thelen parlait des années 30 et de toutes les formes de folie qui font encore notre présent. Ces deux romans monumentaux avaient été écrits dans un exil solitaire et dans une pauvreté proche du dénuement. Ils avaient surtout en commun deux qualités rarement présentes (et encore plus rarement conjuguées) dans le roman allemand contemporain: l'humour joyeux et le style!

Musil, mort alors depuis dix ans déjà, connut une véritable gloire posthume, même en France. Thelen vit encore, et, quoique son roman soit d'une lecture plus facile que l'opus musilien, il est demeuré un marginal

inclassable, adulé par les happy few. La vie étrange qu'il a menée y est sans doute pour quelque chose.

Né en 1903 entre Ruhr et Hollande, Albert Thelen se fait renvoyer du lycée et devra attendre la cinquantaine (et la publication de ce roman) pour qu'on lui décerne le titre de bachelier... honoris causa! Apprenti souffreteux et malheureux, c'est un lecteur insatiable et impénitent. Dans un séminaire de l'université de Cologne, il glane le prénom médiéval de Vigoleis, qui lui sert désormais à désigner son propre personnage dans une œuvre largement autobiographique.

Guide pour touristes

Avec sa Béatrice, rencontrée en 1928 et qu'il n'a plus quittée depuis lors, cet individualiste va traverser notre siècle en passager clandestin, mais en quittant plu-

sieurs fois le bateau pour échapper aux dictatures. En 1931, le couple part pour Majorque afin d'y venir en aide au frère de Béatrice, se disant malade, en fait accablé de méchantes affaires. En 1936, devant la conjonction de plus en plus efficace du franquisme et du nazisme, nouvel exil, forcé cette fois, qui mène avec quelques détours jusqu'au Portugal et sur les terres du poète mystique et ami Teixeira de Pascoas. En 1947, le régime de Salazar contraint Don Vico et Béatrice à faire encore leur bagage: à reculer leur caisse de livres... Le couple va se fixer pour un temps à Amsterdam. C'est là que s'écrit, à une quinzaine d'années de distance par conséquent, le récit romancé du séjour à Majorque: c'est l'île du second visage. Puis ce sera la Suisse (Ascona, Vevey, Lausanne), pendant trente ans; et enfin, depuis peu, la Rhénanie natale.

Tout à tour secrétaire, traducteur, guide pour touristes ou gar-

dien de villas, Thelen, en fait, n'a jamais eu d'autre métier que la littérature - mais il n'a jamais fait non plus de la littérature un métier.

Outre quelques poésies et quelques rares articles, il n'a publié qu'un autre roman, dont l'action se situe à Amsterdam (le Monsieur noir nommé Basseteube, non traduit en français) et dont la vaine cocasse n'atteint pas aux sommets de l'île. Vigoleis reste donc pour l'essentiel l'auteur d'un seul livre... dont il est le personnage essentiel! Mais quel livre!

Cosmopolite et polyglotte

Picardesques et romantiques, ces pages foisonnantes sont impossibles à résumer, sinon globalement: comme le récit d'une perpétuelle quête d'un travail et d'un logis, à Majorque, entre 1931 et 1936. Béatrice et Don Vico se débattaient, avec ténacité, avec humour et parfois avec désespoir, dans une société bigarrée où, venus de tous pays, des originaux parfois célèbres (Keyserling, Kessler, Ranke-Graves) se mêlent aux originaux du cru, moins notoires mais non moins pittoresques, depuis les prostituées jusqu'aux matadors. A la faveur des aventures miteuses et grandioses, rocambolesques en un mot, que le *struggle for life* impose aux deux héros, ce microcosme insulaire et méridional devient un véritable théâtre du monde, dans la meilleure tradition baroque - à moins que ce ne soit celle des carnivals rhénans.

Cosmopolite et polyglotte par goût plus encore que par nécessité, notre Vigoleis sait tirer de l'allemand - et de quelques autres idiomes qu'il y mêle à petites doses savantes - de quoi nous communiquer irrésistiblement sa jubilation féroce d'humaniste allégrement désespéré par la folie du monde. Cette prodigieuse virtuosité verbale a trouvé en Dominique Tassel un traducteur français à la fois inventif et rigoureux qui mérite qu'on lui rende hommage, car la gageure n'était pas mince. Thelen allie, en effet, à la truculence langagière une subtilité de vieux lettré pour qui l'érudition, voire la curiosité éotérique, peut parfois être tout aussi croustillante que la franche rigolade. Bref, ce roman fort peu bref est un perpétuel feu d'artifices!

Au centre de l'éblouissant kaléidoscope, le couple: merveilleux personnage à deux têtes, gentiment conflictuel, pince-sans-rire et cultoté, indéfectiblement et pudiquement uni. A la périphérie, l'horizon menaçant des bêtises militantes que l'on sait...

Oui, vraiment, un grand livre, à vous couper le souffle. De rire. D'étonnement. D'admiration.

BERNARD LORTHOLARY.

★ L'ÎLE DU SECOND VISAGE, d'Albert Vigoleis Thelen, traduit de l'allemand par Dominique Tassel, Fayard, 771 p., 180 F. Pour la traduction de cet ouvrage, Dominique Tassel vient d'obtenir le prix Gérard de Nerval, décerné par la Société des Gens de Lettres. D'une valeur de 20 000 F, ce prix est couplé avec le Prix Paul-Célan remis, lors de la dernière Foire de Francfort, à Simon Werle, un écrivain de trente-trois ans, pour ses traductions, en allemand, de Racine, Segalen, Leiris, Gœtze, Kolbe, etc.

Les nouveaux aristocrates

Une « noblesse d'école » aujourd'hui, comme jadis la noblesse de robe? Pierre Bourdieu persiste et signe. Brillamment.

VOICI quatre lauréats du concours général. Le premier, couronné en français, fils de cadre supérieur, habite Paris, lit beaucoup, va souvent au cinéma, au théâtre, au concert, aimerait devenir écrivain, juge d'enfants ou peintre, et attribue son succès à l'« originalité » de sa copie et peut-être à son « style ». Le deuxième, récompensé en version latine, réside à Lille, où son père est ingénieur en électronique, sort peu, ne cite parmi les romanciers et les peintres qu'il admire que des noms ultracoûts comme Camus ou Renoir, se verrait volontiers professeur, journaliste ou diplomate et pense qu'il a réussi une « bonne traduction ». Le troisième, distingué en géographie, vient d'Autun, où son père est représentant de commerce, aime Rousseau, Vigny, Valéry, se destine à l'enseignement de l'histoire et considère que son devoir était « d'une honnête moyenne, sans plus ». Le quatrième, fils de charcutier à Chartres, a obtenu un accessit en sciences naturelles: il estime que ce prix est dû à la « sobriété » et à la « netteté » de son travail, indique Brasseur comme seul poète contemporain important, Picasso et Van Gogh (sic) comme peintres préférés, et voudrait être chercheur, professeur de sciences naturelles ou vétérinaire.

Quatre profils, quatre destins. A travers ces portraits se dessinent quelques-unes des hiérarchies que l'école sanctionne par ses méthodes de classement et que ses usagers - maîtres et élèves - intériorisent plus ou moins consciemment: du français au latin puis à la géographie et aux sciences naturelles se décline la gamme descendante des disciplines, qui se distinguent selon la part qu'elles accordent au « talent » ou au « travail », au « brillant » ou au « terne », au « cultivé » ou au « scolaire ». Comme par hasard, cette opposition, que les lauréats du concours général reprennent à leur compte dans le jugement qu'ils portent sur leur propre production et que les examinateurs appliquent sans

y penser dans leurs corrections, en recoupe une autre, qui affecte les origines sociales des lycéens. Leurs réponses permettent ainsi d'établir la façon dont l'école opère « des classements qui, quoiqu'ils soient de toutes les apparences de la neutralité, reproduisent les classements sociaux préexistants ».

Ingéniosité et rigueur

Ceux qui connaissent le travail de Pierre Bourdieu, tel qu'il se développe depuis plus de vingt-cinq ans, et qui savent la place qu'y occupe la sociologie de l'éducation, point nodal à la fois de toute sociologie de la connaissance et de toute sociologie du pouvoir, retrouveront dans ce livre des thèmes familiers, mais ils s'apercevront que jamais sans doute ceux-ci n'ont été traités par l'auteur avec une telle richesse d'information, une telle puissance de réflexion, une telle combinaison de précision dans le détail et d'ampleur dans la vision d'ensemble.

Les enquêtes auprès des lauréats du concours général, qui servent à établir « les formes scolaires de classification », ne sont qu'une des multiples données sur lesquelles s'appuie le livre: les rapports des jurys d'agrégation, les notices nécrologiques de l'annuaire des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, les réponses des élèves d'une vingtaine de classes préparatoires, littéraires et scientifiques, à de minuscules questionnaires, les comptes rendus d'entretiens approfondis avec des étudiants et des professeurs, les résultats d'investigations longues et scrupuleuses auprès des élèves de quatre-vingt-quatre grandes écoles, des sources écrites de toute nature enfin, font l'objet d'une lecture attentive dont on ne sait trop ce qu'il faut admirer, de l'ingéniosité inventive ou de l'infatigable rigueur.

THOMAS FERENCZI.
(Lire la suite page X.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Secret de famille, d'Irène Frain

Ça fonctionne...

« POURQUOI parlez-vous si rarement des romans de grande vente dits faciles, ou encore: populaires? Ils vous paraissent indignes de votre attention, du nom de littérature? » La question m'est posée avec la même fréquence que la question contraire: « Quoi! Vous vous attardez à pareils produits, qui n'ont rien à voir avec l'art littéraire? Dites-nous plutôt quoi penser - quoi penser! - des dernières tendances de la psycho-linguistique ou de la poésie kurde... » Les deux soupçons d'écritisme gourmé et d'éclectisme démagogue devraient s'annuler: ils s'avivent l'un l'autre. Répondre aux deux griefs en parlant un peu de chaque extrême revient à rendre une justice distributive. Le confort n'est pas au bout.

Aujourd'hui, parlons livres de gare. Irène Frain dispose d'une enviable réputation dans le genre. Le Nabab (1982) fut un triomphe: à lui seul, il a atteint les tirages cumulés des poètes et des essayistes pour un an. Cela impose la curiosité, sinon le respect. On dit que Modern style (1984) et Désirs (1988) ont moins marché. Cela prouve seulement que le commerce n'est pas une science exacte.

Secret de famille fera-t-il un meilleur score à la loterie des grosses ventes? Au doigt mouillé, on dirait que oui. Tous les « ingrédients » y sont - c'est le mot consacré: province âpre, fortunes bâties goulument, conflits sans merci, etc. Et, bien sûr, le siècle pour décor. Ah, ce siècle! On a beau l'aimer comme une mère - on n'en a qu'une, disant-elles, - à force de le voir balayé, déroulé en fond de tableau, en tapis roulant, derrière trois ou quatre générations de personnages, ses guerres, ses autos, ses chapeaux cloches commencent à revenir un peu souvent! On se croirait devant le même feuilleton, devant une « rediff. », pour parler comme les programmes télé.

INGRÉDIENT ou pas, rien de tel que les bisbilles de famille pour que le lecteur s'identifie et, partant, tourne les pages. Les nœuds de vipères indémêlables, chacun connaît. A fortiori si le clan des assis résiste à celui des parvenus, et si s'acharne à gagner une femme de caractère, fermée sur ses secrets! On mettrait aux voix le sentiment

qui fascine le plus le grand public, après l'amour, je prends les paris: ce serait la ténacité.

Marthe en est une, de têtue. Elle tient cela, comme souvent, d'une naissance floue: pas de père à l'horizon, rien qu'une initiale dans un boîtier de montre, et qui sent l'étranger! Il n'en faut pas plus pour que les minotiers d'avant 1914, entre Touraine et Beauce, traitent de juive la nouvelle venue. Le couvent est un bon endroit pour mûrir les revanches. Un amour sans lendemain fait bien, aussi. Marthe n'aura connu qu'une vraie passion, un certain Rodolphe, autrement physique que celui de Bovary, une bête, qui la prend dans les sablières de la Loire, sans un mot, la rage au ventre. A l'heure de mourir, près d'un poêle éteint, le regard ailleurs, c'est vers ces étreintes faites de vraie envie, et pures des frimées de la vie sociale, que la mémoire de Marthe, engourdie, se tourne.

Donc, elle se venge. Le monde des meuniers locaux ne l'a pas reçue: elle le prendra comme on enlève une citadelle, pour le seul bonheur d'entendre ses ennemis crier grâce, chez le notaire où s'accumulent ses bulletins de victoire.

RODOLPHE ayant fui, engagé pour l'Afrique et bientôt noyé après boire, Marthe, enceinte, épouse le frère - autre rebondissement qui, d'autant en emporte le vent à la Bicyclette bleue, plaie aussi automatiquement que les tirs contre les impôts dans le théâtre de boulevard! Par le mari, elle va atteindre le beau-père, seul partenaire à sa mesure, et l'héritage, but suprême. Au rictus du patriarche, elle oppose ces yeux à la fois indifférents et brûlants que l'on sent résolus à toutes les patiences.

Le vieux père Monsacré - on pense à Gabin, qui s'appelait, sauf erreur, Moncorge, - flaire aussi un adversaire digne de son propre appétit de possession et de puissance. Le temps de Batzac n'est pas mort. Beaucoup d'être ne rêvent, sur terre, qu'à amasser, quitte à se gâcher la vie, fortune faite, à l'idée que d'autres, dont certains détestés, en profiteront.

(Lire la suite page XI.)

POUR LES ACCROCHER
DU SON "LIVE"



Bohumil Hrabal

VENDS MAISON
OU JE NE VEUX
PLUS VIVRE

Hrabal est un passeur de mémoire. De livre en livre, il arrache à l'oubli, au silence, au mensonge, de grands pans de mémoire et leur fait traverser le temps...

Sophie Germain / Hommage à Hrabal

Collection "Pavillons"

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie



Toutes les voix d'« Orphée »

LES grandes entreprises éditoriales sont rares, les « folles » éditoriales plus rares encore. L'annonce du projet « Orphée », nom de code d'une opération d'invasion poétique, indiquait qu'une mission magnifique, risquée, mais hautement nécessaire, était en cours. Le maître d'œuvre ? Un inconnu, un poète, Claude-Michel Cluney. L'éditeur ? Un audacieux, Joaquin Vital, qui n'avait pourtant jamais légitimé à ce point l'emblème de sa maison : La Différence.

Au départ, l'idée est simple, presque banale : fonder une collection bon marché exclusivement consacrée à la poésie. Les défis ne se révèlent qu'ensuite : qualité d'impression, présentation critique, édition bilingue et surtout choix téméraire, voire insolent, des auteurs et des textes (1). Proposer ainsi, en numéro un, les *Presumes pénitentiels* du roi David (2) ne manque pas de panache. Mais il ne s'agit nullement d'une provocation inaugurale, l'ensemble du programme participe de ce même esprit qui suscite et escompte sans cesse la surprise, l'impression, la jubilation. « En fait, dit Claude-Michel Cluney, je n'entends me priver, si possible, d'aucun des grands livres de la poésie universelle, qu'ils soient contemporains ou pas, qu'ils aient été écrits dans des langues usitées ou non. Je ne refuse ni les poètes connus (Baudelaire, Rimbaud, Hölderlin), ni les exclus de l'histoire littéraire (Philippe Desportes), ni les voix anonymes (les oracles de Delphes). Je ne veux aucune exclusive : il est aussi essentiel pour le lecteur d'aujourd'hui de découvrir la

beauté des poèmes sacrés du troisième siècle que de lire ou relire Garcia Lorca.

« L'un des buts de la collection « Orphée », on peut même dire son but manifeste, c'est d'indiquer combien la poésie est riche de réponses grâce à l'extrême diversité de sa parole. Qu'elle touche au mythe, au mystère, à la mystique, à l'idéal, qu'elle chante l'amour, l'indignation, la révolte ou l'espoir, qu'elle reflète la joie, la solitude ou les aïdes de la vie quotidienne, elle est toujours la résonance subliminale, violente ou imprévue de nos sentiments, de nos désirs, de nos pensées, de nos rêves, de nos secrets.

« Donner à lire successivement Victor Segalen, Sandro Penna, Raymond Luks, D. H. Lawrence et Marjorie Safford peut-être, au premier abord, à de l'éclectisme ; mais c'est plutôt une merveilleuse occasion de ressusciter à quel point ils appartiennent tous à un champ unique d'humanité.

« Désormais notre écoute doit être universelle. En inscrivant les poètes français dans un courant plus vaste, on en vient à les redécouvrir. Changer les perspectives, bousculer les pesanteurs universitaires, demander, par exemple, à Yoshio Abe de présenter Baudelaire, voilà qui ouvre autrement le regard. Ce choix du choc des cultures, cette attention portée à la singularité des autres tiennent sans doute au fait que je suis moi-même parfaitement cosmopolite. Mais j'y vois aussi comme un appel d'air indispensable à la poésie française actuelle. »

L'enthousiasme de Claude-Michel Cluney n'est pas seule-

ment convaincant et communicatif, il sous-tend une aventure qu'il faut juger et soutenir à sa juste mesure. Avec « Orphée », l'enjeu dépasse de loin la réussite ou l'échec d'un caprice éditorial. Il y va de la présence revivifiée parmi nous d'une parole primordiale libérée des anachronismes, des bornes linguistiques et des interdits.

Ressusciter l'Odilon-Jean Périot (1801-1828), ce météore des traductions du conte de Villamediana (1582-1622), d'Ugo Foscolo (1778-1827) ou de Camilo Pessanha (1867-1926), c'est tendre de fabuleux ventails à nos traversées des défilés du monde. A suivre « Orphée » dans ses périples, ses labyrinthes ou ses lumineuses découvertes, il semble bien que demeure intacte, ici et maintenant, la force d'attraction et d'éveil de la poésie, sa faculté d'être à la fois pain des rêves et pulpe du réel.

ANDRÉ VETTER.

(1) Chaque volume de la collection : 128 p., 29 F. Parmi les premières parutions, un choix de poèmes de Victor Segalen (présentation de Simon Lévy), de Sandro Penna (Bernard Simone), de Friedrich Hölderlin (François Fédier), d'Odilon-Jean Périot (Michel Bataille), du poète latin Martial (Dominique Noguère), de Philippe Desportes (Jean-Yves Masson), du conte de Villamediana (Edison Simone), de Joseph von Eichendorff (Philippe Giraudeau) et la première traduction mondiale du Bagavati, poèmes sacrés du troisième et du dix-septième siècles, présentés par Paul-Marie Dubost.

(2) Choix et présentation de Ghislain Sartoris.

CARNETS

Raymond Guérin

dans la déroute

« La campagne encore baignée de brumes révélait de gracieuses demi-tantes. On était entouré de Corot, d'excellents Corot. » Qu'un honnête homme, écrivain de surcroît, fasse cette notation, une aube de mai, et qu'en juin, il trouve les caries défectueuses, quoi de plus charmant ? Reste que cette promenade n'est pas une promenade comme les autres. Ce printemps est celui de 1940 ; cet honnête homme porte un uniforme de soldat.

« Cette fuite — car c'en était une, — au pas lent de nos attelages, ressemblait aux fuites douloureuses qu'on vit dans les rêves », écrit Raymond Guérin, le romancier de l'Apprenti (1) et de la Peau dure (2).

Très vite, Raymond Guérin allait se retrouver dans une boucalance infernale, mêlant des gens de toutes armes, des vieillards, des femmes et des enfants, sur des routes qui poussaient les maisons en flammes. L'exode des civils emplissait de tristesse le cœur de Raymond Guérin : vision d'homme attelé sur les bancs d'un char où a pris place sa petite-fille ; vieux bonhomme tirant sa vieille en habits du dimanche, tandis que « les héros, ces vaillants soldats dont (paraissent) les journaux », n'étaient plus que « de pauvres diables aussi peureux que vous ou moi ».

Le cercle se resserre. Les Allemands sont à un kilomètre. Ces pages que nous donne Le Dilettante cessent le 22 juin 1940. Elles ont la force et la pureté du regard que Raymond Guérin portait sur les hommes, en un temps que sa retenue avait nommé celui de la sottise. Elles laissent, de façon entêtante, cette saveur de fraîche qui s'écroule dans un casque de soldat. La déroute allait entraîner Raymond Guérin vers le stalg.

SÉDA MALIANE.

★ LE TEMPS DE LA SOTTISE, de Raymond Guérin. Le Dilettante, 66 p., 65 F.

(1) Gallimard, 1982.
(2) Le tout sur le Tout, 1981.

ESSAI

Magie

et politique

Anthropologue et historien, spécialiste du domaine gascon, Bernard Traimond analyse ici trois affaires de sorcellerie qui s'échelonnent entre 1750 et 1830 et qu'il a découvertes dans les archives départementales. Encore un livre sur les sorciers de village, diriez-vous ! Oui, mais pas comme les autres.

Cessant de considérer la sorcellerie comme un pittoresque archaïsme, l'auteur l'envisage comme un mode d'expression des conflits politiques à l'intérieur d'une communauté que ses caractéristiques traditionnelles ne pouvaient que dresser, vers le fin de dix-huitième siècle, contre la société centralisatrice, rationaliste et uniformisante qui tendait alors à se mettre en place.

Le travail de Bernard Traimond peut donc être lu comme une contribution à l'histoire de la France révolutionnaire. Et plus précisément à l'impensé de cette histoire, trop fréquemment écrite depuis Paris.

Pourquoi la bourgeoisie des Lumières a-t-elle eu autant de mal à comprendre les mentalités rurales ? De quel prix s'est payé le triomphe du jacobinisme ? Voilà les questions qui se posent en filigrane derrière ces tragédies judiciaires où passent d'étranges sorciers — tantôt curés et tantôt proxénètes — entre Bordeaux, Dax et Bayonne.

★ LE POUVOIR DE LA MALADIE, de Bernard Traimond. Presses universitaires de Bordeaux, 228 p., 100 F.

PAMPHLET

L'insolence

de Marcel Paquet

Pour avoir publié, en 1885, le Concile d'amour, violente diatribe contre le catholicisme, Oscar Panizza (1853-1921) fut condamné à une année de prison. Il mourut interné dans l'hôpital psychiatrique où il avait lui-même exercé. Et il faut attendre 1968 pour que sa pièce fût jouée pour la première fois à Paris...

Ce que l'on pourrait craindre pour Marcel Paquet, auteur d'un livre sur un brin provocateur, *Merde à Jésus*, c'est qu'il passe inaperçu, écrasé par le scandale Rushdie. Ce serait fort regrettable.



CAGNIAT

car, en une centaine de pages, d'une insolence raffinée, il trace le portrait d'un Jésus tout à la fois prétentieux, manipulateur et victime de ses rêves de puissance.

Le tour de force de Marcel Paquet est d'avoir donné la parole au frère aîné de Jésus, José de Nazareth, un bon bougre qui assiste, impuissant et médusé, à la sanglante mascarade qui entérine un nouveau délire, c'est-à-dire une nouvelle religion. « Écouter Jésus », écrit José dans ses Mémoires apocryphes, ce serait se mutiler et, de mutilations en mutilations, aller jusqu'à la mort. »

A l'heure où les fanatismes de tous bords s'emparent du sacré pour étouffer le doute et le désen, on ne boudera pas cette leçon d'humour et d'irrespect.

ROLAND JACCARD.

★ MERDE À JÉSUS !, de Marcel Paquet, éd. de La Différence, 160 p., 49 F.

A signaler un numéro de la revue « Mentalités » consacré à « Injures et blasphèmes ». (Imago, 160 p., 95 F.)

SCIENCE-FICTION

Le retour des vieux mythes celtiques

La « fantasy », dont les Anglo-Saxons sont si friands, peut-elle s'acclimater en France ?

DEPUIS quelques années, la littérature anglo-saxonne d'imagination est dominée par deux grands courants dont l'édition française commence à se faire sérieusement l'écho : le roman d'horreur (1) et la fantasy. Sous ce terme, impossible à traduire de manière satisfaisante en français, on englobe des œuvres ressortissant au fantastique, au merveilleux, à l'insolite et qui empruntent aussi bien au roman épique qu'au roman d'aventures. Le meilleur exemple que l'on puisse en donner est celui du *Seigneur des anneaux*, de J.R.R. Tolkien, qui a d'ailleurs servi de modèle à tout un courant que certains critiques américains qualifient de *high fantasy*.

« La fantasy fait vivre tout un monde sur le mode du « il était une fois ». Elle se nourrit souvent de détails concrets, le plus souvent étranges et poétiques... Elle édifie des cosmos de rêve », écrit Jacques Goimard dans la très remarquable préface-manifeste dont il a accompagné la publication, dans la collection « Univers

sans limite », qu'il dirige aux Presses de la Cité, d'un roman du genre, *Faërie, la colline magique*, de Raymond E. Feist.

Dans une petite ville des Etats-Unis, un scénariste à succès de Hollywood a décidé de renouer avec ses premières amours : le roman. Il s'est installé, avec toute sa famille, dans une vieille ferme isolée entourée d'une forêt dense et sombre, vaguement menaçante... Une forêt dont les nouveaux habitants de la ferme Kessler découvriront peu à peu et à leurs dépens qu'elle sert de refuge aux créatures légendaires des vieux mythes celtiques, au vieux peuple d'avant l'homme : elfes, fées, dames blanches, etc. Comme ils découvriront d'ailleurs qu'ils sont engagés bien malgré eux dans un conflit manichéen entre forces de la lumière et forces des ténébre.

Est-ce parce que les différentes tentatives d'acclimatation du genre en France n'ont jamais vraiment réussi que Jacques Sadoul a publié sous l'étiquette « science-fiction » l'ouvrage de *fantasy* le plus original, le plus accompli de ces dernières années ? Toujours est-il qu'il se dégage du *Pays du feu rive*, de Jonathan Carroll, un charme entêtant.

Un jeune universitaire américain décide d'écrire la biographie d'un auteur de livres pour enfants qui ont bercé sa jeunesse : Marshall France. Il part pour Galen, le village où France a passé le plus clair de sa vie, et subit une véritable épreuve initiatrice avant que la fille de l'écrivain n'accepte de le laisser accéder aux archives familiales. Pour mener à bien son grand œuvre, il s'installe à Galen même et ne tarde pas à constater qu'il s'y passe des événements bizarres... Cette célébration fascinante des pouvoirs sans limite de l'imagination est le premier roman de Jonathan Carroll. Retenez bien ce nom : il devrait faire beaucoup parler de lui.

JACQUES BAUDOU.

★ FAËRIE, LA COLLINE MAGIQUE, de Raymond E. Feist, traduit de l'anglais par Jean-Daniel Bréque, Presses de la Cité, 372 p., 120 F.

★ LE PAYS DU FEU RIVE, de Jonathan Carroll, traduit de l'anglais par Iwona Tass, Jeai la, 314 p., 25 F.

(1) Presses-Pocket vient précisément de lancer une nouvelle collection, « Terreur », dont les quatre premiers titres comportent trois rééditions et un inédit, *Le Masque de l'oubli*, de Dean R. Koontz.

EN BREF

Une nouvelle nomination chez Julliard

M. Christian Bourgois, qui vient de prendre la direction de Julliard, l'une des maisons d'édition du groupe de la Cité, a entrepris la restructuration éditoriale de cette entreprise. Ainsi, Mme Elisabeth Gille vient d'être nommée directrice littéraire de Julliard. Elle était jusqu'ici aux éditions Flammarion, où elle occupait les fonctions d'adjointe à la direction littéraire pour la littérature française et de directrice du département de littérature étrangère.

Par ailleurs, l'écrivain Jean-Denis Wolffmann devient conseiller littéraire de M. Bourgois qui « supervise » désormais tout le domaine littéraire des Presses de la Cité.

★ Le prix Effiecom 1989 de l'expansion internationale a été décerné à ALAIN-ERIC GORDAN pour son livre *Exporter Plus 2* (Editions Economica).

★ Le Concours annuel de NOUVELLES de la revue *la France* est ouvert, date limite 15 juillet. Écrire la France, 7, rue de Molit, 66500 Prades.

★ *La Fonction, art et finesse*, ouvrage de notre collaborateur JEAN-PIERRE COLIGNON, chef du service de la correction au *Monde*, est de nouveau disponible. Solt aspiro de l'auteur (25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris), soit, pour les libraires, aux éditions Éole, 171, rue Saint-Jacques, 75005 Paris (diffusion Distique). — 180 p., 50 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

★ COLLECTIF : *Paul Nizan écrivain*. — Ces études, réunies par Bernard Alluin et Jacques Deguy, sont le fruit d'un colloque organisé par le Centre roman 20-50 autour des problèmes posés par l'œuvre littéraire de Paul Nizan. Elles prouvent que cette œuvre, souvent réduite à la fameuse phrase d'ouverture d'*Aden Arabie*, garde une vitalité et un pouvoir d'interrogation sociale plus vivants que la plupart des romans des années 30. (Presses universitaires de Lille, 268 p., 95 F.)

DROITS DE L'HOMME

★ FÉDÉRATION FRANÇAISE DES CLUBS UNESCO ET LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : *La Conquête des droits de l'homme*. — A l'heure du Bicentenaire de la Révolution française, voici une chronologie des grands textes qui jalonnent l'histoire des droits de l'homme à travers le monde. De la Grande Charte (en l'an 1215) à la Convention européenne pour la prévention de la torture (1987), en passant par la Déclaration soviétique des droits du peuple travailleur et exploité (1918), les textes fondamentaux sont là, in extenso. (La Cherche-Midi, 345 p., 120 F.)

GUIDE

★ LE GUIDE POILANE DES TRADITIONS VIVANTES ET MARCHANDES. — Des patenôtiers d'Amont aux fabricants de leurre pour la pêche ou aux sabotiers bretons, des bécasseurs aristoïques aux bécasseurs savoyards, cent vingt corps de métier qui maintiennent des traditions souvent oubliées et sept cents adresses pour les retrouver, à travers toutes les régions de France. (Robert Laffont/Lionel Poilâne, 480 p., 195 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

★ FRANZ KAFKA : *Œuvres complètes*, tome IV. — Après les « Kafka » de Claude David et de Pietro Citati (voir « le Monde des livres » du 3 février), voici le dernier volume de l'édition de ses œuvres dans « La Pléiade » ; édition dirigée précisément par C. David. Entre ces deux monuments de la correspondance amoureuse (et malheureuse...) que sont les lettres à Felice et à Milena, on trouve l'admirable Lettre au père et de moins passionnantes lettres professionnelles. Traduit de l'allemand par Marthe Robert, Alexandra Vialatte et Claude David. (Gallimard, « La Pléiade », 1502 p., 330 F jusqu'au 31 mai, ensuite 370 F.)

LINGUISTIQUE

★ COLLECTIF : *l'interaction*. — Un volume de synthèses et d'études empiriques sur ce concept qui traverse l'ensemble des sciences du langage. (265 p., à commander à l'Association des sciences du langage, 33, rue Croulebarbe, 75013 Paris, 120 F + 15 F de port.)

LITTÉRATURE

★ ANTONIN ARTAUD : *Œuvres complètes* (Tome XXIV). — Après les sept volumes des

Cahiers de Rodex, voici le troisième des *Cahiers de retour à Paris*, qui couvre les mois d'octobre et novembre 1946. On se tient au bord de ces milliers de pages, effrayé ou fasciné par l'offre d'immersion dans une existence et un temps transformés en écriture. Il faut aussi saluer ici une étonnante (et anonyme) aventure éditoriale. (Gallimard, 492 p., 230 F.)

PHILOSOPHIE

★ SARAH KOFMAN : *Socrate (s)*. — Hegel, Kierkegaard et Nietzsche, après Platon, ont, chacun, écrit ce que Sarah Kofman nomme des « romans philosophiques ». Elle se fait à son tour la lectrice de l'œuvre absente et tente de la sortir des classifications et des systèmes. La bibliographie en fin de volume souffre d'un manque de rigueur. (Gallée, 338 p., 180 F.)

POÉSIE

★ ADONIS : *Désert*. — Libanais d'origine syrienne, Adonis est l'une des grandes voix de la poésie arabe contemporaine. L'héritage méditerranéen et arabe, aussi vaste soit-il, n'est pas ici une limite à l'inspiration : « Je ne me connais comme spécificité que ma langue et ma subjectivité. Mais par elle, j'entends m'ouvrir à l'universel », affirme Adonis. Traduit de l'arabe par André Velter et l'auteur. Préface d'A. Velter. (Les Cahiers de Royaumont, Editions de Royaumont, 35270 Luzarches, 50 F.)

Les Cahiers de Royaumont poursuivent un remarquable travail collectif visant à constituer, autour de séminaires de traduction, une « anthologie de la poésie mondiale ». Derniers titres parus : *Du labyrinthe du monde au monde du labyrinthe*, du poète canarien Eugenio Padorno (traduit de l'espagnol par Claudine Fitte et Bernard Noël), et *Dessin du corps* de l'Espagnol Angel Garcia Lopez (traduit par Rémy Hourcade et Emilio Sanchez-Ortiz).

RELIGIONS

★ SIMONE WEIL : *la Pesanteur et la Grâce*. — Quelques années après la mort de Simone Weil, Gustave Thibon avait tiré de ses *Cahiers* ce livre, quintessence de sa pensée mystique. Une réédition nécessaire, parallèlement à la publication des œuvres complètes chez Gallimard (voir « le Monde des livres » du 6 janvier). (Pion, 210 p., 75 F.)

ROMANS

★ ROBERT MARGERIT : *l'Amour et le Temps* et *les Autels de la peur*. — Réédition des deux premiers des quatre volumes de cette immense fresque historique sur la Révolution française, publiés en 1963. Parlant du « génie visionnaire » de R. Margerit (décédé en juin 1988), G.-E. Clancier écrit, dans la préface, que « ce chef-d'œuvre en quatre tragédies est parfaitement digne de son sujet prométhéen ». (Phébus, 488 p., 139 F, et 696 p., 159 F.)

L'Ère des Médiums

La première grande étude critique, sur un phénomène insaisissable : le paranormal, des spirites aux devins... Le prêt-à-penser d'une croyance contemporaine.

En librairie 232 pages, 89 F. Un numéro de la revue Autrement.

autrement

● BIOGRAPHIE

Gustave Flaubert

Grâce à Herbert Lottman, la carte

par HECTOR BIANCIOTTI

COMME tous les écrivains, Flaubert maudissait l'indifférence de son temps à l'égard des lettres: « Qui donc, dans ce lamentable pays, s'occupe encore de littérature? s'écriait-il vers la fin de sa vie. Un seul homme peut-être: moi! débris d'un monde disparu, vieux fossile du romantisme. »

Or, comme aucun autre écrivain, il est en même temps celui qui brida le plus son génie, afin que rien de personnel ne transparaît dans son œuvre — où en conformité avec son credo, l'auteur devait être, comme Dieu dans l'univers, présent partout et visible nulle part, — et celui qui allait léguer à la postérité un personnage monumental faisant pâlir ses propres créations, même Emma Bovary: Flaubert lui-même. « Adam d'une espèce nouvelle, selon le mot de Borges, celle de l'homme de lettres comme prêtre, comme ascète et comme martyr (...), premier écrivain à se consacrer à la création d'une œuvre purement esthétique en prose. »

Nous possédons des bibliothèques entières suscitées par le destin de Flaubert — par les quelques volumes volontairement hétérogènes sur lesquels il s'exténuait, ainsi que par cet autre livre parallèle, et inépuisable, que, grâce au ciel le temps, complicité à son insu: sa Correspondance.

Cependant, il nous manquait bien un ouvrage tel que celui de Herbert Lottman: « Pure biographie, mais qui intègre la genèse, la publication et la fortune de ses œuvres », comme observe, dans une préface qui n'est pas sans rappeler celle de Marcel Schwob, à ses Vies imaginaires, Jean Bruneau, l'admirable artisan de la Correspondance, dans « La Pléiade », laquelle, soit dit par parenthèse, après nous avoir mis l'eau, et même l'alcool, à la bouche avec les deux premiers volumes, nous fait trop attendre la suite.

La biographie que propose Lottman n'est pas de celles qui développent de façon romanesque quelques faits historiques et bon nombre de suppositions, et qui peuvent être délicieuses quand elles sont signées Chesterton ou Savinio.

Avec sa chronologie rigoureuse, ses inventaires, la récapitulation

de l'emploi du temps de son héros et du temps qu'il faisait à tel ou tel autre moment de la vie de celui-ci — détail magique qui transporte le lecteur à l'endroit même dont on lui parle, — l'ouvrage se présente comme une sorte de carte minutieuse de la vie de Flaubert. Et, de même que la carte d'un pays ou d'une ville que nous connaissons à fond nous aide à bien situer les monuments, les rues, les palais que la mémoire a effus, cette carte-biographie nous offre l'occasion de mieux percevoir la cohérence reliant les innombrables contradictions d'un personnage génial.

On savait qu'un vieux retraité ami de la famille avait tant de fois lu le Quichotte à l'enfant Flaubert que l'écrivain se vanterait un jour de l'avoir su par cœur.

On trouve moins connue, sinon inédite, la visite que, à six, sept ans, un oncle l'emmena à l'Asile de fous de Rouen, où l'on se rendait, à l'époque, comme au zoo.

A propos de la légende tenace selon laquelle Flaubert aurait été un enfant arriéré n'ayant appris à lire qu'avec une extrême difficulté et seulement vers l'âge de neuf ans, Lottman rappelle que, justement à cet âge, le petit Gustave écrivait à son camarade Ernest Chevalier une lettre l'invitant à entreprendre une collaboration littéraire, se réservant de noter les « bêtises » proferées par « une dame qui vient chez papa ». Sans compter qu'à dix ans ce gamin rédige un *Eloge de Cornélie*, et un traité sur la constipation... Et sans oublier cette réflexion, plus tardive, au sujet de la fille de son frère Achille: « Selon la façon abominable dont on l'élève, elle ne sait pas encore lire, bien qu'elle ait six ans. »

« Nuire au genre humain »

Par ailleurs, à l'encontre de Sartre qui, dans *L'Idiot de la famille*, voit dans l'enfant un « être enfermé dans le pathétique », Lottman cite les *Mémoires d'un fou*: « J'étais gai et riant, aimant le rire et ma mère. J'ai lu, j'ai travaillé dans l'ardeur et l'enthousiasme, j'ai écrit. »

Il n'a alors que dix-sept ans, et depuis fort longtemps il sait que son destin est la littérature. A l'époque, il aime en particulier



A Flaubert, Trouville reconnaissant.

Rabelais et Byron, les seuls auteurs « qui aient écrit dans l'intention de nuire au genre humain et de lui rire à la face ». Néron lui semble louable, et il découvre avec gravité les œuvres de Sade dont, bien des années plus tard, lorsqu'il invitera des amis à séjourner à Croisset, il laissera quelques volumes sur leurs tables de chevet.

A vingt ans, il avoue avoir écrit une lettre d'amour pour écrire et non pas parce qu'il aime: « J'aime, je crois, en écrivant. » Il y a sans doute de la vérité, mais aussi une certaine pose dans cette affirmation. Comme lorsque, quatre ans après, il dit se sentir vraiment assez bien depuis qu'il a consenti à être toujours mal et qu'il s'exclame, comme un acteur regagnant les coulisses: « J'ai dit à la vie pratique un irrémissible adieu. »

L'amour — en tout cas cette forme de l'amour qui seule a de l'avenir, l'amitié — aura été l'élément essentiel et de son écriture et de sa vie. Les frères Goncourt, ces croque-morts d'amis qui, au fil des ans, le guettent, l'épient et le dissèquent dans leur *Journal*,

ont beau l'accuser d'être matois, de nouer des relations mondaines, de vouloir concurrencer Victor Hugo, « tout en faisant le dégoûté, le paresseux, le solitaire », ne peuvent pas lui dénier le sens de l'amitié. Au demeurant, il a puisé la force d'écrire dans l'amitié qui le liait, d'abord à Maxime Du Camp, et à Alfred Poitevin, à Louis Bouilhet, pour qui il remua ciel et terre — avec une obstination qu'il ne mit pas à se faire publier lui-même, — afin que ses pièces fussent jouées. Ensuite, et jusqu'à la fin, c'est grâce à Tourgueniev (1), à Zola, à Taine, à George Sand qu'il va poursuivre son œuvre alors qu'ils doutent, autant que lui-même, de la validité des projets dont il les entretient. Car il ne faut pas oublier que presque tous les romans de Flaubert furent des échecs et que — c'était lui le premier à l'admettre — il ne devait sa renommée qu'au procès dont *Madame Bovary* fut l'objet.

Et s'il fallait une preuve très concrète de la fidélité des sentiments qu'il nourrissait à l'égard de ses proches, il suffirait peut-

grandeur nature

minutieuse de la vie d'un génie

être de rappeler que, de la mort de son père à celle de Bouilhet — son « accoucheur », — celui qui voyait dans ma pensée plus clair que moi », — en passant par sa sœur Caroline, il n'a cessé de faire tailler dans le marbre des bustes, des statues, des monuments, pour prévenir l'oubli.

L'ouvrage de Lottman, scrupuleusement neutre, fourmille de notations de ce genre, qu'il revient au lecteur d'enfiler comme des grains pour mieux connaître le phénomène Flaubert. En voici une parmi tant d'autres, qui donne à réfléchir: Flaubert aimait la prostitution parce qu'il y trouvait « un point d'intersection si complexe, luxure, amertume, néant des rapports humains, frénésie du muscle et sonnement d'or, qu'en y regardant au fond, le vertige vient et on apprend là tant de choses ». Où, là? Dans le corps, quand après cette forme de suicide qu'est le plaisir atteint, l'être est rendu à un état primaire où règne l'indifférence — l'indifférencié.

Flaubert est donc, avant tout, un homme essentiellement « physique », regardant son corps comme, enfant, il regardait, à travers les fenêtres, les cadavres que son père disséquait dans l'amphithéâtre de l'hôtel-Dieu. Souffrant dans son corps quand il écrit, et subissant ce qu'il écrit: « L'assaut de Carthage me procure des courbatures », « L'empoisonnement de la Bovary m'a fait dégoutter dans mon pot de chambre... »

Et quelle vitalité que la sienne, même peu d'années avant sa mort, si l'on en juge par ce témoignage de George Sand qui, l'ayant invité pour la Noël 1873, à Nohant, avec Tourgueniev, note qu'il a dansé le fandango travesti en Andalouse, « guele » de ses chapitres l'après-midi, et paré à s'en étouffer, Tourgueniev — « qui est bien plus intéressant » — ne réussissant pas à placer un mot. Et Sand d'avouer qu'elle se sent « courbaturée » par son hôte, et d'ajouter: « Il nous brise (...). On vit avec le caractère plus qu'avec l'intelligence et la grandeur. »

En ce qui concerne les pensées paradoxales de Flaubert, sans se le proposer, Lottman nous aide aussi à faire le point à leur sujet: Flaubert croyait qu'il n'y avait qu'une manière d'exprimer les choses, et que c'était la tâche de l'écrivain de la trouver. Plus étonnant encore, il croyait à un « rapport nécessaire » entre le mot juste et le mot musical...

A ce sujet, Claudel — mais est-il permis de citer un écrivain qu'on ne lit guère comme par crainte d'avoir à ne plus le mépriser — voyait en Flaubert « l'un des martyrs les plus émouvants de la littérature » à cause de « ce tourment d'un sonnet cherchant à réaliser une note qu'il ne parvient pas à entendre », notamment dans le célèbre début de *Salammbo*. Et

★ GUSTAVE FLAUBERT, de Herbert Lottman, préface de Jean Bruneau, traduit de l'anglais par Marianne Véron, Fayard, 580 p., 150 F.

— La collection « Agora » (Presses-Pocket, n° 32), réédite les *Inappréhensions* de Michel Bator sur Flaubert.

(1) La correspondance Gustave Flaubert-Ivan Tourgueniev, publiée le 26 mars, a été réunie, préfacée et annotée par Alexandre Zviagintsky (Flammation, 350 p., 140 F.).

● ARTS

Le sauvage et l'esclave

En deux volumes, l'histoire de l'image du Noir dans l'art occidental, de la traite des Noirs à l'ethnologie moderne

L'IMAGE du Noir dans l'art occidental est une série publiée par les soins de la Menil Foundation, dont l'une des ambitions est de rassembler la plus vaste documentation sur ce thème. Les deux tomes dont paraît la traduction française s'inscrivent dans ce projet. Fragments d'un ensemble, ils traitent d'un peu plus d'un siècle, de l'indépendance des Etats-Unis à la première guerre mondiale: en additionnant peintures, sculptures, gravures et dessins, où figurent Noirs et Nègres, et cela quelle que soit la raison de leur présence et son importance.

Ils réunissent donc une iconographie d'une surprenante variété et d'une richesse plus surprenante encore. Aucun genre, de la peinture murale à la caricature, aucune nation occidentale, aucun motif n'a été négligé. Toutes les écoles et presque tous les maîtres de la période apparaissent et l'on peut rêver à l'exposition que ferait ce livre si quelque musée imaginait d'accrocher à ses murs tout ce qui est là — fort bien photographié aux pures pompes chroniques de la colonisation, de l'art populaire américain à Gauguin,

d'Ingres à Cézanne et de Géricault à Manet. Ce serait une collection luxueuse, singulière, et légèrement incohérente.

Car telle est la difficulté: le principe de sélection posé, il reste à l'auteur à déduire une analyse de son enquête. Y renoncer le condamnerait à l'écriture qu'un catalogue péniblement énumératif. Hugh Honour a refusé de s'en contenter et cherché un principe explicatif qui ordonne son ouvrage. La chose était malaisée, et la difficulté à la mesure du nombre des œuvres retrouvées. Cela se sent dans la division en deux tomes, le premier traitant essentiellement de l'esclavage et de son abolition dans l'art, et le second de tout le reste, c'est-à-dire aussi bien du Noir modèle d'académie que de l'indigène dans la forêt équatoriale et de la servante d'Olympia que du Zoulou qui tua le prince impérial.

Cela se sent encore chaque fois que l'auteur s'efforce de relier au problème, évidemment majeur, de l'esclavage des œuvres qui ne l'évoquent que de façon bien allusive. Soutenir que le *Radeau de la Méduse* est une toile d'esprit abolitionniste parce qu'un marin

noir est placé au sommet du groupe des naufragés et agite un lingot, n'est-ce pas aller au-delà du vérifiable? Et n'est-ce pas oublier un instant qu'il s'agit ici de peinture, d'esthétique, d'effets et de culture et que Géricault, tout comme Delacroix, aimait à rivaliser avec Rubens, qui fit d'admirables portraits d'Africains?

Rivaliser avec les maîtres

Les images dont traite Hugh Honour sont de deux genres distincts: les unes, documentaires ou polémiques, expriment un jugement moral, que l'artiste soit d'un parti ou d'un autre et qu'il admire ou non l'égalité des races. Ce sont les plus limpides, souvent les plus curieuses, et celles dont la composition et l'exécution sont les plus banales. Propices à l'étude historique et sociologique, elles se prêtent mal à la contemplation et ont perdu, avec leur actualité, l'essentiel de leur valeur.

Les autres, inventées hors de toute circonstance politique et guerrière, obéissent à des règles plus lâches: goût du pittoresque, de l'exotisme — tous les orienta-

listes y sacrifient, et Gauguin après eux, — de l'incongru parfois, volonté de rivaliser avec les maîtres dans un exercice périlleux, recherche d'un érotisme nouveau — que l'on songe donc au *Bain turc*, — besoin d'un contraste chromatique, la liste des causes possibles serait infinie. L'une d'elles mériterait un traitement tout particulier: la fascination du sauvage, qui se métamorphose en primitivisme au tournant du siècle.

Le grand mérite de l'ouvrage est d'exposer toutes ces hypothèses et de les illustrer somptueusement. Et son défaut de les exposer quelquefois trop vite et comme à la queue leu leu. Ces deux volumes achevés, il vient au lecteur le regret qu'il en manque un troisième, ou peut-être deux autres, qui traitent du sujet du point de vue de l'histoire des arts et des esthétiques. La matière est là, magnifique, abondante et nouvelle.

PHILIPPE DAGEN.

★ L'IMAGE DU NOIR DANS L'ART OCCIDENTAL, de Hugh Honour, traduit de l'anglais par M.-G. de La Coste Messelère et Y.-P. Hémonin, Gallimard, 2 volumes de 388 et 304 p., 540 F.

SERGE BRUSSOLO
LA NUIT DU BOMBARDIER

Denoël

**LES AMERICAINS ONT STEPHEN KING
NOUS AVONS SERGE BRUSSOLO**

● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

Alain Renaut et l'avenir du sujet

Au commencement était Descartes. Avec lui naît, dans l'histoire philosophique, le sujet. Celui-ci est transparent à lui-même, et donc capable de se connaître entièrement : « Rien ne peut être en moi, c'est-à-dire dans l'esprit, dont je n'aie conscience. » Souverain de soi, l'homme cartésien est aussi souverain du monde : le savoir peut le rendre « comme maître et possesseur de la nature ».

L'histoire de la pensée contemporaine n'a pas seulement mis à mal ce sujet. En un sens, elle l'a mis à mort. Avec Marx, Nietzsche ou Freud, la conscience est apparue soumise à des forces dont elle ne sait rien. Déterminée à son insu par un inconscient économique, biologique ou psychique, elle n'est devenue qu'un point de vue — partiel, illusoire, et finalement impuissant. Bref, la modernité a dressé l'acte de décès de l'humanisme classique. Elle a même cru y découvrir la source de tous nos maux, pensant trouver dans le rationalisme des Lumières l'origine des totalitarismes.

Tout cela est bien connu. Mais doit-on nécessairement en conclure que tout humanisme est devenu impossible, voire dangereux ? Peut-on élaborer un nouveau statut du sujet — que requièrent notamment l'éthique, les droits de l'homme, les luttes politiques — sans pour autant réinventer naïvement des figures disloquées par deux siècles d'histoire de la pensée ? Ces questions, difficiles mais cruciales, sont au cœur de la réflexion conduite par Luc Ferry et Alain Renaut, ces dernières années. Ensemble ou séparément, ils ont publié d'importants travaux, dont les enjeux ont peut-être été masqués par l'effervescence suscitée par la *Pensée 68* (Gallimard, 1988).

Cet essai, qui malmenait de grands noms de l'ère structurale (Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan), suscite bien des débats, dont beaucoup d'entre eux simplistes que certains de ses analyses. Autour d'un vrai problème, les auteurs n'avaient fait qu'un méchant pamphlet. Bien que les iconoclastes suscitent toujours quelque sympathie, la caricature et l'amalgame nuisent à leurs desseins.

TOUT autre est l'*Ere de l'individu*, que vient de publier Alain Renaut. Certes, il y a bien une continuité. Il s'agit toujours de tirer au clair cet étrange paradoxe : devenu théoriquement le lieu de tous les maux et la source de tous les errements, le sujet est d'autre part supposé, pratiquement, par toutes les revendications et les combats liés à la dignité ou au respect de l'homme. Mais la tentative pour élucider cette énigme

se poursuit cette fois à travers une vaste et très ambitieuse investigation, qui embrasse l'histoire de la pensée moderne, de Leibniz à Emmanuel Lévinas.

Alain Renaut quitte donc délibérément le terrain de la polémique facile, comme celui de l'érudition historienne, pour tenter de restituer une logique interne de l'évolution philosophico-politique de l'ère contemporaine. Son projet est d'esquisser les grands traits de l'histoire du sujet dans la réflexion occidentale. Il entend ainsi mettre au jour les tensions et les lignes de force dont cette histoire, qui n'est pas uniforme, se trouve traversée.

La première tâche consiste à montrer l'insuffisance des analyses antérieures. Celle de Heidegger, en interprétant toute la métaphysique postérieure à Descartes comme une longue expansion triomphante de la subjectivité, raterait, chez Leibniz, Hegel ou Nietzsche, une dimension capitale. La lecture de

suffit à lui-même. L'indépendance est donc du côté de l'individu qui peut, à la limite, ne prendre pour norme que son désir. L'autonomie, en revanche, n'a rien à voir avec l'auto-suffisance ou le déni de toute règle. Elle consiste à se, donner à soi-même, envers l'autre, une loi, plutôt que de la recevoir de la nature ou d'une autorité extérieure.

A l'aide des distinctions que l'on vient de schématiser très grossièrement, Alain Renaut n'entreprend rien de moins qu'une relecture de la modernité. La monade de Leibniz, « sans porte ni fenêtres », marque la naissance, dans la philosophie, de l'individu contre le sujet. Berkeley et Hume poursuivent, sur le versant empiriste, la dissolution du sujet au profit de la croissance de l'individu. Hegel et Nietzsche, enfin, sont également interprétés à partir de cette logique de l'individualisme. Hegel l'achève dans la rationalité du Système, en faisant de l'individu sans dehors « l'Esprit du monde ». Nietzsche la porte à sa limite, en brisant l'idée même d'une universalité du vrai. Du coup, le sujet ne serait ni mort ni omnipotent. Oublié, remplacé par le logique de l'individu, le sujet serait, pour les impasses du présent, comme une issue en attente. A condition de la réélaborer et de chercher quel sens l'autonomie peut encore avoir, hors du cadre de la métaphysique. Du côté de Kant pourrait se trouver un recours — non pas un pur et simple retour à sa philosophie, qui ne serait qu'une régression sans portée. En répétant non pas Kant, mais son geste critique, il y aurait encore un avenir pour le sujet.

SUR ce dernier point, l'ouvrage n'est pas absolument convaincant. Peut-être parce qu'il reste trop près du texte kantien, sans développer toutes les conséquences de sa lecture. Ce n'est d'ailleurs pas le seul grief qu'on pourrait lui adresser. Par exemple le parallèle qu'il établit constamment, comme allant de soi, entre les analyses métaphysiques et la sphère socio-politique peut paraître trop peu élaboré. Il n'en reste pas moins que ce livre ardu impressionne par sa rigueur et par l'ampleur de ses vues. Prenant à contrepied les courants dominants de l'époque, il propose une mise en perspective de la philosophie moderne suffisamment inédite et forte pour faire date. S'il n'emporte pas toujours la conviction, il se situe au cœur du débat contemporain sur l'humanisme, dont chacun sait que les enjeux ne sont pas simplement des querelles byzantines.

★ *L'ERE DE L'INDIVIDU*, d'Alain Renaut, Gallimard, « Bibliothèque des idées », 306 p., 115 F.

● HISTOIRE

La métamorphose des villes

Une démonstration de Bernard Lepetit : comment, entre 1740 et 1840, se modela l'espace urbain français.

A sa manière discrète, ce livre constitue une petite révolution historiographique. Avec lui, en effet, se trouvent révoqués les principes qui, depuis vingt ou trente ans, fondaient la tradition française de l'histoire des sociétés : le choix du cadre monographique, la définition des objets de recherche à partir des archives disponibles, l'évidence probante des données empiriques. L'ouvrage de Bernard Lepetit renverse chacune de ces perspectives ordinaires.

A l'étude de cas, localement enracinée, il oppose la « macro-analyse », seule capable d'établir les relations et régularités caractérisant différents modes de l'organisation spatiale. A la primauté de la source, il préfère le jeu des hypothèses, ce qui oblige parfois à reconnaître qu'il est des interrogations sans possible solution étant donné l'état de la documentation, mais ce qui, plus souvent, conduit à l'invention de l'archive nécessaire au déploiement du questionnement.

Aux constats immédiats, donnés comme imposant par eux-mêmes leur vérité, il substitue la constante confrontation entre les données construites par l'enquête et les modèles formels qui, par conformité ou écart, sont aptes à en produire la compréhension. De là, le large emploi des systèmes d'intelligibilité maniés par les disciplines voisines de l'histoire et, plus encore, à la façon d'Ernest Labrousse ou de Jean-Claude Perrot, de ceux forgés par les économistes et les arithméticiens politiques des dix-huitième et dix-neuvième siècles. De là, la rare rigueur d'un livre dont la démonstration est articulée comme un raisonnement scientifique.

La notion de réseau

Au point de départ, une question : dans le siècle qui enjambe la Révolution, entre la première moitié du dix-huitième siècle et la monarchie de Juillet, l'espace s'organise-t-il à partir de fonctionnements nouveaux de son réseau urbain ? Et peut-on même parler de « réseau » pour cette époque ? En première approche, la réponse semble négative.

Durant ces cent années, rien ne paraît bouger : la part de la population citadine n'augmente pas, la hiérarchie des villes, établie à l'aune de leur population, fige ses rangs. Postérieure aux reclassements de la première modernité, antérieure aux bouleversements apportés par l'industrialisation, la période choisie donne l'impression d'une monotone stabilité.

Pourtant, à son terme, la manière de penser l'urbain n'est plus celle de ses commencements. Si aux représentations les plus traditionnelles de la cité close et monumentale, les économistes et administrateurs du dix-huitième siècle substituent le concept de la ville multiplicatrice des richesses, la pensée d'un réseau urbain articulé à l'échelle du royaume leur demeure étrangère.

Paradoxalement, c'est au moment où la ville disparaît de l'analyse économique, supplantée par la production, qu'apparaissent, chez les ingénieurs et les utopistes (qui souvent ne font qu'un :

pensons aux saint-simoniens), tout un ensemble de notions inédites : ainsi celle d'espace continu, de dépendances réciproques des cités, de système urbain. Une nouvelle modalité de l'organisation spatiale devient-elle ainsi pensable ? Mais est-elle déjà inscrite à la surface du territoire ?

Sans doute, mais pas dans toute la France, et pas du fait des innovations les plus spectaculaires. La réorganisation de l'espace administratif, qui promeut nombre de cités modestes au rang de chef-lieu de département et qui construit une véritable pyramide urbaine, n'a pas les effets que l'on aurait pu en attendre. Elle contribue sûrement à resserrer les écarts de la hiérarchie urbaine, rapprochant les villes moyennes des anciennes capitales provinciales. Mais, surtout, elle renforce les vieux modes de domination de cités consommatrices et rentières, maîtresses de l'espace cloisonné que chacune commande.

La clef de la novation est ailleurs : dans le progressif développement d'un réseau routier plus dense et mieux utilisable. S'il s'arrime à l'armature urbaine existante et favorise les villes dotées d'un pouvoir bureaucratique, ce réseau démultiplie les relations entre les cités, les associant non plus le long d'axes coupés d'étapes, mais selon les possibilités multiples offertes par un maillage serré.

France du Nord, France du Sud

De cette mutation, l'effet n'est pas général. Maniant avec une extrême virtuosité plusieurs indices — le contraste entre une France des marchés et des boutiques et une France des foires (1), la diffusion prompt ou retardée de l'innovation, l'uniformisation plus ou moins précoce des prix du blé, — Bernard Lepetit montre que le Midi demeure durablement un espace enclavé où les villes campent séparées les unes des autres, comme autant de petites capitales. Les fonctionnements nouveaux sont au Nord, dans une France parisienne largement entendue, là où la politique d'équipement voulue par l'auto-rité a mis en mouvement et relation un très ancien semis urbain.

France du Nord contre France du Sud. Conclusion attendue, direz-vous. Peut-être. Mais l'impeccable démonstration de Bernard Lepetit l'établit en toute certitude, débusquant sans merci les fausses explications, faisant justice des fausses oppositions (par exemple, entre modèle maritime et modèle continental de l'organisation urbaine : les villes françaises sont toujours, à la fois, administratives et marchandes). Il faut lire ce livre austère et exigeant qui anticipe peut-être un déplacement du travail historique, dépassant le genre monographique hérité de la géographie régionale du début de ce siècle pour la recherche des raisons qui gouvernent à large échelle, dans le cadre national, l'inégale distribution des faits sociaux.

ROGER CHARTIER.

★ *LES VILLES DANS LA FRANCE MODERNE (1740-1840)*, de Bernard Lepetit, Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'humanité », 490 p., 198 F.

(1) Sur ce sujet, un livre très neuf de Dominique Margairaz : *Foires et marchés dans la France préindustrielle*, éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 281 p., 150 F.

● ESSAI

Les nouveaux aristocrates

(Suite de la page VII.)

Ce que suggèrent toutes les observations recueillies, c'est que les principes de classement appliqués notamment aux lauréats du concours général sont à l'œuvre sous d'autres formes, tout au long du parcours des étudiants, qui se trouvent ainsi répartis, selon des critères apparemment scolaires et réellement sociaux, entre les différents lieux d'accueil qu'offre le système. Mais celui-ci ne livre la clé de cette répartition qu'à condition d'être considéré dans sa totalité. « C'est bien parce que le champ des institutions d'enseignement supérieur remplit sa fonction classificatoire en orientant les élèves vers des institutions elles-mêmes classées que l'on ne peut saisir l'effet majeur de son fonctionnement qu'à l'échelle du champ dans son ensemble », écrit l'auteur.

Tous les mécanismes de la vie scolaire, des procédures de sélection les plus ostensibles aux manières de faire les moins visi-

bles, conduisent à une série de dualités : entre les classes préparatoires, qui produisent les futurs cadres supérieurs en leur imposant des épreuves « qui, en tant qu'affirmations publiques de la maîtrise de soi, sont autant d'affirmations du droit à la maîtrise des autres », et les filières universitaires, qui préparent les cadres dits moyens, mais aussi entre les « grandes » et les « petites » écoles, comme entre le « pôle scientifique et intellectuel, socialement dominant mais économiquement et socialement dominé » (Ulm-Sciences ou Ulm-Lettres) et le « pôle administratif et économique, socialement dominé mais socialement et économiquement dominant » (ENA ou HEC). Ces divisions, qui se traduisent dans tous les aspects de l'organisation des études parce qu'elles sont elles-mêmes la traduction de divisions antérieures, se retrouvent ensuite dans celles des milieux dirigeants, s'il est vrai que « la structure du champ des écoles du pouvoir » est unie « par une relation d'homologie structurale » à « la structure du champ du pouvoir lui-même ».

On n'entrera pas dans le détail des démonstrations conduites avec beaucoup de subtilité par Pierre Bourdieu. On n'en retiendra que deux ou trois indications générales. La première est le recours à la notion de « noblesse d'Etat » qui donne son titre au livre. Ce n'est pas une simple métaphore. L'acte de séparation qui distingue les élus des réprouvés est, précise Pierre Bour-

dieu, « un acte de consécration ou, si l'on préfère, d'ordination qui, à la façon de l'adoubement selon Marc Bloch, institue un ordre ». C'est la même logique qui, en dépit des apparences, produit l'aristocratie d'Ancien Régime et la « noblesse scolaire » d'aujourd'hui. Comme les titres nobiliaires, les titres scolaires assurent à ceux qui les détiennent « un monopole légal protégé par l'Etat ». On peut même aller plus loin et considérer que la « noblesse d'école » est l'héritière de la noblesse de robe, qui s'est imposée jadis contre la noblesse d'épée.

Structures sociales structures mentales

Le deuxième enseignement de cette étude est qu'il est indispensable de saisir ensemble les structures sociales et les structures mentales. Autrement dit, contre ceux qui ont tendance à privilégier les premières, Pierre Bourdieu rappelle à juste titre qu'elles ne produisent leurs effets qu'à travers les comportements des hommes, mais, contre ceux qui soutiennent que seules comptent les secondes, il précise que, si les agents construisent par leurs actes la réalité sociale, ils le font toujours en fonction de la position qu'ils occupent. Ainsi la machine scolaire ne tourne dans les conditions décrites par Pierre Bourdieu que parce que, par un effet de « renforcement circulaire », ses utilisateurs en créent et en subissent simultanément les rouages

ou, selon une formule paradoxale telle que les aime l'auteur, « l'école choisit ceux qui la choisissent parce qu'elle les choisit ».

Enfin, il faut souligner que les relations mises au jour par le sociologue obéissent à des régularités statistiques, non à des lois déterministes, et que ces tendances sont d'autant plus fortes qu'elles se dissimulent à ceux qui les mettent en pratique. Aussi, en luttant contre cet effet de méconnaissance, le dévoilement de la réalité rend-il aux acteurs sociaux une part de liberté.

THOMAS FERENCZI.

★ *LA NOBLESSE D'ETAT*, *Grandes écoles et esprit de corps*, de Pierre Bourdieu, Editions de Minuit, coll. « Le sens commun », 370 p., 149 F.

— LA VIE DU LIVRE —

A l'occasion de la parution de l'ouvrage de

PIERRE BOURDIEU

La noblesse d'Etat

Grandes écoles et esprit de corps

Les Editions de Minuit et la Librairie Compagnie vous invitent à un cocktail

le jeudi 16 mars à 19 heures

Librairie Compagnie, 58, rue des Ecoles

75005 Paris. Tél. : 43-26-45-36.

livres d'histoire

neufs et épuisés

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 Paris

(1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS

Recherche de livres d'histoire

Vient de paraître :

LAWRENCE DURRELL

Letters to Jean Fanchette

Editions Two Cities

11, chaussée de la Muette

75016 PARIS

Tél. : 45-24-65-70.

110 p. - 110 F

● HISTOIRE

Et la Croix-Rouge se tut...

Un universitaire genevois détaille sans complaisance les carences de l'organisation humanitaire face à la barbarie nazie.

« EN 1944, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se voit décerner pour la seconde fois le prix Nobel de la paix. Mais les hostilités ne sont pas achevées en Europe que des questions lui sont posées sur son attitude face aux persécutions politiques et raciales perpétrées sous le III^e Reich. Des critiques (...) dénoncent son absence d'initiative. Son silence public est mis en question. »

C'est sur ce constat, somme toute banal, que s'ouvre une analyse historique rigoureuse du rôle de la grande institution helvétique pendant la seconde guerre mondiale. Et c'est sur ce constat, accablant, qu'elle s'achève : face aux victimes de l'holocauste, le CICR, garant du droit humanitaire, « a souvent cherché, non les moyens de l'action, mais, au contraire, une justification pour ne pas agir, afin de ne pas ébranler les missions conventionnelles sur lesquelles reposaient, à ses yeux, son existence même ».

Entre les deux constats, 375 pages forment l'essentiel d'un gros livre qui devrait faire date. « Une mission impossible ? » apporte, en effet, sur le problème le plus douloureux de notre temps des réponses espérées, ou redoutées, depuis quarante-cinq ans. Qu'il fasse du même coup l'effet d'un pavé dans la mare humanitaire de Genève n'est donc pas pour étonner.

L'exposé des faits et la critique sont, de surcroît, bien difficiles à contester : Jean-Claude Favez, l'homme qui a mené l'enquête pendant plusieurs années, est au-dessus de tout soupçon : il est recteur de l'université de Genève, son travail est bénévole et ses sources inattaquables. C'est le CICR lui-même qui lui avait confié la clé d'archives jusqu'alors tenues secrètes l'autorisant à puiser librement dans les dossiers aux fins de publication.

A travers les trois interrogations qui l'ont guidé (qu'a su le

CICR des persécutions politiques et raciales ? qu'a-t-il voulu faire ? qu'a-t-il pu faire ?), l'auteur suit l'organisation dans sa prise de conscience, ses réactions et ses interventions, de 1934 à 1945. Il laisse largement « parler les documents » ; et, à travers eux, les hommes qui eurent le redoutable honneur de présider alors aux destinées du CICR.

D'étranges œillères

Dans l'Europe en guerre, l'Europe de Hitler, la mission du CICR était-elle vraiment impossible ? Très tôt, grâce aux témoignages qu'il recueille, le Comité prendra conscience des déportations de prisonniers politiques et des persécutions raciales, en Allemagne d'abord, puis dans les pays de l'Est. Très vite, il constatera que le Reich ne se sent « plus tenu par aucun engagement juridique ni par aucune considération traditionnelle d'humanité ». Pourtant, ses réactions, ou du moins celles de ses dirigeants (car sur le terrain les délégués sont souvent plus courageux), seront toutes de prudence et de retenue. Pour ne pas dire plus.

Arrestations politiques, déportations, aggravation des persécutions contre les Israélites, camps de concentration : pendant dix ans, alors que le champ humanitaire et le nombre des victimes de la guerre s'étendent considérablement, le CICR, comme protégé par des œillères, maintient étroitement le cap sur ses « tâches originelles » et cède du terrain, tout particulièrement face à la Croix-Rouge allemande. Cette dernière, dont la croix n'a pas tardé à se noircir et à se nazifier, refuse souvent d'aider le CICR dans l'accomplissement de sa mission, surtout quand elle aborde la question juive.

Le comité n'en continuera pas moins à se prêter au petit jeu des relations et échanges diplo-

matiques dans lesquels il gaspille son efficacité et sa crédibilité : il se prêterait à des visites de camps qui sont des mises en scène dont le Reich tirera le plus grand profit ; il acceptera bientôt de laisser de côté certains sujets, à commencer par celui des juifs, que le Reich considère comme tabous.

Au fil des événements se dégage, au sein de l'organisation,

compassion et de soutien. Mais ils ne constituent à aucun moment une catégorie en soi.

C'est dans de telles dispositions, et après avoir déjà tant cédé, que la Croix-Rouge se retrouve, en 1942, face aux terribles développements de la « solution finale » : les déportations et exterminations massives de juifs. Et, que fait-on ? Favez résume la situation : « En

nationalité ennemie. En renonçant à la fin de l'année à une réponse que tout annonçait négative, il a en quelque sorte de lui-même retiré sa note (adressée à Berlin). Jusqu'en octobre 1944, il ne soulèvera plus ce problème dans une démarche officielle. »

En 1944, pressé par le Congrès juif mondial, par le War Refugee Board américain et par des sociétés de Croix-Rouge de relancer le Reich sur ce point, le CICR s'y refusera après s'être « assuré discrètement que les autorités helvétiques en feraient de même au cas où elles seraient consultées (...), ce que l'on accepte à Berne ».

Pour sauver l'honneur

Entre-temps, pour sauver malgré tout l'honneur, il avait été envisagé, en octobre 1942, de lancer un appel solennel au respect du droit des gens et des principes humanitaires. La majorité des membres du Comité (vingt et un) y étaient favorables mais pas les deux principaux dirigeants, proches du gouvernement helvétique, lui-même défavorable. Aussi l'appel eut-il droit à un « enterrement de première classe » et le CICR perdit l'occasion, face à la barbarie nazie, d'apparaître comme la grande conscience de l'humanité. Quelques semaines plus tard, à Londres, une déclaration approuvée par les gouvernements alliés et le Comité national français condamnait les « mesures bestiales d'extermination » du Reich. Le pape lui-même, dans son message de Noël, exprimait sa douleur pour les victimes.

Ces refus d'agir ou de prendre position, le CICR les a invariablement justifiés par les mêmes arguments : des interventions en faveur de certaines catégories de personnes soumises exclusivement à la loi nationale excéderaient le cadre des activités traditionnelles et conventionnelles de l'organisation : elles pourraient passer pour des ingérences dans les affaires internes de l'Etat, apparaître comme dictées par des considérations plus politiques qu'humanitaires. Elles risqueraient de compromettre l'action du CICR pour les pri-

sonniers de guerre et internes civils qui sont de son ressort. Enfin, vu l'extension de la guerre et l'intransigeance de Berlin, il serait illusoire et dangereux de vouloir trop en faire.

Il est vrai que, jusqu'en 1949, le droit humanitaire ne protégeait que les combattants des guerres entre les Etats (blessés, malades, prisonniers de guerre), vrai aussi que les persécutés raciaux « se trouvaient entièrement hors du domaine des conventions internationales humanitaires et même en tant que tels de la perception de la Croix-Rouge. Car le critère racial n'existe pas aux yeux du CICR (...) ». Mais le CICR ne pouvait-il pas se fonder sur d'autres critères ? Sur un devoir général envers l'humanité persécutée ? Sur son article 5 qui le rend « libre de prendre (...) toute initiative humanitaire rentrant dans son rôle traditionnel » ?

Coincée entre le refus inflexible du Reich et le carcan des conventions, la Croix-Rouge n'a pas osé. Elle a renoncé à certaines tâches essentielles de sauvegarde et de protection, tout en multipliant les opérations de secours et les envois de colis à certaines catégories de victimes. Le geste humanitaire concret remplace ici l'impossible protection juridique. C'est mieux, beaucoup mieux, que rien. Mais au regard de ce qui se passe alors, au regard de l'autorité, de l'obligation morale dont le CICR est investi, n'est-ce pas, malgré tout, dérisoire ? La mission était peut-être impossible ; mais élever le ton, dire non, exprimer une condamnation ne l'était pas. C'est de ne pas l'avoir fait, d'avoir gardé ce non-appel de la fin 1942 dans la gorge, qui change tout, qui modifie à jamais le jugement de l'histoire. Neutralité, que d'inaction, que de silences couverts par ton non !

R.-P. PARINGAUX.

★ UNE MISSION IMPOSSIBLE ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis, de Jean-Claude Favez, Payot Lausanne, 428 p., 220 F.

— Sur le même sujet, rappelons l'ouvrage de notre correspondante à Genève Isabelle Vichniac : Croix-Rouge : R les stratégies de la bonne conscience, aux éditions Alain Moreau.



une position qui va déterminer aussi perversité toute sa mission : pendant toute la période nazie, « les déportés des camps de concentration, déportés, prisonniers politiques et persécutés raciaux sont considérés par le CICR comme des groupes de victimes dignes d'intérêt, de

automne 1942, après de longues hésitations, le CICR s'est penché sur le sort des déportés dans les camps de concentration, et parmi eux des juifs, en cherchant à suggérer une assimilation ou à défaut un rapprochement avec les internes civils de

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Ça fonctionne...

(Suite de la page VII.)

Autant d'existences où les lettres d'amour enrubannées auront moins compté que les testaments refaits en hâte, que la plaisir torve de déshériter tel ou tel. Elargir puis transmettre le lopin de planète conquis jour après jour : telles sont leurs raisons de vivre, et leur mortelle gangrène.

PASSONS sur les grossesses et les contrats qui ponctuent ce genre de destin, les démenagements, les lettres anonymes, les départs à la guerre, les comes de bois et les moulins qui se négocient férocement. Sachez que le mari de Marthe tarde à revenir de la première guerre, qu'il finit par rentrer, par mourir quand même. A quarante ans, Marthe a gardé l'air de la femme qui se batte. Un autre métier de son espèce y est sensible, malgré ses treize ans de moins. Cellier, c'est son nom d'emprunt, est juif, plus sûrement qu'elle. Entre eux se noue, au-delà d'une idylle intermittente, la connivence des réprouvés. Dans la région, on appelle ces gens d'« ailleurs » les « accourus ».

D'autres « romances » surviennent entre les deux guerres : les sœurs Bronski, riches et fantasques comme peuvent l'être des Russes qui ont fui 1917 avec leur samovar et un sens de la fête où les minotiers de Tours, faute de le partager, violent la main du diable. Les Bronski rachètent le manoir de noblesse locaux et y organisent des folles nuits dans le style de la *Règle du jeu*, de Renoir. Déjà l'approche de la deuxième guerre mondiale accentue le goût des ivresses au bord du gouffre.

Des alliances se forment et se défont. Une des Russes, peintre, devient la belle-fille de Marthe. Des appartements parisiens s'ajoutent aux domaines amassés. Des actrices tournent la tête des bons bourgeois. Un noble allemand fuit le nazisme. Munich apporte son lâche soulagement, dans des odeurs de quintonne et de brillantine Roja. L'exode passe par les ponts de Tours. Les Stuka jouent les destins aux dés. L'Occupation met fin aux extravagances dont Marthe n'a jamais eu l'idée, faute d'un minimum de biens au départ, le sens du luxe s'héritant avec le luxe même.

Une mort silencieuse, et suspecte, clôturera cette vie à la fois imposante et limitée, à force de n'avoir servi qu'une idée fixe : ensevelir sous les possessions terrestres, terribles, la honte d'un monogramme au dos d'une montre...

TANT qu'à traverser le siècle à dos de familles, mieux vaut emprunter l'inénarrable caravane de l'Exposition coloniale, avec le recul ironique et attendri qu'invite à prendre Erik Orsenna. Les *Figurants*, de Weyergans, ont le même

mérite de plonger dans les entrelacs de l'Histoire et de certaines vies singulières en prenant avec le genre des distances risquées.

Irène Frain se refuse systématiquement ce « second degré ». Elle ne raconte pas pour jouer mais pour être lue. Elle s'adresse à cet « accouru » de la culture qu'est le lecteur pour qui ce qui est écrit est vrai, qui n'est pas là pour plaisanter ou réfléchir sur l'art de conter ; il en va de son plaisir unique, celui de croire.

Tant de respect pour l'instrument romanesque hérité du siècle dernier revient à cultiver le lieu commun, non sans ascétisme. L'auteur, on le pressent, ne demanderait qu'à multiplier les clins d'œil et les surprises. La signification du roman y perd en subtilité. Nous n'aurons guère appris que nous ne sachions, sur la violence et la solitude tapies derrière l'esprit dit de famille, sur la haine de l'acquisition forcée et de la transmission mesurée en stères de bois ou en bagues de grands-mères. On a la confirmation tous les jours de ce que, quand l'argent commence à occuper l'esprit, fût-ce le plus gratuit et le plus enjoué, l'amour, l'amitié, la dignité violent en éclats. Ce n'est pas parce que les hommes politiques convaincus de cette évidence ne s'y réfèrent plus volontiers qu'elle a cessé de sauter aux yeux...

VOICI donc une histoire à l'ancienne, où rien ne dépasse, où l'auteur observe strictement le vieux pacte réaliste, se servant de la prose comme d'un instrument fiable, indiscuté, et faisant aux poètes d'avant garde le soin de le mettre en cause. Comme au siècle dernier, une solide convention assoit la réalité de la narration. Ici, il s'agit de photos retrouvées dans un carton, de quelques films Pathé-baby ; autant de traces dont nous avons tous des exemples, comme de ces secrets qui fondent les traditions familiales, plus que tous les messages d'agonisants : l'oncle féru de bordels, le trésor caché, la liaison clandestine du cousin...

Quand Marthe grelotte près de son poêle en s'apercevant qu'elle n'a plus d'avenir, on craint que ce ne soit le cas de la manière dont son histoire nous a été contée. Mais les vieilles règles sont observées avec agilité. La pluie mouille. Les descriptions associent tous nos sens. Les mots justes créent des instants de grâce. Les vélos traversent la campagne. Le tuffeau des maisons blanchit sous l'orage.

Selon une formule si employée qu'on en oublie l'horreur : ça fonctionne...

★ SECRET DE FAMILLE, d'Irène Frain, Lattès, 490 p., 95 F.

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris



par Bernard MARVEY

Codition Pavillon de l'Arsenal à l'occasion de l'exposition « Le Jer à Paris » au Pavillon de l'Arsenal du 9 mars au 21 mai 1989. Un volume 18 x 30, 208 pages, 130 illustrations dont 40 en couleurs, broché, 180 F.

Vient de paraître la 2^e édition revue de **LA CONSTRUCTION ROMAINE** Matériaux et techniques par Jean-Pierre ADAM Collection Grands manuels Picard Un volume 22,5 x 27, 368 pages, 756 illustrations, relié, 550 F.

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE !



Tirez vos documents Macintosh, PC ou portable sur notre imprimante à laser. Location Mac et formation à l'usage. **LASERMARK** 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 48 08 84 01 Lun - Ven 9.00 - 18.30 Sam 14.00 - 18.00



384 PAGES 179 Frs.

Calayre recherche pour leur nouveau département librairie

UN VENDEUR(SE) EXPÉRIMENTÉ(E)

Spécialiste des livres pour la jeunesse

Ecrire avec CV, photo à : T. Blanc, service recrutement 40, boulevard Haussmann, 75009 PARIS

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

« Mon pauvre vieux papa... »

★ **PIANISTES**, d'Anthony Burgess, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Carasso, Grasset, 281 p., 99 F.

ENCORE une fois, Anthony Burgess, le géant insatiable (1) — avec une vingtaine de titres traduits en français, — nous étonne, nous fait rire, nous fait pleurer. Qu'est-ce qu'on peut demander de plus à un livre où le talent éclate à chaque page ?... Et s'il éclate trop, tant pis, tant mieux. *Pianistes*, ou plutôt « les Joueurs de piano » (*The Piano Players*), publié par Hutchinson à Londres en 1986, le « roman » qui sort cette semaine en librairie et qui a dû être écrit juste avant la grande autobiographie contenant la première partie de ses confessions (*Little Wilson and Big God*, publiée pour son soixante-dixième anniversaire, en cours de traduction chez Grasset), offre la particularité d'être une autobiographie romanesque. Mais racontée au féminin.

Cette vieille dame, me direz-vous, la narratrice qui prend le soleil aux terrasses des cafés d'un village du Var et qui nous raconte sa vie, ne ressemble pas, au premier abord, à l'auteur d'*Orange mécanique*. Et pourtant... : « Je suis une gentille petite vieille toute mince, le cou un peu décharné, mais c'est bien naturel, et mes cheveux blancs sont joliment teintés de bleu par le meilleur coiffeur de Cannes, l'endroit où je passe l'hiver, et mes ongles sont très soignés et vernis cannelle et je porte un peu de rouge à lèvres et d'ombre à paupières, et d'ordinaire on me voit vêtue d'un tailleur-pantalon de bonne coupe bleu, gris ou écru. Je m'enorgueille d'être très anglaise, j'essaie même de parler français avec l'accent. (...) On m'a appelée « la Belle Hélène », du temps de son splendide, mais je suis née Helen Henshaw et je conserve mon nom de jeune fille. »

Anthony Burgess lui-même, né Anthony Wilson à Manchester en 1917 comme son « héros », n'a-t-il pas choisi de conserver le nom de jeune fille de la mère qu'il n'a jamais connue, Elizabeth Burgess, une danseuse et chanteuse de music-hall, célèbre alors comme la « Beauté Belle Burgess », morte de la grippe espagnole en même temps que Muriel, la sœur unique de l'écrivain, alors qu'il avait un an ? C'est cette sœur, qui n'a existé que dans son souvenir et qui n'a vieilli que dans son imagination, et surtout Joe Wilson, son père, son « pauvre vieux papa », un peu ivrogne, très rêveur, pianiste dans les bastings et les cinémas du temps du

muet, qu'il évoque dans *Pianistes*, s'ingéniant par tous les moyens à faire remonter la mémoire d'une Angleterre qui n'existe plus...

« Il y a les violonistes et puis les violoneux. Mais, en face des pianistes, il n'existe pas de pianoux. C'est à cette deuxième catégorie qu'appartient mon pauvre vieux papa, se souvient la vieille dame. Au pub, au cinéma et au bout de la jetée à Blackpool, il fut toujours le pianotier. Pas d'applaudissements pour mon papa. Il n'était ni Schnabel, ni Rubinstein, ni Horowitz, ni son arrière-petit-fils. Il était le pianotier. »

Pianotier, pianotier... Helen-Anthony évoque son enfance misérable, elle, mal nourrie de trop de tourtes, de pâtés et de trop de « fish-and-chips », lui, de bière Bass à la pression ; mais une enfance pleine de musique. Burgess, qui n'a jamais caché sa passion profonde pour la musique et qui avait décidé à quatorze ans de devenir compositeur — il a composé un nombre impressionnant de chansons, de symphonies, de concertos, de sonates, etc., — écrit pour la première fois un roman de musicien, sur son rapport à la musique. (Actuellement, il prépare le livret d'un opéra sur 1789, qui sera créé à la Scala de Milan avec des marionnettes d'Enrico Baj, et il a dû renoncer, faute de temps, à composer la musique, qui a été confiée à Massimo Schuster, un ancien du Théâtre américain Bread and Puppet.)

La petite Helen, l'enfant de la belle, prend conscience de la vie, à quatre ans — en 1921 — lorsqu'elle commence, sur les pas de son père, à hanter les salles de cinéma de Manchester, au Piccadilly, au Royal, au Star, où Joe (« Mon papa disait qu'il était musicien, peut-être mauvais, mais musicien quand même ») tape sur des instruments plus ou moins dégingués, frappant parfois directement sur les cordes avec un petit maillet pour



Le cinéma parlant allait finir par combler la fosse du pianiste...

produire un effet de cloches ou de cithare, faisant le tonnerre en secouant des pois secs dans une boîte à biscuits ou avec une feuille d'aluminium, faisant chanter à la fillette de neuf ans Home Sweet Home, sur des images de Mary Pickford...

Le romancier se montre un maître lorsqu'il décrit les leçons de piano que le père donne à la fillette, l'initiant aux accords, aux triades, aux septièmes, montant et descendant le ré mi fa sol la si et le si la sol fa mi ré (qui font en anglais DEFGAB ou BAGFED), composant pour elle des airs dont les notes font des paroles, tel ce CABBAGE (do la si la sol mi), FACE (fa la do mi) : « Face de chou, cabbage face, Comme tu habites ici un point c'est tout. On l'appelle face de chou. » Quelle tendresse se glisse entre les notes quand ce vieux bonhomme de daddy, qui ne peut enseigner que ce qu'il sait, dit comme il peut la petite orpheline ! Quelle grâce lorsqu'il se met à la place de la petite pour la faire parler, pour éprouver ses sentiments à elle ! On en rit. On en pleure.

Ainsi, la première expérience de la gamine de onze ans obligée de remplacer son père malade, au pied levé, pour un film qu'elle n'a jamais vu, une super-

production allemande qu'elle appelle *Metro Polis* : « Je sais jouer, je vous dis, dit-elle bravache au directeur de la salle qui veut l'empêcher de passer. Mon papa m'a appris à jouer. » Rejetonné d'un vieux catholique romain qui n'accepte pas la loi de la majorité anglicane et joue parfois — ô scandale ! — Foi de nos pères, un vieil hymne catholique au lieu du *God Save The King*, et qui se révolte lorsque le recteur (qu'il appelle le recteur) veut lui imposer les airs et les cantiques à jouer sur les images d'un film pieux sur Jésus intitulé *Lumière du monde* : « Ainsi, dit mon papa, Notre Seigneur est devenu la propriété privée de l'église d'Angleterre, c'est bien ça ? »

BURGESS n'a pas attendu les Versets sataniques pour se dresser contre tous les obscurantismes, toutes les intolérances, et ce n'est pas un hasard s'il fut le premier, dans la presse anglaise, à s'élever contre les menaces de mort de l'ayatollah en dénonçant les « tactiques de gangsters de l'islam » et un « opportunisme qui fait honte à l'islam » (« Je ressens à l'égard de Khomeiny le même sentiment que celui que j'éprouvais à l'égard de Hitler avant 1939 », écrivait-il, unissant dans sa protestation tous les fondamentalismes, « qu'ils soient islamiques ou chrétiens »). Mais revenons à *Pianistes*, dans lequel il se rappelle, avec la même hargne, les années de son enfance : « Il arriva qu'on programme ce film religieux à propos duquel il y a eu tant d'histoires aux États-Unis où on l'avait tourné, la vie de Notre Seigneur, pour le monde, disant que c'était un sujet trop vénérable pour qu'on en fasse un film qui les gens regarderaient en mastiquant du chocolat ou en tirant sur des clichés et en se pelotonant au dernier rang. (...) Lorsque le film fut programmé au Star, le papa reçut des instructions fort strictes édic-

tées par le recteur de l'église de la Sainte-Croix. « On aurait cru que quel que grand concile religieux ou autre se mêlât soudain de coller son nez dans la distribution du film en exigeant qu'un membre du clergé dise quelques mots, en fait, délivre un sermon avant la projection. » Et pourtant, on ne jouait pas intolérance.

Burgess n'a pas l'air de croire à l'efficacité des éducations bourgeoises et s'intéresse peu à la formation donnée à Helen dans un pensionnat anglais, puis à Bruxelles, dans l'étrange couvent de religieuses à talons aiguilles où l'on enverra l'adolescente, mais il passe vite sur ces écoles à former des jeunes filles « bien » ou des putains de haut vol et s'intéresse peu à la carrière d'Helen-Hélène, devenue chef d'entreprise très spéciale et ouvrant des « Ecoles d'Amour » à Singapour, Bangkok, Hambourg, Londres... Il expédie aussi, à toute vitesse, le mariage d'Helen avec Al Batross, la naissance de son fils Robert — le père du futur pianiste virtuose William Batross —, le divorce et une folle équipée en Italie avec le cadavre de la belle-mère qu'on balance sur le toit de la voiture, pèture idéale pour les corbeaux et les mitraillettes de policiers maladroits, etc. Humour démoniaque dans lequel se complait Anthony Burgess, qui mène à la mort le « pauvre papa » dans un tragique « marathon » pianistique dont il ne se relèvera pas.

LES mots explosent dans une richesse verbale absurde et multilingue d'un auteur qui joue avec les notes de musique, les langues, les calembours, la quintessence de la culture anglaise avec une virtuosité digne d'un « Paderowski » (1), admirablement rendue par un Jean-Pierre Carasso en grande forme qui se montre à la hauteur de son auteur (comme du précédent traducteur attitré de Burgess, Georges Belmont).

« Mon papa était convaincu qu'avec sa méthode tous les enfants pourraient jouer Mozart en un mois. Ce fut la seule chose sur laquelle il se montra jamais optimiste », conclut le narrateur-narratrice : introduit-il là une vague métaphore sur le ratage de l'artiste et sur le destin de l'écrivain qui ne peut être qu'une prostituée ? Qui sait ? Dieu le sait, Burgess le sait.

(1) Vient de paraître cette semaine à Londres un nouveau roman : *Any Old Iron* (Hutchinson, 339 p.), mélange hirsute de mythes sur la glorie militaire et la pureté raciale. Ce qui porte à plus de quarante les œuvres de fiction de l'auteur en moins de trente ans !

Et si l'on parlait du livre de Rushdie ?

Sous l'affaire, l'œuvre. Elle est riche et complexe. En voici quelques clés.

PARMI ceux qui parlent de l'affaire Rushdie, combien ont lu le livre ? C'est d'ailleurs un écrivain très peu (ou très mal) connu en France. Il est donc enfin temps de parler un peu de son œuvre. On peut d'ailleurs se demander si la publication dans les journaux d'extraits des *Versets sataniques* a vraiment rendu service à son auteur, car ce livre si riche et si complexe, structuré autour de leitmotivs et de thèmes récurrents, se prête mal à ce genre de découpage. Les extraits, qui concernent notamment le Prophète et l'islam, donnent également une vision quelque peu déformée du livre qui découvera en fin de compte les lecteurs à la recherche d'un pamphlet antislamique.

Salman Rushdie est, comme tout le monde le sait maintenant, un Indien devenu britannique. C'est plus précisément un Indien musulman dont la famille est partie s'installer au Pakistan et qui lui-même a été élevé en Angleterre, où il vit à présent. Toute son œuvre s'inscrit sous le signe de cette triple appartenance, qui se retrouve dans *the Satanic Verses*



BERENICE CLERYE

et qui apparaît comme un enrichissement plutôt que comme un déchirement. Ainsi, le livre éblouissant qui l'a fait connaître, *Midnight's Children* (les Enfants de minuit), concerne essentiellement l'Inde (1), le suivant *Shame* (la Honte) plutôt le Pakistan, et celui-ci, *the Satanic Verses* (les Versets sataniques) — mais il faut noter que « verset » en anglais n'a pas forcément une connotation religieuse ; d'ailleurs, le livre s'ouvre sur d'autres vers d'origine douteuse), concerne... quoi au juste ? Il parle des trois pays et n'est guère tendre pour les auto-

rités britanniques ; il soulève notamment quelques problèmes délicats concernant la communauté immigrée en Angleterre. Mais son sujet est plutôt la nature de l'inspiration religieuse, la confusion entre inspiration divine et inspiration diabolique, entre le principe du bien et le principe du mal ; bref, il sème le doute.

Voilà en effet des thèmes qui dérangent. Mais la polémique, en fixant l'intérêt sur le côté blasphématoire de certains passages concernant l'islam, fausse le sens du livre en lui attribuant uniquement un côté provocateur assez simpliste. En fait, ce livre, comme

ses ouvrages précédents, crée un monde baroque et foisonnant proche par certains aspects du « réalisme magique » qui est peut-être la seule façon de raconter le tiers-monde aujourd'hui. *Midnight's Children* parle de l'histoire récente de l'Inde à travers son héros et sa famille, dans des péripéties qui mêlent l'histoire à la magie et au mythe. Le récit très complexe renvoie à des aspects multiples de la réalité indienne, comme à des mythes hindous, en un foisonnement éblouissant, car Rushdie est aussi un conteur. Mais tout cela est inséré dans une structure rigoureuse fondée sur des récurrents qui renvoient à la réincarnation. En passant, il critique sans merci le gouvernement indien et surtout M^{rs} Ghandhi, comme dans *Shame*, livre encore plus féroce, où il s'attaque à Zia Ul Haq et à l'intolérance.

Dans *the Satanic Verses*, nous trouvons la même complexité et le même foisonnement du monde rushdien, cette fois raconté par le diable. Le lecteur est pris dans un univers qui mélange la réalité et le fantastique où, comme dans *Midnight's Children*, le cinéma indien joue un rôle important. Les événements qui se déroulent dans plusieurs continents entretiennent des liens très complexes, et l'interprétation en est moins aisée que dans ses ouvrages précédents. Un épisode qui reste particulièrement en mémoire est le pèlerinage fantastique de tout un village indien affamé qui part à la suite d'une jeune fille illuminée, au milieu de nuages de papillons, à travers le pays en direction de la mer qu'ils doivent traverser à pied pour se rendre à La Mecque. Le pèlerinage est suivi en Mercedes par le

grand propriétaire terrien qui essaie de semer le doute et combattre l'influence de la prophétie. Est-elle inspirée de Dieu ou du Diable ? Arrivé au bord de la mer, le village entier s'engloutit sous les flots, mais continue à marcher vers La Mecque... Cet ambivalence symbolise les questions que pose Rushdie. C'est la même interrogation qui sous-tend les passages sur le Prophète et qui constitue un sujet d'indignation pour les croyants.

Il faudrait aussi parler de l'humour de Rushdie, car, comme

UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ THOMAS MORE : SON SECRET L'UTOPIE

ORIGINAL, INTÉGRAL, illustré et traduit par André Prévozet, docteur en lettres, laureat de l'Académie française. Biographie. Tables. Index. Questions écrites. 750 pages.

UNE ÉDITION D'ART : papier à l'antique, reliure de luxe. Tirage or. Toile de lin chinée. Signée. Sous verre. Portraits de MORE en couleurs par Holbein. 18 x 24.

LE LIVRE À OFFRIER : l'Utopie de Thomas More. Même édition, en tirage SOS, 108, rue du Bac, Paris (7^e).

PAR POSTE : COMMANDE à A. Prévozet : 250 F. Franco. CCP 1462-612 Lille ou chèque bancaire ou euro-chèque en francs français, 16, avenue des Fleurs, 59110 La Madeleine. Livré par retour. Emballage à toute épreuve. Pour envoi en recommandé, ajouter 20 F.

Déclarez sur commande - Tél. : 20-65-29-16.

ses autres romans, *the Satanic Verses* est un livre très drôle. Cet humour repose en grande partie sur un travail du langage, car il transforme la langue anglaise en un jeu d'artifice verbal fait de jeux de mots, d'allusions, d'inventions lexicales, et il exploite différents registres : l'anglais indien, l'anglais indien mod, l'américain, le langage des immigrés, celui des fonctionnaires...

L'incompréhension de cette ouverture aux autres, de ce « métissage », rend l'affaire Rushdie consternante. Cet auteur qui prêche la tolérance et milite pour le droit des minorités en Angleterre a déchaîné une vague d'intolérance et de fanatisme qui, à son tour, sert à justifier les pires préjugés contre les musulmans. On comprend l'amertume de l'auteur face à ce déferlement qui semble sortir tout droit des pages d'un de ses livres. Dans une boucle toute rushdienne, la ligne de partage entre la fiction et la réalité s'efface, les thèmes du livre se retrouvent sur la scène mondiale avec des illuminés (inspirés par qui ?) faisant croire aux foules que leur conscience est violée par un livre dont ils ne savent rien. Cette campagne aux motivations troubles rend encore plus difficile la tâche de ceux qui, comme Rushdie, défendent la laïcité dans les pays musulmans, et menacent l'équilibre fragile entre des communautés différentes.

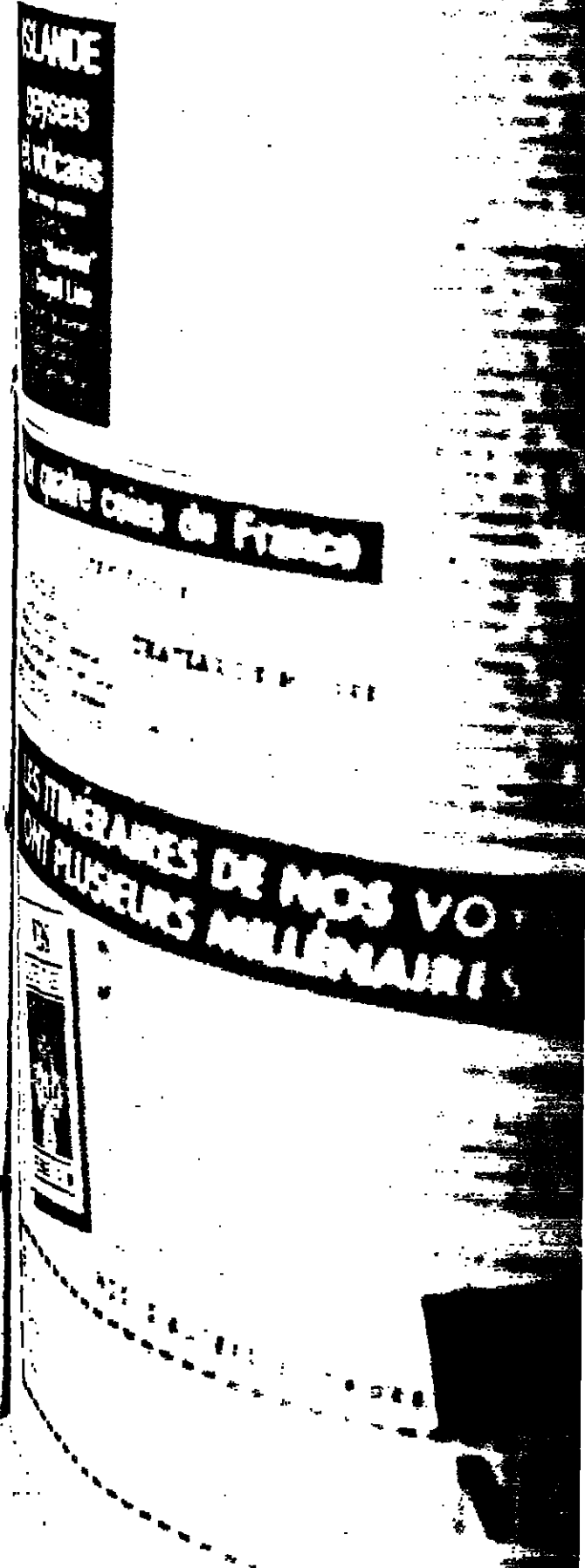
ANN THOMSON.
Angliciste,
maître de conférences
à l'université d'Alger.

(1) Les Enfants de minuit, traduit de l'anglais par Jean Guillebaud, a été publié chez Stock en 1983, suivi de la Honte (1984) et Le Sourire du Jaguar. Un voyage en Nicaragua (1987).

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

سكزا من الأصل

Cafes clac



Football et élections

Les dribbleurs de la Croisette

Bien que le sport en général et le football en particulier occupent une place importante dans les budgets municipaux, les candidats aux élections des 12 et 17 mars n'en ont pas fait les chevaux de bataille de leur campagne. Sauf à Cannes : le club de première division présidé par le maire sortant, M^{me} Anne-Marie Dupuy, est un des nombreux sujets de discorde avec son principal adversaire, M. Mouillot. Bizarrement, dans cette querelle autour du ballon rond, les deux prétendants à la mairie se font épauler par des rugby-men, Jean-Pierre Rives et Jean-Charles Orso.

CANNES
de notre envoyé spécial

« Cannes, le sport ça va ! » Les lettres bleues sur fond blanc, la pancarte rassure l'électeur dans la salle d'exposition du Palais des festivals. Effectivement, l'équipe locale de football brille en première division, le club de volley-ball masculin est en nationale 1 A, son alter ego féminin est également au plus haut niveau, le club de natation a bonne réputation, et un budget de 17 millions et demi est consacré aux activités sportives de vingt-deux mille licenciés répartis en cent sept associations (sources municipales).

Et, preuve suprême de ce dynamisme, l'un des plus passionnants matchs politiques de l'année se jouera dimanche 12 mars sur la Côte d'Azur : Anne-Marie Dupuy, soixante-neuf ans (RPR) face à Michel Mouillot, quarante-cinq ans (Parti républicain). Le punch contre l'expérience pour une primaire à droite attendue comme l'apothéose d'une campagne agitée où ici, encore plus que dans d'autres villes, le sport aura été omniprésent.

Le 6 août 1987, cette « dame de fer » azuréenne a accepté la présidence du club de foot. L'AS Cannes venait d'accéder à la première division ; s'estimant insuffisamment reconnu par la municipalité, le président de l'époque, Francis Guilloit, avait démissionné. Les dirigeants en place avaient alors tenté

un savoureux coup de poker : proposer la présidence à Anne-Marie Dupuy en personne, cette « Mère Denis » (surnom en vogue chez les supporters) qui ne connaissait rien et ne voulait rien connaître du football. « J'ai d'abord failli tomber à la renverse. Mes amis politiques m'ont dit que je serais folle d'accepter. C'est pourtant ce que j'ai fait. Certainement pas dans un but électoral, simplement par devoir. La ville étant le premier sponsor du club, avec une subvention de 6 millions de francs, je ne pouvais pas, par loyauté envers les contribuables, abandonner l'AS Cannes à n'importe qui... »

Pour certains, toutefois, M^{me} Dupuy aurait pris ces responsabilités pour contrecarrer M. Mouillot, qui aurait eu alors l'intention de placer un des ses amis à la tête du club. Entre cette gaulliste à l'ancienne mode et ce « fils de pub » de la génération Léotard, les rapports ont toujours été tendus. Et particulièrement à propos du ballon rond, même si cela n'est pas tombé dans le domaine public.

La descente sur la pelouse

C'est que Michel Mouillot a joué la prudence. L'équipe cannoise gagne. Le club est bien géré. Et Anne-Marie Dupuy se contente de superviser la question financière. Qui s'en plaindrait ? Pas les joueurs, encore moins le public : les résultats sont inespérés, même les dirigeants d'autres sections sportives applaudissent. Pierre Coquand, président du club masculin de volley-ball (1,32 million de subventions), témoigne : « Nous ne nous sentons pas lésés, au contraire. M^{me} Dupuy a pris conscience des problèmes du sport de haut niveau. »

M. Mouillot campe donc sur la défensive. Si ce bulldozer politique se rue à l'attaque, c'est en termes choisis. Il vise M^{me} Anne-Marie Dupuy, pas l'équipe. Surtout pas l'équipe... « Un maire n'a pas à être président ! Elle déteste les joueurs et les spectateurs du foot. Elle fait du partidarisme en pensant se doter

d'une image plus jeune, et c'est raté. Quand elle descend sur la pelouse, les gens la sifflent. »

Une analyse nuancée par le candidat socialiste Henri Rossi (rocardien) : « Je trouve détestable et vulgaire cette utilisation de la passion des gens, mais elle lui a peut-être permis de glaner quelques voix populaires qu'elle avait perdues par son sectarisme et son autoritarisme. »

Qu'advient-il de l'AS Cannes au lendemain des municipales ? Des cités du quartier populaire de La Bocca aux allées de la Liberté, terrain de jeu favori des joueurs de pétanque, la question a fait le tour de la ville. En cas de défaite, M^{me} Dupuy abandonnera la présidence, et les responsables actuels du club, le manager général Alain Molzan et même l'entraîneur Jean Fernandez, pourraient être aspirés dans le tourbillon d'une crise inévitable. M^{me} la présidente s'empresse d'ailleurs de brandir sous le nez des électeurs cette menace de grand chambardement : « Ce n'est pas du chantage, mais les supporters devraient penser aux conséquences que l'élection de Mouillot pourrait avoir sur l'AS Cannes. »

Comme Mouillot promet qu'il ne changera pas la présidence, mais admet que le futur patron du club devra aller dans le même sens que lui. Sur la Croisette, on lui prête l'intention de promouvoir à ce poste l'ancien international Jean Baeza et de nourrir pour l'AS Cannes des ambitions européennes avec l'appui d'un sponsor de renommée internationale : « Je connais beaucoup de monde dans ce domaine. »

En attendant la victoire que les sondages lui promettent, le « Kennedy de la Côte » s'est tout de même efforcé de séduire les sportifs locaux. D'abord en attaquant la municipalité sur le terrain des activités de masse : « Un jeune qui souhaiterait faire du sport à Cannes ne peut pas. » M^{me} Dupuy réplique énergiquement : « Les sportifs cannois sont heureux. Ils disposent d'équipements de qualité et nous allons leur en construire de nouveaux. »

Ensuite, M. Mouillot a placé sur sa liste son ami Jean-Pierre Rives, ancien capitaine du XV de France : « Il n'est pas là pour le rattachement électoral mais afin d'agir dans le domaine du sport et de la culture, ce sera un ambassadeur de la ville », prévient M. Mouillot. « Casque d'or » se veut pourtant nettement moins catégorique que son candidat favori. La campagne, d'accord. Mais les responsabilités... « Je le soutiens au nom de l'amitié, certifie le joueur de rugby, ce n'est pas un engagement politique. Nous verrons plus tard si éventuellement mon travail me laisse le temps de jouer un rôle dans la vie cannoise. » Bien camouflé aux alentours de la trentième place sur la liste, il ne devrait guère être inquiété.

« Jean-Pierre Rives suit Mouillot ? Mais, moi, j'ai Jean-Charles Orso : vous savez, il joue aussi au rugby, n'est-ce pas ? », réplique M^{me} Dupuy. Un troisième ligne contre un seconde ligne ! Tentative d'équilibrage de la puissance de feu sportive : « La famille Orso est une vieille famille cannoise. Notre association ne date pas d'hier. »

Ainsi propulsés au cœur d'une inhabituelle mêlée, les deux hommes ont pu disputer à distance un match électoral de haut niveau. Conclusion technique de Jean-Pierre Rives : « Le résultat de dimanche ne m'empêchera pas de faire la tise à Jean-Charles et de déjeuner avec lui. »

PHILIPPE BROUSSARD.

AUTOMOBILISME : Les préparatifs de la saison de formule 1

Ligier retourne à l'atelier

Depuis 1981, les monoplaces bleus de Guy Ligier n'ont plus gagné sur un circuit de formule 1. L'ancien joueur de rugby pense cependant qu'il a toujours sa place dans le championnat du monde grâce aux nouvelles installations dont il dispose à Magny-Cours (Nièvre).

C'EST à La Renaissance, la délicieuse table de Jean-Claude Dray à Magny-Cours (Nièvre), que Guy Ligier reçoit désormais ses hôtes. Après une saison catastrophique en 1988 (« Nous étions morts », dit-il. Nous ne représentons plus rien.), le constructeur d'automobiles de formule 1 ne pouvait trouver meilleure enseigne pour parler de ses projets et de ses ambitions.

Si la silhouette trapue de cet ancien champion de France d'aviron et de motocyclisme, international B de rugby et talonneur de Vichy, puis encore pilote de formule 1, avait pratiquement disparu des circuits la saison dernière, c'était pour cacher un profond dépit. A cinquante-huit ans, Guy Ligier affirme, en effet, n'avoir rien perdu de sa motivation première.

« J'ai toujours envie de défendre les couleurs de la France, dit-il. J'aime ma patrie, car mon père me l'a appris tout jeune. La formule 1 est une véritable technologie pour un milliard de téléspectateurs. Nous avons toutes les industries de pointe pour y réussir. On n'a pas le droit de baisser les bras devant les Japonais, les Britanniques ou les Américains. »

Les yeux dans les yeux, une main tendue comme pour saisir le bras de son interlocuteur et l'autre sur le cœur, Guy Ligier prend alors le ton des confidences. « Nous avons encore deux ans de purgatoire, soufflette-t-il. Mais si je suis reparti cette saison, c'est parce que j'ai l'ambition de regagner un jour. »

Conviction sincère du numéro d'acteur souvent répété ces dernières années ? La saison 89 ne se présente pas sous de meilleurs auspices. Face aux moteurs atmosphériques de la nouvelle génération conçus par Honda, Renault, Lamborghini ou Ford, les monoplaces bleus de René Arnoux et du néophyte Olivier Grouillard seront encore propulsés par le Ford Cosworth DFR (quinze moteurs achetés 20 millions de francs). La première coque de la JS 33, sous traitée

en Grande-Bretagne, n'est arrivée que le 5 mars et la seconde le 8. Les premiers tours de roue sont programmés le 13 mars, moins de deux semaines avant le Grand Prix du Brésil.

Ce constat, plutôt inquiétant, est néanmoins balayé d'un revers de main. Guy Ligier voit déjà plus loin et peut désormais montrer aux sceptiques ses raisons d'espérer. A peine le temps de regagner la nationale 7, qu'apparaît à flancs de collines le nouveau circuit de Nevers-Magny-Cours avec sa technopole des sports mécaniques.

rait accueillir le Grand Prix de France de formule 1 en 1991. Ce délai ne sera pas de trop pour réunir les conditions d'un retour au premier plan des Ligier, qui n'ont plus connu la victoire depuis 1981. L'atelier de Vichy a été abandonné au profit d'un bâtiment fonctionnel de 4 000 mètres carrés qui jouxte la nouvelle piste. Les ateliers de mécanique et de montage voient désormais avec les systèmes de conception et de fabrication assistés par ordinateurs (CAO-FAO) et un autoclave flamboyant neuf. Une soufflerie (25 millions de francs) est à l'étude. Franck

Le nouveau circuit de Nevers-Magny-Cours

Le nouveau circuit de Nevers-Magny-Cours a été conçu par Jean-Pierre Paoli qui avait déjà fait le tracé du circuit Paul Ricard au Castellet. Le circuit offre trois possibilités de pistes dont la plus longue (4 271 mètres) sera utilisée pour les courses automobiles et motocyclistes. Le financement de la première tranche des travaux (construction de la piste et aménagement de la technopole pour accueillir des équipes de course et des industries liées à ce secteur d'activités) a été assuré par le conseil général de la Nièvre (40 millions de francs), un prélèvement sur le Fonds national de développement du sport (3 millions) et un emprunt de la Société d'économie mixte du circuit de la Nièvre (12 millions), administrée par Pierre Bérégovoy, maire de Nevers.

Depuis la visite effectuée le 18 novembre 1988 par le chef de l'Etat en compagnie de Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), il semble acquis que le Grand Prix de France de formule 1 sera organisé à Magny-Cours à partir de 1991, à l'occasion du contrat avec le Castellet. Une étude des coûts et des modalités de financement des équipements indispensables pour la formule 1, afin de répondre au cahier des charges de la FISA, a été confiée à Europrojet Développement, une filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Le résultat de cette étude devrait être communiqué dans les prochains jours. La fourchette des travaux se situait entre 100 et 130 millions.

Cette perspective d'organisation d'un Grand Prix de formule 1 a permis l'accélération d'un certain nombre de travaux routiers pour améliorer la desserte du circuit depuis Paris : prolongement de l'autoroute A 70 jusqu'à Cosnes-sur-Loire, déviations sur la nationale 7 pour éviter La Charité-sur-Loire (40 millions), Nevers (110 millions), Mesves-sur-Loire (70 millions). Un aéroport pourrait être construit à proximité du circuit à moins que la piste de celui de Fourchambault ne soit prolongée.

La première tranche des travaux est pratiquement terminée. Plus de 1 million de mètres cubes de terre ont été déplacés pour tracer une piste de 4 271 mètres avec des courbes reproduisant quelques-uns des hauts lieux de la formule 1 : Estoril, Adélaïde, Imola. Si le projet est bien mené à terme (voir encadré), le circuit pour-

rait accueillir le Grand Prix de France de formule 1 en 1991. Ce délai ne sera pas de trop pour réunir les conditions d'un retour au premier plan des Ligier, qui n'ont plus connu la victoire depuis 1981. L'atelier de Vichy a été abandonné au profit d'un bâtiment fonctionnel de 4 000 mètres carrés qui jouxte la nouvelle piste. Les ateliers de mécanique et de montage voient désormais avec les systèmes de conception et de fabrication assistés par ordinateurs (CAO-FAO) et un autoclave flamboyant neuf. Une soufflerie (25 millions de francs) est à l'étude. Franck

rait accueillir le Grand Prix de France de formule 1 en 1991. Ce délai ne sera pas de trop pour réunir les conditions d'un retour au premier plan des Ligier, qui n'ont plus connu la victoire depuis 1981. L'atelier de Vichy a été abandonné au profit d'un bâtiment fonctionnel de 4 000 mètres carrés qui jouxte la nouvelle piste. Les ateliers de mécanique et de montage voient désormais avec les systèmes de conception et de fabrication assistés par ordinateurs (CAO-FAO) et un autoclave flamboyant neuf. Une soufflerie (25 millions de francs) est à l'étude. Franck

rait accueillir le Grand Prix de France de formule 1 en 1991. Ce délai ne sera pas de trop pour réunir les conditions d'un retour au premier plan des Ligier, qui n'ont plus connu la victoire depuis 1981. L'atelier de Vichy a été abandonné au profit d'un bâtiment fonctionnel de 4 000 mètres carrés qui jouxte la nouvelle piste. Les ateliers de mécanique et de montage voient désormais avec les systèmes de conception et de fabrication assistés par ordinateurs (CAO-FAO) et un autoclave flamboyant neuf. Une soufflerie (25 millions de francs) est à l'étude. Franck

Recrutement d'ingénieurs

« L'époque où on pouvait faire de la formule 1 avec un grand ingénieur et une poignée d'hommes passionnés est révolue, regrette le constructeur nivernais. J'ai cent dix salariés, et désormais il faut recruter les meilleurs spécialistes de l'aérodynamique, des composites, des châssis, des suspensions, avant de faire venir un grand chef d'orchestre. Cette saison, j'ai déjà recruté onze ingénieurs, dont six anglo-saxons. Il m'en manque encore une dizaine. »

Aura-t-il les moyens de ses nouvelles ambitions ? Il se défend en tout cas d'être de ses relations avec le chef de l'Etat. « Je connais François Mitterrand depuis plus de vingt-cinq ans et j'ai beaucoup d'estime et d'amitié pour lui. Lorsque je le rencontre, une fois par an, il me dit : « Alors Ligier, comment se passent les choses ? Je dois lui répondre : « Président, on est mal. S'il avait été aussi influent qu'on l'a dit ces dernières années, j'aurais eu tout ce qu'il me fallait. »

Le renouvellement pour cinq ans des contrats avec Gitanes (25 millions de francs) et surtout avec le Loto (50 millions) n'a-t-il pas été facilité par quelques interventions zélées de proches du président ? « Gitanes me soutient depuis mes premiers pas en formule 1 et le Loto depuis six ans, répond-il. S'ils m'ont renouvelé leur confiance, c'est après avoir pris connaissance de mes projets. Cette saison, ce budget de 90 millions de francs ne me permet d'ailleurs pas d'espérer mieux qu'une place en milieu de peloton. Pour gagner, il faut désormais 500 millions, sans compter un moteur fourni gratuitement par un grand constructeur. »

Guy Ligier n'ignore pas que la régie Renault, engagée cette saison avec Williams, pourrait l'an prochain proposer son nouveau moteur dix cylindres à une deuxième écurie, française de préférence. A condition que cette dernière démontre son potentiel pour figurer aux premières places.

GÉRARD ALBOUY.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-87-27
Tél : MONDIPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Werts.

Rédacteur en chef :
Daniel Verzet.

Caractéristique en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 42-55-91-52 ou 42-55-91-71
Tél : MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0398-2031
Renseignements sur les microfilms
et les bandes du Monde au (1) 42-47-88-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 340 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse immédiats ou précédents : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Ne commandez pas
votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite !
Plus vite, moins cher !

la griffe du lion
NEUBAUER
PEUGEOT

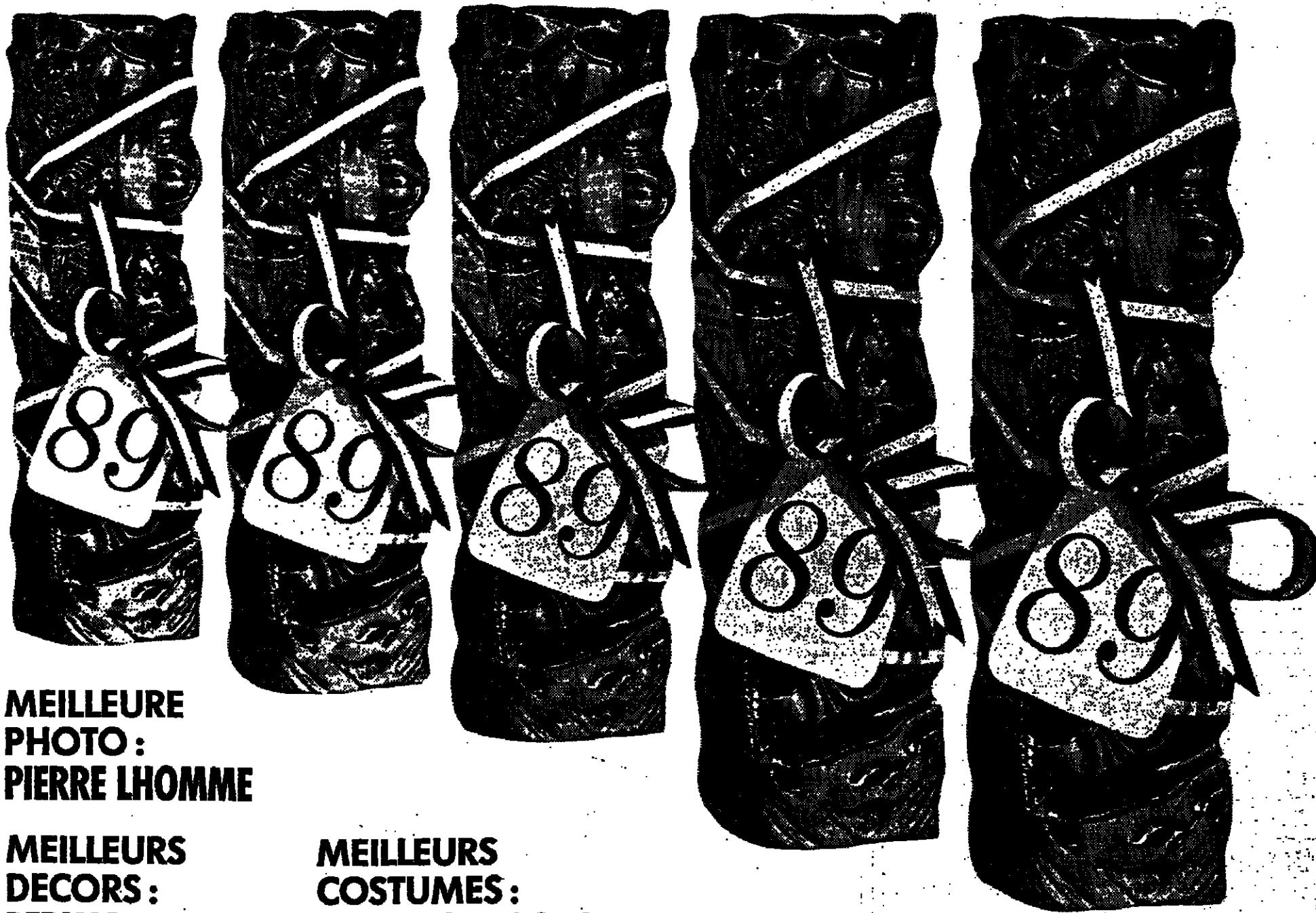
227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

CHRISTIAN FECHNER
PRÉSENTE

CAMILLE CLAUDEL

5 CESARS

MEILLEUR FILM **MEILLEURE ACTRICE**
BRUNO **ISABELLE**
NUYTEN **ADJANI**



**MEILLEURE
PHOTO :
PIERRE LHOMME**

**MEILLEURS
DECORS :
BERNARD VEZAT**

**MEILLEURS
COSTUMES :
DOMINIQUE BORG**

UNE CO-PRODUCTION FILMS CHRISTIAN FECHNER / LILITH FILMS L.A. / GAUMONT / A2 TV. FRANCE - FILMS A2 / D.D. PRODUCTIONS - DISTRIBUÉ PAR GAUMONT

AVEC LA PARTICIPATION DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION - AVEC LA PARTICIPATION DU CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE - AVEC LA PARTICIPATION DE SOPICA CRÉATIONS / BORDAGE / SOPICA INVESTIMENT / IMAGES DIVERSES / SODICA

مكتبة من الأصل

THÉÂTRE

« Charles IX » à Béthune

Une petite peur de Beaumarchais

Le Charles IX de Marie-Joseph Chénier, première pièce « de circonstance » créée en 1789, célèbre son bicentenaire dans les pays du Nord.

A Petrograd, en 1917, au plus chaud des journées d'octobre, les théâtres « jouèrent », ils ne s'écroulèrent pas. Les acteurs du Théâtre-Français, au lieu de jouer, allèrent écouter Camille Desmoulins au Palais-Royal.

C'est seulement le 17 juillet que Paris se calma un peu, quand le roi quitta Versailles pour quelques heures afin de parcourir les rues de la capitale avec une petite escorte (qui comptait trois acteurs de la Comédie-Française, Dugazon, Maudet et Saint-Prix). Le lendemain, un décret annonçait que « la circulation [était] rétablie dans l'intérieur de Paris », et que « les spectacles [seraient] rouverts ». Les théâtres rouvrirent en fait le mardi 21 juillet.

Il rouvrirent, mais sans grand éclat, ni grande affluence. Les pièces d'actualité n'étaient pas prêtes encore. Les reprises intéressaient peu.

Nouvelle fermeture des théâtres, pour un seul soir, le 6 octobre : tous les habitants de Paris, acteurs compris, sont dehors pour guetter l'arrivée du roi et de sa famille, qui s'installent aux Tuileries.

C'est le fait que Louis XVI se trouve désormais « conquis » à Paris qui va « dramatiser » la création, à la Comédie-Française, le 4 novembre 1789, de la tragédie de Marie-Joseph Chénier, *Charles IX*, laquelle fait tout de suite un triomphe.

Marie-Joseph, le petit frère d'André Chénier (ils avaient deux

ans de différence), avait vingt-cinq ans en 1789. Il avait écrit *Charles IX* avant les « événements », avant même l'annonce des États généraux. Cette pièce avait pour sujet la nuit de la Saint-Barthélemy, la faiblesse de caractère du roi de France Charles IX, qui, à contrecœur, laisse sa mère Catherine de Médicis et le duc de Guise décider l'assassinat de l'amiral de Coligny et des protestants.

Marie-Joseph Chénier prit soin, pour faire jouer sa pièce en novembre 1789, de l'actualiser, de rajouter des vers évoquant la prise de la Bastille. Et les représentations déclenchèrent la ferveur dans la salle, les cris, les « ça ira », parce que les spectateurs assimilaient instinctivement les hésitations de Charles IX et celles de Louis XVI, la perversité de Catherine de Médicis et celle, supposée de Marie-Antoinette.

Le climat, à la sortie du théâtre, était si brûlant que *Charles IX* se blâmait à certains présenter les dangers d'un pousse au crime, d'autant plus que le roi et la reine étaient là, tout à côté. Ce fut le sentiment, par exemple, de Beaumarchais, qui s'empressa de venir voir la pièce le 10 novembre. Il exposa ses craintes par une lettre du 9 novembre envoyée à l'acteur Floreance, qui était alors le « semainier ».

Rappelons que le semainier, au Théâtre-Français, est, depuis sa fondation, un acteur de la troupe chargé, chaque soir, pendant une semaine, d'assister à représentation, et d'agir en cas d'imprévu, en cas de pépin. De nos jours, le semainier est l'un des sociétaires : il est, chaque soir, le responsable en l'absence de l'administrateur, et avant de quitter le théâtre il doit écrire un bref compte rendu. Il s'assied toujours sur le même strapontin. Il est désigné du lundi au dimanche.

Beaumarchais écrivit donc à Floreance afin de lui donner sa pièce un « avis utile » : « Je l'ai trouvée bonne, que douteriez-vous de la licence effrénée où le peuple a beaucoup moins besoin d'être excité que

contenu ». Et Beaumarchais rappelle que huit jours plus tôt, un boulangier, injustement soupçonné de cacher de la farine, a été massacré et décapité par la foule.

Beaumarchais, sans doute un petit peu jaloux du triomphe de *Charles IX* (la reprise du *Mariage de Figaro* n'avait pas été un exploit), oui, Beaumarchais, qui dans sa lettre va jusqu'à évoquer la suspension de la pièce de Chénier, oublie de dire que les esprits, dans la salle, étaient par moments calmes, radoucis, par des tirades raisonnables du chancelier de L'Hôpital, en qui tous les spectateurs reconnaissent Necker.

La Révolution française suscita une quantité de créations dramatiques. L'auteur le plus remarquable fut, de loin, Marie-Joseph Chénier, dont les meilleures pièces, à part *Charles IX*, sont *Catius Gracchus* et *Tibère*. Se détachent, parmi les centaines de médiocres tragédies ou mélodrames, quelques bonnes choses : *L'ami des lois*, de Jean-Louis Laya, *Les Assemblées primaires*, d'Alphonse Martinville, le *Philinte de Molière*, de Fabre d'Églantine, *Les Femmes doctes*, de Bouffé de Mowet (les pièces antirégimes furent innombrables).

En cette année du Bicentenaire, c'est la ville de Béthune et son Théâtre des Pays du Nord, qui ont eu la présence d'esprit de monter *Charles IX*, de Marie-Joseph Chénier. Emmenée en tournée à Laon, Manbeuge, Sedan, Dunkerque, la pièce a été vue par de très nombreux lycéens et étudiants, enthousiasmés par les tirades de Chénier, qui annoncent la flamme de Hugo, par la mise en scène de Jean-Louis Martin-Barbazz, Michel Coccia reprend le rôle de Charles IX, qui avait été créé, en 1789, par Talma. Iveline Hamon est Catherine de Médicis, Bernard Jousset est L'Hôpital, Serge Martel joue Coligny.

MICHEL COURNOT.
★ Sedan, du 14 au 17 mars ; Dunkerque, du 18 au 20 mars. 13 mars, 20 h 30. Renseignements : 21-01-52-39.

« Famille d'artistes » à Aubervilliers

En attendant l'impresario

Les vies d'artistes sont comme des contes de fées, les citrouilles y sont des carrosses d'or.



« Famille d'artistes », de Kado Kosztz et Alfredo Arias

Il existe en Argentine comme dans la plupart des pays latins une forme de théâtre entre vaudeville et music-hall, dont les racines sont les mêmes que celles de la commedia dell'arte, un théâtre qui raconte, qui chante et dramatise la vie quotidienne en une suite de sketches seulement reliés par leurs interprètes. D'un sketch à l'autre, d'un spectacle à l'autre, ils gardent leur personnage — la mère, la coquette, le moine, celui qui a réusé... On pourrait imaginer que les acteurs, à force, se fondent à leurs personnages. C'est à peu près ce qu'ont imaginé Alfredo Arias et Kado Kosztz en écrivant, à la manière de ces saynètes, *Famille d'artistes*.

Les artistes — la mère, les sœurs, la petite bonne, le frère — habitent un gourbi — beau décor de Roberto Plata — et demeurent aveugles à son côté sordide. Ils vivent d'espoir, se nourrissent des reliefs des restaurants que va chercher la petite bonne, en réalité la fille de l'une des sœurs mais où est la réalité pour cette famille complètement hors du temps, hors de tout, où l'on attend toujours l'impresario miracle, où une lettre écrite il y a bien trente ans se relit, se respire, se hume comme un parfum magique ?

Depuis le temps du groupe TSC, Alfredo Arias nous a habitués à sa manière de composer ses spectacles en juxtaposant des scènes fermées sur elles-mêmes, un peu à la façon de chapitres à suivre, et en transposant des formes théâtrales : Comédie pol-

cière, Luce (le music-hall), Virage (le théâtre naïf religieux)... On y retrouvait des codes parfois vieillots, mais encore reconnaissables. Cette fois, on a affaire à un modèle qui n'existe pas chez nous, en tout cas qui n'existe plus, que l'on peut seulement imaginer à travers des lectures, des récits.

On ne peut pas se référer aux doux illuminés que Jérôme Deschamps mettait en scène dans la *Veillée* ou les *Petits Pas*, ni aux fascinants ringards de Woody Allen dans *Broadway Danny Rose* ou la *Rose pour le Caire*. Arias nous fait voyager loin d'autant plus que, le spectacle devant se jouer en Argentine, toute la distribution est de là-bas. Alfredo Arias

a fait venir une Denise Gray argentine, Iris Marga, quatre-vingt-huit ans, une pêche terrible, une vraie folle, une façon unique de porter les somptueuses robes de sa jeunesse.

A son contact, Facundo Bo, Zobeida, Marilú Marini la merveilleuse (un vamp blonde style fifties qui, d'un geste, recolle ses faux cils avec une désinvolture suprêmement élégante) n'ont jamais été aussi argentin, et ne sont pas toujours faciles à suivre. En définitive, les plus beaux moments du spectacle sont ceux envahis par la pure poésie du rêve. En particulier le final, un enchantement...

COLETTE GODARD.
★ Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 48-34-67-67, 20 h 30, jusqu'au 2 avril.

« La Métamorphose », d'après Kafka, à New-York

Baryshnikov acteur

Pour son premier rôle dramatique sur scène, Mikhail Baryshnikov, interprète superbement Kafka, mais le spectacle fait l'unanimité contre lui.

« Comme Gregor Samza s'éveillait un matin au sortir d'un rêve étrange, il se découvrit dans son lit transformé en un gigantesque insecte... ». Ainsi commencent la nouvelle de Kafka la *Métamorphose* et le spectacle de Stephen Berkoff, dont le géniale a eu lieu le 6 mars, au Barrymore Theatre de New-York. Même mise en scène, même décor que celui présenté à Paris l'an dernier (le Monde du 3 février 1988) — un grand espace gris avec, au milieu, une structure de barres de métal noir, le chambre de Gregor. Seuls accessoires, trois tabourets pour les autres personnages, père, mère, sœur, patron, locataire qui miment les gestes quotidiens. Mikhail Baryshnikov est Gregor, rôle tenu à Paris par Roman Polanski. C'est à lui qu'il faut attribuer le succès de la pièce.

« J'ai pris ce que Roman avait inventé de mieux ainsi que certains mouvements qu'il m'a indiqués, auxquels il avait songé mais qu'il n'avait pas pu accomplir... » Baryshnikov se sert de ses bras, de ses jambes, de tout son corps, jusqu'au bout de ses doigts dont le frémissement traduit la sensibilité des antennes de l'insecte. Avec sa voix aux intonations parfois incongrues, sa carrure plus frêle qu'on le supposerait, sa coiffure plaquée, rale au milieu, ses petites lunettes rondes, il est superbe.

De fait, cette *Métamorphose* est à bien des égards un ballet parlé, que la presse new-yorkaise n'a pas apprécié. « Barre-toi Berkoff ! », clame, en gros titre, le *Daily News*, et Frank Rich, dans le *New-York Times*, attaque dès le premier paragraphe : « Il

est difficile de deviner qui souffrira le plus, les admirateurs de Kafka, dont la nouvelle devient marxistokitsch, ou ceux de Baryshnikov [perdu] dans le cirque qui l'entoure... » Rich parle du détournement de l'œuvre, qui n'est plus le portrait d'une âme tourmentée, mais celui d'un martyr de la société capitaliste, parasitaire, âpre au gain, symbolisée par le père (René Auberson).

Dans le *Daily News*, Howard Kissel adresse les mêmes reproches : « Les images composées par Berkoff sont dramatiquement fortes, mais on a l'impression de voir des papillons sous chloroforme... »

D'accord dans l'attaque, la critique est également unanime dans

l'hommage. « Ce qui fait le prix de cette représentation », écrit Clive Barnes dans le *New York Post*, « c'est la performance virtuose de Baryshnikov. De sa première apparition à la chute du rideau, il domine (et fascine) la scène et le public. Il y a dans sa présence une forme de douleur d'autant plus violente qu'elle est presque muette, et qu'il établit un lien direct entre lui, Kafka et nous... »

Si les articles défavorables n'ont pas raison du spectacle d'ici quinze jours, il sera présenté pendant neuf semaines au Barrymore Theatre. Puis, Baryshnikov, ayant des obligations envers l'American Ballet, dont il est directeur, il s'arrêtera et reprendra cinq semaines plus tard pour se jouer jusqu'au 29 juillet.

HENRI BEHAR.

MUSIQUES

Malaise au Palais Garnier

Le Ballet de l'Opéra de Paris a déposé un préavis de grève pour le 17 mars, date de la générale d'une nouvelle production du ballet *La Belle au bois dormant*. Cette soirée devait être un gala de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris. Les danseurs affiliés au Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle (SYNPTAC-CGT) veulent s'opposer au nombre, jugé par eux trop important, d'étoiles invitées dans les rôles principaux, comme le Soviétique Youri Mouchetkov, les Français Guillaume Grifin et Evelyne Desauter, deux anciens de la troupe.

Autre sujet d'inquiétude, le budget de 1989 n'a toujours pas été ratifié par le ministère des finances, alors que la saison d'art lyrique et de danse doit se poursuivre jusqu'en juillet prochain. A cette date, Jean-Louis Martinoty (l'actuel administrateur général) cédera la place à Jean-Albert Carlier, ancien patron du Châtelet, auquel il reviendra de convertir le Palais Garnier au seul art chorégraphique.

Pour assurer la fin de sa saison, Jean-Louis Martinoty a reçu sous forme de dotation provisoire le quart de sa subvention de 1988. Cette somme ne lui permettrait de payer les salaires que jusqu'au 31 mars. Artistes invités et fournisseurs extérieurs réclament d'ores et déjà l'assurance d'être payés. Outre la production de *La Belle au bois dormant*, la création mondiale, en mai, de l'opéra de York, *Holler le Maître et Marguerite* seraient ainsi mises en péril.

Le programme du Festival d'Evian

Staline persiflé

Staline, Chostakovitch, Jdanov et Soljenitsyne figureront parmi les vedettes du prochain Festival d'Evian, du 4 au 14 mai.

Mstislav Rostropovitch a dévoilé le programme des Rencontres musicales d'Evian, qu'il préside, et il a annoncé, avec une jubilation particulière, une « surprise » : la création en France de *Royak* (le *Petit Paradis*), de Dimitri Chostakovitch.

Comment l'est-il parvenu à la partition ? Mystère, mais il s'agit d'une œuvre de quinze minutes pour quatre basses, petit chœur et piano (1), où Staline, Jdanov et Chépoulov chantent, sur des danses et chansons géorgiennes (2), leurs critiques contre la musique de Prokofiev et de Chostakovitch, dans les termes authentiques de leurs déclarations sur le « réalisme » musical, lors de la fameuse affaire de 1948 !

Rostropovitch lui-même accompagnera au piano cette première française, le 12 mai à Evian, tandis que les versions russe et anglaise de *Royak* (avec Nicolas Ghislev) paraîtront alors sur disque Erato.

Le programme d'Evian, par ailleurs fort séduisant, sera marqué par les débuts du pianiste Ignat Soljen-

syno (seize ans, fils de l'auteur de *l'Archipel du goulag*) et de plusieurs lauréats de concours internationaux, la présence de toute la famille Tortelier pour le soixante-quinzième anniversaire du grand violoncelliste, de Claudio Arrau, M. J. Pires et Viktoria Mullova, Alicia de Larrocha, Perlemutter, Naoumoff, Charlier, le Fine Art Quartet, l'Orchestre du Curtis Institute, etc. Et le 14^e Concours de quatuors à cordes (doté de 480 000 F de prix) devrait être très brillant, dix-huit candidats de neuf pays (dont un Soviétique et quatre Américains) ayant répondu à l'appel d'Alain Meunier.

Le concert qui succédait à la conférence de presse de Rostropovitch a permis de réentendre les lauréats de l'an passé. Le Quatuor Keller (Hongrie), prix spécial du jury de la presse, a donné une interprétation fort étonnante du quatuor *La Jeune fille et la Mort*, de Schubert, subtil, douloureux, à fleur de nerfs, sans nul exhibitionnisme ; peut-être l'architecture manque-t-elle encore d'une certaine carrure, mais on est touché au cœur.

Et le Quatuor Ysaye (France), premier Grand Prix d'Evian, malgré quelque maniérisme dans le *ré mineur* K. 421 de Mozart, qui requiert un lyrisme plus intense, un jeu de lignes plus pur, avait tenu la salle en haleine avec le 8^e Quatuor (1960) de Chostakovitch, une de ses œuvres autobiographiques les plus poignantes, désespérée, solitaire, avec cet allegro panique, ces danses sans joie et ces lambeaux de thèmes lancinants qui suggèrent l'image d'un rocher tisonnant mélancoliquement dans la cheminée.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Renseignements : Rencontres musicales, Châteaux de Blonay, 74500 Evian ; tél. : 50-75-14-00. Harvonia Mundi vient de publier le Quatuor en *ré mineur* et le Quatuor en *sol mineur*, de Mozart par le Quatuor Ysaye et Hatto Beyerle (HMC 905.203, compact).

(1) Cette œuvre était signalée dans les *chiffres Mémorables* de Chostakovitch, propos recueillis par Solomon Volkov, dénoncée alors par les journaux soviétiques comme un faux ignoble. Cf. pp. 182 à 189, en particulier la note p. 187 (Albin-Michel, 1980).

(2) Allusion à l'opéra de Moussorgski, *La Grande nuit*, qui déclencha la hargne.

châtelet

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

Dimanche à 16 heures

De la Continuité dans la Musique du XX^e siècle

12 mars
Liszt, Kurtag, Wagner

19 mars
Brahms, Schoenberg, Berg, Ligeti

Solistes de l'Ensemble Intercontemporain

Direction : Kent Nagano

Tarif unique : 50 F

Location aux caisses du théâtre
Place du Châtelet, Paris 1^{er}
Par téléphone : 46-23-83-40
Par minitel : 36-15 code Châtelet

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PARIS 14^e 10202

OPERA-COMIQUE

LE FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
LES SPECTACLES LUMINOUS
LES SPECTACLES ALAI
PRESENTENT

A PARTIR DU 14 MARS 89
REPRISE EXCEPTIONNELLE

SAMI FREY

DANS
JE ME SOUVIENS
DE
GEORGES PEREC

48.78.75.00

Culture

CINÉMA

« Les Aventures du baron de Munchausen », de Terry Gilliam

De la noblesse du mensonge

Quand l'époque déplaît, les souvenirs sont un refuge. Munchausen ravive les siens, en plein merveilleux anglais.

A la fin du dix-huitième siècle, de l'âge de Raison ou du siècle des Lumières, selon les goûts et l'éclairage spirituel de chacun, une petite ville fortifiée en bord de mer est assiégée par les Turcs qui causent sans pitié.

Entre les murs et sous la mitraille, le peuple affamé se divertit au Théâtre royal des *Aventures du baron de Munchausen* jouées par une troupe plébe caennaise, quand surgit inopinément un grand vieillard efflanqué et plein de bravoure qui déclare : « Arrêtez tout, c'est moi le vrai baron de Munchausen, votre guerre avec les Turcs, moi seul peux la finir puisque c'est moi qui l'ai commencée. » Le public se moque, puis tend l'oreille, surtout la petite Sally, fille du directeur de la troupe. Et le baron raconte, dévide son immense tapis volant de mensonges.

Tout ce début du film de Terry Gilliam, auteur du légendaire *Brazil*, est admirable et donne un recul ingénieux au récit d'une folie classique, porté à l'écran déjà six fois,

notamment par Méliès et, en 1943 à la demande de Goebbels, par Josef von Baky, en couleurs. Si le baron de Munchausen exista bel et bien, né en 1720, officier de cavalerie dans l'armée de Frédéric le Grand, se battit contre les Turcs et se retira dans sa ville natale, Bodenwerder, pour y écouler ses hôtes du récit mirabolant de ses prouesses, sa carrière posthume lui vint de quelques écrivains, dont Raspe et Théophile Gautier fils, ainsi que des illustrations de Gustave Doré. Héros germanique de la race blanche dans le film de von Baky, il est aujourd'hui un champion autrement ambigu et sympathique.

La liste de ses exploits est sans limite. Il a jadis humilié le grand Turc, d'où la guerre actuelle, et dérobé son trésor. Il peut le vaincre à nouveau, si l'on y tient. Pourtant il est fatigué, lui que frôle souvent l'ange de la mort plume de noir, bien las de ce monde où tout n'est que logique et raison. Mais comme Sally veut savoir « la suite de l'histoire », il fait encore l'effort de vivre. Survole les lignes ennemies, accroché à un boulet de canon, s'envole dans une Mongolfière tissée de toutes les petites culottes des dames de la ville et, en compagnie de Sally, part à la

recherche de ses anciens compagnons, serviteurs extraordinaires : Adolphe l'homme à la vue perçante, Albrecht le colosse, Berthold le plus rapide des coureurs, Gustavus dont le souffle est une tempête.

Berthold est retrouvé sur la Lune, où le ballon se pose, gouvernée par un roi et une reine dont les dévotion, indépendantes de leurs corps. Les têtes ont de belles pensées, les corps ne songent qu'à la débauche, surtout celui du roi dont l'humour est menaçant.

Tendance Lewis Carroll

Echappés de la Lune, le baron, Sally et Berthold atterrissent, via l'Étna, dans les forges de Vulcain (Oliver Reed) marié à l'exquise Vénus (savourante Uma Thurman), et récupèrent Albrecht, le colosse devenu un peu décalé, juste avant d'être précipités dans un siphon vers les antipodes. Dans un univers marin les deux derniers compagnons seront recrutés, requinqués, parce qu'après tant de temps les héros sont fatigués.

Les trucs sont parfaits, on est en plein merveilleux anglais, tendance Lewis Carroll, bien que Gilliam soit américain, et si l'on conçoit que le film a pu coûter fort cher, le résultat est, à une ou deux longueurs près, proche du parfait.

Le baron est superbement campé par John Neville, plein d'audace et de jactance, personnage mélancolique autant qu'héroïque, qui voudrait mourir tant l'époque lui déplaît et ne voit que par le désir insatiable de la fillette Sally : encore une histoire. Comme le roman et comme les romanciers, il ne tient debout que tourné la page. Mais cela dure, finalement.

Un jour pourtant, Sally ne pourra plus le retenir et la mort cuillera dans la bouche du baron son âme, ou sa parole, courte flamme. Le théâtre reprendra ses droits, le comédien se redressera goguenard : « Ce fut une mort... ». Qu'importe, la splendeur du film de Gilliam prolongera bien la vie du baron d'une ou deux éternités.

MICHEL BRAUDEAU.

A l'Institut du monde arabe Naguib Mahfouz à l'écran

Jusqu'au 22 avril, tous les samedis à 17 heures et 19 heures, l'Institut du monde arabe affiche, en hommage à Naguib Mahfouz, Prix Nobel de littérature 1988, un cycle exceptionnel de films inspirés de l'œuvre du grand romancier égyptien arabophone ou dont il a rédigé lui-même les scénarios.

On pourra y voir des classiques absents de longue date des écrans, comme *La Songeuse*, de Salah Abou-Seïf (1955), ou des œuvres plus récentes comme *Palatras sur le Nil*, de Hussein Kamal (1971), et également *Le Choix*, de Youssef Chahine (1970), ainsi que *Le Caire 1930*, d'Abou-Seïf (1966).

Le cycle sera conclu par deux rencontres sur « Mahfouz, la littérature et le cinéma », en marge desquelles seront projetés d'autres films inédits en France, toujours inspirés par le Prix Nobel égyptien.

★ IMA, 23, quai Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. (1) 40-51-38-38. Prix des places : de 12 à 18 francs.

CONCERT-BRUNCH Les services culturels de l'Ambassade du Canada et l'association ANAM Schola Cantorum, présentent

Louise BESSETTE pianiste (premier prix du concours de la fondation Gaudeamus 1989) à la SCHOLA CANTORUM 269, rue Saint-Jacques, Paris-5^e DIMANCHE 12 MARS, à 11 h Réservations : 43-54-15-39

LE PANTHEON LES FRÈRES MOZART

Un film de Suzanne OSTEN Son Dolby stéréo «...Attendez-vous à voir du vrai cinéma...» Anne REY, «le Monde» «Un -All That's Jazz- lyrique...» Bill CHERNO, «Libération»

Communication

La compétition pour la radio-télévision par satellite

Un choix délicat pour le CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel risque d'avoir quelques difficultés à choisir les cinq locataires du satellite TDF 1 parmi les quinze projets de chaîne de télévision qui lui ont été soumis le 20 février. La solution la plus facile consiste sans doute à répartir équitablement les canaux entre les principaux candidats : le secteur public, TF1 et Canal Plus. Mais cette habileté toute politique ne ferait guère bon ménage avec les contraintes industrielles et commerciales de la télévision par satellite.

Pour réussir son pari, TDF 1 doit convaincre les téléspectateurs français et européens d'acheter antennes paraboliques et décodeurs, voire d'acquiescer à un abonnement mensuel pour les chaînes payantes. Pas moyen d'y parvenir sans séduire ce public par une offre de programmes cohérente, des tarifs acceptables et un équipement standardisé. Embaquer sur le satellite des entreprises qui ne parviendraient pas à s'entendre sur ces conditions minimales reviendrait à ruiner radicalement une opération déjà fort risquée.

La France a choisi la difficulté, procédant canal par canal. TF1 propose une solution radicale en demandant avec ses alliés européens - l'allemand Leo Kirch et l'italien Silvio Berlusconi - la location des cinq canaux (le Monde du 23 février). Son grand rival, Canal+, s'emploie aujourd'hui à démontrer que ses projets (la duplication de Canal+, une chaîne payante allemande et une chaîne pour les jeunes) ont des atouts sérieux.

M. André Rousselet ne manque pas d'arguments. Il s'appuie d'abord sur les 2,7 millions d'abonnés de sa chaîne payante. Un public qui pourrait se montrer fort friand des innovations techniques apportées par TDF 1 : le son numérique, l'image de grande qualité, les futurs écrans au format « cinéma » et la promesse de la haute définition.

Difficiles arbitrages pour l'audiovisuel public

Mais il y a aussi les 13 % de la population qui ne sont pas desservis aujourd'hui par le réseau terrestre de Canal+. M. Rousselet se dit convaincu que cette « frustration » amènera d'emblée 300 000 clients au satellite s'il diffuse la chaîne payante. En y ajoutant les téléspectateurs qu'il veut séduire en Allemagne, le président de Canal+ pense disposer d'un marché suffisant pour imposer dès le lancement du satellite une politique tarifaire plus réaliste que celle de ses concurrents.

Les industriels proposent aujourd'hui les antennes paraboliques à 2 500 F et les décodeurs à 4 000 F. M. Rousselet, qui étudie le problème depuis deux ans, affirme, lui, qu'on peut commercialiser des antennes entre 1 200 F et 1 500 F, et louer les décodeurs 20 F par mois après une mise initiale de 400 F. Et, pour compléter cette offre séduisante, il propose la chaîne pour les jeunes à 65 F par mois seulement si elle est couplée avec un abonnement à Canal+ (150 F par mois).

La télévision publique, elle, a déposé quatre dossiers de candida-

ture. Le ministère de la communication s'efforce de faire un premier tri avant l'examen de passage devant le CSA. Si la SEPT, chaîne culturelle européenne, a déjà reçu son feu vert, le gouvernement est plus divisé sur les autres projets.

La participation d'Antenne 2 à Canal Enfants a l'appui de M^{me} Catherine Tasca mais se heurte aux réticences du ministère des finances. Mêmes réticences de la Rue de Rivoli pour financer une chaîne sportive payante qui regrouperait A 2 et FR 3. Le Quai d'Orsay, lui, milite pour qu'Antenne 2, diffusée par le satellite, rayonne sur l'Europe. Mais le projet coûte 100 millions de francs par an, sans espoir de recettes.

Le premier ministre Michel Rocard sera bien contraint d'arbitrer. L'arbitrage a déjà eu lieu en matière de radios publiques. Sauf retournement de situation et coup de théâtre, le public européen ne disposera pas d'une radio France-Info Europe, ou France-Info Internationale. Le projet mis au point par le fondateur du plus jeune réseau de Radio-France (France-Info), Jérôme Bellay, restera dans ses cartons.

Ainsi en a décidé le ministère de tutelle du service public de l'audiovisuel, soucieux d'harmoniser les candidatures et projets de développement de ses différentes sociétés. Car le projet de France-Info Europe, annoncé dans la foulée des résultats du réseau français, remettrait en cause le traditionnel partage des tâches entre Radio-France (concentrant les activités publiques de radio

sur le territoire français) et Radio-France Internationale (chargée de la radiodiffusion publique sonore à l'étranger).

Radio-France a dû réviser sa copie et présenter deux candidatures : l'une pour un canal stéréo à dominante musicale ; l'autre pour un canal stéréo dit « généraliste » à tendance culturelle, pouvant comporter un peu d'information. Encore les initiatives risquent-elles d'être quelque peu limitées par les budgets décaqués à cet effet : 20 millions de francs pour 1989 (dont 15 à 17 millions de francs pour les seuls frais de diffusion) ; cela laisse en effet peu de moyens aux programmes.

Radio-France Internationale se porte, elle, candidate à un seul canal, tout en proposant deux choix possibles de programmes. D'une part, la duplication du service mondial diffusé actuellement vingt-quatre heures sur vingt-quatre en langue française et dans lequel seraient insérées chaque jour des émissions à vocation européenne.

D'autre part, un programme patchwork des émissions déjà réalisées à RFI dans les langues utilisées en Europe. C'est cette dernière solution qui semble avoir la faveur du personnel de RFI, à la différence de la tutelle qui a expressément demandé à ce que la candidature déposée au CSA ne porte que sur le premier projet, 3,5 millions de francs ont été déjà inscrits dans le budget 1989 de RFI à l'intention du satellite.

ANNICK COJEAN
PIERRE ANGEL-GAY
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Après deux jours de grève concernant les nouvelles imprimeries

Reprise du travail aux NMPP

La grève lancée mardi 7 mars par la Fédération du Livre CGT (FILPAC-CGT) aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) a cessé dans l'après-midi du jeudi 9 mars. A l'issue d'une discussion entre la direction des NMPP et la CGT, une réunion quadripartite rassemblant les NMPP, la CGT, les éditeurs de journaux et les ministères concernés (culture et communication, industrie, emploi) doit avoir lieu dans les prochains jours.

Cette grève, qui a perturbé la distribution des journaux dans les kiosques les 8 et 9 mars, pour modifier l'installation de nouveaux sites d'impression automatisant et informatisant l'expédition des journaux. La FILPAC craint que ces imprimeries mettent en cause le système de distribution des NMPP, instauré en 1947 par la loi Bichet, qui garantit à tous les journaux une distribution égale. « Nous voulons que des représentants des NMPP soient présents dans les imprimeries, à la sortie des rotatives », explique un responsable de la CGT des NMPP. Il n'est pas question que les journaux profitent de la modernisation pour se distribuer tout seuls. La grève levée, la CGT envisage cependant des actions ponctuelles et spectaculaires dans les jours qui viennent auprès des éditeurs qui

sont les premiers à moderniser leurs imprimeries (*le Monde* et le groupe Hénart). « La reprise du travail a été décidée parce que nous sommes en période d'élections municipales, assure un délégué CGT. Nous ne voulons pas que la presse écrite soit sanctionnée et laisser le champ libre à la télévision. Mais nous ne céderons rien. »

Par ailleurs, la direction des NMPP a indiqué dans un communiqué qu'elle « avait clairement affirmé que la nécessaire modernisation de la presse ne devait remettre en cause ni la pérennité du système de distribution mis en place ni la garantie de l'emploi dont bénéficient tous les salariés des NMPP ». Rappelant les accords du 11 novembre 1988, les NMPP estiment que « des études en concertation avec les éditeurs de quotidiens [permettront de faire] évoluer le système de distribution et de préparer la nécessaire modernisation des installations ». De son côté, M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, soutient la conclusion rapide d'un « accord-cadre » pour la modernisation des NMPP, comparable à celui qui a permis « dans un climat de paix sociale, la modernisation des imprimeries ».

Un entretien avec le producteur Jean-Pierre Ramsay

« L'industrie de l'image a besoin de clients florissants »

Après la remise du rapport de M. Georges Prost, le gouvernement se penche sur l'organisation du marché de l'audiovisuel et les rapports entre les producteurs et les chaînes de télévision. M. Jean-Pierre Ramsay, ancien éditeur, aujourd'hui reconverti dans la production cinématographique et télévisuelle (FIT productions), estime qu'il est urgent de définir des règles plus claires et plus réalistes.

« Quelles sont vos premières réactions au rapport de Georges Prost ? »

« Le marché français de l'audiovisuel a grand besoin d'une séparation entre les rôles de producteurs et de diffuseurs. C'est la seule façon de créer le second marché des programmes nécessaires à leur rentabilisation. C'est le seul moyen de faire respecter un code de bonne conduite entre tous les acteurs de cette profession et d'empêcher que les chaînes abusent de leur poids économique. Les propositions de M. Prost vont dans le sens de cette clarification et constituent une bonne base de travail. »

« On peut aller plus loin ? »

« Il reste encore quelques problèmes épineux. Produire, c'est pour une chaîne investir dans des actifs réalisables. Si on supprime cette logique économique, comment s'assurer que les télévisions continueront à financer de manière décente la création audiovisuelle française ? Les contraintes à y investir 15 % de leur chiffre

d'affaires n'est pas suffisant. Elles peuvent remplir ce nouveau quota avec des fictions ou rabais diffusés à l'après-midi et acheter des grandes séries américaines pour remplir les heures de grande écoute. »

« Reste aussi à redéfinir la vocation du service public. Va-t-on interdire aux télévisions privées de produire et laisser FR 3 le faire avec ses propres équipes ou A 2 nouer des relations privilégiées avec la Société française de production ? Le gouvernement doit avoir le courage d'en finir avec les archaïsmes hérités du monopole, avec l'hérésie de l'« Etat producteur ». »

Attente et incertitude

« L'industrie de l'image n'a-t-elle pas besoin du soutien de l'Etat ? »

« Sans aucun doute, mais elle n'a pas besoin que l'Etat se substitue aux producteurs privés. Le rôle de la puissance publique est beaucoup plus légitime quand ses aides viennent compenser la faiblesse du marché français. On attend surtout un financement décent du service public. Le budget d'Antenne 2 est dérisoire au regard de sa place dans la vie de notre pays. Il faut trouver d'autres moyens que la publicité pour lui permettre de couvrir ses dépenses. »

« Enfin, il est urgent de fixer aux chaînes privées des contraintes réalistes et compatibles avec leur équilibre économique. A quoi sert de condamner la Cinq à payer une amende de 12 millions de francs

pour n'avoir rien commandé pendant une année ? C'est à peine le prix de trois heures de fiction ! L'après-midi et acheter des grandes séries américaines pour remplir les heures de grande écoute. »

« Le marché de la production n'est-il pas en nette progression ? »

« Il faut se méfier des chiffres que l'on brandit trop vite en signe de victoire. La création des chaînes privées a sans doute entraîné une progression, mais souvenez-vous que le marché était avant quasiment inexistant pour les producteurs privés. De plus, la croissance du nombre d'heures commandées n'a, hélas, que peu de rapport avec un chiffre d'affaires qui est, lui, en stagnation. Enfin, depuis quelques mois, toutes les commandes sont à nouveau gelées. Les chaînes privées attendent d'être fixées sur leur avenir. Les télévisions publiques s'interrogent sur le sort de leurs dirigeants. »

« Souhaitez-vous qu'ils soient remplacés ? »

« Je souhaite qu'on ne prolonge pas cette période d'incertitude liée à chaque alternance politique. Si les PDG des chaînes publiques sont jugés satisfaisants, que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) renouvelle leur mandat en leur donnant le temps de mener une politique. S'ils sont incompétents, qu'on les remplace rapidement à de plus hautes fonctions. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

du 14 au 25 mars
THEATRE 14
adaptation, réalisation, interprétation
Aurora PRIETO
Un spectacle d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Une virtuosité pleine de charme *REVOLUTION*. Le bonheur du jeu de la comédienne éclate à tous moments *LE MONDE*. Aurora Prieto nous laisse tout transmuter d'émotion *TELERAMA*.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Le nouveau film de
WOODY ALLEN
UNE AUTRE FEMME
269, rue Saint-Jacques, Paris-5^e
DIMANCHE 12 MARS, à 11 h
Réservations : 43-54-15-39

50 من الأصل

munication
delicat

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

100 % POLYAMIDE. Blanche Montaux (48-47-15-44), 22 h 30.
LE MONTE. Amédée de Paris (43-66-42-17), 20 h 30.
LEK-FEMME DE MA VIE. Gynase Marie-Bell (42-46-79-79), 20 h 30.
RING. IMAGINATION MORTE IMAGINEZ. Nantier. Théâtre par le bon (47-78-70-88), 20 h 45.
AINSE VA LE MONDE. Makhoff. Théâtre 71 (46-55-43-45), 20 h 30.
L'AMANT. Juvy-sur-Orge (salle Jean-Denis) (69-21-60-34) 21 h.
LES HÉRIDIERS. Marie-Stuart (45-08-17-80), 20 h 30.
PIERROT. GARDIEN DE L'ORDRE. Titamara (48-57-33-82), 22 h 30.
LES BONNES. Arnaud (43-38-19-70) uniquement le vendredi et le samedi 20 h 30.

AMANDÉS DE PARIS (43-66-42-17). O Aristophane vivant : 14 h. Le Moine : 20 h 30.
ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-76-53). La Rémouille : 20 h 45.
ARCANÉ (43-38-19-70). O Les Bonnes : 20 h 30.
ARLEQUIN (45-89-43-22). O Dédé deux cents ans, où marte ! : 20 h 30.
ARTISTE-ATTEYAINS (48-06-36-02). Made in Britain : 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT (43-57-23-23). O La Fête de l'Amour : 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-24). Héroïde IV : 21 h.
ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-42-57-27). Salle C. Gérard. Collas : 20 h 30.
Salle Louis Jouvet. O Les Amants magnifiques : 20 h 30.
AU COUVERT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folle électrique : 21 h.
BERRY (43-57-55-55). Le Gouter de la Courtoise : 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (42-38-34-50). Le Bal de Ndinga : 21 h.
BOUFFES PARISIENS (42-36-60-24). Ma vie n'est plus un roman : 21 h.
BOUFFES-THÉÂTRE DU XIX^e (42-38-35-53). O L'Épouse obéit : 18 h 30.
O La Comédie sans fin : 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). L'Épiphonie : 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-09-61). Tandis que dort le chat : 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLÉIL (43-74-04-08). Le Laitier : 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Le Petit Triptyque des nominations : 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ça rit, ça rira, ça rira ! : 21 h.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. O La Fausse Solennelle ou le Fourbe puni : 20 h 30. La Gaieté, O Zéro ou la Passion religieuse : 20 h 30. La Résistance. La Chèvre : 20 h 30.
CITÉRA (43-57-35-13). O Jeu de dames (El Juego) : 21 h.
COMÉDIE CALMARTIN (47-42-43-41). Beaumais, Bel : 20 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). La Promesse : 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-57-21). Une femme sans histoire : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices de la vie : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O La Cagnotte : 20 h 30.
DEUX ANES (46-06-10-26). Le Côté du père François : 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait ça on nous on fait ça : 21 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-40). Un mois à la campagne : 20 h 30.
FONDATEUR DEUTSCH DE LA MEURTRE (43-27-22-09). O Les Bonnes Jours, Jours, la reine de Saba : 20 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille ! : 21 h.
GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18). O Frédéric Chopin ou le Malheur de l'Idéal : 21 h.
GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE (43-26-63-51). The Dining Room : 20 h 30.
GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). O Le Magasin de la mode : 20 h 30.
GUICHET MONTMARTRE (43-27-48-61). Histoire d'un fou : 18 h 45.
Adieu Agatha : 20 h 30. Jangléries ou Histoire du tigre et autres histoires : 22 h 15.
GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Es-femme de ma vie : 20 h 30.
HOTEL LUTETIA (SALON BOURGHESE) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune : 20 h 45.
HUCHETTE (43-26-69-09). La Cautrice chavane : 19 h 30. La Lépore : 20 h 30.
L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). O La Face cachée d'Orion : 20 h 30.
LA BASTILLE (43-57-42-14). Alice : 19 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h.
LE BOURVIL (43-73-47-84). Ça va, ça va, on est tous : 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Ensis ou tout va bien : 20 h 15.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mosa chérie : 21 h.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Co jou-à : 20 h 30.
LIBRE-THÉÂTRE (45-86-55-83). Le Procs d'Orion : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre solo. Le Petit Prince : 18 h 45. O Quant au diable, n'en parlons pas : 21 h 30. Théâtre rouge. L'Agarum : 18 h 45. O Contes étranges anabes du XIV^e siècle : 20 h. Après la pluie, le beau temps : 21 h 30.
MADÉLINE (42-65-07-09). O Les Sept Mille de l'Es : 18 h. La Fête d'empire : 21 h.
MARAI (42-78-05-53). O Une vie bouleversée : 18 h 30. L'Avare : 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Re-vizor : 18 h 30. O Les Hérédiers : 20 h 30. Lettres de la marquise de M. au comte de R. : 22 h.
MARIGNY (45-08-85-97). O Sarama : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 21 h 15.
MICROSCOPES (47-42-95-23). Pique-nique : 20 h 45.
MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan : 20 h 30.
MONTMARTRE (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit : 19 h. La Vierge : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Teresa : 21 h.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFETARD (43-31-11-99). Le Dépit des locomotives : 20 h 30.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Aurélien Stéphen : 18 h 30.
OEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue ! Raymond Dées : 20 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesaux : 21 h.
PRINCE-OPÉRA (42-45-18-20). O Nina et le comte de Montcalm : 21 h.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des rois : 20 h 45. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h.
PORT-SAINT-MARTIN (46-07-57-53). Tém : 20 h 30.
POTINIERE (42-61-44-16). La Femme : 20 h 45.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Comédie opéra : 18 h 30. La Savetière prodigieuse : 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Dédé de couple : 20 h 45.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop de gens pour : 20 h 30.
SPRINGFIELD SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vases : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). L'Idéal : 20 h 30.
THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Comme il vous plaira : 20 h 30.
THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-45-45). L'Alibi : 20 h 45.
THÉÂTRE DE FORTUNE (43-56-76-34). O Siméon et Cyrano : 21 h.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Amour : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-57). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. O La Trilogie de Péguy : Marivaux, Péguy, Cœur : 20 h 30. Salle II. O Les Bonnes : 18 h 30. O Les Femmes de jadis : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Le Foyer : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposture : 20 h 45.
THÉÂTRE DES MÉNEMONTANT (46-36-58-60). O La Famille à Médan : 20 h 30.
THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). Cans, d'après O. Pommès's Book of parodies Cans : 20 h 30.
THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). La Force de l'homme et des choses : 20 h 30.
THÉÂTRE L'UNION QUI BOULE (43-56-59-61). Un cœur simple : 21 h.
THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). Conscience de circonstance : 21 h.
THÉÂTRE MONTROUIL (42-33-80-78). Lettres d'une inconnue : 18 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-51). Théâtre Gémier. O La Bonne Mère : 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-46-43-60). Grand Théâtre. Valérie : 20 h. Petite salle. Nationalité française : 21 h.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAU (42-76-58-60). M.L.T. O Le Pot de Méduse : 21 h.
TINTAMARRÉ (48-67-33-82). Marjory : 20 h 15. Héros, tout mœurs ! : 21 h 30. O Pique-nique de l'ordre : 22 h 30.
TOURTOUR (43-57-00-81). O De l'ethnographie et autres choses rares : 19 h. Pochette : 20 h 30.
TRISTAN-BERNARD (42-28-06-40). O Scènes Changeland de dernière minute : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30.

Opéra. 2^e (47-42-60-33) : 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-83) : Gaumont Ambassade, 9^e (43-59-19-08) : Gaumont Alibi, 14^e (43-27-44-00) : Mifram, 14^e (43-20-88-53) : Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) : Le Gambetta, 14^e (46-36-10-96).
LES CANNIBALES (For. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^e (42-97-33-74).
LES CIGOGNES N'EN FONT QU'A LEUR TÊTE (Fr.) : George V, 8^e (45-62-41-46).
CINQ JOURS EN JUIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26) : Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) : Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) : Sept Parmanes, 14^e (43-20-32-20) : Convention Saint-Charles, 15^e (45-75-33-00) : Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).
COCKTAIL (A. v.a.) : Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) : v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-93) : Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-32-20).
COFF (A. v.a.) : George V, 8^e (45-62-41-46).
DANS LES TÉNÉRES (Esp. v.a.) : Utopia Champollion, 5^e (43-26-84-65).
DEUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26) : Pathé Impérial, 2^e (42-72-52) : UGC Odéon, 6^e (42-55-10-30) : UGC Normandie, 6^e (42-55-16-16) : v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-93) : Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-32-20).
DISTANT VOICES (Rét. v.a.) : Cinéma, 6^e (46-33-10-82).
DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE (Fr.) : Lucernaire, 6^e (45-44-57-34).
EN DIRECT DE L'ESPACE (A.) : La Gode, 19^e (46-42-13-13).
FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1^e (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) : 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83) : Gaumont Ambassade, 9^e (43-59-19-08) : George V, 8^e (45-62-41-46) : Max Linder Panorama, 9^e (45-24-88-88) : 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette Bis, 13^e (43-31-60-74) : Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-32-20) : Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27) : Pathé Wepler, 18^e (45-22-46-01) : Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).
BERLIN BLUES. Film espagnol de Ricardo Franco, v.a. : Forum Arc-en-Ciel, 1^e (42-97-33-74) : Vendôme Opéra, 2^e (47-42-60-33) : v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) : Favette, 13^e (43-31-60-74).
LE CŒUR DE LA FORÊT. Film espagnol de Mito Nichols, v.a. : Forum Arc-en-Ciel, 1^e (42-97-33-74) : Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) : UGC Biarritz, 8^e (45-62-40-40) : Sept Parmanes, 14^e (43-20-32-20) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : UGC Odéon, 6^e (42-55-10-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-74) : Gaumont Alibi, 14^e (43-20-88-53) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-33-00) : Beaugrenelle Montparnasse, 15^e (45-44-25-02) : Kinopanorama, 15^e (43-06-30-30) : v.f. : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) : Les Nations, 12^e (43-43-04-67) : Favette, 13^e (43-31-60-

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

YORK INTERNATIONAL
- RESPONSABLE DU PERSONNEL
ET DES RESSOURCES HUMAINES
Nantes R.M. VM 171017 U

Amphenol Socapex
- INGENIEUR MECANIQUE DE PRECISION
Fibre optique R.M. VM 402996 A

**JEUNE INGENIEUR PROJETS
ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**
Région Ouest R.M. VM 21783 H

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

AGENDA IMMOBILIER

LES CITADINES***

Louez votre studio et 2 pièces neuves prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADÉRO (1) 47-04-88-02
PARIS JARDIN DES PLANTES (1) 45-84-13-09
PARIS MONTPARNAISE (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE,
TÉLÉX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-57.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES-LOUVRE.
GRAND 2 p., poutres, décoré LUXE.
1.230.000. 46-26-89-04.

5^e arrdt
JARDIN DES PLANTES
BEAU 2 p.,
salle de bain.
PRX: 850.000 F.
Tél.: 46-26-89-04.

17^e arrdt
PRX INTÉRESSANT
M^{re} PTE D'ORLÉANS
Imm. rct. et cft. parking,
sjour, 2 chbres, entrée,
cuis. équipée, bns. w.c.
52, 80 JOURDAN.
Sem.-dim. 14 h-17 h.

15^e arrdt
M^{re} DUPLEX
Bon imm. p. de t. duplex,
cft. centr. indiv. gd liv. 2
côté, nœud, 1 chbr., cuis.
équip., 2 bns. 2 w.c., park.
8, RUE GEORGES-LECLERC.
Sem.-dim. 14 h-17 h.

92 Hauts-de-Seine
BOULOGNE
Face square Léon-Blum,
appartement neuf 107 m²,
vues, 5.000 + ch.,
plein sud, cano, parking en
sous-sol. 2.890.000 F.
Tél.: 46-03-77-03.

BOULOGNE
Face square Léon-Blum,
appartement neuf, excep-
tionnel 165 m², climatisé,
étag. 2 grandes terrasses,
cave, parking en sous-sol.
Tél.: 46-03-77-03.

immobilier information
ENTREPRISES
HOMMES D'AFFAIRES
vous déplaçeront à Paris
HALL STUDIOS
réd. p. cent. RER, parking
cft. locat. gd stand + serv.
CHANGÉ COURRIER,
NINETE, FAX
Carnet à la carte.
42-21-06-17

locations non meublées offres
Paris
18^e, 28, rue Chardon-
Lagache, gd livr + chbr.,
50 m², refait neuf, sol.
2 fenêtres, s.d.b., w.c.,
S/p. 11-3, 11 h 30.

locations non meublées demandes
Paris
18^e, 28, rue Chardon-
Lagache, gd livr + chbr.,
50 m², refait neuf, sol.
2 fenêtres, s.d.b., w.c.,
S/p. 11-3, 11 h 30.

maisons individuelles
PROX INTÉRESSANT
CHAMPIGNY
Quartier Coudray
Belle maison refait, 2 niv.,
s.d.b., s/aol aménagée, liv.
57 m², 6 chbrs, 2 bns,
cave, jardin 400 m²,
7, AV. JULES-VALLES.
Sem.-dim. 14 h-17 h.

maisons de campagne
170 KM SUD PARIS
Fermes de caractère, 12.000 m²,
550.000 F. Céd. 100 %.
(16) 85-74-08-12 h.s.

fermettes
A LOUER
En résidence secondaire
Pis Montargis Fermette
aménagée 3 p., cuis., conf.
plus 2 p., cuis., conf.,
dépendances, jardin.
COMPAGNE 38-58-41-78.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitutions de sociétés et
tous services. 43-55-17-50.

OPÉRA
Bureaux prestige équipés,
salle de réunion,
domiciliation, téléphones,
télécopie, téléc. 111
Tél.: (1) 42-00-01-60.

2 AU 16 AVRIL
SUD PORTUGAL
Enfants de 9 à 12 ans.
Maison bord de mer.
Piscine, jeux, villas, etc.
2750 F. avion compris.
EUROPEAN YOUTH EXCHANGE
(1) 43-55-17-50, après 18 h.

Appel
La communauté juive de France vient de se doter d'une structure associative-fédérative : l'Union des associations juives de France, sous l'égide de l'UNAF. A notre connaissance, c'est une première dans la communauté juive française.

Cette union vise à répondre essentiellement aux besoins fondamentaux et aux aspirations profondes des ressortissants juifs. L'Union est ouverte aux associations juives.

UNAF-France, s/c asst, 57, av. d'Italie, PARIS-13^e, Association loi 1901.

Vous avez des problèmes relationnels, amicaux ou affectifs, IPFA (Paris) un psy (43-55-17-50) vous aide.

Grande Maison Stevovska agiles sociale groupe en petites cellules ou gnc. Bx. Auberges de jeunesse - 97 74-7410 Montreuil. Tél.: 80-79-14-58.

• Pts de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres et espaces).

• Joindre une photocopie de déclaration au 10.

• Chaque fois que le Monde Publied, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi dans le Monde Publied, 8, rue de Montmorency, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agende, dans les pages annonces classées.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
En relation avec les collec-
tivités locales, recherches
ATTACHE (ES) direction de
haut niveau pour Région
parisienne, Centre et Est de
la France.

Nous offrons :
- situation stable,
- remboursement de frais,
- salaire important.

Adresser C.V. à
Editions officielles,
8, bd Jean-Jaurès,
13100 AIX-EN-PROVENCE.
Tél.: 43-23-08-68.

RECRUTEMENT FOR
WORK OVERSEAS
PREMIER GULF-INDONESIA

**CONTROLLERS
INSTRUMENTISTS**

Experienced on system
HONEYWELL T8000
Contrat minimum 1 year

Send CV + photo for interview
ENVOYER
222 rue de Valenciennes
93000 Lille

travail
à domicile

Sole de tresses sur AMSTRAD
PC, informatique EPSON, rédac-
tion, correction, mise en page.
Tél.: 140-27-65-23.

L'AGENDA

Bijoux
ACHAT OR BIJOUX
brillants, pierres précieuses
PERRON OPERA
4, Chaussée d'Antin,
ÉTOILE, 37, av. V-Hugo.

Bijoux anciens
bagues romantiques
- 20 %
ACHAT OR
GILLET, 15, rue de Valenciennes
75004 Paris 43-54-00-83.
FAITES PLAISIR

Jeune fille
au pair
J.F. au pair à New-York,
logée, nourrie, référence.
Tél.: 71-04-85-53.

Vacances
Tourisme
Loisirs

MARS
A LA NEIGE !
SKI DE FOND
HAUT JURA
3 h de Paris par T.G.V.

Ferme du XVII^e, confortable-
ment rénovée, 5 chbres avec
s.d.b., w.c., table d'hôte,
cuis. équipée, jardin, plein
mobilier, eau de la font. de la
fontaine. Ambiance sympathique.
2.300 F par semaine, 12.000 F
par saison, pension com-
plète + vin, monteur et
entretien de ski.
T.: (16) 81-38-12-81 et
soirée : 81-38-12-81
25600 MONTREUIL.

DISCOUNT HOUSE HOTEL
200 chambres simples
100 2 par semaine, demi-
pension. Bns. 172 New Kent
Road LONDON SE1 4YT-G-2.
Tél.: 19-44-1-703-41-78.

LOC. LA NORMA
Pied des vignes, pour 4 pers.
48-77-87-81, soir.

CHAMROUSE studio 2 sem.
Péage 1 600 F l'année,
3.000 F les deux, 4.000 F
21-04-11 (16) 82-67-02-82.

AVIGNON
luxe, de récré., hôtel, apt
5 pers. avec, confort, fort
pied des vignes, 91-55-13-83.

LE LAVANDOU LOUE
Gde villa prov. avec
Tél.: (16) 81-38-12-81.

VALAIS PLAGE (34)
800 m de la mer
Maison neuve 1988, dans
parc résident., avec terr. et
piscine.
Locat. à la semaine pr
6 pers. (excl. des enfants)
mai 1.500 F
juin 2.800 F
juillet 3.000 F
août 3.000 F
(1^{er} sem. seulement)
Pour tous renseignements,
tel. au 80-05-67-67.

ILE D'OLÉRON
CHAMBRAS A LOUER
Avec ou sans coin cuisine
Séjour, cuisine, salle de
bain. Tél.: (16) 46-76-60-40.

automobiles
ventes
de 5 à 7 C.V.
BX 19 TRD
Juillet 1987 modèle 1988
23.000 km. Direct. exécut.
Peint. métall. Vitres teint.
Séjour car. Climatiseur.
80.000 F.

Le Carnet du Monde

Mariages

- Thierry de FÉRON,
Marie-Odile RIVET,
ont la joie d'annoncer leur mariage,
célébré le 4 mars 1989.

7, rue Pépinière,
93100 Montreuil-sous-Bois.

- On nous prie d'annoncer le mariage de

M. Yves LE GALL
et de
M^{me} Marie-Chantal
LE DESCHAULT de MONREDON

qui a été célébré le 4 mars 1989, en
l'église Notre-Dame de Bordeaux.

La Garenne A.3,
184, rue Pasteur,
33200 Bordeaux.

- Térésita et Ló Angeloz,
Elise et Pol, leurs enfants,
Fred et Frédérique Lapierre,
Jean-Baptiste Lapierre,
Brigitte Marrot,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul ANGELLOZ,
survenu le 6 mars 1989.

L'inhumation a eu lieu le 9 mars à
Mézy-sur-Seine.

LA Angeloz,
4, chemin de Bassy,
CH. 1247, Anières (Suisse).

- M^{me} Christian Bernat,
son épouse,
M. Eric Bernat,
M. et M^{me} Pascal Scherdel,
et Nicolas,
ses enfants
et petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian BERNAT,
survenu à Gosier (Guadeloupe), le
5 mars 1989, dans sa quarante-
neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mardi
14 mars à 10 h 45, au cimetière du
cimetière du Père-Lachaise, rue du
Rapon, Paris-20^e, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons
peuvent être adressés à la Fédération fran-
çaise de cardiologie, 15, rue de Madrid
75008 Paris.

- Les familles Cadier,
Alliés et amis,
ont le chagrin de faire part de la mort
subite de

Jacques CADIER,
pasteur,
le 7 mars 1989.

Une cérémonie religieuse aura lieu au
temple d'Arviex, le samedi 11 mars, à
15 heures.

Jean XVII - 3 - : *Or la vie éternelle,
c'est la connaissance, toi le seul
vrai Dieu, et celui que tu as envoyé,
Jésus-Christ.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

05350 La Chapelle-d'Arviex.

- Clermont-Ferrand, Riom.
M^{me} Jeanne Parquet,
sa sœur,
Les familles Chabanet, Tissandier,
Arnaud, Sauvêtre et Roussel
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine CHABANET,
professeur de lettres honoraire
à l'Université Sainte-Alyre,
survenue le 9 mars 1989, dans sa quatre-
vingt-troisième année, munie des sacre-
ments de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le samedi
11 mars, à 15 h 30, en l'église Sainte-
Europe, à Clermont-Ferrand.

inhumation au cimetière de Riom.

- Robert et Annie Sambourg
et leurs enfants,
Eric et Dominique Delouche
et leurs enfants,
Jean Choulot,
Ses amis,
font part du décès de

M^{me} Lés CHOULOT.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité à Annecy.

- Les éditions du Scarabée,
3, rue de la Montagne-Sainte-
Geneviève, Paris-5^e,
ont la douleur de faire part du décès de
leur cocréatrice

Gisèle de FAUILLY.

- MM. Huet Michel, Huet Hervé,
Huet Yves, Huet Claude,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles HUET,
ingénieur en chef,
retraité de l'ONERA,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
survenu le 3 mars 1989, dans sa
soixante-quatrième année.

Marie-Pierre
a la grande douleur de dire à tous ceux
qui ont connu et aimé son mari

Jacques GOUTAY,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
qu'il a été inhumé dans l'intimité fami-
liale à Joss (Puy-de-Dôme), le 21
février 1989.

Une messe sera célébrée à sa
mémoire en son collège Sainte-Croix de
Neuilly, 30, avenue du Roule, le lundi
20 mars, à 18 h 30.

1^{er}, rue Saint-Médéric,
78000 Versailles.

- Robert Meschares,
Mireille et Robert Nathanson,
Lise, Sylvie et David,
font part du décès de

Daniel MESCHARES,
leur père, beau-père et grand-père,
survenu le 4 mars 1989.

L'inhumation a eu lieu le jeudi
9 mars, à 14 heures, au cimetière de
Bagneux parisien.

- Agnès, Laurence et Cécile Pinaire,
M^{me} Robert Chivot,
M. et M^{me} Alain Côté
et Sylvie,
M^{me} Jean-François Chivot,
Laurent et Sophie,
M. et M^{me} Louis Chipaux
et Pierre,
Les familles Desautais, Kieffer,
Marionnet, Georges, Frey,
Les familles Corbière, Harnien,
Chivot, Lanconon, Waché,
ont la grande tristesse de faire part du
décès accidentel de

Jacques et Christiane PINAIRE,
survenu le 6 mars 1989 en montagne.

Les obsèques auront lieu le lundi
13 mars, à 11 heures, en l'église de
Luzarches (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue Jean-Mermoz,
75008 Paris.

- Les conseils d'administration,
Les médecins
Et le personnel de la clinique Alex-
Carrel et de la clinique de La Barre,
ont la tristesse de faire part du décès
accidentel de

docteur Jacques PINAIRE,
chirurgien et cofondateur
de la clinique Alex-Carrel,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique
de la faculté de médecine de Paris,
médecin-expert
à la cour d'appel de Versailles,
le 6 mars 1989, à Val-d'Oise, dans sa
soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
lundi 13 mars, à 11 heures, en l'église de
Luzarches (Val-d'Oise).

Clinique Alex-Carrel,
3, boulevard Alexis-Carrel,
95200 Sarcelles.
Clinique de La Barre,
59, rue de La Barre,
95170 Demi-la-Barre.

- M^{me} Jean-Jacques Roubaud,
M. et M^{me} Alain Roubaud,
M. et M^{me} Pierre Plasse,
ainsi que leurs enfants,
M^{me} Robert Roubaud,
M. et M^{me} Avy Roubaud et leur fils,
M. et M^{me} Michel Roubaud,
Les familles Bloch-Müller, Zipper,
Willard,
M^{me} Dreyfus,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Louis ROUBAUD,
né Marcelle Bloch-Becker,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 6 mars 1989 en son domicile.

Les obsèques auront lieu le mardi
14 mars, à 15 h 30.

On se réunira à l'entrée principale du
cimetière du Père-Lachaise.

- On nous prie d'annoncer le décès,
dans sa quatre-vingt-huitième année, de

M^{me} Deborah SCHONBERG,
née Treless,
survenue à Lima (Pérou), le 5 mars
1989.

De la part des familles Schönborg,
Saint-James, Treiner, Steiner.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Soudrine et Yann Laporte,
ses enfants,
M^{me} François Vanbrunmensch,
sa mère,
M^{me} Marie-Caroline Vanbrunmensch,
sa sœur,
Le docteur Jean-Paul Vanbrun-
mensch,
son frère,
M^{me} Colette, Monique et François
Vanbrunmensch,
M. Jean-Pierre Philippe,
Le docteur Jean-Philippe Laporte,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Nathalie
VANBRUNMENSCH,
survenue le 20 février 1989, dans sa
quarante-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- En ce troisième anniversaire de la
mort de

Bernard BELLET,
professeur,
une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connu et apprécié,
10 mars 1986-10 mars 1989.

De la part de
M^{me} Bellet et Olivier, son fils.
Montpellier.

- Remonnet (Voeges).
Entre-Deux-Eaux.

Une pensée est demandée à leurs
amis pour les deuxième et quatrième
anniversaires des décès de

M^{me} René CHARLES,
et de son fils

Pierre-Jean CHARLES,
ingénieur agronome INA Paris.

Laon, 11 mars 1989.

- Il y a cinq ans, le dimanche
11 mars 1984,

Valérie CHAMAILLARD,
était emportée par une maladie cruelle.

Elle avait vingt et un ans.

Pensons à elle.

- Pour le quinzième anniversaire de
la disparition de

Michel CROISSET,
cinq jours après celle de ses nouveaux-nés
Emmanuel et Chloé,

une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

« Notre vie tu l'as faite elle est en-
velée... Auprès d'une ville un beau
matin de mai - sur laquelle la terre a
refermé son poing. »

- Florence GUIGUI,
nous a quittés le 16 mars 1986, au seuil
de sa vie.

Pensons à elle.

Une prière sera dite à sa mémoire le
dimanche 12 mars. Rendez-vous à la
porte principale de Bagneux-Parisien, le
dimanche 12 mars, à 13 heures.

Elle était notre bonheur.

L'inhumation est également demandée
pour sa grand-père décédé le 6 mars
1988, et pour son père, disparu le 16 mai
1988.

- Et ce huitième anniversaire de la
mort de

Simone JOURNO,
une pensée affectueuse est demandée à
tous ceux qui l'ont connu et estimé.

Yvonne Journo,
Ses enfants,
Ses petits-enfants.

- Québec,
10 mars 1988.

Jean-Jacques MANGOLD.

Un an déjà que Jean-Jacques nous
quitte.

Nous, ceux qui l'aimions, gardons le
souvenir d'un homme passionné pour la
vie, aux formidables qualités de cœur.
Au fond de notre mémoire est ancré un
message d'espoir, d'amour et d'amitié :
il nous l'a légué.

Ses enfants, Isabelle et Xavier.
Sa famille, les amis, son équipe.

- Jean-Jacques MANGOLD.

Dans le petit monde du football à la
bourne, il y a un grand vide, celui de
l'ami qui manque.

- Pour le premier anniversaire de
décès de notre très cher époux et
regretté père.

Ogilvy & Mather

LA PASSION L'EMPORTE.

ANTENNE 2 ET SES COPRODUCTIONS CINEMA GRANDS VAINQUEURS AUX CESARS 89



6 CESARS POUR 2 FILMS COPRODUITS PAR FILMS A2:

- MEILLEUR FILM FRANÇAIS *"Camille Claudel"* coproduit avec Films C. Fechner.
- MEILLEURE ACTRICE I. ADJANI pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEURE PHOTO pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEUR DÉCOR pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEURS COSTUMES pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEUR JEUNE-ESPOIR MASCULIN S. FREISS dans *"Chouans"* coproduit avec Partners Production.

26 NOMINATIONS POUR 7 FILMS COPRODUITS PAR FILMS A2:

- *Drôle d'endroit pour une rencontre.*
- *Quelques jours avec moi.*
- *Une affaire de femmes.*
- *Les années sandwiches.*
- *L'enfance de l'art.*

Et, bien sûr,

- *Camille Claudel.*
- *Chouans.*



Passionnement

Economie

SOMMAIRE

■ Le gouvernement vénézuélien est décidé à maintenir son plan d'austérité tout en sachant qu'il aura à affronter le défi de l'inflation (lire page 31). ■ Eastern Airlines, en demandant l'appli-

cation de la loi sur les faillites, tente de régler son conflit social (lire ci-dessous). ■ Il y aurait eu, l'an dernier, deux cent cinquante mille créations d'emplois en France, selon les premiers cal-

cules effectués par l'UNEDIC sur les rentrées de cotisations (lire page 31). ■ Le gouvernement français met totalement fin au contrôle des changes pour les entreprises (lire ci-contre).

CONJONCTURE

M. Bérégovoy annonce la suppression totale du contrôle des changes pour les entreprises

A l'annonce de la suppression des dernières mesures de contrôle des changes pour les entreprises en France, (parue au Journal officiel du 10 mars), le franc s'est nettement redressé sur les marchés des changes. Le mark valait 3,3930 F vendredi matin 10 mars, son plus faible niveau depuis plus de six mois. L'abrogation des mesures de contrôle autorise en effet le développement d'une nouvelle gamme de transactions financières.

fier sensiblement la gestion de la trésorerie des grandes entreprises multinationales, qui n'auront plus à tenir des comptes séparés pour leurs opérations en francs et celles en devises. « L'unité du marché du franc entre la France et l'étranger est ainsi réalisée », note le communiqué du ministère des finances qui ajoute que « les contraintes réglementaires du marché de l'eurofranc sont supprimées, ainsi que les derniers obstacles à la gestion unifiée de la Trésorerie internationale ». Sur les marchés financiers, la suppression de la distinction entre résidents et non-résidents devrait permettre le développement d'instruments comme les contrats à termes sur devises qui, bien qu'existants, étaient jusqu'à présent trop difficiles à mettre en place.

Deuxième conséquence de l'abrogation du décret : la position de change des banques ne sera plus contrôlée au titre de la réglementation des changes, mais répondra uniquement à des normes prudentielles. De leur côté, les particuliers résidents ne sont toujours pas autorisés à détenir des comptes à l'étranger ni des comptes en devises en France. Une exception cependant : les Français pourront détenir des comptes en ECU. Mais cette possibilité n'a pas une grande portée pratique. En revanche et indépendamment de l'abrogation du décret, les Français — résidents — peuvent toujours acquérir ou posséder des devises sous la forme de placements immobiliers ou de titres financiers.

Après le contrôle des prix abrogé début 1987, le contrôle des changes pour les entreprises va disparaître. La France aligne ainsi progressivement ses pratiques sur celles en vigueur dans la plupart des autres pays industrialisés.

FRANÇOISE LAZARE.

Les baisses du taux majoré de la TVA ont été mal réparties

La répercussion dans les prix de détail des baisses du taux majoré de TVA (ramené de 33,3 % à 28 % le 1^{er} décembre) a été « imparfaite », souligne un communiqué du ministère de l'économie et des finances, qui précise qu'une répercussion intégrale de la baisse « aurait dû entraîner une baisse de 4 % du prix de vente au détail des produits concernés » (matériels électroniques grand public, appareils photo et vidéo, films et pellicules, parfumerie, horlogerie, bijouterie).

D'après les calculs, une répercussion intégrale de l'allègement fiscal aurait dû freiner la hausse de l'indice des prix de 0,06 point sur 9 mois à Brest, en Corse. Trois gardiens de la paix et un CRS ont été atteints par des jets de pierre, alors que deux manifestants étaient légèrement blessés par des tirs de grenades lacrymogènes. Commencé il y a trois semaines, ce conflit s'est duré en début de semaine (le Monde du 8 mars). La CGT revendique une « prime d'insécurité », la CFTD une « indemnité de mise à l'abri des salaires assortie de mesures compensatoires immédiates », tandis que le Syndicat des travailleurs de Corse (STC, nationaliste) demande des « réformes structurelles globales ».

La grève des postiers risque de compromettre le bon achèvement des votes par procuration pour les élections municipales. — (Corresp.)

● L'inflation s'accroît en Suède. — La Suède a enregistré, en janvier 1989, une hausse des prix à la consommation de 1,3 % par rapport à décembre 1988 et de 6,7 % par rapport à janvier 1988, selon les chiffres publiés par le bureau central des statistiques à Stockholm. Le taux d'inflation a atteint 6,3 % en 1988. La hausse de janvier marque une nette accélération par rapport aux résultats des mois précédents. Des hausses de salaires importantes pourraient encore accélérer le rythme d'inflation actuel. Les prix de détail des produits fabriqués en Suède ont en effet augmenté de 9,5 % en un an (janvier 1988 à janvier 1989).

● Dettes : le Mexique a payé 34 milliards de dollars en cinq ans. — De 1984 à 1988, le Mexique a payé 33,9 milliards de dollars au titre du service de sa dette extérieure, qui s'élevait encore à environ 81 milliards à la fin de 1988, selon le ministère des finances mexicain.

La faillite administrative d'Eastern Airlines porte un coup sévère au mouvement syndical

NEW-YORK

de notre correspondant

Répétant le coup de Continental Airlines, rebâti sans les syndicats après une grève des mécaniciens en 1983, l'enfant terrible du patronat américain, Frank Lorenzo, président de la holding Texas Air Corp. et patron le plus solidement détesté du pays, a demandé, le 9 mars, pour Eastern Airlines, l'application de la loi sur les faillites. Il espère en finir avec le mouvement des mécaniciens au sol et des pilotes, quitte à perdre à jamais une part de son fonds de commerce au profit des concurrents.

Après un an et demi de négociations aussi tendues qu'infécondes, marquées par davantage d'insultes que d'échanges raisonnés, les membres de l'Association des mécaniciens, qui regroupent la quasi totalité des mécaniciens AU sol d'Eastern Airlines et une partie des employés techniques, 8 500 personnes au total, ont décidé de recourir à la grève pour appuyer leurs revendications. Soutenus, à la surprise générale, par les pilotes, qui ont refusé — comme la loi le leur autorise — de traverser les haies formées des piquets de grève, les mécaniciens ont réussi immédiatement à dès le samedi 4 mars, Eastern a dû annuler 95 % de son trafic, c'est-à-dire environ mille vols par jour (6,8 % du trafic américain), perdant quotidiennement 28 millions de francs par jour. Dès lundi, sur les 31 200 employés de la compagnie, 9 500 ont été licenciés en raison d'un « manque de revenus ».

L'attitude particulièrement dure de la direction relève davantage de l'état de guerre permanent que de la gestion. Patron « pur et dur » de la

holding Texas Air Corp., qui possède plusieurs compagnies aériennes, Frank Lorenzo, quarante-huit ans, croisé d'un capitalisme mythique, estime que les employés techniques du transport aérien gagnent beaucoup trop d'argent (115 F de l'heure pour un mécanicien en janvier 1989). En 1983, il demande aux syndicats de Continental Airlines d'accepter des réductions salariales de ceux-ci refusent. A la surprise générale, il fait appliquer la faillite administrative, dont les règles lui permettent de licencier tous les employés. Il rebâtit la compagnie sous un régime spécial, sans aucun syndicat. En 1986, alors que Eastern Airlines perd déjà 6 millions de francs par jour, il demande des concessions salariales aux mécaniciens de l'ordre de 1 milliard de francs sur deux ans. Considérant ces pressions comme exagérées et dangereuses pour l'ensemble de la profession, les mécaniciens refusent net, espérant secrètement que Lorenzo n'aura pas le front de répéter le scénario de 1983. Ils se trompent.

Bien entendu, le bras de fer entre Frank Lorenzo et les mécaniciens est suivi avec le plus grand intérêt par l'ensemble de la profession et, au-delà, par les grandes centrales syndicales américaines. Si la faillite administrative d'Eastern réussit — une nouvelle loi rend son application plus complexe qu'auparavant —, les syndicats d'employés techniques de l'aviation auront subi un échec dont ils ne se relèveront pas facilement. Estiment les analystes spécialisés de Wall Street, relâchant ainsi les pressions sur l'ensemble des compagnies aériennes.

CHARLES LESCAUT.

Un projet de 20 milliards de francs

British Rail veut enterrer partiellement la ligne à grande vitesse Folkestone-Londres

LONDRES

de notre correspondant

British Rail a annoncé mercredi 8 mars qu'elle espérait définir, pour la liaison à grande vitesse Folkestone-Londres qu'elle empruntera la TGV à la sortie du tunnel sous la Manche. La nouveauté, par rapport aux projets précédents, consiste à creuser un autre tunnel, urbain celui-là, pour les 20 derniers kilomètres. Il y aura deux terminus au cœur de la capitale, Waterloo et King's Cross.

British Rail avait réussi depuis juillet dernier à affoler les populations du Kent en proposant quatre tracés différents. Les hoberaux du comté et les propriétaires de résidences secondaires dans ce qu'on appelle souvent le « jardin de l'Angleterre », voyaient déjà des trains futuristes et bruyants foncer à travers leurs parcs ou leurs plantations. Les élus politiques locaux ont largement fait écho à ce mécontentement et ont marqué en tête des manifestations qui sont devenues presque aussi régulières que l'office du dimanche, dans les petites villes historiques du Kent.

Face à cette poussée de colère écologiste, efficacement relayée par les parlementaires conservateurs de la région qui se sont plaints directement à Mme Thatcher, British Rail a choisi la solution la plus élégante, mais aussi la plus coûteuse. Le supplément sera d'au moins 500 mil-

lions de livres. La réalisation de cette liaison ferroviaire entièrement nouvelle entre le tunnel sous la Manche et la capitale britannique est désormais estimée à 1,7 milliard de livres (près de 20 milliards de F). Nul ne sait encore qui paiera cette addition. Près des deux tiers du parcours seront sous terre ou dans des tranchées assez profondes destinées à protéger du bruit les riverains.

Les écologistes sont quelque peu pris à contre-pied par ce projet qui va, pour l'essentiel, au devant de leurs thèses. Mais il existe une minorité active d'adversaires absolus et farouches de ce qui roule à plus de 50 kilomètres-heure et utilise un autre combustible que le charbon ou le fuel. La ligne aura le tort à leurs yeux d'être entièrement électrifiée, ce qui est encore rare en Grande-Bretagne. Les vitesses seront pourtant nettement moins élevées que sur le continent : entre 200 et 220 kilomètres-heure à l'air libre et seulement 160 dans le tunnel urbain terminal.

C'est peu de dire que cette liaison ferroviaire est impopulaire. Elle fait pratiquement l'unanimité contre elle, de l'extrême gauche écologiste jusqu'aux conservateurs, qui estiment que le droit sacré à la propriété est violé.

Tout cela promet de belles empoignées aux Parlementaires lorsque celui-ci sera officiellement saisi du projet, en novembre prochain. Le vote final n'interviendra, au mieux, qu'en 1992, lorsque le tunnel sous la Manche lui-même sera pratiquement achevé. L'accord final du Parlement est très probable, puisque le gouvernement a discrètement donné son feu vert au projet de British Rail, et que les conservateurs disposent d'une confortable majorité d'environ 100 voix, mais il n'est pas totalement acquis.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN BREF

● La SGE achète une entreprise britannique de travaux publics. — La SGE qui regroupe les activités de bâtiment et de travaux publics du groupe de la Générale des eaux) vient de prendre 55 % du capital de la société britannique Norwest Holst. Cette firme réalise un chiffre d'affaires d'environ 300 millions de livres (bâtiment, travaux publics, terrassements, canalisations et routes) et couvre l'ensemble du Royaume-Uni.

Cette opération illustre la stratégie d'internationalisation adoptée par la SGE après la prise de contrôle récente au Portugal de la société Hagen. La SGE est une holding qui a dans son giron notamment la SOGEA et Campanon-Bernard. Elle devrait réaliser en 1989 un chiffre d'affaires de 34 milliards de francs. Lourdement déficitaire en 1987, elle aura déposé en 1988 des bénéfices de l'ordre de 100 millions de francs.

● M. Claude Bédier nommé président de la Compagnie du Midi. — Lors du conseil d'administration réuni le 8 mars, M. Bédier a été nommé président de la Compagnie du Midi et M. Pierre Barbès, son numéro deux chez AXA, directeur général. Confrontés aux résultats de l'assemblée générale de la Compagnie du Midi du 28 février, qui a vu la victoire de M. Claude Bédier, PDG d'AXA, sur M. Bernard Pagézy, le président du Midi (le Monde du 2 mars), le conseil d'administration a enregistré la démission de sept administrateurs — MM. Bernard Pagézy, Jacques Calvet, Alphonse Denis, François Dornay, Jacques Ferry, Olivier Lécarré et François de La Villequerin — et l'entrée d'un nouvel administrateur, M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas, compagnie comptant parmi les alliés d'AXA.

M. Jacques Calvet, patron du groupe Peugeot SA, a également démissionné du conseil d'administration de Paribas, dont le PDG est devenu administrateur d'AXA.

● Le groupe maritime Evergreen dans le transport aérien. — Le groupe maritime de Taiwan Evergreen Marine Corp. qui est le plus grand armement du monde dans le domaine des navires porte-conteneurs, va se lancer dans les activités aériennes pour les passagers et le fret. Pour ce faire, Evergreen passerait commande de quatre Boeing 747-400, livrables en 1993, et sept MD-11 ou Airbus.

● Les pilotes d'UTA prolongent leur grève. — Les pilotes et les mécaniciens de la compagnie UTA, qui cessent le travail depuis le 9 mars, ont prolongé, jusqu'au samedi 11 mars, leur grève à l'annonce de l'annulation de la rencontre prévue le 17 mars avec la direction. Les syndicats SNPL et SNOMAC demandent une « reprise immédiate des négociations » et se déclarent inquiets du développement de la fillette Aéromontana, qui pourrait faire du tort à la compagnie mère UTA. La direction estime que tous les passagers ont pu être acheminés à destination, malgré certaines annulations de vols. Renseignements : (1) 47-78-55-55.

● Vote pour la reprise du travail chez Chiffoteaux et Maury. — Les salariés de l'usine Chiffoteaux et Maury de Ploufragan (Côtes-du-Nord), en grève depuis le 15 février, ont voté le 9 mars à une large majorité pour la reprise du travail, lors d'un scrutin organisé par la direction. Sur 1 401 salariés inscrits, 954 (soit 68,09 %) se sont exprimés, dont 894 pour la reprise du travail. La CGT avait appelé à l'abstention et a déposé un recours contestant la validité du scrutin auprès du tribunal de grande instance de Saint-Brieuc. Les grévistes protestaient contre l'annonce de 56 licenciements secs dans le cadre d'un plan de 600 suppressions d'emploi sur trois ans. Une commission de conciliation avait précédé notamment le gel de ces 56 licenciements jusqu'au 29 mars (le Monde du 3 mars).

● Heurts entre fonctionnaires en grève et policiers en Corse. — De brefs affrontements entre agents de l'Etat en grève et forces de l'ordre ont fait six blessés légers le jeudi 9 mars à Bastia, en Corse. Trois gardiens de la paix et un CRS ont été atteints par des jets de pierre, alors que deux manifestants étaient légèrement blessés par des tirs de grenades lacrymogènes. Commencé il y a trois semaines, ce conflit s'est duré en début de semaine (le Monde du 8 mars). La CGT revendique une « prime d'insécurité », la CFTD une « indemnité de mise à l'abri des salaires assortie de mesures compensatoires immédiates », tandis que le Syndicat des travailleurs de Corse (STC, nationaliste) demande des « réformes structurelles globales ».

La grève des postiers risque de compromettre le bon achèvement des votes par procuration pour les élections municipales. — (Corresp.)

● L'inflation s'accroît en Suède. — La Suède a enregistré, en janvier 1989, une hausse des prix à la consommation de 1,3 % par rapport à décembre 1988 et de 6,7 % par rapport à janvier 1988, selon les chiffres publiés par le bureau central des statistiques à Stockholm. Le taux d'inflation a atteint 6,3 % en 1988. La hausse de janvier marque une nette accélération par rapport aux résultats des mois précédents. Des hausses de salaires importantes pourraient encore accélérer le rythme d'inflation actuel. Les prix de détail des produits fabriqués en Suède ont en effet augmenté de 9,5 % en un an (janvier 1988 à janvier 1989).

● Dettes : le Mexique a payé 34 milliards de dollars en cinq ans. — De 1984 à 1988, le Mexique a payé 33,9 milliards de dollars au titre du service de sa dette extérieure, qui s'élevait encore à environ 81 milliards à la fin de 1988, selon le ministère des finances mexicain.

Après la volte-face de Bruxelles

Les normes antipollution automobiles coupent l'Europe en deux

Impressionnée par les courants écologistes, la Commission européenne, réunie mercredi 8 mars, a décidé de renoncer à une procédure qui empêchait les Pays-Bas de subventionner les voitures « propres ». Dès la semaine prochaine, La Haye va aussi verser des aides fiscales aux automobilistes qui s'équipent de systèmes antipollution : 1 700 florins (environ 5 000 F) pour des équipements aux normes américaines et 850 florins pour des équipements aux normes européennes. Cette volte-face de Bruxelles risque de rompre l'unicité des normes applicables en Europe, pourtant l'un des principes du marché unique de 1993. D'autre part, les constructeurs de petites voitures seront pénalisés, étant donné le coût relatif des équipements.

Le dossier a été examiné la première fois par les Douze il y a cinq ans. En novembre 1985, à Luxembourg, les Européens décidèrent de distinguer trois catégories. Pour les automobiles de plus de 2 litres de cylindrée, les normes américaines

(injection et pot catalytique à trois voies) s'appliqueront à partir du 1^{er} juillet 1989, était-il décidé. Pour celles entre 2 litres et 1 400 cm³, il était défini des normes européennes moins sévères : les voitures moins puissantes rejetaient moins de gaz sous considérées comme moins polluantes. Ces normes devaient s'appliquer en 1991 pour les nouveaux modèles et en 1993 pour toutes les voitures. Enfin, pour les moins de 1 400 cm³, les ministres décidaient de se revoir, ce qui fut fait l'an dernier.

Les pays du Nord, RFA, Danemark, Pays-Bas, demandaient alors l'application des normes européennes à ces petites voitures, tandis que ceux du Sud (France, Italie, Espagne) estimaient que d'autres systèmes techniques étaient à l'étude pour réduire la pollution à la source, dans les moteurs, et rien ne justifiait donc de pénaliser ces voitures par des équipements coûteux (10-15 % du prix contre 5 % ou moins pour les gros modèles).

puisqu'elles sont par nature moins polluantes. Peugeot devrait présenter ces jours-ci un de ces moteurs « propres » fonctionnant avec des mélanges pauvres en essence mais réglés par électronique.

Après des mois de débats, les pays du Sud cédaient néanmoins et acceptaient l'imposition des normes européennes pour les nouveaux modèles en 1992 et les autres en 1993. En échange, ils croyaient avoir obtenu une assurance que ce choix de normes ne serait pas remis en cause avant cinq ans, de quoi amortir les investissements industriels indispensables.

Une défaite française

Mais les Pays-Bas ne tardaient pas à remettre en question ce compromis. Pousés par les écologistes, le gouvernement de La Haye veut que les normes américaines, plus sévères, s'appliquent quels que soient les modèles et, surtout, dès aujourd'hui. D'où l'astuce d'offrir des aides fiscales. Bruxelles bloquait un temps, mais le nouveau commissaire à l'environnement, l'Italien Carlo Ripa di Meana, vient de changer la position de la Commission.

Les Pays-Bas l'ayant emporté, il est probable que le Danemark et la RFA suivront et que le marché européen sera coupé en deux systèmes de normes.

Les constructeurs français et le ministère de l'Industrie n'ont pas voulu, jeudi 9 mars, émettre de réponse officielle à la nouvelle décision de Bruxelles, se bornant à regretter « la musicalité de normes » de l'Europe automobile.

Il faut savoir que Renault, PSA (et par ailleurs Fiat) fabriquent plus de petites voitures que les constructeurs allemands. D'autre part, le grand fabricant mondial d'injection est l'allemand Bosch (l'italien Magneti-Marelli du groupe Fiat, est loin derrière) et le grand chimiste spécialiste des revêtements catalytiques est l'allemand Degussa. En termes industriels le résultat est clair : les Allemands ont su transformer un handicap (les Verts) en avantage, et les Français viennent d'enregistrer une défaite.

ERIC LE BOUCHER.

Le Monde

LUNDI 13 MARS (NUMÉRO DATÉ MARDI 14)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

18 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux

50 من الأصل

Economie

Après les émeutes à Caracas

Le gouvernement vénézuélien reste confronté au défi de l'inflation

Quelques jours après la fin des émeutes, le gouvernement vénézuélien a demandé une période de grâce de dix ans pour le remboursement du capital de sa dette, et va prochainement recevoir de nouveaux crédits.

Le président, M. Carlos Andres Perez, va reprendre la mise en œuvre de son programme

CARACAS

de notre envoyé spécial

« Notre crainte fondamentale, c'est que l'argent frais que nous allons débiter s'évapore dans la nature. Si nous disposons au moins d'un mécanisme assurant que l'argent nouveau que nous allons mettre au pot serve à rembourser nos crédits. Mais l'exemple récent du Mexique montre que nous n'avons aucun moyen d'empêcher la fuite des capitaux. » Le représentant à Caracas d'une des grandes banques internationales, membre du pool des créanciers du Venezuela, ne se fait guère d'illusions.

Le tragique bilan (entre 300 et 500 morts selon les sources) de la semaine d'émeutes et de pillages va sans nul doute accélérer les négociations financières permettant au Venezuela — qui vient de suspendre temporairement — le paiement d'une partie de sa dette — d'obtenir une bouffée d'oxygène.

L'administration Bush et le gouvernement espagnol ont débité plus d'un milliard de dollars à chaud, alors que le couvre-feu régnait toujours à Caracas. Le Fonds monétaire international (FMI) va suivre dans les quinze jours, et le pool des banques privées va prochainement verser une première tranche de 600 millions de dollars sur les 2 milliards qui lui sont demandés cette année.

L'attente

de la dévaluation

Dans sa lettre d'intention au FMI, signée le 28 février à Washington, le gouvernement du président Carlos Andres Perez évalue à 6 milliards de dollars les besoins de financement externe de l'économie vénézuélienne pour 1989. Cet objectif devrait être atteint, surtout après le choc créé chez les principaux créanciers du Venezuela par l'embarquement de Caracas.

Mais le plan de « remise en ordre économique » annoncé à la mi-février par Carlos Andres Perez résistera-t-il aux conséquences du « remède de terre social » qui a ébranlé le pays, notamment la confiance d'une bourgeoisie

Les sept grands pays industrialisés se réuniront début avril à Washington

Les ministres des finances des sept (Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne et Italie) se réuniront au début d'avril à Washington, peu avant la réunion du comité intermédiaire du Fonds monétaire international. Sujets à l'ordre du jour : la coordination des politiques économiques et surtout le problème de la dette des pays en développement, rendu plus aigu par les émeutes de Caracas.

L'attitude américaine sera décisive sur le point de savoir si les Etats des pays industrialisés s'engagent à faire porter leur garantie sur le capital des dettes dont les intérêts pouront alors être allégés par les banques commerciales.

Le département du Trésor vient justement de confirmer qu'un nouveau plan destiné à apaiser le problème de la dette des pays en voie de développement serait prochainement rendu public. Ce plan ne devrait pas modifier le principe édicté par le secrétaire d'Etat au Trésor de l'époque, M. James Baker, selon lequel les pays les plus susceptibles d'être aidés seront ceux qui acceptent de poursuivre des programmes d'ajustement structurel. Cependant, le plan du nouveau secrétaire au Trésor, James Brady, inciterait les banques à abandonner une partie de leurs créances sur les pays endettés, alors que James Baker plaiderait en faveur de crédits nouveaux.

Le plan envisagerait des incitations fiscales de la part des autorités américaines et des engagements financiers accrus du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

d'ajustement économique, à l'origine de la révolte d'une fraction de la population. Mais les graves déséquilibres de l'économie vénézuélienne font redouter de nouveaux remous sociaux. Le Honduras, de son côté, a annoncé le 9 mars la suspension totale du paiement de sa dette extérieure (estimée à 3 milliards de dollars).

d'affaires qui a toujours privilégié ses intérêts par rapport à ceux de la nation ? « Le plan d'austérité du gouvernement est blessé à mort par les mesures qu'il a été obligé de prendre à la suite de l'explosion de la semaine dernière », estime Teodoro Petkoff, député et ancien candidat à la présidence du Mouvement vers le socialisme, une formation de gauche arrivée en troisième position aux dernières élections. « Les augmentations de salaires arrachées au patronat, qui atteignent 80 % à 100 % dans certains cas, désarticulent la logique même du développement, sur une progression très modérée de la masse salariale », explique-t-il.

Au plus fort de la crise, le président Perez a pourtant réaffirmé qu'il ne remettrait pas en cause le plan d'austérité, « seul chemin permettant au Venezuela de sortir de l'économie des illusions et de jeter les bases d'une croissance saine ».

Tout le monde s'accorde pour dire que la situation ne pouvait plus durer. L'épuisement des réserves de change, à la fin 1988, a été l'ultime clinquant. Depuis plusieurs mois, les experts savaient que le Venezuela allait traverser une grave crise de trésorerie. La baisse des prix du pétrole et le boom des importations ne pouvaient qu'entraîner une forte dégradation de la balance des paiements, dont le déficit est passé de 876 millions de dollars en 1987 à 4,4 milliards l'an dernier.

Pour la première fois depuis dix ans, la balance commerciale a accusé un solde négatif en 1988. L'augmentation des quantités exportées a permis de limiter les effets de l'érosion du prix moyen du baril de pétrole vénézuélien, passé de 16,3 dollars en 1987 à 13,8 dollars en 1988.

Les recettes pétrolières (plus de 80 % de la valeur des exportations) n'ont diminué que de 652 millions de dollars, pour atteindre 8,4 milliards l'an dernier. Mais, dans le même temps, les importations ont bondi de près de 25 %, s'élevant en 1989 au chiffre record de 10,8 milliards de dollars.

Des Renault moins chères qu'en France

Le système du double taux de change et l'annonce d'une prochaine dévaluation ont permis aux importateurs de réaliser en 1988 le « négoce du siècle ». Le mécanisme en est simple : ils ont importé d'énormes quantités de marchandises au taux préférentiel de 14,5 bolivars pour 1 dollar, attendant que la réévaluation des taux de change leur permette de vendre ces stocks à des prix établis sur la base de la nouvelle parité, qui sera évidemment plus

proche ou même supérieure à celle du marché libre (entre 38 et 40 bolivars par dollar).

Cette spéculation, du petit comme du grand commerce, a été l'une des causes majeures de l'explosion, car elle a provoqué une vague de pénuries exaspérantes pour la population. Elle illustre aussi le degré d'aberration auquel était parvenue l'économie vénézuélienne. Comme si les prix de l'or noir ne s'étaient pas effondrés, le « Venezuela socialiste » continuait de faire de la subvention des importations l'un des principaux moteurs de sa croissance. Ce qui a permis aux Vénézuéliens de devenir les plus gros consommateurs de Johnny Walker par habitant, et d'acheter des Cadillac ou des Renault 21 jusqu'à 50 % moins cher qu'à Detroit ou à Paris. Par la grâce du taux de change préférentiel à l'importation, le système de prix et de rémunérations s'est totalement déconnecté du monde extérieur.

Mais, à la différence des pays communistes, le Venezuela n'a pas fermé ses frontières. L'instauration d'un taux de change unique et flottant est au cœur du programme de Carlos Andres Perez. Tout le problème est de connaître l'ampleur de la dévaluation qu'entraînera cette mesure. Ses effets inflationnistes vont être accélérés par la hausse des tarifs publics et des taux d'intérêt, qui vont plus que doubler.

La réduction du déficit budgétaire — autre pierre angulaire du plan d'austérité — est menacée par les programmes de subvention aux produits de première nécessité et d'équipements sociaux dans les quartiers les plus pauvres, annoncés au lendemain de la révolte.

Le défi sans nul doute le plus difficile pour le gouvernement sera de contenir l'inflation autour de l'objectif prévu de 40 %. Si les prix s'envolent, les tensions sociales vont encore s'aggraver. La classe moyenne, constituée pour l'essentiel de salariés, verra son pouvoir d'achat s'effondrer, et une partie ira rejoindre les quelque 7 millions de Vénézuéliens (sur 18 millions) vivant en dessous du « seuil de pauvreté ».

Le comportement de la classe dirigeante, économique et politique, qui dédaigne des avoirs à l'étranger d'un montant au moins égal à celui de la dette extérieure du pays (33 milliards de dollars), sera également déterminant. Tant que la corruption continuera d'alimenter les comptes en Suisse et le marché de l'immobilier à Miami, il y a fort à parier que l'austérité déclenchera de nouvelles convulsions sociales.

JEAN-MICHEL CAROIT.

La renaissance de l'emploi

(Suite de la première page.)

Or on constate une augmentation de 5,6 % de la masse salariale affectée par ce versement aux ASSE-DIC, sur l'ensemble de 1988. Mieux, il apparaît que le volume des cotisations est encore en progression de 7 % à 8 % sur les deux premiers mois de l'année 1989, par rapport à janvier et à février 1988.

Une telle abondance, qui n'est d'ailleurs pas sans effet sur les comptes de l'UNEDIC, s'explique par plusieurs phénomènes. Il y a eu hausse des salaires et, ainsi que le confirme l'augmentation de la durée moyenne du temps de travail hebdomadaire, large recours aux heures supplémentaires. En fin d'année, et sans que l'on puisse en quantifier la part, il y a également eu une distribution de primes diverses ou d'exercice. Celles-ci ont atteint des montants significatifs qui se sont traduits par la flambée des cotisations enregistrées en janvier et en février 1989. En dernier lieu, et surtout, le niveau record de ces rentrées accrédite l'idée d'une croissance forte de l'emploi.

Combien et comment ? Pas moins de 2 % de salariés en plus, estiment les observateurs, sans vrai risque d'erreur. A la fin du troisième trimestre 1988, l'UNEDIC annonçait déjà une augmentation de 1,5 % des effectifs salariés pour les neuf premiers mois de l'année. Depuis, on a appris que le quatrième trimestre était, à lui seul, crédité d'une hausse de 0,5 % par le ministère du travail dans son enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre et par l'INSEE (le Monde daté 26-27 février).

La progression du tertiaire

Quoi qu'il en soit, le ministère du travail affiche d'ores et déjà une satisfaction certaine. Le score y est qualifié d'« énorme ». Il permettrait à l'emploi total — salarié et non salarié —, seulement affecté par la baisse des emplois agricoles, d'enregistrer la présence dans la population active de 200 000 voire 230 000 personnes supplémentaires. Du rarement vu depuis les années d'expansion de la décennie 60, même si l'on y tempère l'enthousiasme par le rappel d'un indice préoccupant : le chômage, en parallèle, n'aura que peu diminué au cours de l'année. De 25 000 à 30 000 demandeurs d'emploi de moins, rappelle-t-on, pour mieux souligner le paradoxe propre à la période. Tandis que la reprise d'emplois connaît un succès exceptionnel, celle-ci n'est pas en mesure de résorber le stock du chômage.

En attendant la confirmation des bonnes nouvelles en provenance de l'UNEDIC, les plus récentes indications fournies par l'INSEE incitent quoi qu'il en soit à l'optimisme. Selon l'Institut national de la statistique, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a progressé

de 1,4 % en glissement annuel brut en 1988, soit de 191 000 salariés, et l'emploi total a, pour sa part, augmenté ses effectifs de 185 000 personnes supplémentaires (+0,9 %).

Par secteurs d'activité, les informations sont également rassurantes. L'industrie, qui perdait 120 000 emplois par an en moyenne, sur la période 1983-1987, n'aura connu une baisse que de 15 000 emplois en 1988, soit -0,4 %. Si l'on ajoute les intermédiaires employés dans ces entreprises, l'industrie aurait même gagné des emplois, la création nette de nouveaux postes de travail étant avérée pour la production des biens intermédiaires. En amélioration depuis deux ans, le BTP continue son redressement avec 2 % de salariés en plus. Mais c'est bien entendu le tertiaire marchand, avec une hausse de 2,5 %, qui fournit le plus grand nombre d'effectifs supplémentaires (185 000) grâce aux services marchands en général (+3,7 %), et plus particulièrement à ceux rendus aux entreprises (+8,2 %), dont le travail temporaire.

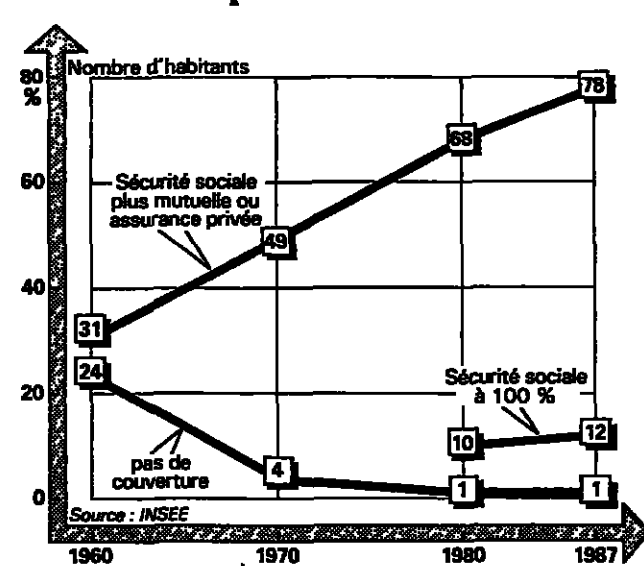
Au cours de l'année passée, dont le bilan pour l'emploi est donc très largement positif, on aura assisté à la montée en puissance de l'interim, le nombre de missions s'accroissant de 30 %. Dans le même temps, les mesures de la politique en faveur de l'emploi auront moins influencé le résultat final.

Contrairement à 1986, avec les TUC, et 1987, avec les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), 1988 est en effet considérée comme « neutre » de ce point de vue.

Il s'agit maintenant de savoir quelle sera la caractéristique de 1989, du fait de l'instauration du revenu minimum d'insertion et des dispositions pour l'abaissement du coût du travail. L'INSEE se montre raisonnablement réservé, et M. Pierre Berégovoy lui a reproché, le 9 mars, ce pessimisme. Si l'on en croit encore une fois l'UNEDIC, et d'après les rentrées de cotisations des deux premiers mois, il semblerait pourtant que la tendance soit pour l'instant bien orientée. Jusqu'à quand ?

ALAIN LEBEAUX.

La croissance de la protection complémentaire pour la maladie



La proportion de la population possédant une couverture complémentaire à la sécurité sociale en cas de maladie ne fait que s'accroître depuis trente ans, et dépasse les trois quarts aujourd'hui ; une personne sur huit est toujours prise en charge à 100 % par l'assurance-maladie ; 1 % de la population n'est pas couvert, selon une enquête faite par l'INSEE en 1986-1987 sur un échantillon de 13 000 personnes, publiée dans le rapport présenté le 7 mars à la commission des comptes de la Sécurité sociale.

En 1987, 78 % de la population bénéficiait d'une couverture complémentaire (sur une mutuelle, une assurance, ou une caisse de prévoyance) contre 68 % en 1980 et 31 % seulement en 1960. La fréquence croît (de 60 %) avec le revenu et la proportion des personnes couvertes comme le niveau de couverture sont beaucoup plus élevés chez les cadres et les « professions intermédiaires » que chez les ouvriers non qualifiés, et les inactifs — mais beaucoup de ces derniers sont pris en charge à 100 % par l'assurance-maladie.

12 % de la population sont pris en charge à 100 % contre 10 % en 1980, notamment beaucoup de personnes âgées — cette prise en charge étant cependant depuis le plan Séguin limitée à une maladie, plus rarement à un ensemble de maladies (polyarthroses) — sans couverture complémentaire ; 5 % (anciens mutualistes) bénéficient à la fois d'une telle prise en charge et d'une couverture complémentaire.

La proportion de personnes sans couverture maladie reste stable depuis 1980 alors qu'elle s'élevait à 24 % en 1960 et à 4 % encore en 1970. Cela confirme le chiffre fréquemment avancé de 400 000 personnes de plus de cinquante ans. On y trouve trois groupes : des chômeurs de longue durée (plus de trois ans), ou non inscrits à l'Agence pour l'emploi ou n'ayant jamais travaillé ; des non-salariés qui ne peuvent ou ne veulent payer leurs cotisations ; enfin des inactifs sociaux (cohabitants, veufs ou divorcés), mais qui ne cherchent pas d'emploi. Mais l'échantillon ne permet pas de répartir ces différents groupes.

ACTIONNAIRES DE SUEZ,
prenons le petit déjeuner ensemble
le samedi 11 mars à 9h
sur FR3 et le samedi 18 mars
à 8h 30 sur M6.

Suez Magazine n° 2 :
Dossier sur le thème du capital développement,
une activité peu connue de Suez.
Une émission de la
Direction de la Communication.

GROUPE SUEZ

CHALLENGES

VOUS LIREZ
DANS LE NUMERO DE MARS

FAX - RADIOTÉLÉPHONE - PORTABLES - PAGING

MANAGER A DISTANCE
LES ATOUTS ET LES PIEGES

ENQUÊTE LES BONNES AFFAIRES DU MONDE

ENTRETIEN SERGE TCHURUK : LA FINANCE, C'EST BIEN ! L'INDUSTRIE, C'EST MIEUX !

MÉCÉNAT LES ENTREPRISES SONT FRILEUSES

BUREAU ÇA CHAUFFE POUR LES FUMEURS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Communiqué de M. Bernard PAGEZY

Sur convocation de M. Bernard PAGEZY, le Conseil d'Administration de la Compagnie du Midi s'est réuni le mercredi 8 mars à 11 h 30 au Siège Social.

Avant de présenter la démission de toutes les fonctions qu'il exerce au sein du Groupe de la Compagnie du Midi, M. PAGEZY a fait au Conseil d'Administration de la Compagnie la déclaration suivante :

"Après le vote des actionnaires de la Compagnie le 28 février, et les déclarations qui ont été faites avant qu'ils ne se prononcent, il n'y a pas de surprise à attendre de cette réunion du Conseil d'Administration.

Nous sommes tous, du côté de cette table, solidaires de nos amis, Messieurs Pierre Celier et Raymond-Maurice Doumenc. C'est par le seul hasard du calendrier que leur mandat venait à échéance. Vous avez fait en sorte qu'ils ne puissent être renouvelés, alors que vous-même, Monsieur Bébér, et vos deux amis, vous vous êtes associés sans réserve aucune à la demande de renouvellement que le Conseil présentait aux actionnaires.

Nous sommes tous solidaires de Sir Douglas Wass, dont vous avez demandé et obtenu le départ de ce Conseil, moins de deux mois après que cet impeccable ancien haut fonctionnaire de la Trésorerie britannique vous ait très chaleureusement accueilli, comme je le lui avais demandé, au sein du Board d'Equity & Law qu'il préside avec tant de distinction.

Alors, il n'y a pas de surprise : je démissionne de mes fonctions de Président et de mon mandat d'Administrateur de cette Compagnie. M'accompagnent dans cette décision : Messieurs Jacques Calvet, Alphonse Denis, François Donnay, Olivier Lecerf, François de La Villeguérin.

M. Tristan Vieljeux, qui ne veut pas se désolidariser de ses collègues, a remis entre mes mains son mandat d'Administrateur.

N'étant plus le Président du Midi, il ne m'appartient pas de statuer sur le cas de M. Vieljeux. Quelle que soit la décision que prendra le nouveau Président, je souhaite que celle-ci soit essentiellement dictée par l'appréciation des intérêts importants qui lient la Compagnie du Midi et le groupe Delmas-Vieljeux.

Il n'y a pas non plus de surprise sur la date de réunion de ce Conseil qu'il me revenait, pour la dernière fois, de convoquer.

Huit jours après l'Assemblée, c'est un délai qui m'était nécessaire pour mener jusqu'à leur terme mes responsabilités de Président.

J'avais souci de calmer les esprits des nombreux collaborateurs traumatisés par les conséquences de l'Assemblée. Croyez bien que je me suis employé à faire comprendre que la vie allait continuer et qu'il fallait faire confiance.

Mais je devais aussi manifester tout mon appui pour que soient pris en considération les intérêts légitimes de ceux, à quelque rang qu'ils appartiennent, qui, en conscience, estimaient qu'ils ne pouvaient plus poursuivre leur tâche.

Alors il nous a fallu discuter. Un compromis a été trouvé. Je l'ai signé, je n'en dirai pas plus.

Jusqu'au bout, j'ai tenu à exercer mes fonctions.

Hier même, je signalais les documents concluant une négociation menée avec succès pour céder, dans des conditions favorables, le contrôle d'une affaire de transport, héritage du vieux passé ferroviaire de la Compagnie.

La veille de l'Assemblée du 28 février, je mettais la dernière main aux modalités de la prochaine introduction au Second Marché d'une très belle affaire industrielle de haute technologie, dans laquelle, il y a près de 15 ans, La Paternelle a pu prendre une participation de 20 %.

Il n'y a plus de surprise.

Comme l'ancien coureur de fond que je suis resté, je viens de terminer mon dernier tour de piste. Voici près de 23 ans que je mène ce Groupe. Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur ce qui a été fait. Je tiens seulement à remercier du fond du cœur tous ceux qui m'ont aidé à accomplir mon parcours.

Maintenant, je vous passe le relais. Bonne chance à vous."

BICM

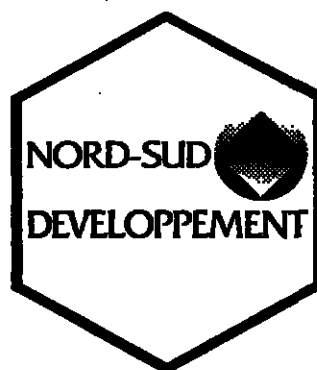


BANQUE INDUSTRIELLE
ET COMMERCIALE DU MARAIS

Le conseil d'administration, réuni le 6 mars 1988 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a arrêté les comptes de l'exercice 1988, qui se soldent par un bénéfice net de F. 54 025 741 contre F. 45 518 598 l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire la mise en distribution d'un dividende net de F. 14. — par action, soit F. 21. — avec l'impôt payé d'avance. La distribution globale représentera F. 19 298 894 contre F. 16 034 400 et s'appliquera à 1 339 921 actions contre 1 336 200.

Le bénéfice net consolidé de la B.I.C.M. s'élève à F. 57 098 269 contre F. 52 167 964 en 1987.



SICAV

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 10 février 1989 a arrêté les comptes de l'exercice 1988. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie sur première convocation le 24 mars 1989, de fixer le dividende de l'exercice 1988 à 73,37 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 4,95 francs.

Le dividende sera mis en paiement le 14 avril 1989.

Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 12 avril 1989 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

siège social et bureaux :
5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - Tél. (1) 49.27.63.00

Vos placements et le Crédit Agricole Les éleveurs de SICAV

UNIFRANCE ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV UNIFRANCE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 15 mars 1989, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 91/93, boulevard Pasteur, 75015 PARIS afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 30 décembre 1988.
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988.
- Affectation des résultats et fixation du dividende.
- Nomination d'un Administrateur.
- Renouvellement de mandats d'Administrateurs.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 décembre 1988 s'élèvera à F. 17,85, composé d'un dividende net de F. 15,07 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 2,78.

Ce dividende sera mis en paiement le 25 mars 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNIFRANCE à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 10 mars 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OF/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 23 mars 1989 à 10 h 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS

R.C.S.: Paris B 305.585.903

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

SONY Le Service

Possesseurs de téléviseurs Sony cette information vous est destinée.

Notre souci permanent de qualité nous conduit à effectuer régulièrement des contrôles sur nos produits. Ainsi, nous avons mis en évidence sur une série limitée de nos téléviseurs un risque d'usure prématurée de l'interrupteur marche/arrêt pouvant endommager l'appareil.

Afin de vous éviter tout risque de mauvais fonctionnement, mais aussi dans un souci de sécurité, nous avons décidé de changer gratuitement ces interrupteurs. Seuls sont concernés des téléviseurs vendus de Novembre 85 à Août 87.

Si vous avez acheté votre téléviseur SONY pendant cette période, nous vous remercions de bien vouloir noter le numéro de modèle et le numéro de série situés au dos de votre téléviseur (voir ci-dessous).



Veillez nous préciser ces 2 numéros lorsque vous nous contacterez :

- soit en nous téléphonant au **N° VERT 05 22 22 22**

- soit en nous adressant le coupon ci-dessous.

Nous vous indiquerons si besoin est, les modalités d'un changement gratuit de l'interrupteur de votre téléviseur.

A RENVoyer A SONY FRANCE QUALITÉ/SÉCURITÉ - BP 108 - 95813 CERGY PONTOISE.

Je possède un téléviseur SONY

Modèle : _____ N° de série : _____

Où j'ai acheté chez (nom du vendeur) _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Voici mes coordonnées

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. Domicile : _____ Bureau : _____

50 من الأمل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin Say

BÉGHIN-SAY a pris connaissance du communiqué de la Commission des opérations de Bourse, en date du 7 mars 1989, et relatif aux opérations sur titres réalisées en 1987.

La société entend donner, à ce sujet, les précisions suivantes :

1) Quoique la société ait toujours estimé qu'il s'agissait d'opérations courantes concédées à des conditions normales et qui n'avaient donc pas besoin d'une autorisation préalable du conseil d'administration, elle soumettra, comme le souhaite la COB, les opérations visées à une prochaine assemblée générale des actionnaires ;

2) BÉGHIN-SAY a, dès le début de l'enquête, fourni tant à la COB qu'à la police judiciaire, à l'occasion de l'enquête préliminaire diligentée par le parquet, tous les éléments relatifs aux calculs de la perte d'échange qui a été appliquée.

Ces calculs ont été effectués dans des conditions identiques pour les actions des deux sociétés, objet de l'échange ;

3) En vue de porter un jugement définitif sur la détermination de cette perte, la COB aurait pu faire désigner un expert par le tribunal de commerce comme la loi lui en donne le pouvoir.

Dès lors que, sans attendre les conclusions de la COB, une enquête préliminaire a été diligentée par le parquet, la COB a préféré, pour éviter des « pluralités de procédures », que cette désignation de l'expert intervienne à la requête du parquet.

BÉGHIN-SAY fournira à l'expertise toutes les informations qui seront nécessaires ;

4) BÉGHIN-SAY souligne que la COB a décidé de « communiquer » le rapport de son enquête au parquet et non pas de le transmettre aux fins de poursuites.



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Lors de sa séance du 6 mars 1989, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1988 : le bénéfice net s'élève à 99 335 971 F, contre 117 932 622 F en 1987, exercice à vrai dire exceptionnel.

Le bénéfice de l'exercice 1988 s'élève après une plus-value nette à long terme s'élevant à 14 035 246 F (contre une plus-value nette à long terme de 10 902 332 F pour le précédent exercice).

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 19 juin prochain, de distribuer un dividende de 27 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 13,50 F, soit un revenu global de 40,50 F (contre 39 F l'an dernier) et de reconduire l'autorisation donnée au conseil d'opérer éventuellement en Bourse sur les actions de la compagnie.

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE ASSOCIATIF

Envoyer 40 F (franchise à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

ENELFI-BRETAGNE

Le conseil d'administration d'Enelfi-Bretagne, réuni le 6 mars 1989 sous la présidence de M. Michel Manchant, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le bénéfice net de la société s'est élevé à 23,24 millions de francs, dont 11,27 millions de francs de résultat net d'activité courante contre 10,94 millions de francs en 1987, et le bénéfice net consolidé - part du groupe - à 24,73 millions de francs, dont 12,71 millions de francs de résultat net d'activité courante contre 10,96 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 22 juin 1989, de fixer le dividende à 12,50 francs net par action (18,75 francs avant fiscal comprise), étant rappelé qu'un acompte de 6,50 francs net a été versé en début d'année.

Le conseil a coopté comme administrateur M. Pierre Schmidt, président de la Financière Saclay-Charillon, qui, à la suite de sa récente OPA/OPE, détient 86 % du capital, la Compagnie financière de Paris ayant apporté sa participation à l'échange.

LATITUDE

LA SICAV MONÉTAIRE DE LA POSTE

Le conseil d'administration de la SICAV LATITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1988 et a proposé de fixer à 200,21 F le dividende net versé par action.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira sur première convocation le 20 mars prochain, ce premier dividende sera détaché le 7 avril et mis en paiement le 10 avril 1989.

Décomposition du dividende en F :	
Obligations françaises	net: 131,89 ci: --
Autres revenus	net: 0,10 ci: --
Créances négociables	net: 68,22 ci: --
TOTAL	net: 200,21 ci: --

LA POSTE
BOUGEZ AVEC LA POSTE

GESTION: SOGEPSTE
Groupe Caisse des dépôts et consignations

RÈGLEMENT/LIVRAISON DE TITRES

6 000 BACK OFFICES EN FORMATION D'ICI FIN 90

Avec la réforme règlement livraison de titres, les back offices vont voir leur profession se transformer radicalement d'ici fin 90.

Apparition de nouveaux métiers, nécessité de nouvelles compétences, mutation des mentalités :

- la réforme passe autant par la préparation et la formation des hommes que par l'application de nouvelles techniques.

Comment évaluer les besoins en formation ? Comment définir les formations adaptées à son établissement, à son organisation interne ? Quelles sont les formations proposées ?

De nombreux participants, experts, formateurs, représentants des Services de Titres et des Responsables de Ressources Humaines des établissements de la Place apporteront leur réponse et feront connaître leur expérience au cours d'un séminaire organisé par G3F, l'organisme de formation habilité par le GIE RELIT, le 17 mars prochain.

L'après-midi sera consacrée à des entretiens individuels sur des cas concrets, avec des spécialistes en formation Règlement/Livraison de G3F.

Frais de participation : 1 300 F HT
Le 17 mars à 9 h

● Maison de la Chimie
28 bis, rue St-Dominique
75007 Paris

Renseignements et inscriptions :
● G3F - tél. : (1) 42-66-96-12.

CompteRetraite

SICAV LONG TERME DIVERSIFIÉE, ELIGIBLE AU PER

gestion CDC TRÉSOR
filiale de la Caisse des dépôts et consignations

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988 proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera réunie le 3 avril 1989, de fixer le dividende net de l'exercice 1987-1988 de la SICAV à 7,48 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,28 franc portant son montant global à 7,76 francs.

Pour l'actionnaire personne physique relevant de l'impôt sur le revenu, le dividende se décompose comme suit :

Obligations françaises	net: 6,13 F	ci: 0,21 F
Actions françaises	net: 0,42 F	ci: 0,07 F
Autres revenus	net: 0,37 F	ci: --
Créances négociables	net: 0,56 F	ci: --

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

RÉINVESTISSEZ SANS FRAIS JUSQU'AU 10 JUILLET 1989
AU TRÉSOR PUBLIC (PLUS DE 4000 GUICHETS À VOTRE SERVICE)

trésor public

PLENITUDE

LA SICAV DIVERSIFIÉE DE LA POSTE

Le conseil d'administration de la SICAV PLENTITUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1987-1988 et a proposé de fixer à 7,75 F le dividende net versé par action, assorti d'un crédit d'impôt de 0,30 F.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira sur première convocation le 20 mars prochain, ce premier dividende sera détaché le 7 avril et mis en paiement le 10 avril 1989.

Décomposition du dividende en F :	
Obligations françaises	net: 6,97 ci: 0,21
Autres revenus	net: 0,78 ci: 0,09
TOTAL	net: 7,75 ci: 0,30

LA POSTE
BOUGEZ AVEC LA POSTE

AVEC LA SICAV NATIO-ÉPARGNE TRÉSOR VOUS POUVEZ DIRE "L'ÉTAT C'EST MOI".



Pour vous permettre d'accéder simplement aux valeurs du Trésor Français, la Banque Nationale de Paris a conçu pour vous la Sicav Natio-Épargne Trésor.

Avec elle, vous devenez actionnaire d'un portefeuille investi exclusivement en Emprunts d'État et en

Bons du Trésor, et vous bénéficiez des qualités de solidité et de liquidité qui leurs sont attachées.

Le tableau ci-dessous, établi au 31 Décembre 1988, vous permet de juger le dynamisme de Natio-Épargne Trésor.

Depuis le	12/88	12/87	12/86	12/85	12/84	12/83
Performance annualisée (composée net réinvesti)	+11,20%	+8,80%	+9,45%	+11,20%	+11,20%	+11,85%
						*Taux de référence

La souscription à Natio-Épargne Trésor vous permet de réaliser à court terme et jusqu'à 2 ans un placement qui allie la performance à la sécurité.

BNP

© MEDIA-FRANCE

ONY



Marchés financiers

M. Bernard Arnault gagne la première manche contre M. Henry Racamier

La justice a tranché et a donné raison à M. Bernard Arnault, président de LVMH (Moët-Hennessy-Louis-Vuitton) dans le conflit qui l'oppose à M. Henry Racamier, président de Louis-Vuitton, pour la prise en main des destinées de cette filiale.

Saisi en référé, le président du Tribunal de commerce de Paris, M. Philippe Grandjean, a décidé, jeudi 9 mars, dans l'« intérêt social » du groupe LVMH, de convoquer une assemblée générale mixte de la société Louis-Vuitton afin de transformer la structure de direction et conseil de surveillance en conseil d'administration. Un mandataire de justice, M. Hubert Lafont, a été désigné pour convoquer cette assemblée. Elle devrait se tenir dans un délai de trente à quarante-cinq jours, vraisemblablement à la mi-avril.

Le tribunal donne ainsi gain de cause à M. Bernard Arnault, principal actionnaire du groupe, qui, après avoir pris la tête de LVMH et écarté son président, M. Alain Chevalier, souhaite réorganiser à sa guise le numéro un du luxe en clarifiant ses structures. Depuis plusieurs semaines, il entend simplifier celles de Louis Vuitton contrôlé à 98 % par LVMH. Raison officielle : elle constitue « un frein entre la holding et l'équipe opérationnelle », comme l'affirme M. Pierre Godé, son bras droit. Cette « rationalisation » doit surtout lui permettre de se séparer d'Henry Racamier, représentant de la famille Vuitton, qui se bat pour préserver l'indépendance de son entreprise. La transformation en

société à conseil d'administration permettra en particulier de ramener l'âge du départ à la retraite des présidents à soixante-dix ans contre quatre-vingt-cinq actuellement. Un moyen de mettre obligatoirement un terme au mandat de M. Racamier, qui est âgé de soixante-dix-sept ans.

En rendant son verdict, M. Grandjean a pris soin de ne pas prendre parti dans ce conflit : « Mon rôle est de ne pas porter un jugement sur le bien-fondé ou le mal-fondé [des griefs], rien n'empêche l'un et l'autre de s'adresser à la juridiction sur le fond. »

Dès le jugement connu, la direction de LVMH a exprimé sa « satisfaction ». Tonalité différente chez Louis-Vuitton, où on reconnaît que le tribunal a plus jugé sur la forme que sur le fond. Le conseil de M. Henry Racamier a tout de suite annoncé son intention de faire appel.

De nouveaux rebondissements ne sont donc pas à exclure. Pendant ce temps, la Commission des opérations de Bourse (COB) poursuit son enquête sur un éventuel délit d'initié réalisé le 6 janvier, lors de la publication des résultats.

DOMINIQUE GALLOIS.

● RECTIFICATIF. — C'est M. Henry Racamier lui-même qui a reconnu avoir vendu, les 5 et 6 janvier dernier, 80 000 titres LVMH. Contrairement à ce que nous avons annoncé (Le Monde du 8 mars), la COB ne s'est pas encore prononcée sur ce dossier.

La Deutsche Bank va lancer une OPA sur la Bancotrans en Espagne

La Deutsche Bank, première banque ouest-allemande, a confirmé son intention de lancer une offre publique d'achat (OPA) amicale sur la banque espagnole Bancotrans, qui lui appartenait à 100 % avant la seconde guerre mondiale. L'OPA devrait réussir, la Deutsche Bank possédant déjà 39,05 % du capital de Bancotrans et 10 % étant par ailleurs détenus par la Baden-Württembergische Bank, liée à la Deutsche Bank. Le reste du capital est entre les mains d'une famille espagnole (pour 10 à 16 %) et de 3 000 actionnaires environ.

Le lancement de l'OPA est une victoire pour la Deutsche Bank dans la mesure où les autorités espagnoles

avaient, il y a quelques mois, exprimé leur hostilité à voir des étrangers prendre place sur le marché bancaire avant 1992. Grâce aux négociations menées par le président du directoire de la Deutsche Bank, les Espagnols ont changé d'avis.

Cette OPA s'inscrit dans la stratégie de développement européen de la banque allemande, après son rachat en 1987 en Italie de la Banca d'America et d'Italia. Elle prouve aussi que les Allemands, peu familiers des OPA dans leur propre pays, sont parfaitement capables d'adopter les mœurs capitalistes anglo-saxonnes en cas de nécessité.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2935/DMP

1. L'Office National des Télécommunications de CÔTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

2. L'Office National des Télécommunications invite, par le présent Appel d'Offres, les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

3. Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12^e étage de POSTEL 2001, Porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.67.63 Téléc n° 23790 ou 23750 - ABIDJAN.

4. Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jeu complet des documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 400.000 F. CFA (Chèque certifié ou mandat lettre).

5. Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission; ce cautionnement doit être déposé en même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'Immeuble POSTEL 2001, Porte 12-07 - ABIDJAN-CI au plus tard le 18 Avril 1989 avant 11 H 00 délai de rigueur.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 Avril 1989 à 15 H 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

NEW-YORK, 9 mars ↓

Léger repli

L'évolution de la Bourse américaine a encore été très irrégulière, jeudi, dans un marché relativement calme. En fin de séance, l'indice Dow Jones cédait 4,11 points, à 2 291,43 points.

Avant la publication, vendredi, des statistiques concernant le chômage aux États-Unis, la prudence était de rigueur, jeudi, sur le marché. Les experts estiment que la situation de l'emploi, en février, devrait refléter un ralentissement de la croissance économique. Si c'est le cas, les taux d'intérêt devraient se dégrader, les risques de relance de l'inflation s'accroissant. Au cas contraire, c'est-à-dire si ces chiffres révèlent de nouveaux signes de surchauffe de l'économie, il faut s'attendre à une réaction négative de Wall Street, déclarèrent les professionnels. D'autre part, le marché des devises était inchangé. Repli d'Uplion, IBM, Hewlett Packard. En revanche, AM, CBS et Manufacturers Hanover étaient fermes.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 9 mars
Alcoa	61 5/8	62 1/4
AT&T	30 1/2	30 1/2
Boeing	32 1/4	32 1/4
Chemical Bank	28 3/4	28 3/4
Du Pont de Nemours	28 3/4	28 3/4
Eastman Kodak	44 3/4	45
Exxon	62 3/4	61 1/8
Ford	45 3/8	45 1/2
General Electric	45 3/8	45 1/2
General Motors	48 1/8	48 1/8
Goodyear	48 1/8	48 1/8
IBM	118 5/8	118 5/8
U.S. Steel	118 5/8	118 5/8
McDonald	49	49 1/4
Pfizer	55 3/8	55 1/4
Schlumberger	58 1/4	58 1/4
Tempo	53 1/8	52 3/4
UAL Corp. et filiale	118 3/8	118 1/2
Union Carbide	52 3/4	52 3/4
U.S. Steel	31 3/4	31 3/4
Westinghouse	54 1/8	54 1/8
Yarn Corp.	62	62 1/4

LONDRES, 9 mars ↓

Baisse

La tendance était encore faible, jeudi, à la Bourse de Londres, dans une ambiance « attentiste ». L'indice Footsie des cent valeurs a baissé de 14 points sur un repli de 7,4 points, à 2 075,9.

Les milieux d'affaires britanniques sont restés l'arme au pied avant la présentation, la semaine prochaine, du nouveau budget par le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. L'indécision de Wall Street, jeudi, a son ouverture a également pesé dans ce sens de l'indécision. La plupart des secteurs ont cédé du terrain, notamment les pétroliers, les alimentaires, les assurances, les magasins et les bancaires.

Le conglomérat Lombar a cédé 9 points à 335, après qu'Alan Bond ait annoncé, mercredi, son intention de revenir à la tête du groupe. L'indice a cédé 6 points à 538, en dépit d'une hausse de 37 % de ses bénéfices en 1988. Bass (banque) a baissé de 12 points à 943, après l'annonce de la vente de la chaîne d'hôtels canadienne Commonwealth Hospitality pour 142 millions de livres. Les fonds d'Etat étaient irréguliers. Stabilité ou effritement des mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

● Progression de 9 % du chiffre d'affaires de Pernod-Ricard. — Pernod-Ricard a enregistré, en 1988, un chiffre d'affaires consolidé de 13,5 milliards de francs, en progression de 9 % sur celui de 1987. L'exercice passé, qui représente, selon un communiqué du groupe, « une année commerciale très satisfaisante », a été marqué par la consolidation de deux nouvelles sociétés : la firme américaine YOO-HOO Industries (boissons alcoolisées) et l'agrochimie System Division (préparations aux fruits). En France, les vins et spiritueux ont représenté 43 % du chiffre d'affaires de Pernod-Ricard (contre 47 % en 1987). Les boissons sans alcool exportées vers l'étranger ont, en revanche, confirmé leur percée, en Europe et en Amérique du Nord, représentant 12 % du chiffre d'affaires total, contre 8 % en 1987.

● Embark rejette l'OPA de Topper. — Le conseil d'administration du groupe industriel américain Embark Corp. a rejeté l'offre d'achat de 2,4 milliards de dollars (15 milliards de francs) lancée, fin février, par la firme d'investissement new-yorkaise Topper LP. Le conseil a estimé « à l'unanimité » que cette OPA est « inadéquante d'un point de vue financier et n'est pas dans le meilleur intérêt de Embark et de ses actionnaires ». Topper avait lancé son OPA le 24 février, en proposant 35 dollars par action pour la totalité du capital de Embark. Les principaux investisseurs dans Topper sont la famille de promoteurs

PARIS, 10 mars =

Prudence

A l'image des autres séances de la semaine, la journée a été marquée par la prudence. L'indice CAC 40, qui avait débuté sur un repli de 0,3 %, redevenait positif très rapidement, la progression restant très limitée en début d'après-midi, dans l'attente de la publication des taux de chômage américains de février prévue pour 14 h 30.

Quelques minutes avant son annonce, la progression des valeurs n'était plus que de 0,03 %. Les professionnels se plaignaient une fois encore du manque d'affaires tant françaises qu'étrangères. Ces dernières se tenaient pour l'instant à l'écart du marché, ne sachant comment l'évaluer. Cette indécision se retrouverait sur les valeurs elles-mêmes puisque, en début d'après-midi, le nombre de heures de trading a été équivalent à celui des baisses (87 contre 83, étant inchangées) et l'amplitude analogue (moins de 1 % de gain ou de perte). Parmi les plus fortes progressions figurent encore les valeurs pétrolières comme Raffinage et surtout Sopag. Cette dernière s'apprêtait de plus de 10 % en l'attente des déclarations de son président affirmant qu'au cours actuel de l'action (alors 330 F) la dette était très importante (20 F) par rapport à la valeur d'actif net évalué de 520 F. Embark s'apprêtait également après l'annonce de l'émission d'obligations convertibles en actions ordinaires. Du côté des baisses, on notait Alstom, Seifmou ou encore Eclat Bertrand dans de faibles volumes. Sur le marché au comptant les cotations de la Rochefortaise étaient suspendues dans l'attente d'une opération financière.

Le personnel de la Bourse s'est prononcé à majorité de 73 % contre la proposition d'accord sur l'emploi et les salaires conclu entre l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB) et les syndicats majoritaires (CFDT et SPI) du personnel. Les syndicats doivent se réunir lundi 13 mars pour décider de la suite à donner à leur action.

TOKYO, 10 mars ↑

Reprise en fin de séance

Faible pendant une grande partie de la séance, la Bourse de Tokyo, néanmoins, terminée la journée de vendredi sur une petite hausse, grâce à des achats de dernière minute. L'indice Nikkei a progressé de 0,14 %, soit 45,33 points, à 31 701,78 points.

A la fin de la séance de la matinée, l'indice affichait une perte de 116,33 points dans un marché très frileux, où les investisseurs préféraient se tenir à l'écart. Au début de l'après-midi, les investisseurs ont, toutefois, été attirés par le bas prix de certains titres après deux séances consécutives de baisse. Le marché, toujours préoccupé par le scandale Recruit et ses possibles retombées politiques, était assez actif.

VALEURS	Cours de 9 mars	Cours de 10 mars
Alstom	201	204
Boeing	1 340	1 340
Bois	540	540
Chemical	3 250	3 250
Falco	1 520	1 520
Honda Motor	2 350	2 350
Industrie chimique	2 350	2 350
Industrie électrique	100	100
Sony Corp.	8 880	8 880
Toshiba Motor	2 440	2 440

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

● DSM (chimie): hausse de 40 % du bénéfice en 1988. — Le groupe chimique néerlandais DSM, récemment privatisé, a enregistré, en 1988, une hausse de 40 % de son bénéfice net à 522 millions de florins (environ 2 milliards de francs) par rapport à l'année précédente. Selon DSM, les résultats de 1988 sont les meilleurs jamais réalisés par l'entreprise en quatre-vingt-sept ans.

● Le néerlandais Philippe prend des mesures anti-OPA. — Le groupe d'investissement néerlandais DSM, récemment privatisé, a enregistré, en 1988, une hausse de 40 % de son bénéfice net à 622 millions de florins (environ 2 milliards de francs) par rapport à l'année précédente. Selon DSM, les résultats de 1988 sont les meilleurs jamais réalisés par l'entreprise en quatre-vingt-sept ans d'existence. Le résultat d'exploitation est passé de 755 millions de florins en 1987, à 1,2 milliard de florins en 1988, soit une hausse de 60 %, provoquée selon DSM, par des meilleurs volumes de vente et des marges sensiblement améliorées.

● Le néerlandais Philippe prend des mesures anti-OPA. — Le groupe d'investissement néerlandais DSM, récemment privatisé, a enregistré, en 1988, une hausse de 40 % de son bénéfice net à 622 millions de florins (environ 2 milliards de francs) par rapport à l'année précédente. Selon DSM, les résultats de 1988 sont les meilleurs jamais réalisés par l'entreprise en quatre-vingt-sept ans d'existence. Le résultat d'exploitation est passé de 755 millions de florins en 1987, à 1,2 milliard de florins en 1988, soit une hausse de 60 %, provoquée selon DSM, par des meilleurs volumes de vente et des marges sensiblement améliorées.

PARIS :

Second marché (réfection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	482	482	La 1 ^{re} live de mode	224	224
Agropar	308	308	La 2 ^e live de mode	224 80	224 80
B.A.C.	338	338	Locatix	154	154
B. Desmoulin & Associés	530	530	Metalbox, Mollat	180	180
B.I.C.M.	612	612	Métropole Habitat	588	588
B.I.P.	801	801	Métropole	188 50	188 50
Bolton	500	500	M.I.S.M.	107	107
Bouffier Technologies	300	300	Miles	224 80	224 80
Chiffre de Lyon	1645	1645	Novate-Delema	880	880
Colson	805	805	Obit-Legation	233	233
Carif	814	814	On. Gest. Fin.	310	310
C.A.I.-Le Fr. R.C.U.	350	350	Planit	438	438
C.A.T.C.	121	134 50	P.F.A.S.A.	427 50	427 50
C.D.M.E.	1288	1288	Prehousy K in 6 Pnl	94	94
C.Epic. Elec.	348	348	Prehousy Assurances	400	400
C.E.L.D.	845	845	Publicat. Filapact	585	585
C.E.L.P.	253	253	Rand	708	708
C.E.P. Comptabil.	1788	1788	Rand & Associés	325	325
C.E.I. Informatique	1230	1230	St-Gobain Enballage	2201	2201
Comptax d'Orsay	570	570	St-Gobain Médical	232	232
C.R.I.M.	503	503	S.C.E.P.M.	365	365
Comptax	345	345	Sigla	408	408
Comptax	354	354	Silabon Inc. (Lyon)	100 80	100 80
Compta	382	382	S.E.P.	688	688
Dela	148 30	148 30	S.E.P.R.	1870	1870
Dupont	1400	1400	Serbo	435	435
Dumoulin	1081	1081	S.M.T. Compt.	338	338
Duval	580	580	Solihing	738	738
Edison Indust.	100	100	Sopag	229 80	229 80
Eyraud Investiss.	20 55	20 55	TFI	400 40	400 40
Fisco	238	238	Union	205	205
Genève	384	384	Union France de Fr.	440	440
G. Forder Fr. R.C.F.	255 50	255 50	Val et Cie	212	212
Géral	881	881			
L.C.C.	219	219			
RIA	280	280			
L.F.F.	91 70	91			
RD	258	258			
Int. West Bank	728	728			
La Commande Electr.	288	288			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 9 mars 1989

Nombre de contrats : 6 201.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	688	16	40
ACE	480	6	22
EX-Agustine	440	13	29
Lafarge-Capelle	1 558	16	72
Michelin	182	17	26,50
Midi	1 588	157	8
Paribas	480	5,50	24
Pengent	1 480	295	335
Saint-Gobain	540	26,10	39
Société générale	440	28	4
Thomson-CSF	248	6,50	19

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 mars 1989

Nombre de contrats : 63 743.

COURS	Mar 89	Jun 89	Sept. 89
Dernier	105	104	104,66
Précédent	104,74	104,14	104,42
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
	Jun 89	Sept. 89	Jun 89
104	1,28	—	0,98

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3035 F ↓

Avant la publication du taux de change américain de février, attendu dans l'après-midi du vendredi 10 mars, les marchés étaient très calmes. A Paris, le dollar s'échangeait à 6,3035 F, contre 6,3115 F à la clôture des échanges interbancaires de la veille et 6,3080 F au fixing.

FRANCFORT 9 mars 10 mars
Dollar (en DM) ... 1,8996 1,8978
Tokyo 9 mars 10 mars
Dollar (en yen) ... 128,23 128,88

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (10 mars) ... 13/1645/165
New-York (9 mars) ... 13/1647/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

Valeurs françaises ... 183,8 184,6
Valeurs étrangères ... 189,1 116,9
(SB4, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC ... 439,7 439
(SB4, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 ... 1 687,37 1 612,13
(OMR, base 100 : 31-12-81)
Indice OMF 50 ... 454,85 455,89

NEW-YORK (indice Dow Jones)
Industrielles ... 2 295,54 2 291,43
LONDRES (indice Financial Times)
Industrielles ... 1 724,40 1 714,19
Mines d'or ... 188,30 181,50
Fonds d'Etat ... 88,57

TOKYO
Nikkei Dow Jones ... 31 656,81 31 781,78
Indice général ... 1 483,61 1 488,24

TAUX DES EUROMONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES									
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		
E.-U.	6,3040	6,3050	- 73	- 58	- 135	- 110	- 340	- 250	
S. (100)	5,5632	5,5717	- 149	- 114	- 288	- 246	- 894	- 698	
	5,5856		+ 156	+ 189	+ 322	+ 382	+ 1040	+ 1139	
3 mois	3,3907	3,3947	+ 63	+ 81	+ 133	+ 156	+ 380	+ 404	
6 mois	3,3907	3,3947	+ 43	+ 43	+ 93	+ 113	+ 380	+ 383	
SEUL (100)	16,1827	16,2041	- 137	- 97	- 372	- 322	- 1076	- 1076	
5	3,6080	3,6092	+ 94	+ 112	+ 191	+ 218	+ 693	+ 690	
1 (100)	4,6188	4,6279	- 165	- 121	- 361	- 250	- 750	- 661	
	10,8675	10,8824	- 390	- 339	- 755	- 681	- 1902	- 1698	

TAUX DES EUROMONNAIES									
E.-U.	9 3/4	10	9 7/8	10	9 15/16	10 1/16	10 1/4	10 3/8	10 7/8
S. (100)	5 3/8	5 7/8	6 1/8	6 1/4	6 5/16	6 7/16	6 3/4	6 7/8	
3 mois	6 1/4	6 3/4	6 3/4	6 7/8	6 13/16	6 15/16	7 1/16	7 1/8	7 1/16
6 mois	6 1/4	6 3/4	6 1/8	6 7/8	6 13/16	6 1/2	6 1/4	6 3/8	6 3/16
SEUL (100)	11 1/2	11 7/8	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 3/4
5	11 1/4	12 1/4	12 1/4	12 13/16	12 13/16	12 7/8	12 5/8	12 15/16	12 3/4
1 (100)	12 1/2	12 3/4	12 13/16	12 13/16	12 7/8	12 7/8	12 15/16	12 15/16	12 3/4
3 mois	8 1/8	8 3/8	8 1/8	8 13/16	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 15/16	8 7/16

Ces courants reflètent que le marché interbancaire des devises est en cours de développement.

Marchés financiers

BOURSE DU 10 MARS

Règlement mensuel										Cours relevés à 14 h 22									
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS
3790	C.A.E. 3%	3800	3770	3788	- 0,30	3790	C.A.E. 3%	3800	3770	3788	- 0,30	3790	C.A.E. 3%	3800	3770	3788	- 0,30	3790	C.A.E. 3%
1070	B.P.F. 1%	1080	1060	1085	+ 0,47	1070	B.P.F. 1%	1080	1060	1085	+ 0,47	1070	B.P.F. 1%	1080	1060	1085	+ 0,47	1070	B.P.F. 1%
1125	C.A.F. 1%	1135	1115	1138	+ 0,17	1125	C.A.F. 1%	1135	1115	1138	+ 0,17	1125	C.A.F. 1%	1135	1115	1138	+ 0,17	1125	C.A.F. 1%
1700	Banque Par.	1700	1680	1690	+ 0,59	1700	Banque Par.	1700	1680	1690	+ 0,59	1700	Banque Par.	1700	1680	1690	+ 0,59	1700	Banque Par.
1785	St-Gobain T.P.	1785	1765	1780	+ 0,85	1785	St-Gobain T.P.	1785	1765	1780	+ 0,85	1785	St-Gobain T.P.	1785	1765	1780	+ 0,85	1785	St-Gobain T.P.
1320	Thomson T.P.	1320	1300	1310	+ 0,73	1320	Thomson T.P.	1320	1300	1310	+ 0,73	1320	Thomson T.P.	1320	1300	1310	+ 0,73	1320	Thomson T.P.
180	Alcatel	180	178	179	+ 0,56	180	Alcatel	180	178	179	+ 0,56	180	Alcatel	180	178	179	+ 0,56	180	Alcatel
1570	Alcatel	1570	1550	1560	+ 0,65	1570	Alcatel	1570	1550	1560	+ 0,65	1570	Alcatel	1570	1550	1560	+ 0,65	1570	Alcatel
2890	Alcatel	2890	2870	2880	+ 0,35	2890	Alcatel	2890	2870	2880	+ 0,35	2890	Alcatel	2890	2870	2880	+ 0,35	2890	Alcatel
1890	Alcatel	1890	1870	1880	+ 0,53	1890	Alcatel	1890	1870	1880	+ 0,53	1890	Alcatel	1890	1870	1880	+ 0,53	1890	Alcatel
325	Alcatel	325	320	322	+ 0,63	325	Alcatel	325	320	322	+ 0,63	325	Alcatel	325	320	322	+ 0,63	325	Alcatel
420	Alcatel	420	415	418	+ 0,72	420	Alcatel	420	415	418	+ 0,72	420	Alcatel	420	415	418	+ 0,72	420	Alcatel
2570	Alcatel	2570	2550	2560	+ 0,39	2570	Alcatel	2570	2550	2560	+ 0,39	2570	Alcatel	2570	2550	2560	+ 0,39	2570	Alcatel
610	Alcatel	610	605	608	+ 0,50	610	Alcatel	610	605	608	+ 0,50	610	Alcatel	610	605	608	+ 0,50	610	Alcatel
885	Alcatel	885	880	882	+ 0,23	885	Alcatel	885	880	882	+ 0,23	885	Alcatel	885	880	882	+ 0,23	885	Alcatel
940	Alcatel	940	935	938	+ 0,32	940	Alcatel	940	935	938	+ 0,32	940	Alcatel	940	935	938	+ 0,32	940	Alcatel
305	Alcatel	305	300	302	+ 0,67	305	Alcatel	305	300	302	+ 0,67	305	Alcatel	305	300	302	+ 0,67	305	Alcatel
825	Alcatel	825	820	822	+ 0,24	825	Alcatel	825	820	822	+ 0,24	825	Alcatel	825	820	822	+ 0,24	825	Alcatel
225	Alcatel	225	220	222	+ 0,91	225	Alcatel	225	220	222	+ 0,91	225	Alcatel	225	220	222	+ 0,91	225	Alcatel
840	Alcatel	840	835	838	+ 0,36	840	Alcatel	840	835	838	+ 0,36	840	Alcatel	840	835	838	+ 0,36	840	Alcatel
625	Alcatel	625	620	622	+ 0,32	625	Alcatel	625	620	622	+ 0,32	625	Alcatel	625	620	622	+ 0,32	625	Alcatel
880	Alcatel	880	875	878	+ 0,35	880	Alcatel	880	875	878	+ 0,35	880	Alcatel	880	875	878	+ 0,35	880	Alcatel
700	Alcatel	700	695	698	+ 0,43	700	Alcatel	700	695	698	+ 0,43	700	Alcatel	700	695	698	+ 0,43	700	Alcatel
2870	Alcatel	2870	2850	2860	+ 0,68	2870	Alcatel	2870	2850	2860	+ 0,68	2870	Alcatel	2870	2850	2860	+ 0,68	2870	Alcatel
550	Alcatel	550	545	548	+ 0,55	550	Alcatel	550	545	548	+ 0,55	550	Alcatel	550	545	548	+ 0,55	550	Alcatel
80	Alcatel	80	78	79	+ 1,28	80	Alcatel	80	78	79	+ 1,28	80	Alcatel	80	78	79	+ 1,28	80	Alcatel
80	Alcatel	80	78	79	+ 1,28	80	Alcatel	80	78	79	+ 1,28	80	Alcatel	80	78	79	+ 1,28	80	Alcatel
840	Alcatel	840	835	838	+ 0,60	840	Alcatel	840	835	838	+ 0,60	840	Alcatel	840	835	838	+ 0,60	840	Alcatel
2890	Alcatel	2890	2870	2880	+ 0,69	2890	Alcatel	2890	2870	2880	+ 0,69	2890	Alcatel	2890	2870	2880	+ 0,69	2890	Alcatel
580	Alcatel	580	575	578	+ 0,87	580	Alcatel	580	575	578	+ 0,87	580	Alcatel	580	575	578	+ 0,87	580	Alcatel
3240	Alcatel	3240	3220	3230	+ 0,62	3240	Alcatel	3240	3220	3230	+ 0,62	3240	Alcatel	3240	3220	3230	+ 0,62	3240	Alcatel
220	Alcatel	220	215	218	+ 1,40	220	Alcatel	220	215	218	+ 1,40	220	Alcatel	220	215	218	+ 1,40	220	Alcatel
135	Alcatel	135	130	132	+ 1,54	135	Alcatel	135	130	132	+ 1,54	135	Alcatel	135	130	132	+ 1,54	135	Alcatel
1010	Alcatel	1010	1000	1005	+ 0,50	1010	Alcatel	1010	1000	1005	+ 0,50	1010	Alcatel	1010	1000	1005	+ 0,50	1010	Alcatel
1050	Alcatel	1050	1040	1045	+ 0,96	1050	Alcatel	1050	1040	1045	+ 0,96	1050	Alcatel	1050	1040	1045	+ 0,96	1050	Alcatel
880	Alcatel	880	870	875	+ 1,15	880	Alcatel	880	870	875	+ 1,15	880	Alcatel	880	870	875	+ 1,15	880	Alcatel
2000	Alcatel	2000	1980	1990	+ 1,01	2000	Alcatel	2000	1980	1990	+ 1,01	2000	Alcatel	2000	1980	1990	+ 1,01	2000	Alcatel
1380	Alcatel	1380	1360	1370	+ 1,47	1380	Alcatel	1380	1360	1370	+ 1,47	1380	Alcatel	1380	1360	1370	+ 1,47	1380	Alcatel
1320	Alcatel	1320	1300	1310	+ 1,54	1320	Alcatel	1320	1300	1310	+ 1,54	1320	Alcatel	1320	1300	1310	+ 1,54	1320	Alcatel
1230	Alcatel	1230	1210	1220	+ 1,65	1230	Alcatel	1230	1210	1220	+ 1,65	1230	Alcatel	1230	1210	1220	+ 1,65	1230	Alcatel
540	Alcatel	540	530	535	+ 1,89	540	Alcatel	540	530	535	+ 1,89	540	Alcatel	540	530	535	+ 1,89	540	Alcatel
187	Alcatel	187	180	182	+ 3,89	187	Alcatel	187	180	182	+ 3,89	187	Alcatel	187	180	182	+ 3,89	187	Alcatel
135	Alcatel	135	130	132	+ 3,85	135	Alcatel	135	130	132	+ 3,85	135	Alcatel	135	130	132	+ 3,85	135	Alcatel
730	Alcatel	730	720	725	+ 1,39	730	Alcatel	730	720	725	+ 1,39	730	Alcatel	730	720	725	+ 1,39	730	Alcatel
220	Alcatel	220	215	218	+ 2,33	220	Alcatel	220	215	218	+ 2,33	220	Alcatel	220	215	218	+ 2,33	220	Alcatel
880	Alcatel	880	870	875	+ 1,15	880	Alcatel	880	870	875	+ 1,15	880	Alcatel	880	870	875	+ 1,15	880	Alcatel
825	Alcatel	825	820	822	+ 0,61	825	Alcatel	825	820	822	+ 0,61	825	Alcatel	825	820	822	+ 0,61	825	Alcatel
480	Alcatel	480	475	478	+ 1,03	480	Alcatel	480	475	478	+ 1,03	480	Alcatel	480	475	478	+ 1,03	480	Alcatel
210	Alcatel	210	205	208	+ 2,44	210	Alcatel	210	205	208	+ 2,44	210	Alcatel	210	205	208	+ 2,44	210	Alcatel
1050	Alcatel	1050	1040	1045	+ 0,96	1050	Alcatel	1050	1040	1045	+ 0,96	1050	Alcatel	1050	1040	1045	+ 0,96	1050	Alcatel

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Emp. 6,80 % 77	123,22	7,018	C.I.C. (France) déj.	188	188	Macdonald Ind.	116	116	Le Vaisant	1245	1245
8,00 % 78/83	103,30	8,471	C.I.C. (France) déj.	686	686	Magnum Ind.	135	135	Wagon	146	146
10,00 % 78/84	103,30	5,538	Chaux 0/0	2200	2200	Magnat S.A.	82,80	82,80	Wassens S.A.	738	738
12,25 % 80/80	104,70	10,184	Chaux 1/2	800	800	Mairie Paris	501	501	Wooler	1473	1473
12,25 % 82/80	106,80	2,486	Chaux 1 1/2	1121	1121	Midi Delyat	501	501	Zenon de Méric	...	...
15 juil 82	107,71	12,011	Cogit	345	345	144 50 d	...	...	...	...	...
15,00 % 81/85	108,51	0,880	Cogit	365	365	...	...	...	...	...	...
12,25 % 84/83	115,80	2,500	Compt. Lux-Ann	3638	3638	...	...	...	...	...	...
12,25 % oct. 84	106,80	6,114	Cof. Ind. Ind.	445,80	445,80	...	...	...	...	...	...
11 % 85/86	111,15	0,512	Coq. Ind. Ind.	17	17	...	...	...	...	...	...
10,25 % mars 86	105,40	10,204	Coq. Ind. Ind.	580	580	...	...	...	...	...	...
DMT 12,75 % 83	2006,30	...	Coq. Ind. Ind.	180,50	180,50	...	...	...	...	...	...
DAT 10 % 2000	105,54	7,883	Coq. Ind. Ind.	221,50	221,50	...	...	...	...	...	...
DAT 9,50 % 1987	106,48	2,380	Coq. Ind. Ind.	283	283	...	...	...	...	...	...
DAT 8,80 % 1988	103,73	1,047	Coq. Ind. Ind.	1480	1480	...	...	...	...	...	...
Ch. France 3 %	101,76	1,670	Coq. Ind. Ind.	295	295	...	...	...	...	...	...
Ch. Basse Norm. 82	102,75	1,670	Coq. Ind. Ind.	1480	1480	...	...	...	...	...	...
Ch. Peches	102,75	1,670	Coq. Ind. Ind.	285	285	...	...	...	...	...	...
Ch. Seine 82	101,76	1,670	Coq. Ind. Ind.	1215	1215	...	...	...	...	...	...
FTT 11,20 % 86	108	2,800	Coq. Ind. Ind.	2490	2490	...	...	...	...	...	...
CFR 10,50 % 86	103,44	1,244	Coq. Ind. Ind.	1714	1714	...	...	...	...	...	...
CHN 9,50 % 86	106,65	7,940	Coq. Ind. Ind.	342	342	...	...	...	...	...	...
CHT 9,25 % 86	97,80	7,478	Coq. Ind. Ind.	747	747	...	...	...	...	...	...
CHS 10,00 % 84/85	107,80	1,881	Coq. Ind. Ind.	603	603	...	...	...	...	...	...
CALICA T.P.	101	101	Coq. Ind. Ind.	278	278	...	...	...	...	...	...
Domet Ann. C.I.C. oct.	...	...	Coq. Ind. Ind.	678	678	...	...	...	...	...	...
Madagascar 1 9/8 87	...	8,210	Coq. Ind. Ind.	76,60	76,60	...	...	...	...	...	...
Etrangères											
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...
			Coq. Ind. Ind.	...	...	...	...	...	...	...	...

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 La fin de la visite de M. Mitterrand en Algérie. — Madagascar : l'élection présidentielle du 12 mars. 3 Affaire Tower : M. Bush en échec au Sénat. 4 Chine : les émeutes au Tibet. 6 Grèce : les suites du « scandale Kostas ».	10-11 Elections municipales : reportages à Dreux et à Dunkerque ; Histoires de villes : Melun ; Mode d'emploi du scrutin. 12 M. Rocard et l'aménagement de la région parisienne. — Le « Journal d'un amateur » par Philippe Boucher.	14 Le procès du commissaire Jobic. — Affaire Pochiney : M. Max Théret conteste la compétence du juge d'instruction. 16 Les négociations progressent entre le ministère et les syndicats d'enseignants. 27 Campus.	23 Théâtre : Charles IX à Bathune ; Familles d'artistes à Aubervilliers ; La Métamorphose à New-York. 24 Cinéma : les Aventures du baron de Munchausen de Terry Gilliam. — Communication.	30 La faillite administrative d'Eastern Airlines. 31 Le gouvernement vénézuélien reste confronté au défi de l'inflation. 34 Marchés financiers.	Abonnements 21 Annonces classées 28 Loto, Loterie 28 Camet 28 Météorologie 27 Mots croisés 20 Philatélie 27 Radio-télévision 28 Spectacles 25	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Consultez les horaires de départ dans les stations COURS ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 APP 3615 taping LM

AFRIQUE DU SUD

Le président Botha paraît décidé à aller jusqu'au terme de son mandat

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Afin de reprendre les choses en main, le président Pieter Botha a décidé, jeudi 9 mars, de reprendre ses fonctions plus tôt que prévu. Après deux mois d'interruption consécutive à la congestion cérébrale qui l'a frappé le 18 janvier, il présidera à nouveau le conseil des ministres le 15 mars et assistera le même jour au parlement à la présentation du budget. Initialement, le chef de l'Etat avait annoncé qu'il retrouverait son fauteuil au début d'avril, après Pâques. La crise politique qui l'oppose au nouveau leader du Parti national, M. Frederik Willem De Klerk n'est pas étrangère à ce retour anticipé de trois semaines (le Monde du 9 mars).

La guerre des chefs est loin d'être close. Contrairement à ce qui était attendu, la journée de jeudi n'a pas permis de trouver une solution. Les discussions continuent, a fait savoir M. De Klerk après un long entretien avec le président en compagnie des leaders provinciaux du parti. Ces entretiens ont été précédés d'une réunion du groupe parlementaire de

la majorité (130 députés) qui s'est séparé sans parvenir à résoudre la crise.

Il est difficile de dire si des progrès ont été accomplis au cours de ces pourparlers dont rien n'a filtré. Il semble que la rencontre, entre ce qu'il faut bien désormais appeler deux rivaux, n'a pas été des plus faciles. Un règlement à l'amiable est-il toujours envisageable ? M. Botha paraît décidé à aller jusqu'au terme de son mandat, au début de septembre. C'est sans doute à cette époque également (septembre ou octobre) que devraient avoir lieu des élections générales. L'examen du budget prenant de longs mois, une consultation est impossible d'ici juin.

La solution amiable consisterait à permettre au chef de l'Etat de rester en place quelques mois tout en laissant les cordes franches à M. De Klerk pendant cette période d'attente du scrutin. Un compromis boiteux dont chacun se demande s'il résistera au caractère dominateur de M. Botha, qui ne s'est jamais laissé dicter sa conduite.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A Berlin-Ouest

Accord de gouvernement entre sociaux-démocrates et alternatifs

Berlin-Ouest (AFP). — Le Parti social-démocrate (SPD) et la Liste alternative (AL, écologistes) ont mis fin, vendredi matin 10 mars, à leurs négociations en signant un accord sur la répartition des postes du gouvernement de Berlin-Ouest.

La Liste alternative aura trois ministères dans le nouveau Sénat (gouvernement) de coalition « rouge-verte » : celui du développement de la ville et de l'environnement ; celui de l'école, de la formation professionnelle et du sport ; et

enfin celui de la femme, de la famille et de la jeunesse.

Pour le président local du SPD, Walter Momper, il s'agit là d'un « compromis » qui devrait permettre de gouverner pendant quatre ans.

Le négociateur en chef de l'AL, Christian Stroebe, estime que le compromis donne à son parti la possibilité d'appliquer une politique « significative » et viable dans certains domaines.

L'affaire Rushdie

Une lettre ouverte du Grand-Orient aux musulmans de France

Dans une lettre ouverte aux musulmans de France, M. Christian Pozzo di Borgo, grand maître du Grand-Orient de France, écrit que « les franc-maçons ont trop hâté pour la liberté d'expression pour ne pas s'opposer à ce que celle-ci soit soumise à une loi qui, de surcroît, ne serait pas d'essence humaine. La liberté d'expression est inconditionnelle ou elle n'existe pas. »

Rien ne justifie les comportements actuels de ceux qui semblent être des marginaux de l'islam, ajoute M. Pozzo di Borgo. Il revient à tous les hommes qui se prévalent d'une éthique fondée sur la transcendance — en particulier les musulmans, les chrétiens et les juifs — de faire des choix : la liberté contre l'obscurantisme, la tolérance contre l'intégrisme, une démarche d'union fraternelle contre le repli sur un dogme qui appelle au meurtre. »

Sur le vif

Vieilles valoches

Il ne sont pas à prendre avec des pincettes, aujourd'hui, les mecs du Quai d'Orsay. Vous savez pas ce qui s'est passé ? Attendez que je vous raconte. Deux chiens policiers se baladaient, bien peignés, leur maître en laisse, au service des douanes de l'aéroport de Miami. Passe un chérif à bagages. Ils tombent en arrêt épileptique et se précipitent, la bave aux lèvres, sur une de nos valises diplomatiques. On essaye de les calmer : Allez, ici, au pied ! Tu parles ! Complètement pétés, ils étaient, les deux affreux, ils se payaient un « high » pas possible.

Du coup, la valoches, en fait c'est pas une valoches, c'est des sacs, on la passe aux rayons X, et qu'est-ce qu'on voit ? Des piquets de caca gros comme la bras. On interroge le fonctionnaire français chargé d'accompagner ce précieux chargement : C'est quoi, ça, on peut savoir ?

Des autocollants pour les vignettes des visas. Vos débâcles, c'est des gamins, ils se shootent à la scotoline. Vous vous foutez de nous ? Allez à table ! Ça a duré neuf heures d'affilée, ce cirque. Après quoi, convention de Vienne oblige, on

lui a rendu sa marchandise et il est rentré à Paris. Paris n'est pas content. Paris proteste. Paris dément. N'empêche, moi, ce matin, sur Europe 1, j'ai entendu le responsable de la Food and Drug Administration s'étrangler de fureur avec le fil du micro : Ouais, c'en était, pas de problème ! Faudrait quand même pas nous prendre pour des cons !

On se gênerait peut-être ! On ne va pas se casser la tête à planquer la came dans des noix de coco, des yachts vedettes sur les routes de la Nibvre, des pneus de bagnole ou des statues incas. Les valises diplomatiques, c'est pas fait pour les chiens. Elles en ont vu d'autres, croyez-moi, des cafetiers électriques, des dessous féminins et des camemberts qui schlinguent à couper le fil d'une meute de molosses en manque.

Dis donc, Rocky, toi, tes copains, quand vous aurez fini de boucher les trous de la couche-culotte de la planète à La Haye, pourquoi vous vous retrouveriez pas à Vienne pour rapetasser vos vieilles valoches ? Elles fuient de partout.

CLAUDE SARRAUTE.

ESPAGNE

Deux gardes civils assassinés

Deux gardes civils (gendarmes) ont été tués, vendredi 10 mars, dans la matinée à Saint-Jacques-de-Compostelle (Gallie, nord-ouest de l'Espagne) par des inconnus qui ont tiré à bout portant, a-t-on appris de source policière. Les deux gardes civils étaient en faction devant l'immeuble de la Banque d'Espagne à Saint-Jacques-de-Compostelle. — (AFP.)

IRAN

Quatre-vingt-trois trafiquants de drogue pendus

Téhéran, (AFP). — Quatre-vingt-trois personnes, accusées de trafic de drogue, ont été pendues en public vendredi matin 10 mars à Téhéran et dans vingt-six autres villes d'Iran, a annoncé Radio-Téhéran. Selon la radio, ces personnes ont été reconnues coupables de détention ou distribution et vente de 9 107 kilogrammes de stupéfiants.

Le mensuel Passages

BERLIN : LE RETOUR DES NAZIS ?

La première grande enquête sur la poussée de l'extrême droite

EN VENTE DANS TOUTES LES KIOSQUES

Mort du photographe Robert Mapplethorpe

Un classique moderne

Photographe de la scène new-yorkaise, du corps et de la nature morte, Robert Mapplethorpe est mort, jeudi 9 mars, du sida, à Boston. Il était âgé de quarante-deux ans.

Robert Mapplethorpe naît le 4 novembre 1946, à New-York. Réalisateur de films underground, il étudie la sculpture de 1963 à 1970 et s'adonne à la peinture et au collage. Il vit avec la poétesse et comédienne Patti Smith, qui exerce sur lui une forte influence.

C'est par le collectionneur Sam Wagstaff qu'il vient à la photographie en 1972. Au Polaroid, il réalise des natures mortes et des sujets érotiques. Sa première exposition a lieu en 1976, à la Light Gallery de New-York. C'est alors que débute sa carrière de photographe indépendant. Celle-ci se développe essentiellement sur trois plans, à commencer par le portrait.

Dans son loft de Manhattan défient ses amis et les célébrités du milieu de l'art. Mapplethorpe les photographie à l'Haselblad, avec justesse, violence et amitié. Son style est instantanément identifiable. La frontalité du cadrage, la maîtrise de la lumière, s'allient à la rigueur de la représentation. De Susan Sontag à Bob Wilson ou Cindy Sherman, le gotha artistique mondial s'affiche dans un face-à-face complice. Mapplethorpe lui-même avoue faire ses photos à partir d'expériences vécues en privé. Ainsi résume-t-il sa pratique en une phrase : « Je ne fais pas de photos de personnes avec qui je n'ai pas communiqué. »

Ce contrôle et cette précision, subtil amalgame de raffinement et de froideur, se retrouvent dans ses natures mortes. Celles-ci sont aussi

efficaces et dépouillées que ses portraits. Roland Barthes dira à son propos qu'il représentait une branche d'iris comme l'aurait fait un peintre occidental.

Ce culte de la beauté connaît son apogée avec les nus. Mapplethorpe les photographie de manière aussi provocante qu'érotique. Il impose un style musclé, « hard », qui s'épanouit en d'insistants gros plans de sexes masculins. En même temps qu'il célèbre l'anatomie splendide d'athlètes noirs, il substitue au stéréotype de la femme traditionnelle le prototype de la femme féline, qu'incarne la star du body-building, Lisa Lyon, à qui il consacre tout un album.

Malgré les apparences, et quel que soit le sujet, le photographe révèle d'abord la vision qu'il en a. Beau comme un jeune premier, au point de figurer en couverture de la superbe monographie qui n'avait pas d'autre titre que son nom, Robert Mapplethorpe était hanté par la perfection de la forme.

Inventif et classique, pas si éloigné de la grande tradition des années 30, ni même de Nadar qui était son portraitiste préféré, Robert Mapplethorpe a accompli en moins de quinze ans une œuvre en constante ébullition. Elle a été révélée en 1978 en Europe par la Documenta de Kassel.

Robert Mapplethorpe, bien sûr, se savait malade. Ces dernières années, il a multiplié les expositions et les livres qu'il publiait parfois au rythme de quatre par an. En 1988, dans un de ses derniers autoportraits, il apparaît très amaigri, figé dans un demi-sourire, tenant une canne au poignet orné d'une tête de mort.

PATRICK ROEGERS.

EN BREF

● Hazebrouck (Nord) : candidats sans le savoir. — Des habitants d'Hazebrouck ont découvert qu'ils étaient inscrits sur une liste du Front national alors qu'ils affirmait n'avoir jamais été candidats. Onze plaintes contre X ont été déposées. M. Lionel Julien, tête de liste du FN, a fait part de son intention de porter plainte à son tour, estimant que certains de ses colistiers « ont subi des pressions ». Dans une autre commune du Nord, à Grande-Synthe, une liste du FN a été retirée la veille de la clôture des dépôts de listes après la plainte d'une majorité de colistiers qui affirmaient avoir été candidats à leur insu.

● M. Jacques Chirac et les choux farcis. — Le maire de Paris a déclaré que, « dans les rues de Paris, le moindre secrétaire d'Etat aux choux farcis se transporte maintenant avec des voitures équipées de gyrophares et de pin-pont qui sont totalement inutiles mais qui rappellent les techniques des pays en voie de développement ».

● M. Barre et l'âge du ministre de Lyon. — M. Raymond Barre a estimé, jeudi soir 9 mars, que « toute la campagne qui a été menée sur l'âge du ministre (M. Francisque Collomb, soixante-deux-huit ans) est une chose qui n'est pas convenable ». L'ancien premier ministre, qui figure en seconde position sur la liste de M. Collomb, a observé : « Je crois qu'il faut en politique respecter une certaine éthique. (...) Je suis personnellement ce qu'il peut y avoir de bas, de vulgaire, de médiocrité et souvent d'ignorance dans la lutte politique de la part de certains. »

Le numéro du « Monde » daté 10 mars 1989 a été tiré à 115 016 exemplaires


TRÉCA cad
à commande automatique
permet de relever la tête et les jambes SANS AUCUN EFFORT (toutes dimensions)
CAPÉLOU
10, rue de la République - 93000 LA SEINE-SAINT-DENIS - FRANCE

le nouvel
Observateur
CETTE SEMAINE
10 MILLIONS DE FEMMES SEULES — LES CELIBATTANTES

MODE ET JALOUSIE !
C'est un fait, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite la jalousie et la curiosité intense de ses meilleures amies !
« Elle porte dix fois plus de nouvelles robes, de vêtements "super" dans des tissus géniaux et cette Mode la rend si attirante. Pourtant elle ne dépense pas tellement... »
Vous voulez connaître son secret, le voilà : faites comme elle, allez chez Rodin.
Vous y trouverez votre revanche sur cette rivale, au prix le plus doux, des tissus depuis 30 F le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.

RODIN
36 CHAMPS ELYSÉES PARIS
A C D E F G H

HERMÈS. ÉLÉGANCE-APPEAL.



La nouvelle Collection Hommes et le Carrel d'Élégance vous attendent chez Hermès. Tél. 42 65 21 60 poste 4262.

HERMÈS
PARIS